Université Alassane Ouattara

UFR : Communication, Milieu et Société

Département de Géographie

THÈSE UNIQUE DE DOCTORAT

Mention: Géographie Humaine

Option: Environnement

ACTIVITÉS MINIÈRES ARTISANALES, FEMME ET DÉVELOPPEMENT EN MILIEU RURAL AU NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE

Présenté par : **ALLOU Tolla Koffi**

Soutenue publiquement, le 30 Janvier 2020 devant le jury composé de :

Président:	**M. ASSI KAUDJHIS Joseph P**	Professeur Titulaire	Université Alassane Ouattara, Bouaké
Directeur de Thèse :	**M. MOUSSA Diakité**	Maître de Conférences	Université Alassane Ouattara, Bouaké
Rapporteur :	**M. ZAH Bi Tozan**	Maître de Conférences	Université Alassane Ouattara, Bouaké
Examinateur :	**M. SOKEMAWU Koudzo**	Professeur Titulaire	Université de Lomé, Togo

ANNÉE ACADÉMIQUE : 2018-2019

Université Alassane Ouattara

UFR : Communication, Milieu et Société

Département de Géographie

THÈSE UNIQUE DE DOCTORAT

Mention: Géographie Humaine

Option: Environnement

ACTIVITÉS MINIÈRES ARTISANALES, FEMME ET DÉVELOPPEMENT EN MILIEU RURAL AU NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE

Présenté par :

ALLOU Tolla Koffi

Sous la direction de :

M. MOUSSA Diakité

Maître de Conférences

ANNÉE ACADÉMIQUE : 2018-2019

SOMMAIRE

Sommaire……...2
Avant-propos 4
Remerciements 5
Liste des abréviations et acronymes 10
Introduction générale 13
Revue de la litterature 18
Problématique 69
Objectifs de recherche 71
Hypothèses de recherche 72
Méthodologie de recherche 72
PREMIÈRE PARTIE : CARACTÉRISTIQUES DE L'EXPLOITATION MINIÈRE ARTISANALE EN ZONES RURALES AU NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE 97
Chapitre 1 : Profil des artisans mineurs enquêtés dans les zones rurales du Nord de la Côte d'Ivoire……99
Chapitre 2 : Organisation et fonctionnement des unités d'exploitation minière artisanale en zones rurales au nord de la Côte d'Ivoire 127
DEUXIÈME PARTIE : FEMMES DANS LE SECTEUR MINIER ARTISANAL EN ZONES RURALES AU NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE 154
Chapitre 3 : Rôle et moyens de subsistance des femmes dans le secteur minier artisanal au Nord de la Côte d'Ivoire 157
Chapitre 4 : Les contraintes liées à la participation des femmes dans l'artisanat minier au Nord de la Côte d'Ivoire 175
TROISIÈME PARTIE : BILAN SOCIO-ÉCONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTAL DE L'ARTISANAT MINIER DANS LES ZONES RURALES DU NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE 200
Chapitre 5 : Les impacts liés à l'essor de l'artisanat minier au Nord……203
Chapitre 6 : Problèmes générés par l'artisanat minier sur les conditions de vie des populations en zone rurale au Nord 230
Conclusion Générale 251
Bibliogaphie 256
Tables des illustrations……280
Tables des matières……..284
Annexes……..290

DÉDICACE

À la mémoire de mon père AMANI Kouadio Firmin, le souvenir des moments passés ensemble et de tous ces engagements physiques, moraux et économiques faits à notre égard, double en nous la tristesse de savoir que, plus jamais vous ne profiterez du fruit de tous ces efforts consentis durant des décennies pour atteindre ces objectifs. Paix à ton âme Papa.

À ma mère, N'GUESSAN Amenan Eugénie, pour son grand amour et soutien sans relâche durant tout ce moment de dur labeur dans la recherche.

À mon aîné, KOUADIO N'goran Étienne pour tous les sacrifices effectués à notre égard.

Ce travail est le fruit de votre affection, de votre sens d'hospitalité, de solidarité et surtout de confiance ; il vous est entièrement dédié.

AVANT-PROPOS

L'industrie minière extractive constitue une source d'alimentation de certaines économies d'Afrique Subsaharienne et de plusieurs autres pays du monde. Elle se constitue, aujourd'hui plus que jamais, en moteur de développement socioéconomique (DIALLO, 2014). À l'image des pays en développement, la Côte d'Ivoire fonde un espoir particulier sur l'avenir de ce secteur d'activité. En effet, depuis plus d'une décennie, les autorités concentrent leurs efforts à insérer la Côte d'Ivoire dans la dynamique des pays miniers du continent africain et du monde entier avec l'appui des bailleurs de fonds. De plus, le secteur minier apparaît aujourd'hui comme l'un des principaux piliers de la croissance économique du pays (KAISER ECONOMIC DEVELOPMENT PARTNERS, 2018). Son essor reste très dynamique sur l'ensemble des régions du pays et particulièrement celles du Nord.

Dans cette partie du pays, le secteur minier et surtout artisanal demeure une source importante de l'économie des populations en majorité en zone rurale. Cette économie joue un rôle important dans le quotidien des populations locales du Nord. Cependant, sa contribution à l'économie nationale du pays reste évasive à cause de son caractère illicite (KONÉ, 2017). En plus de son aspect illégal, les méthodes et moyens utilisés dans le secteur sont déplorables. Cette activité dégrade l'environnement et le cadre de vie des populations riveraines du fait des morcèlements des troncs d'arbre et de l'usage anarchique des produits chimiques. Dans les zones d'extraction minière artisanale, les femmes sont confrontées à plusieurs cas d'abus. C'est face à ces constats que nous avons orienté nos recherches sur l'exploitation minière artisanale en milieu rural au Nord de la Côte d'Ivoire.

REMERCIEMENTS

Cette thèse a été rendue possible grâce au programme GrOW[1] sur « Croissance en Afrique de l'Ouest, rôle de l'industrie extractive sur l'autonomisation des femmes en Côte d'Ivoire et au Ghana » financé par le Centre pour la Recherche et le Développement International (CRDI-Canada), UK Government's Department for International Development, William and Flora Hewlett Foundation avec le concours scientifique et académique d'une équipe dynamique du Centre Ivoirien de Recherches Économiques et Sociales (CIRES). Dans cette perspective, nous tenons à exprimer notre grande satisfaction et reconnaissance aux différents bailleurs de fonds susmentionnés pour leurs différents appuis financiers, académiques, matériels, etc.

Cette thèse a été pour nous un moyen d'achèvement personnel et académique ; elle nous a permis de développer les caractères tels que l'apprentissage, la persévérance, le courage et la rigueur. En outre, le long et difficile parcours de recherche dont le présent document est le fruit, ne serait jamais arrivé à son terme sans le concours et le consentement de plusieurs personnes. Toutefois, nous voudrions remercier toutes ces personnes de bonne volonté qui nous ont offert l'opportunité de l'élaborer.

Nous tenons à remercier notre Directeur de thèse Monsieur MOUSSA Diakité, Maître de Conférences au Département de Géographie à l'Université Alassane Ouattara pour ses qualités techniques et humaines. Sa très grande disponibilité, son soutien moral, physique, et son attention dévouée, ont été fortement appréciés dans l'élaboration de ce travail. Ses instructions, ses critiques, ses orientations et ses commentaires nous ont guidés tout le long de la rédaction de cette thèse. Sa grande connaissance des questions socio-environnementales, son amour du métier et sa patience nous ont ouvert les voies de la connaissance et permis d'atteindre nos objectifs.

Nous remercions particulièrement le Professeur ZAH Bi Tozan qui nous a initiés à l'amour de la recherche scientifique depuis la licence et qui n'a point détourné ses regards sur notre évolution. Nous lui témoignons notre sincère reconnaissance pour cette opportunité qui nous a accordé afin d'être un des doctorants pris en charge par le programme GrOW. Grand merci à vous Professeur pour cette confiance que vous nous accordé sans relâche.

Nous voulons par cette même occasion, réitérer notre profonde reconnaissance à cette dynamique équipe qui nous a accompagnés tout au long de cette recherche. Notre gratitude s'adresse au coordonnateur du projet GrOW-Côte d'Ivoire, le Professeur KONAN Yao Silvère. Grand merci à vous Professeur pour votre disponibilité, vos soutiens sans relâche et surtout ces quotidiens mots d'encouragement que vous n'avez cessé de nous dire durant toute cette période passée à votre côté. Travailler avec vous dans le même environnement, nous a été plus qu'enrichissant. Tout le temps que vous avez accepté de nous associer à votre équipe de travail, nous a permis de vous distinguer en la qualité d'un Monsieur attentionné, soucieux du bienêtre de l'autre, passionné de la recherche. Votre concours moral, physique, matériel et financier pour la réalisation de ce travail vaut plus que de l'or.

Nous dédions nos chaleureux remerciements aux différents enseignants chercheurs aussi engagés sur le projet. Plus particulièrement nous tenons à remercier le Professeur KOUAKOU Auguste, Doyen des UFR, Sciences Économiques et Gestions de l'Université Jean Lorougnon Guédé (Daloa), pour ses conseils, ses orientations et ses encouragements sans fin. Grand merci à vous Professeur pour vos critiques car ils ont été d'un apport considérable dans l'élaboration de ce travail.

À Docteur BINATÉ Fofana Namizata, Économiste à l'Université de Cocody et Directrice de Cabinet au Ministère de la Famille, de la Femme et de la Protection Sociale, affectueusement appelée « Maman », nous lui témoignons également nos reconnaissances pour tout le temps qu'elle a accepté de nous accorder en nous orientant dans cette recherche. Merci maman de nous avoir ouvert les mains afin d'apprendre aussi à votre côté. Nous vous sommes reconnaissants pour le temps matériel que vous nous avez accordé en nous accompagnant sur le terrain pendant nos missions de sensibilisation.

À Docteur GUEDÉ Romuald, Enseignant Chercheur à l'UFR des Sciences Économiques et de Gestions à l'Université Jean Lorougnon Guédé (Daloa), nous profitons encore de cette occasion pour vous avouer notre profonde considération. Grand merci à vous pour tout ce sacrifice que vous avez fait pour nous. Quitter tôt votre domicile et votre famille, regagner tard et même à des heures reculées de la nuit votre domicile, a témoigné réellement de votre volonté de nous voir un jour atteindre nos objectifs.

À Monsieur SEDOLO Armand, nous ne manquerons pas de lui réitérer notre reconnaissance d'avoir bien voulu se rendre disponible pour nous entretenir quelque fois malgré son calendrier chargé. Vos conseils et encouragements nous ont été très importants dans l'élaboration de ce travail. À nos collègues de ces moments forts de recherches, Madame TAGRO Mélissa et GBANÉ El Ali, nous tenons à vous remercier pour votre attention à notre égard pendant ces moments.

Aux statisticiens, Messieurs SESSOU Kevin et OUATTARA Assouman, nous témoignons notre infinie gratitude pour leur expertise dans le travail. Leur bonne maîtrise des outils de traitement et d'analyse des données quantitatives, nous a été d'un très grand soutien tout au long de cette recherche. À Docteur SORO Doba (sociologue), nous disons aussi merci pour son apport à l'analyse des données qualitatives et à la relecture de ce travail. Quant aux

Docteurs SORO Nahoua et DIABATÉ tous sociologues au CIRES, nous vous sommes reconnaissants pour vos précieux conseils. En somme, nous réitérons notre satisfaction à la direction du CIRES pour cette affiliation qu'elle nous a accordée afin d'élaborer cette thèse. Que tout le corps enseignant, étudiant et personnel administratif du CIRES avec à sa tête, Docteur DIARRA IBRAHIM trouve ici l'expression de notre chaleureuse reconnaissance.

Notre gratitude s'adresse aussi au Directeur du Département de Géographie de l'Université Alassane Ouattara à Bouaké, le Professeur DJAKO Arsène qui a veillé à nous faire profiter de la richesse de ses enseignements. Nous voulons réitérer par la même occasion, notre reconnaissance au corps enseignant dudit Département, pour la formation qu'il nous a partagé. Au professeur ASSI KAUDJHIS Joseph P., nous resterons toujours reconnaissant pour tout ce temps qu'il a consacré à instruire ce travail tout en proposant de nouvelles pistes pour sa structuration.

Au Professeur SOKEMAWU Koudzo, Enseignant Chercheur à l'Université de Lomé (Togo), nous exprimons notre grande reconnaissance pour ses critiques, orientations et apports pour la restructuration de ce travail. Nous exprimons aussi à nos amis Doctorants TANOH Ané Landry, TOHOURI Alain, FOFANA Bakary, KOUASSI Richmond, au Docteur NIAMIEN Kadjo Henry-Joël et à tous nos amis d'amphi, un grand merci pour leurs différents appuis et soutiens pour l'élaboration de ce travail. Que les archivistes et les Bibliothécaires du CIRES, IGT, IRD, UAO, trouvent ici l'expression de notre reconnaissance pour leur grande serviabilité.

Que les Directions Nationales, Régionales et Départementales des mines d'Abidjan, Tortiya, Korhogo et Boundiali reçoivent ici l'expression de nos reconnaissances les plus sincères. Plus particulièrement nous témoignons aux Directeurs de l'Exploitation Artisanale des Petites Mines et Carrières de Côte d'Ivoire, Messieurs AHOBA Georges et COULIBALY Logbochin nos remerciements pour leurs apports tout au long de ce projet. Nous disons par la même occasion, un grand merci à Madame LOGBO-KOSSI Christine du FEMICI et GPMCI, à Docteur YOBOUÉ de PCQVP, à Monsieur TINGAIN Julien du CN-ITIE et bien d'autres personnes, structures et ONG que nous avons avisé tout au long de la réalisation de ce travail de recherche. Les entrevues avec les uns et les autres, nous ont donné d'importants arguments pour atteindre nos objectifs.

Notre fidèle dévouement va à l'endroit de nos parents et amis pour leurs soutiens matériels, physiques et financiers sans relâche durant ces longues années de recherches. À notre aîné KOUADIO Koffi Jean-Baptiste, pour tous les sacrifices effectués à notre égard, nous te sommes reconnaissants. À mes oncles AMANI Koffi Mathias et AMANI N'goran Roger et leurs différentes épouses, pour tous les conseils. À KOFFI Ahou Solange, ALLAI Affoué Marie, ALLAI Konan André, KOUADIO Akissi Alice, BLA Affoué Béatrice, KOUADIO Néthaniale, KOUADIO Aya Géneviève, KONAN Kouamé Treiche, KONAN Koffi Yvan, KONAN Koffi Chalom, AFFOUÉ Toussainte, KOUAMÉ Abraham, KOFFI Yao Rock, KOFFI Ahou Prunelle, ALLOU Kouamé Désiré, N'GORAN Kouassi Serges, KOFFI Yao Hervé, KOUAMÉ Attiman Claude, AGO Bekantty Donatienne, KOUADIO Noé, YOBOUÉ Roseline, N'GOTTA La Fleur, KOUAMÉ Yao Samuel, ALLUI Nestor, KOFFI Rustico Hermann Konan, Innocent KOUASSI, Monsieur KOUAKOU N'Guessan Jean, Maman BÉHIBRO Nicole et famille, N'GUESSAN Kouadio Serges. À notre très cher ANGBÉ Amenan Marie-Noëlle pour tout le soutien apporté pendant ces moments de durs labeurs et toutes ces personnes de bonnes volontés pour leurs précieux conseils. Enfin, que tous ceux qui ont contribué de près comme de loin à la réalisation de cette thèse, trouvent ici l'expression de notre sincère reconnaissance et considération.

LISTE DES ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

AGEPE : Agence d'Étude et de la Promotion de l'Emploi

ANAFOR : Agence Nationale d'Appui au Développement Forestier

ANDE : Agence Nationale De l'Environnement

BCÉAO : Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest

BNETD : Bureau National d'Études Techniques et de Développement

BIT : Bureau International de Travail

CCT : Centre de Cartographie et de Télédétection

CDLM : Comité de Développement Local Minier

CÉÉAC : Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale

CEPICI : Centre de Promotion de l'Investissement en Côte d'Ivoire

CÉSSEM : Centre d'Études Supérieures pour la Sécurité de l'Environnement Miniers

CFAC : Commission des Forêts de l'Afrique Centrale

CIAPOL : Centre Ivoirien d'Antipollution

CICRED : Comité International de la Coopération des Recherches en Démographie

CIRES : Centre Ivoirien de Recherches Économiques et Sociales

CMED : Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement

CMMI : Commission Mondiale sur les Migrations Internationales

CNDHCI : Commission Nationale des Droits de l'Homme de Côte d'Ivoire

CNUED : Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement

CN-ITIE : Conseil National- Initiative pour la Transparence des Industries Extractives

CRDI : Centre pour la Recherche et du Développement International

DEAPMC : Direction de l'Exploitation Artisanale des Petites Mines et Carrières

DRSP : Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté

ÉIES : Étude d'Impact Environnemental et Social

ITIE : Initiative pour la Transparence des Industries Extractives

FMI : Fond Monétaire International

FEMICI : Réseau des Femmes du secteur Minier de Côte d'Ivoire

GPMCI : Groupement Professionnel des Miniers de Côte d'Ivoire

GRIP : Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la sécurité

ICMM : International Council on Mining and Metals

IDH : Indice de Développement Humain

IÉPF : Institut de l'Énergie et de l'Environnement de la Francophonie

IIED : Institut International de l'Environnement de Développement

INÉD : Institut National d'Étude Démographique

INS : Institut National de la Statistique

IRD : Institut de Recherche pour le Développement

OCDÉ : Organisation pour la Coopération et le Développement Économique

ODD : Objectifs du Développement Durable

OIM : Organisation Internationale des Migrations

OIT : Organisation Internationale du Travail

OMC : Organisation Mondiale du Commerce

OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement

ONUDI : Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel

PNAE-CI : Programme National d'Action Environnementale en Côte d'Ivoire

PNB : Produit National Brut

PND : Programme National de Développement

PNE : Programme National d'Environnement

PNRO : Programme National de Rationalisation de l'Orpaillage

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

PNUE : Programme des Nations Unies pour l'Environnement

PNUED : Programme des Nations Unies pour l'Environnement et le Développement

RGPH : Recensement Général de la Population et de l'Habitat

SAREMCI : Société Africaine de Recherche et d'Exploitation Minière en Côte d'Ivoire

SODEFOR : Société du Développement des Forêts

SODEMI : Société pour le Développement des Mines en Côte d'Ivoire

UÉMOA : Union Économique et Monétaire Ouest Africaine

UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'Éduction, la Science et la Culture

USAID : United States Agency for International Development

INTRODUCTION GÉNÉRALE

1-COMPRÉHENSION DU SUJET

L'industrie extractive représente de nos jours, une source importante pour la croissance socio-économique de plusieurs pays subsahariens (ANTIL, 2014 ; GOH, 2016 ; KOUADIO, 2016). À l'image de l'ensemble de ces pays, le secteur minier apparaît pour la Côte d'Ivoire comme une seconde locomotive pour booster le niveau de sa croissance économique. Le secteur s'affiche dès lors, comme une grande opportunité d'affaire pour l'État ivoirien, qui aménage depuis plus d'une décennie des efforts à l'insérer véritablement dans sa politique de développement. En effet, l'essor actuel de l'exploitation minière dont l'or est le fleuron, résulte d'une politique de libéralisation du secteur réalisée par le gouvernement ivoirien. Cette politique du gouvernement ivoirien de faire du secteur minier un pilier fort de sa croissance économique, se traduit par l'affluence de grands investissements nationaux comme internationaux dans le secteur. L'ouverture de grands sites d'exploitation minière industrielle (mines de Tongon, d'Ity, d'Agbahou, de Hiré, etc.) à l'échelle de l'ensemble du territoire national rend effectivement compte de cette nouvelle approche économique du gouvernement. Selon le Ministère de l'Industrie et des Mines (2015), l'évolution actuelle des revenus issus du secteur minier présente une bonne perspective de l'activité quant à sa place de second leadeur de la croissance économique ivoirienne après l'agriculture.

En réalité, la contribution économique du secteur minier ivoirien au PIB a connu une importante croissance au point où certains acteurs du secteur parlent de boom économique entre 2008 et 2009. Au cours de cette période, les exportations d'or sont passées de 25,4 milliards à 99,3 milliards de FCFA (MOORE, 2015). En moyenne, pour la même source, le secteur minier ivoirien a enregistré une hausse de 160,6% (82,0 milliards de FCFA) par an de 2009 à 2011. En 2015, les revenus générés par le secteur extractif totalisent un montant de 290 milliards FCFA (MOORE, 2015). En d'autres termes, les revenus du secteur minier, déclarés dans le cadre du processus de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE) en 2015, ont augmenté de près de un milliard FCFA (soit 2,35%) passant à 37,7 milliards FCFA en 2015 contre 36,8 milliards FCFA en 2014 et 28,5 milliards FCFA en 2013 (MOORE, 2015). Pour la BCEAO (2013), avec un taux d'exportation fixé à 4,7% en 2012, l'or occupe

désormais une part importante des exportations de biens en Côte d'Ivoire. Face à ces différentes performances économiques réalisées par le secteur minier sur une décennie proche, la politique de l'État ivoirien de faire du secteur le second vecteur de la croissance économique du pays se veut salutaire. Cependant, cette industrialisation du secteur minier ivoirien se voit concurrencer par une forme d'exploitation minière artisanale, dont l'orpaillage clandestin reste le déterminant clé suivant les analyses du Ministère de l'Industrie et des Mines en 2015. Cette forme d'exploitation, faite par la majorité des populations en zone rurale (Ministère de l'Industrie et des Mines, 2015), se pratique de façon illégale sur l'ensemble du territoire national.

Pour le Ministère de l'Industrie et des Mines (2015), l'orpaillage clandestin occupe aujourd'hui plus de 500 000 personnes en Côte d'Ivoire dont 300 000 installées dans le Nord du pays. La pratique de cette activité en Côte d'Ivoire, a une histoire très ancienne qui, selon KOUADIO (2016) et GOH (2016), remonte jusqu'au XIXème siècle. Cependant, l'essor galopant de l'activité de l'orpaillage illicite sur près de 24 régions sur les 31 que compte le pays actuellement, tire sa source de la prévalence des différentes crises socio-politiques que le pays a traversé pendant ces dernières décennies accompagnées du taux croissant de chômage de la population (AGEPE, 2013 ; Ministère de l'Industrie et des Mines, 2015 ; SANGARÉ, 2016 ; GOH, 2016 ; ALAN et HELBIG DE BALZAC, 2017).

Cette activité qui a servi de moyen de subsistance pour plusieurs ménages dans le Nord-Ouest et même de source frauduleuse d'enrichissement de plusieurs confréries militaires armées du pays pendant les longues années de crise (ALAN et HELBIG DE BALZAC, 2017), soulève assez de polémiques de nos jours. En effet, l'orpaillage dans son exercice, se spatialise en général, sur les permis des compagnies minières (plus de 80% des sites d'orpaillage en Côte d'Ivoire selon le Ministère des Mines se retrouvent sur les domaines miniers). La spatialisation anarchique des sites d'orpaillage et pour la plupart, sur les périmètres miniers déjà acquis par les compagnies minières, donne une nouvelle configuration du secteur minier ivoirien. En réalité, la confrontation déloyale entre la persistance des sites d'orpaillage clandestins et les sites d'exploitation minière industrielle pose un lourd défi pour le gouvernement quant au devenir de la seconde mamelle de l'économie nationale.

En général, le secteur de l'artisanat minier se présente comme une source probable de la destruction socio-environnementale du cadre de vie des populations riveraines à l'échelle des régions où il est pratiqué. Le développement de l'activité est encore associé à la question

des mutations agricoles (espaces agropastoraux transformés en sites d'orpaillage) et des discriminations sociales observées dans les zones rurales ivoiriennes aujourd'hui.

Pour AHOUSSI et *al* (2014), les activités de l'industrie extractive ont des impacts négatifs sur les ressources en eau, la biodiversité, les climats et les conditions de vie des populations de la Côte d'Ivoire. Autrement dit, la forte politique de valorisation du secteur extractif ivoirien pose de nos jours, le problème de la gestion efficiente des ressources naturelles (non renouvelables), mais plus particulièrement ceux liés à la dégradation de l'environnement et du développement durable. En d'autres termes, les contre-performances socio-environnementales de l'essor du secteur extractif ivoirien posent de véritables handicaps aujourd'hui pour la Côte d'Ivoire d'atteindre réellement les Objectifs de Développement Durable (ODD). Il ressort de ces considérations que même si l'industrie extractive constitue un levier de développement pour la Côte d'Ivoire, son exploitation pose par ailleurs, d'énormes défis à l'État ivoirien.

En plus d'assombrir l'environnement minier en général, et particulièrement le cadre de vie des populations riveraines, l'artisanat minier influence la ruée massive de femmes sur les sites. Même si leur participation au développement du secteur industriel des mines en Côte d'Ivoire demeure encore faible (20,3%) selon les analyses de l'AGEPE et de l'INS (2013), il faut noter que les femmes constituent une part importante de la main d'œuvre du secteur minier artisanal. À l'image du secteur agricole ivoirien, où selon l'INS (2014), 67% de la main-d'œuvre féminine y travaillent, notamment dans l'agriculture de subsistance et produisent 60% à 80% de la production alimentaire, les femmes constituent plus de la moitié (52,97%) de la main-d'œuvre dans les mines d'exploitation artisanale suivant les analyses du CIRES/CRDI (2016). Sur les sites d'exploitation minière artisanale, les femmes sont pour la plupart du temps, affectées à des activités de transport, de tamiserie, de broyage, de triage, de lavage, de pilage et même de creusage dans les mines.

Bien que la participation diffère selon les activités, celles-ci travaillent souvent en coopérative. Pourtant, les femmes peinent à faire entendre leurs voix, souffrent pour obtenir un droit quelconque et restent toujours victimes des malversations, bas salaires, abus sexuels, physiques et psychologiques. En d'autres termes, les femmes constituent l'une des classes sociales les plus vulnérables dans le secteur minier artisanal ivoirien, malgré les multiples tâches qu'elle effectue sur les sites. Dès lors, leur autonomisation économique dans le secteur

de l'artisanat minier, pose un véritable défi aux décideurs ivoiriens. En réalité l'artisanat minier dont l'orpaillage artisanal demeure le fleuron, est devenu un élément majeur de l'économie rurale en Côte d'Ivoire. Cette pratique qui mobilise des milliers de personnes sur toute l'étendue du territoire national ivoirien, ne laisse personne indifférent, d'où l'importance de la controverse qu'il suscite chez les uns et les autres.

Dans le Nord du pays, où cette activité occupe désormais une place de choix dans le quotidien des populations locales, les réalités vécues ne sont pas différentes de celles vécues par les populations à l'échelle des autres régions du pays où le secteur des mines artisanales connait un essor important. Sur les sites d'exploitation minière artisanale dans les campagnes du Nord du pays, les femmes au même titre que les hommes ruent chaque jour dans l'intention de faire fortune. Elles sont actives dans tous les compartiments de l'activité, allant de l'extraction, du concassasse au lavage et même parfois à la commercialisation du minerais. Cependant, ces femmes travaillent dans les conditions généralement difficiles sur les sites d'exploitation artisanale compromettant ainsi, leurs épanouissements socio-économiques et culturels. Les risques auxquels elles font face dans ces zones d'exploitation sont nombreux et nécessitent une prise de conscience des collectivités locales aux fins d'une réorganisation de ce secteur d'activité pour favoriser une implication totale et positive des femmes à l'activité.

En outre, l'exploitation artisanale des ressources minières constitue une source de revenus importante pour les populations locales dans le Nord du pays. En effet, autour des sites d'exploitation minière artisanale, se développent des activités génératrices de revenus telles que le petit commerce, la restauration, les débits de boisson et le transport. Ces activités sont développées aussi bien par les autochtones que par les artisans étrangers. L'artisanat minier apparaît de ce fait, comme une source de création d'emplois et de revenus pour les populations de cette partie du pays. Ainsi, il joue un rôle fondamental dans le développement socio-économique de cette partie du pays ainsi que dans le quotidien des ménages.

Les sites artisanaux d'exploitation de l'or, du diamant et de concassage de pierres des zones de Tortiya, Korhogo, M'Bengué et de Boundiali dans le Nord du pays, sont des exemples d'exploitation artisanale des ressources minières qui procurent des revenus aux exploitants. Plus particulièrement, le secteur de l'exploitation minière artisanale offre des potentialités sociales et économiques aux populations locales dans ces localités. Elle attire à cet effet, un nombre important de personnes dont les femmes qui semblent dans leur habilité, se

familiariser à cette activité. Cependant, sur les sites d'exploitation, on assiste au développement de mécanismes de travail mettant en danger la vie des exploitants et celle des populations riveraines. En effet, les sites d'exploitation artisanale dans les zones rurales au Nord du pays sont communément reconnus comme des zones à grands risques où se développent diverses formes d'agression tant sur les êtres humains que sur l'environnement physique. La majorité des sites situé sur les espaces agraires, sont laissés béants après exploitation. Ce qui compromet à long terme, les conditions de vie des générations futures. C'est bien ces constats qui ont suscité notre intérêt pour le sujet suivant : **« Activités minières artisanales, femme et développement en milieu rural au Nord de la Côte d'Ivoire »**.

2-REVUE DE LA LITTERATURE

La problématique qui associe l'exploitation industrielle ou artisanale des ressources naturelles disponibles, l'implication des femmes et surtout les dysfonctionnements socio-environnementaux liés à ce secteur d'activité, constitue de nos jours, un véritable défi pour les gouvernements. Face à cette préoccupation, plusieurs États producteurs de ressources envisagent mettre en place de nouvelles stratégies en vue de redynamiser le secteur et de le rendre plus performant sur le marché international. En Côte d'Ivoire, face à la politique de l'émergence du pays et aux défis liés au processus de diversification des sources de l'économie nationale, l'industrie extractive prend de plus en plus une dimension importante dans les politiques d'exportation du gouvernement.

Elle demeure actuellement, un enjeu déterminant dans les nouvelles relations entre les pays producteurs et les grandes puissances consommatrices de ressources extractives. Autrement dit, la nécessité d'attirer l'attention de tous, sur l'intensification des activités extractives et de leurs inévitables conséquences sur les conditions de vie des populations et le développement, la nature et ses écosystèmes, a fait l'objet de nombreux travaux. Il existe donc, plusieurs écrits portant sur les méthodes d'exploitation minière, l'implication des femmes au développement du secteur extractif, les effets socio-spatiaux liés aux activités extractives et les défis à relever afin de promouvoir une exploitation raisonnée des ressources naturelles disponibles. De façon générale, les thématiques abordées dans cette revue de littérature tournent autour de cinq aspects :

-approche définitionnelle de concepts clés ;

-les méthodes d'extraction minière ;

-la participation des femmes dans le secteur minier ;

-les impacts liés au développement du secteur minier ;

-les stratégies mises en place pour assurer le développement durable du secteur minier.

2.1-APPROCHE DÉFINITIONNELLE DE CONCEPTS CLÉS

2.1.1-Exploitation minière

Une exploitation minière consiste à extraire de la terre, les roches et les minéraux solides qui ont une valeur économique (SOW, 2013). Parmi les matériaux extraits, figurent les minerais métallurgiques (fer, cuivre, plomb, zinc), les minéraux industriels (calcaire, potasse, etc.), les matériaux natifs (principalement l'or et l'argent), le charbon, les sables bitumineux, le minerai d'uranium, les pierres précieuses etc. Pour ABA (2005), l'exploitation minière est le processus par lequel les personnes et les entreprises extraient ou prélèvent des minéraux, roches et pierres précieuses du sol ou du sous-sol.

La loi ivoirienne n°2014-138 du 24 mars 2014 portant code minier, l'appréhende comme étant une opération qui consiste à extraire des gites de substances minérales pour en disposer à des fins utilitaires. Selon cette même loi, elle comprend à la fois, des travaux préparatoires, l'exploitation proprement dite et éventuellement l'installation et l'utilisation des facilités destinées à l'écoulement de la production. Plus particulièrement, l'exploitation minière se résume à l'action de faire fonctionner ou de mettre en valeur les ressources minières en vue d'un profit. Par ailleurs, elle peut être artisanale, industrielle et semi-industrielle par rapport à la méthode d'exploitation, à l'étendu de la mine et surtout à l'outillage utilisé (loi n°2014-138 portant code minier ivoirien, 2014).

Pour KEITA (2001), une exploitation minière est un procédé qui consiste à extraire un gisement de matériaux du sous-sol. Selon le même auteur, l'exploitation minière peut être souterraine ou à ciel ouvert et comprend plusieurs étapes que sont : D'abord, la phase de prospection. Ensuite, viennent les travaux de terrassement et de la mise en forme de la mine elle-même. Et finalement, il y a toutes les machines d'extraction, les systèmes d'aération, les pompes pour évacuer les eaux et les systèmes d'éclairage. Par ailleurs, le même auteur soutient que, l'exploitation peut être à ciel ouvert lorsque les gisements se trouvent à faible profondeur et souterraine si le gisement est trop en profondeur. Selon GEORGE et VERGER (1970), l'exploitation minière, a deux concepts différents. D'une part, c'est l'action d'exploiter une mine et d'autre part c'est l'unité de production que représente une mine en exploitation et par extension l'ensemble des activités minières d'un pays.

Elle est une industrie mondiale, souvent située dans des régions reculées, sensibles sur le plan écologique et sous-développées, comprenant de nombreux territoires et terres autochtones. Lorsqu'elle est gérée de façon adaptée, elle peut créer des emplois, favoriser l'innovation et apporter des investissements et infrastructures à une échelle significative et à long terme. Mais lorsqu'elle est mal gérée, elle peut aussi être la cause d'une dégradation de l'environnement, du déplacement des populations, d'inégalités et de conflits aggravés, entre autres (PNUD *et al*, 2016).

2.1.2-Impact

L'impact est selon KINIGBÉ (2013), l'ensemble des effets d'une activité humaine (passée, en cours ou en projet) sur son environnement. L'impact sur l'environnement est une modification appréciable (bonne ou mauvaise) de la santé et du bien-être de l'homme (y compris du bien-être des écosystèmes dont dépend la survie humaine), qui résulte d'un effet sur l'environnement et qui est lié à la différence entre la qualité de l'environnement tel qu'il existerait « avec » et « sans » la même intervention (MEHU, 2000). Dans le cas de la présente étude, les impacts constituent les diverses modifications (positives ou négatives) qui résultent des effets engendrés par les activités d'exploitation minière artisanale sur les acteurs (artisans mineurs), l'environnement et aussi sur les populations riveraines dans les zones rurales à l'échelle de trois régions d'étude (Hambol-Poro-Bagoué) au Nord du pays.

2.1.3-Notion d'autonomisation des femmes

Nous avons mis un accent sur les fondements de cette thématique « autonomisation » car, l'un des objectifs escomptés dans cette analyse est de parvenir à promouvoir l'autonomisation des femmes dans le secteur extractif qui est en plein essor sur le continent. À ce titre, il convient de mentionner qu'il y a une variété de compréhension du terme « *autonomisation* ». Pour le Pacte Mondial des Nations Unies et l'UNIFEM[1] (2004), l'autonomisation signifie qu'un individu, femme ou homme a les moyens de contrôler sa propre

[1]L'UNIFEM est le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme. Il appuie techniquement et financièrement les programmes et stratégies novatrices visant à promouvoir l'autonomisation de la femme et à assurer l'égalité entre les sexes.

vie, de décider de ce qu'il veut faire, d'acquérir des qualifications (ou faire reconnaitre ses propres qualifications et connaissances), de renforcer sa confiance en soi, de résoudre ses problèmes et développer son autosuffisance. Par ailleurs, l'autonomisation des femmes serait une question de grande importance (VELDKAMP, 2012). Elle représente pour l'auteur, un processus par lequel une femme acquiert par elle-même suffisamment de capacités pour prendre elle-même des décisions importantes au niveaux économique, social, politique, familial, médical etc. pour le développement de sa communauté.

L'autonomisation vient donc de l'intérieur des individus eux-mêmes et ne peut pas être donnée par d'autres personnes (SIDA, 1997). Elle est en outre, le moyen par lequel les moins puissants ont plus de contrôle sur les circonstances de leur vie. Ceci inclut à la fois le contrôle des ressources (physiques, humaines, intellectuelles, financières) et l'idéologie (croyance, valeurs, attitudes). Elle signifie une plus grande confiance en soi et une transformation intérieure de sa conscience qui permet de surmonter les barrières externes à l'accès aux ressources ou des changements dans les idéologies traditionnelles (SEN et BATLIWALA, 2000).

Le problème de l'autonomisation des femmes semble se poser tout d'abord dans leur autonomisation économique. Promouvoir l'autonomisation économique des femmes c'est avant tout promouvoir la participation pleine et entière des femmes au devenir de leur société et en favoriser le développement durable (VALLÉE, 2011). Le thème de l'autonomisation économique des femmes nous ramène aussi bien évidemment, à la question plus large de l'atteinte de l'égalité du genre.

Pour être égaux, l'auteur souligne que les hommes et les femmes doivent être en mesure de jouir des mêmes opportunités économiques. En effet, cette aspiration à l'équité sociale semble avoir des retombées positives pour la croissance socio-économique des nations. Dans cette optique, le rapport de la Banque Mondiale (2012), démontre que « favoriser l'équité de genre, c'est permettre un développement rapide des industries du fait de l'apport de la main d'œuvre féminine ». Cette assertion sur le lien entre l'équité et le développement est soutenue par le rapport de l'UNESCO (2006). Ce rapport indique que, « les pays qui favorisent l'équité de genres sont susceptibles de connaitre un développement industriel grâce à la main d'œuvre féminine.

Des initiatives sont conçues avec des mesures spécifiques pour responsabiliser les femmes, en leur permettant de se rattraper et d'acquérir les moyens et la capacité de participer à la tradition du développement socio-économique de leur société respective. L'autonomisation des femmes dans le secteur extractif suppose pour nous de favoriser une participation pleine et inclusive des femmes au développement de ce secteur. Cela passe par une prise en compte des questions de genre sur les sites d'exploitation et un suivi régulier des tâches exercées par celles-ci sur les sites. L'exploitation minière fait appel à plusieurs procédés et méthodes pour atteindre le minerai.

2.2-MÉTHODES D'EXTRACTION MINIÈRE

Plusieurs méthodes régissent l'extraction minière à l'échelle mondiale. Les plus connues et utilisées sont : l'exploitation artisanale, l'exploitation à ciel ouvert et l'exploitation souterraine. Mais, avant de procéder à la revue sur les différentes modes d'exploitation susmentionnées, nécessité nous incombe de faire un état des lieux sur le secteur minier ivoirien. Ceci, en vue de présenter le potentiel minier ivoirien et les différentes méthodes utilisées pour sa mise en valeur.

2.2.1-État des lieux sur le potentiel minier de la Côte d'Ivoire

En Côte d'Ivoire, l'extraction des ressources minières par les communautés et les entreprises est un fait qui date de plusieurs décennies. Pour la localité d'Ity à l'Ouest du pays, elle date de 1989. Mais, pour d'autres localités, telles que ; Hiré en 2007, Bouaflé en 2008, Tongon en 2010, Agbaou en 2014, il s'agit d'un phénomène nouveau (KOUADIO, 2008 ; GOH, 2016). En d'autres termes, l'industrialisation du secteur minier ivoirien, jadis artisanal est un fait récent. Pour les mêmes auteurs, les premières traces de l'exploitation artisanale de l'or en Côte d'Ivoire remonteraient au début de la deuxième moitié du XVIIIe siècle. Autrement dit, JOSEPH (1913), cité par GOH (2016) et KOUADIO (2016), pense qu'il s'agissait principalement des travaux effectués par les aborigènes ivoiriens pour exploiter l'or ; soit des filons, soit des gîtes alluvionnaires. Pour lui, ces travaux ont été les premiers seuls guides de la prospection minière européenne dans cette colonie.

Aujourd'hui, les données du Ministère de l'Industrie et des Mines (2014), indiquent que la prolifération des sites d'orpaillage touche environ 24 régions soit plus de 75% de l'ensemble du territoire. Pour la même source, cette activité serait exercée par plus de 500 000 personnes dans les milieux ruraux. À l'origine, il est important de souligner que la Côte d'Ivoire est dotée de ressources naturelles immenses qui couvrent la majeure partie du pays. C'est en effet, cette richesse minière qui ne cesse d'attirer de nos jours les investisseurs de divers horizons à travers le monde entier. Tout ceci met réellement en exergue la nouvelle politique de l'État ivoirien, qui consiste à faire de l'industrie extractive la locomotive de l'économie nationale.

Le potentiel minier ivoirien quant à lui se compose de plusieurs minéraux : minerai de fer, or, manganèse, nickel latéritique, cuivre-nickel, bauxite, colombo tantalite, diamant (Ministère de l'industrie et des mines, 2014). Pour la même source, à cette date, la production minière ivoirienne à grande échelle, portait essentiellement sur l'or, le manganèse et par endroit sur le fer. L'exploitation du diamant est encore artisanale en Côte d'Ivoire, précise le Ministère des Mines et de la Géologie. Par ailleurs, l'environnement actuel de l'activité minière en Côte d'Ivoire, pour le même Ministère présente les caractéristiques suivantes : Au niveau de la recherche, il souligne que 108 permis d'exploration sont délivrés afin d'accroitre la part de devises de ce secteur pour les caisses de l'État et de permettre aux établissements miniers de s'investir davantage dans le développement local. À l'échelle de l'exploitation industrielle, le forum mentionne que cinq sociétés d'exploitation d'or totalisant 25,5 tonnes d'or en 2017 et deux sociétés d'exploitation de manganèse totalisant 255 000 tonnes en 2015, sont pleinement en activité dans plusieurs régions de la Côte d'Ivoire.

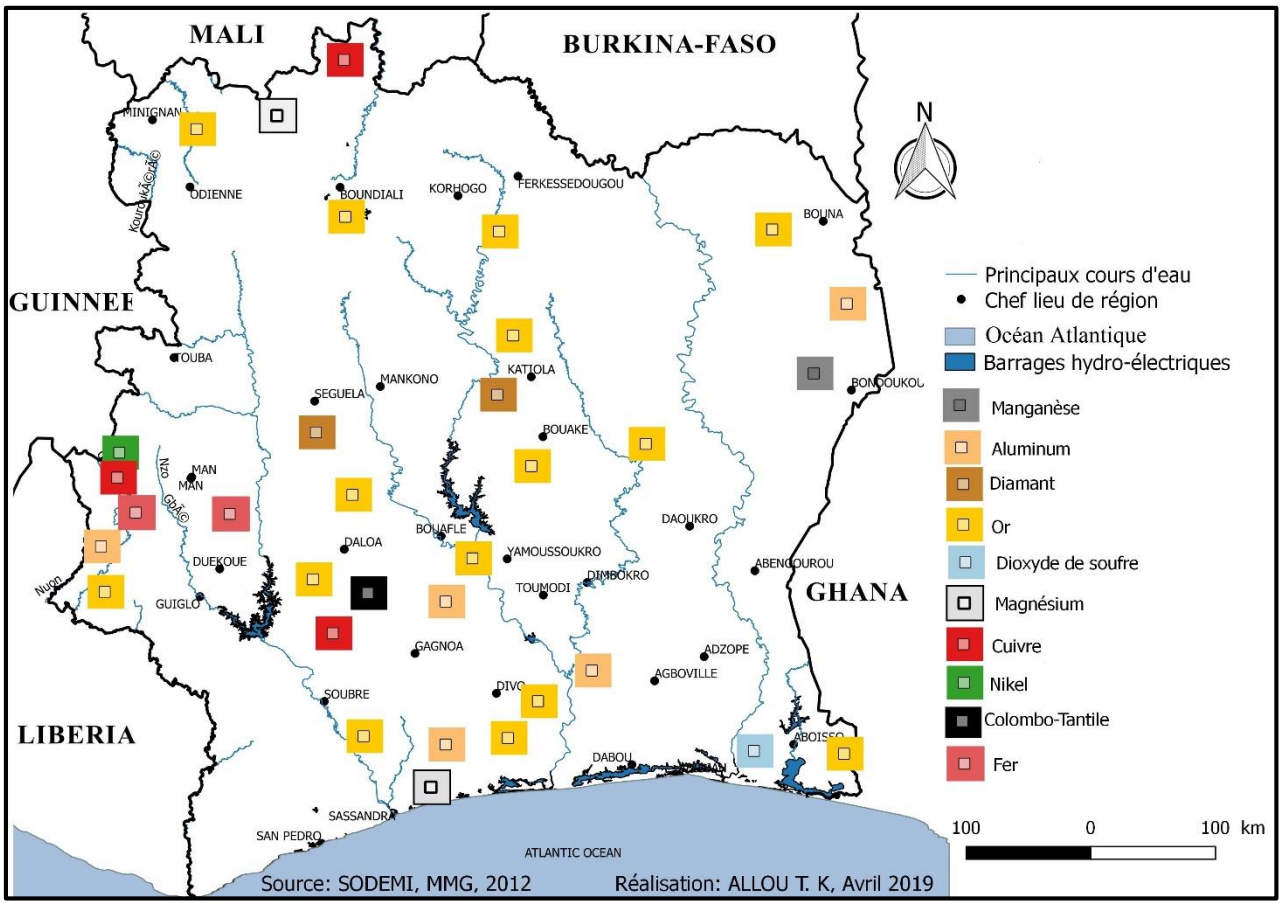
Pour la SODEMI (2007), tout le potentiel minier de la Côte d'Ivoire (bauxite, fer, manganèse, or, diamant, nickel, etc.) est évalué à 800 milliards de dollars. Le potentiel aurifère de la Côte d'Ivoire quant à lui, s'évalué à 600 tonnes à exploiter par les compagnies minières. Les autorités pensent que ce potentiel devrait être revu à la hausse si les recherches menées par plus d'une dizaine d'autres sociétés s'avèrent fructueuses dans l'avenir. La direction des mines affirme toutefois sur la base d'une étude en cours que cet important potentiel minier est menacé par l'orpaillage clandestin dont l'ampleur est énorme.

Selon les statistiques publiées par la SODEMI (2007) et diffusées par AHOUSSI et *al* (2014), le sous-sol ivoirien enregistre au moins cinq gisements d'or, avec une teneur variant de 0,7 à 9g/t, deux de diamant, huit de fer contenant plus de 33% du minerai, trois qui combinent le fer et le titane, sept du nickel, deux de manganèse, trois de sables minéralisés, deux de tantalite, sept de bauxite contenant entre 35 et 55% d'oxyde d'aluminium, plus de vingt gisements de granite, marbre et pierres ornementales, deux de sables de verre à usage industriel et quatre d'argiles. Les différentes régions de localisation de ces gisements sont entre autres :

- régions de l'or : Sanwi-Asupiri, Anuiri, Hiré, Kokumbo, Bonikro, Yaouré, Korhogo et Ity ;
- régions de colombo-tantalite : Issia et Touvré ;
- régions de nickel : Sipilou, Fongouessou, Touaoba, Moyango Lefoi, Viala et Saabela ;
- région de bauxite : Digo-Mokouedou et Bongouanou ;
- régions de fer : Mont Nimba, Mont Klahoyo et Mont Goa ;
- régions de diamants ; Séguéla et Tortiya.

La carte n°1 montre la répartition des ressources minières sur l'étendue du territoire national.

Carte n°1 : Répartition des resources minières en Côte d'Ivoire



Quant à la production minière du pays, le Ministère de l'Industrie et des Mines (2015), pense qu'elle a augmenté de 15% en 2015 par rapport à 2014. Elle s'est établie à 23,5 tonnes contre 20 tonnes en 2014. Avec plus de 25 tonnes d'or produit en 2017 (KAISER ECONOMIC DEVELOPMENT PARTNERS, 2018), la Côte d'Ivoire, fait partir désormais des pays producteurs mondiaux de l'or. Le pays se classe 30ème sur les 55 pays gros producteur de l'or dans le monde suivant les données de la Société Metals Focus Ltd sur la production réalisée en 2014 et appuyées par ALVAREZ et *al* (2016). Avec ce classement mondial, le pays occupe le 9ème rang des pays africains exportateurs d'or selon les mêmes sources. Pour le Ministère en charge des mines ivoiriennes, l'activité minière ne représente pas plus de 5% du PIB

national. Ces données montrent que la production minière en Côte d'Ivoire est en constante progression. Cette production par ailleurs, est assurée par cinq sites d'exploitations dont ; les mines d'or de Tongon, d'Ity, de Bonikro, d'Agbaou et d'Angovia.

Pour l'exploitation artisanale du diamant, il faut noter qu'une production de 300 000 carats est enregistrée selon la même source chaque année. En dépit des ressources mentionnées plus haut, il convient de noter que la Côte d'Ivoire produit aussi du granite. Selon les données de la Société pour le Développement Minier de la Côte d'Ivoire (SODEMI, 2011), la production de granites concassés pour l'année 2010 était estimée à 1 100 000 tonnes et fut réalisée par 13 opérateurs répartis sur l'ensemble du territoire national (SODEMI, 2011). À travers ces analyses, nous pouvons donc affirmer que l'industrie extractive en Côte d'Ivoire peut être une source génératrice d'emplois pour les populations.

Parlant de la force des secteurs d'activité à créer plus d'emploi, le secteur minier serait pour le Ministère des Mines et de l'Énergie (2014) un puissant moteur pourvoyeur d'emploi. Le secteur minier est un pilier de l'économie nationale qui favorise l'emploi et l'activité économique dans chaque région. Selon KAISER ECONOMIC DEVELOPMENT PARTNERS (2018), l'emploi direct dans le secteur minier est passé d'un total d'environ 6 600 en 2013 à environ 8 300 en 2016, pour atteindre 10 500 en 2017. Quant à l'emploi indirect, il est estimé à 31 500 en 2017, contre 24 800 en 2016 et 18 000 en 2013.

Selon l'AGEPE (2013), la part des travailleurs hommes est de 79,7% contre seulement 20,3% de femmes. Pour la même source, ces tendances sont quasiment les mêmes qu'il s'agisse du sous-secteur des mines (80,9% d'hommes contre 19,1% de femmes) ou celui du pétrole (77,9% d'hommes contre 22,1% de femmes). Pour la même source, près de la moitié (47%) des travailleurs du secteur des mines et du pétrole ont un âge compris entre 35-50 ans. Ensuite, viennent celui des 25 à 34 ans qui représentent 38% de l'ensemble des travailleurs. L'AGEPE (2013), soutient également que, la quasi-totalité des employeurs (96,3%) prennent en compte le critère de formation des candidats lors des recrutements quand 88,9% d'entre eux exigent une expérience professionnelle. Le sexe n'est pas pour les employeurs du secteur un critère important de recrutement selon leurs déclarations.

La Côte d'Ivoire dispose aujourd'hui pour ces immenses ressources naturelles, d'une « opportunité inédite » de réduire plus vite la pauvreté extrême sur le territoire (Ministère

de l'Industrie et des Mines, 2014). Mais, pour notre part, c'est un grand défi de s'assurer que cette promesse est une réalité de nos jours ; car la réduction de la pauvreté par le potentiel du secteur extractif en Côte d'Ivoire reste encore discutable dans les zones d'extraction. Il nous revient, dans la suite de notre revue, de mettre un accent sur les méthodes d'extraction minière, tout en commençant par l'exploitation artisanale qui pour nous semble être la méthode anciennement utilisée pour récupérer les minerais naturels.

2.2.2-Exploitation minière artisanale

Cette forme d'exploitation connait un véritable « boom » depuis une vingtaine d'années. Il est probable qu'aujourd'hui cette activité implique au moins 15 millions de personnes dans le monde, soit près de deux fois plus qu'il y a dix ans. Pour un seul continent africain entre 4,5 et 6 millions d'actifs sont concernés dont 30% à 40% de femmes et entretiennent près de 40 millions de dépendants, soit un africain sur 20 (KOUADIO, 2016). Plusieurs textes législatifs et réglementaires la définissent presque de la même manière :

-Au Mali, KEITA (2001), l'appréhende comme toute opération qui consiste à extraire et concentrer des substances minérales provenant des gîtes primaires et secondaires affleurant, et en récupérer les produits marchands en utilisant des méthodes et procédés manuels et traditionnels.

-Quant au Niger, l'exploitation minière artisanale consiste à extraire et à concentrer les minerais en vue de récupérer les produits là où les substances utiles qu'ils renferment par des méthodes et procédés artisanaux. L'exploitation artisanale s'applique aux indices de minéralisation de certaines substances dont l'exploitation sous la forme artisanale est traditionnelle ou aux gisements pour lesquels la preuve est faite qu'une exploitation industrielle n'est pas économiquement rentable (KEITA, 2001).

-Pour la RDC, selon les dispositions du code minier, loi n°007/2002 du 11 juillet 2002 en son article 109 : « une exploitation est réputée artisanale, lorsque les facteurs techniques et économiques qui caractérisent certains gîtes d'or, de diamant ou toute autre substance minérale ne permettant pas d'en assurer une exploitation industrielle, mais

permettant une exploitation artisanale de tels gîtes sont érigés, dans les limites d'une aire géographique déterminée, en zone d'exploitation artisanale.

Selon des spécialistes, cette exploitation concerne des opérations menées par des individus ou des petits groupes dans une démarche qui s'apparente à une cueillette opportuniste. Largement informelle, elle exploite sans planification, avec des méthodes et des outils souvent ancestraux et rudimentaires, une ressource mal connue. Cette activité de subsistance saisonnière est souvent complémentaire de l'agriculture (ABA, 2005). Pour le même auteur, il s'agit de toute exploitation par des méthodes et procédés manuels et traditionnels. Elle se caractérise par un faible niveau de mécanisation des méthodes d'extraction (les outils rudimentaires) et beaucoup de main-d'œuvre.

L'exploitation minière artisanale, selon la loi ivoirienne n°2014-138 du 24 mars 2014 portant code minier ivoirien, consiste à extraire et concentrer les substances minérales et à récupérer les produits marchands en utilisant des méthodes et procédés manuels et traditionnels. C'est par ailleurs, l'exploitation de substances minérales par des procédés artisanaux sans que cette exploitation ne soit précédée de la mise en évidence d'un gisement. Plus particulièrement, l'exploitation artisanale ne fait pas recours aux produits chimiques tels que ; le mercure, la chaux, le cyanure, etc.

Elle demeure une forme d'exploitation sans organisation particulière. Pour GILLES (2012), il s'agit d'une opération menée par des individus ou des petits groupes d'exploitants utilisant des méthodes et des outils souvent ancestraux et rudimentaires. L'extraction minière artisanale, est une importante source de revenus pour les mineurs plus particulièrement dans les collectivités rurales et les régions où les débouchés économiques sont extrêmement limités (PNUE, 2008).

Pour CEJI-IHEI (2013), l'exploitation artisanale est le terme usuel visant l'exploitation aurifère à l'aide d'une méthode traditionnelle et pour la plupart du temps faite dans les conditions illégales et sans autorisation d'exploitation. Pour l'auteur, cette exploitation concerne deux types d'or : l'or primaire et l'or secondaire. Cette thématique serait révolue en Côte d'Ivoire, car depuis l'adoption du nouveau code minier le 24/03/2014, l'exploitation artisanale de l'or devrait se faire sous la présentation d'une autorisation d'exploitation (Ministère de l'Industrie et des Mines, 2015). Cependant, force est de constater que, malgré la

volonté politique de réorganiser ce secteur d'activité en Côte d'Ivoire, il demeure dans un état organisationnel toujours évasif. Toujours pour CEJI-IHEI (2013), les gisements primaires (or primaire) sont dus à des phénomènes géologiques ayant entraîné la remontée des métaux vers la surface, créant leurs concentrations plus ou moins importantes et homogènes tandis que les gisements secondaires (or secondaire) proviennent de la destruction progressive des gisements primaires sous l'action mécanique de l'érosion.

Quant à Human Rights Watch (2011), l'exploitation artisanale est une activité de l'économie informelle qui a recourt à des techniques d'extraction rudimentaires nécessitant une main d'œuvre abondante. Cette même organisation soutient que l'exploitation artisanale de l'or représente près de 12% de la production mondiale d'or. Abordant dans le même contexte que l'organisation Human Rights Watch, International Alert (2009) pense bien que l'artisanat minier relève du secteur dit informel et par conséquent, il n'en est pas moins fortement organisé.

L'artisanat minier est sans doute pour les Nations Unies (1973), la plus ancienne méthode utilisée pour la récupération de minerais et celle qui a le moins varié. En France, par exemple, les Nations Unies (1973) pensent plutôt que son histoire remonte à l'époque néolithique. Historiquement, SCHIMANN (2005), pense qu'en Guyane, la découverte de l'or date de 1857 et fut à l'origine d'une ruée qui culmina au début du XXe siècle. En République Démocratique du Congo (RDC), son histoire remonte jusqu'en 1903 (International Alert, 2009).

Parlant de l'Afrique de l'Ouest, GILLES (2012), pense pour sa part que, l'artisanat minier est une activité pratiquée depuis des siècles en Afrique de l'Ouest. Par ailleurs, l'auteur soutient qu'elle représente de nos jours, une activité très importante pour certains pays comme le Mali et le Burkina-Faso ou l'activité occupe respectivement près de 200 000 à 150 000 personnes. Selon le même auteur, l'exploitation de l'or est une tradition au Burkina Faso et remonte dans les années 1970 avec la découverte d'une pépite d'or en 1975 au Nord du pays. Autrement dit, GILLES (2012) soutient que l'exploitation minière artisanale constitue une réalité incontournable dans les pays en développement qui sont confrontés à un retard technologique. Pour l'auteur, l'exploitation minière artisanale présente des atouts importants dans les pays comme le Burkina Faso, le Mali et constitue surtout pour les populations rurales des pays en développement, une occupation économique au même titre que l'agriculture et l'élevage.

Pour KOUADIO (2008), les méthodes et les moyens utilisés par l'artisanat minier restent les mêmes dans toutes les sociétés à travers le monde entier. Par conséquent, l'auteur soutient que la méthode du lavage à la batée demeure la plus partagée en Afrique, en Amérique latine, comme en Europe et même en Asie. De plus, FISCHER (2006), souligne que les artisans miniers utilisent la méthode de la batée pour récupérer l'or sur les sites alluvionnaires. Selon l'auteur, les méthodes et les outils des artisans en Europe et en Amérique latine connaissent quelques améliorations technologiques. Par contre, ceux de l'Afrique en général et de l'Afrique noire en particulier, n'ont pas connu d'innovations majeures. En sommes, nous pouvons noter que ces dernières années, l'artisanale minier connaît un essor capital dans plusieurs régions du pays comme dans la plupart des pays en développement.

Aujourd'hui, pour CORENS (2013), l'activité semble complètement sortie de son contexte artisanal avec l'utilisation de moyens de production de plus en plus sophistiqués sur les sites d'exploitation artisanale. Pour l'auteur, les techniques utilisées de nos jours par les artisans miniers sont dignes des unités industrielles. Il soutient autrement que, les pioches, les piques, les seaux et autres outils rudimentaires ont fait place aux pelleteuses, aux grosses machines d'excavation, aux camions et autres équipements modernes et à l'utilisation de substances chimiques comme le cyanure ou le mercure. Selon la même source, l'artisanat minier ne relève pas d'une problématique que sociale mais aussi économique. L'activité piétine les plates-bandes des sociétés minières car les exploitants utilisent des machines pour excaver sur certains permis des sociétés industrielles.

Alors qu'à l'origine, au moyen âge, les orpailleurs avaient une technique d'extraction du métal jaune consistant à étaler de la paille sur un plancher incliné d'environ 45°. Le minerai était répandu sur ce dispositif appelé la batée avant d'être récupéré sous forme de boue dont on séparait ensuite les pépites d'or. L'on appelle ce procédé « extraction d'or par batée » (CORENS, 2013). La procédure ne nécessitait pas de moyens techniques sophistiqués et encore moins de produits chimiques. Elle était manuelle. Par ailleurs, il convient de noter qu'en dehors de l'exploitation artisanale des ressources extractives, l'exploitation à ciel ouvert et l'exploitation souterraine constituent de nouvelles méthodes d'exploitation employées par les compagnies minières de nos jours à travers le monde.

2.2.3-Exploitation minière industrielle

L'exploitation minière industrielle, appelée aussi « exploitation à grande échelle ou encore grande mine » est celle qui emploie selon la analyses de KEITA (2001), plus de 40 employés et qui extrait la presque totalité des ressources prélevées. Elle exige des gros investissements, des installations fixes de grande taille et l'utilisation des procédés industriels qui passent par la mise en évidence d'un gisement, l'extraction, le traitement et la transformation des substances minérales. Son investissement va au-delà de un million d'Euro et sa durée de vie est supérieure à cinq ans.

Elle se fait sur une grande échelle. Elle implique l'excavation d'énormes mines à ciel ouvert qui peuvent atteindre jusqu'à 4 kilomètres de large et 1,5 kilomètres de profondeur. Les déchets miniers constitués par la roche extraite non utilisée dans le processus d'exploitation sont empilés en blocs massifs, pouvant atteindre 100 mètres de haut dans certains cas. L'exploitation industrielle est pour ABA (2005), toute exploitation de grandes zones par des méthodes et procédés modernes et mécanisés. Elle exige des gros investissements (au-delà d'un million d'Euro), des installations fixes de grandes tailles et des camions deux ou trois fois plus grands que les personnes. Pour l'auteur, les mines industrielles produisent des centaines de milliers de tonnes de minerai.

La loi n°2014-138 portant code minier ivoirien, l'appréhende comme une exploitation minière dont les activités consistent à extraire et concentrer les substances minérales et à en récupérer les produits marchands par des méthodes et procédés modernes et fortement mécanisés. Plus particulièrement, la loi ivoirienne pense qu'elle concerne les carrières exploitées en utilisant des méthodes et procédés fortement mécanisés. Elle renferme par ailleurs, plusieurs méthodes modernes. Il s'agit, en outre, de l'exploitation à ciel ouvert et souterraine. La suite de notre revue met l'accent sur les procédés d'exploitation (à ciel ouvert et souterraine) susmentionnés afin de comprendre leurs fonctionnements.

2.2.3.1-Exploitation minière à ciel ouvert

Selon ABA (2005), l'exploitation à ciel ouvert est une méthode par laquelle le dépôt de minerai s'étend profondément dans le sous-sol. Pour l'auteur, une mine à ciel ouvert peut atteindre jusqu'à 4 kilomètres de large et 1,5 kilomètres de profondeur. En outre, toutes les sociétés minières installées en Côte d'Ivoire utilisent cette méthode pour exploiter l'or, le diamant et le fer. Pour WESTCOTT (2010), l'exploitation à ciel ouvert est un procédé qui consiste nécessairement à enlever un volume important de stérile sur une vaste étendue pour mettre le gisement à nu. L'auteur souligne également qu'afin de rentabiliser les lourds investissements qu'elles entraînent, on exploite souvent les mines en continu, c'est-à-dire sept jours par semaine et vingt-quatre heures par jour, ce qui nécessite plusieurs équipes de travail. Pour le même auteur, l'exploitation à ciel ouvert comporte une série typique d'opération que sont :

- l'enlèvement de la couche arabe ;
- la préparation du sol ;
- l'enlèvement des terres recouvrant le gisement ;
- l'extraction proprement dite ;
- la remise en état initial du site par les opérations de remblayage et de reboisement.

Dans cette même perspective, l'EIE (2000), souligne que l'exploitation à ciel ouvert, est un type d'exploitation dans lequel le dépôt de minerai s'étend profondément dans le sous-sol nécessitant l'enlèvement de couches superposées et de minerai. Dans plusieurs cas, l'exploitation des arbres, la coupe rase ou le brûlage de la végétation surplombant le dépôt de minerai peuvent précéder l'enlèvement des couches superposées de terre. L'exploitation à ciel ouvert fait souvent intervenir le déplacement de la végétation native des zones, et se trouve donc parmi les types d'exploitation minière les plus destructives du point de vue environnemental. Pour TREMBLAY (2010), une exploitation à ciel ouvert présente les caractéristiques suivantes :

- généralement haut volume de roche excavée (taux de production élevé) ;
- la teneur de la minéralisation varie de faible à haute ;
- mine peu profonde (environ 300 mètres et parfois plus) ;
- superficie de l'opération en surface plus grande que les opérations souterraines ;

- coûts de production de la tonne très bas ;
- équipement d'extraction de grandes dimensions ;
- mise en production rapide.

À Hiré (région de Lôh-Djiboua au Centre-Ouest de la Côte d'Ivoire) par exemple, l'espace utilisé pour l'exploitation de la mine d'or de Bonikro par la société Newcrest couvre une superficie de 847,07 hectares selon KOUADIO (2016). Cette occupation spatiale de la mine de Bonikro rend naturellement compte de l'influence des mines à ciel ouvert sur l'environnement physique.

2.2.3.2-Exploitation minière souterraine

Pour le rapport de l'Étude d'Impact Environnemental (2000), dans l'exploitation souterraine, une quantité minimale de terre est enlevée pour accéder au dépôt de minerai. L'accès à ce gisement de minerai se fait selon le même rapport, au moyen de tunnels ou de puits conduisant à un réseau plus horizontal de tunnels souterrains qui accèdent directement au minerai. En outre, le rapport de l'EIE soutient que l'exploitation minière souterraine est une méthode moins destructive de l'environnement pour accéder à un gisement de minerai, par contre, elle est souvent plus coûteuse et comporte des risques de sécurité plus élevés que l'exploitation à ciel ouvert. Soutenu dans cette thématique, ABA (2005), affirme qu'il est question d'une méthode qui n'exige l'enlèvement d'une quantité minimale de déchets de roche pour accéder au dépôt de minerai.

Par conséquent, les compagnies minières préféraient l'exploitation à ciel ouvert au détriment de l'exploitation souterraine. Pour TREMBLAY (2010), une exploitation souterraine présente les caractéristiques suivantes :

- taux de roche excavée souvent moindre qu'une mine à ciel ouvert ;
- la teneur de la minéralisation est souvent modérée à très haute ;
- profondeur de 200 à plus de 3 000 mètres ;
- investissement généralement plus élevés que les mines à ciel ouvert ;
- superficie de l'opération en surface plus petite récupération possible de la roche stérile pour remblayage souterrain (diminution des rejets à la surface et augmentation des coûts de production) ;
- coûts de production généralement plus élevés que les mines à ciel ouvert ;

- échéancier de mise en production plus longue ;
- risque plus élevé (plus de pièges).

En somme, il convient de noter que, quel que soit la nature de l'exploitation minière, elle entraine toujours des impacts socio-économiques, environnementaux qui modifient les conditions de vie des populations riveraines tout en influençant le développement local. Cependant, quelles sont les réalités vécues par les femmes dans les environnements miniers extractifs ?

2.3-PARTICIPATION, VIOLENCES FAITES AUX FEMMES DANS LE SECTEUR MINER ET PARITÉ GENRE

2.3.1-Participation des femmes dans le secteur minier

Plus particulièrement, la participation des femmes dans les petites exploitations est plus forte que dans les grandes exploitations minières et pétrolières selon les différentes données publiées par certains auteurs. Une analyse sur le taux des femmes du secteur extractif en Afrique en témoigne. De façon générale, l'Afrique détient 30% des réserves minérales de la planète et une majeure partie demeure inexploitée (BESADA et MARTIN, 2013). L'Exploitation Minière Artisanale et à Petite Échelle (EMAPE) avec ses faibles niveaux de technologie, est devenue une économie informelle et un marché du travail important à part entière sur le continent et dans le monde avec 13 à 30 millions de personnes directement engagées dans l'EMAPE et 80 à 170 millions qui en dépendent (BARRETO, 2011).

Les femmes participent en grand nombre dans les mines artisanales, à un niveau allant de 40 à 50% dans le secteur et dans son ensemble, pour atteindre jusqu'à 90% dans certaines zones habituellement aurifères et elles effectuent diverses fonctions dans l'orpaillage et le traitement des minerais, ainsi que dans le travail relié aux commerces de biens et services. Les femmes font vivre également de nombreuses personnes à charge grâce aux activités diverses qu'elles exercent en lien avec l'artisanat minier (HAYES et PERKS 2012; HINTON et *al*, 2003).

Plus particulièrement, au Ghana, l'implication des femmes ghanéenne dans l'exploitation minière à petite échelle a été documentée par HILSON (2002). Selon l'auteur, la

participation des femmes dans les minéraux industriels tels que l'argile, les carrières de pierre et sel est beaucoup plus importante avec 75% de femmes dans les mines de sel. Dans la région de Tarkwa, AKABZAA et DARIMANI (2001), ont observé des femmes qui travaillent dans tous les aspects de l'exploitation minière, allant de la transformation à la commercialisation. Comme dans bien d'autres pays, les femmes participent principalement à des travaux tels que : tamiserie, triage, transport du minerai et de l'eau et au lavage. Bien que la participation diffère selon les activités, les femmes travaillent souvent en coopérative. Par exemple, la coopérative Akoon, en raison des risques associés à l'exploitation minière souterraine, les femmes ne sont pas directement engagées dans le secteur minier, mais sont utilisées comme des comptables et des gardiens de sécurité.

Au Burkina-Faso, environ 90% des activités de transformation minérales sont menées par des femmes (GUEYE, 2011). Entre 45 000 et 85 000 femmes travaillent seules dans les mines d'or et elles représentent plus de 45% de tous les mineurs artisanaux. Dans de nombreux sites, les femmes passent d'innombrables heures méticuleusement à la cueillette des pépites. Les femmes au Burkina Faso jouent également un rôle important dans le secteur industriel des minéraux (sable, gravier et quartz).

Le Mali a un pourcentage élevé de femmes actives soit 50% dans l'exploitation minière artisanale et en mettant l'accent sur le traitement des minéraux, cette activité à elle seule comprend 90% de femmes (KEITA, 2001). Le niveau de participation des femmes s'explique par l'existence d'associations traditionnelles et les groupes culturels. La sécheresse prolongée y contribue dans beaucoup de cas à la forte mobilisation des femmes dans le secteur extractif au Mali. Au Nigéria, l'exemple du village de Keana peut être cité : les femmes sont exclusivement impliquées dans l'extraction du sel (ONUH, 2002). En raison des revenus générés par l'extraction du sel, les femmes s'impliquent dans la scolarisation de leurs enfants.

En Afrique australe (Malawi, Mozambique, Afrique du Sud, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe), DRESCHLER (2001) a observé que, bien que la participation des femmes dans l'exploitation minière artisanale soit relativement élevée, les femmes sont reléguées à des tâches auxiliaires. Cela est dû à une sous qualification par rapport aux hommes et aux obligations de s'acquitter des tâches ménagères. À l'échelle mondiale, les femmes participent de manière

importante à l'essor du secteur minier extractif. Mais, elles sont plus présentes dans les mines à petite échelle.

Dans de nombreuses mines, les femmes travaillent avec les jeunes bébés attachés à leur dos et les tout-petits à leurs côtés. Les enfants plus âgés accompagnent les femmes dans les activités d'exploitation des minerais et y participent souvent. Elles sont pour la plupart du temps affectées à des activités de transport, de broyage, de lavage, de pilage et même de creusage dans les mines. Selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT), cité par EYOUM (2012), à l'échelle de l'Afrique, les femmes africaines rurales produisent 80% de la nourriture et effectuent la majorité du travail d'entreposage de transport et de commercialisation des produits. Pourtant, la junte féminine constitue l'une des classes sociales les plus vulnérables que ce soit dans le secteur extractif, comme dans les autres secteurs d'activité (EYOUM, 2012).

L'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel, ONUDI (2009), estime le nombre de femmes et d'enfants dans les mines artisanales respectivement à 4,5 million et 1,5 million. Conformément à cela, il est important de souligner que les femmes et les enfants représentent une main d'œuvre importante dans les mines artisanales à l'échelle mondiale. Par ailleurs, les risques sanitaires et sécuritaires auxquels sont confrontés les enfants et les femmes sont nombreux et varient en fonction du type de minéral exploité, des techniques et méthodes employées.

La participation des jeunes (filles et des garçons) dans l'exploitation minière artisanale à l'échelle mondiale connait une documentation assez importante (HENTSCHEL et *al*, 2002). Cette documentation montre que la persistance de l'artisanat minier de nos jours est une réponse à des situations socio-économiques dramatiques rencontrées par les familles généralement pauvres. La malnutrition, les traumatismes thermiques et les dommages du squelette chez les jeunes enfants résultant du travail des enfants dans les mines artisanales ont également été aussi documentés (WASSERMAN, 1999). Bien que les filles sont susceptibles d'être impliquées dans des activités telles que le creuset, le broyage, le concassage et le transport des matériaux, typiquement en utilisant des outils tels que des pioches, des pelles et des marteaux et sans aucun équipement de protection (BIT, 1999).

Les filles sont un peu plus sensibles à l'exploitation sexuelle que les garçons, et la prostitution des enfants sont courant en partie en raison du statut accordé à la virginité mais aussi que les jeunes filles sont jugées peu susceptibles de porter le VIH-Sida ou d'autres

maladies sexuellement transmissibles. L'exploitation artisanale de minerais engendre en d'autres termes, des risques sanitaires et des conséquences néfastes sur les conditions de vie des populations. En effet, la situation sanitaire sur les sites d'orpaillage est très précaire et en général les femmes et les jeunes filles sont les plus exposées.

2.3.2-Les violences et abus sexuels faits aux femmes dans le secteur minier

Dans les mines, en général, les femmes ne se posent pas de questions. Elles naissent filles de mineurs, elles travaillent à la mine, épousent ou vivent en concubinage avec un mineur et à la fin deviennent veuves de mineurs (KABAMBA, 2015). Pour l'auteur, c'est un cycle qui ne change pas vraiment dans de nombreux environnements miniers. Le sort des femmes est commun : un labeur acharné et parfois inhumain. Elles sont exclues de cercles de décisions et sont toujours reléguées au second plan.

Les femmes peinent à faire entendre leurs voix, souffrent pour obtenir un droit quelconque et restent toujours victimes des malversations, bas salaires, voire abus sexuels, physiques et psychologiques. Selon le même auteur, non seulement les femmes effectuent des travaux lourds et moins rémunérant, mais elles sont le pilier de toute la famille qui a les yeux braqués sur elles en terme de prise en charge (soins médicaux, frais scolaires, nourriture, habillement, …). Elles conviennent toutes que le travail qu'elles exercent dans les mines est ingrat, difficile et privé de noblesse, souligne l'auteur.

Alors que les femmes effectuent 66% du travail mondial et produisent 50% de la nourriture mondiale, elles ne perçoivent que 10% des revenus. Elles représentent 70% des 1,3 milliard de personnes qui vivent avec moins de un dollar par jour. Souvent privées d'accès au patrimoine, au capital et à toute forme d'assurance sociale, elles font face à une vulnérabilité économique chronique (Agence Française de Développement, 2014).

Une étude menée sur l'exploitation minière artisanale en Amérique latine indique que les conditions de vie des filles et des femmes dans ces communautés sont « habituellement sur la frontière entre la pauvreté et la misère » (VEIGA, 1997). Beaucoup de filles sont attirées dans des situations d'extrêmes pauvretés à travailler dans des " boîtes de nuit ". Au départ, elles prêtent de l'argent pour échapper à leur pauvreté, mais très peu peuvent rembourser leurs dettes, en particulier étant donné le coût exorbitant de la nourriture et de l'hébergement qui leur sont imposées. Contrôlées par la violence, la plupart des femmes travaillent sept jours par semaine

et souffrent souvent de malnutrition et de maladies sexuellement transmissibles. Souvent, les travailleurs du sexe vivent dans une véritable prison et tentative d'évasion sont souvent punies par la mort (VEIGA, 1997).

Parlant de la dégradation des valeurs humaines sur les sites d'exploitation et plus singulièrement sur les sites d'exploitation artisanale, HUMAN RIGHTS WATCH (2011) soutient que, l'afflux massif de populations sur les sites d'exploitation dû à l'attrait d'un enrichissement facile et rapide entraîne une dégradation rapide des mœurs sur la plupart des sites miniers. Pour l'auteur, la prostitution, l'usage de stupéfiants, la délinquance, l'escroquerie, le banditisme et même la criminalité ont tendance à se développer sur les sites d'exploitation artisanale.

Les cas de violence envers les femmes dans les communautés minières artisanales ont été documentés dans le monde entier. En Guyane, le viol des filles amérindiennes par les mineurs étrangers a été rapporté (ANON, 2001). En outre, l'augmentation des actes d'agression par les hommes amérindiens a également été attribuée à l'influence des mineurs et de la «culture minière». Martha Bitwale de l'Association de femmes mineures de la Tanzanie a décrit la peur de la violence sexuelle associée aux femmes conduisant l'exploitation minière et l'exploration dans les régions éloignées (MACHIPISA, 1997). Les femmes Marrons bataillent certes contre le harcèlement sexuel et d'autres difficultés (le paludisme) seulement en raison de l'absence d'alternatives viables (HEEMSKERK, 2000). Dans le camp minier Huaypetuhe dans la région des mines d'or de Madre de Dios au Pérou, le taux de criminalité élevé et de différents cas de viol et de violence observés sont, en partie, attribués à l'absence de la police et l'anarchie commune dans de nombreuses communautés minières artisanales (HEEMSKERK, 2000).

L'escalade de la violence dans les communautés équatoriennes a été attribuée à la hausse des niveaux de pauvreté et l'inégalité entre les hommes et les femmes (Banque mondiale, 2000). Compte tenu du potentiel des actes de violence, combinée avec le commerce du sexe en général présent dans les communautés minières artisanales, il n'est pas surprenant que de nombreuses régions d'exploitation minière artisanale soient en proie à une forte incidence du VIH-SIDA et d'autres maladies sexuellement transmissibles. Au moins 70% des femmes interrogées dans une grande région minière du Kenya ont signalé au moins un incident dû aux vénériennes ou d'une maladie sexuellement transmissible (AMUTABI et LUTTA-MUKHEBI, 2001).

La femme a toujours été citée comme étant le maillon essentiel pour le développement durable des sociétés (ABWE, 2010). Pour l'auteur, aux alentours des sites miniers en RD Congo, les femmes et les jeunes filles sont victimes de viols, d'enlèvements, de pillages, d'esclavage sexuel et de toutes sortes de violences fondées sur le genre dont les auteurs sont les parties en conflit. Selon le même auteur, ces formes d'agression perpétrées contre les femmes sont en marges de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies qui, dans son chapitre dix « demande à toutes les parties en conflit armé de prendre des mesures particulières pour protéger les femmes et les petites filles contre les actes de violences sexistes en particulier, le viol et autres formes de sévices sexuels, ainsi que contre toutes les autres formes de violences dans les situations de conflits armés ». En d'autres termes, l'auteur soutient que dans toutes les zones minières du pays, la situation de la femme et de la fille est désastreuse.

Des campagnes d'éducation par des organisations telles que l'United States Agency for International Development (USAID) ont eu un certain succès dans la promotion de l'utilisation du préservatif et des pratiques plus sûres, réduisant ainsi les taux de transmission, mais ces efforts sont souvent difficiles, car leur utilisation est associée à des tabous. L'omniprésence de la violence et de l'exploitation sexuelle tend à dépendre, en partie, par rapport aux caractéristiques de la communauté. Par exemple, des activités illégales (des médicaments, la violence et la prostitution) peuvent être plus répandues dans les communautés ad hoc créées en réponse à un « rush », plutôt que dans les communautés bien établies, où la présence du gouvernement peut être plus importante, les liens familiaux sont plus forts et la cohésion sociale est plus évidente.

2.3.3-Égalité de sexe : La place de la femme dans la société

- **À l'échelle mondiale**

On observe actuellement une légère augmentation de la proportion de femmes occupant un emploi non agricole rémunéré (VALLÉE, 2011). Pour l'auteur, en 2008, elle a atteint 41% au plan mondial, mais ne dépasse toujours pas 20% en Asie du Sud, en Afrique du Nord et en Asie de l'Ouest, et 32% en Afrique subsaharienne. L'auteur soutient par contre que, les femmes qui ont un emploi sont généralement moins bien payées que les hommes et ont une sécurité financière et des avantages sociaux moindres. Elles sont aussi plus susceptibles

d'occuper un emploi précaire caractérisé notamment par des rentrées insuffisantes et des conditions de travail inférieures aux normes.

Le Forum pour le Partenariat avec l'Afrique (FPA) cité par VALLÉE (2011), estime que la journée de travail d'une femme africaine est en moyenne 50% plus longue que celle d'un homme. Par ailleurs, au plan mondial, on constate que, seulement un quart des hauts responsables ou dirigeants d'entreprise sont de sexe féminin selon la même source. En Asie de l'Ouest et du Sud, ainsi qu'en Afrique du Nord, les femmes détiennent moins de 10% de ces postes de direction. Pour les femmes qui œuvrent dans le milieu agricole, il faut rappeler qu'elles possèdent moins de 1% des terres sur le continent africain (VALLÉE, 2011). En outre, pour VALLÉE, les femmes agricultrices africaines perçoivent seulement 1% des montants des crédits alloués à l'agriculture et possèdent moins de droits économiques ainsi qu'un accès restreint aux ressources et aux opportunités économiques, notamment à la terre et aux facilités de crédit. Au regard de tout ce qui précède, il convient de souligner que les femmes, moteur de la croissance économique, jouissent de façon insignifiante du fruit de leur investigation et ont peu de responsabilité dans les instances de prise de décision à l'échelle mondiale. Dès lors, qu'en est-il de la situation socio-économique et politique des femmes en Côte d'Ivoire ?

- **En Côte d'Ivoire**

Cette partie analyse la place de la femme dans la vie politique et socio-économique ivoirienne ainsi que les perspectives d'autonomisation de celle-ci pour les prochaines années. Un panorama des inégalités socio-économiques de genre dans le pays : des avancées certes, mais pas uniquement. Selon l'Institut National de la Statistique (INS, 1998), les perspectives démographiques de la Côte d'Ivoire de 1998 à 2018 estiment que la population se compose à 51% d'hommes et 49% de femmes. Par ailleurs, l'économie ivoirienne est essentiellement basée sur l'agriculture. Cette dernière occupe 65,8% de la population active et 67% de la main d'œuvre féminine y travaille notamment dans l'agriculture de subsistance. À cet effet, il est soutenable que 60 à 80% de la production alimentaire serait assurée par des femmes.

Les femmes pratiquent aussi des activités telles que la pisciculture, l'extraction des ressources minières, l'élevage de bovins, d'ovins, de volailles et de porcins. Le secteur tertiaire

(commerce, services, administration) occupe 41% d'hommes et 59% de femmes mais généralement dans l'informel (Réseau Régional pour l'Étude et la Promotion du Leadership Féminin, 2012). Cependant, les femmes ne bénéficient ni du fruit de leur travail (production, transport, distribution), ni même du pouvoir de contrôle et de gestion qui devrait leur revenir, souligne le réseau. Le taux de pauvreté en Côte d'Ivoire est passé de 38,4% en 2002 à 48,9% en 2008, 51% en 2011 et plus de 46% en 2015. Soit une augmentation de dix points en six années de crise, avec des pointes au Nord, à l'Ouest et au Centre-Ouest si l'on considère la période allant de 2002 à 2008. Le revenu moyen des femmes en Côte d'Ivoire est inférieur de 59% à celui des hommes selon la même source.

Les pesanteurs ethnoculturelles qui transparaissent dans les pratiques coutumières, le rôle des religions, le non-respect des avancées déjà obtenues aux niveaux juridique et institutionnel, l'analphabétisme, le manque d'informations sur les opportunités économiques et d'accès au crédit, les violences faites aux femmes et les mutilations génitales sont autant de barrières à une pleine émancipation politique et économique des femmes ivoiriennes, notamment en milieu rural et périurbain (Réseau Régional pour l'Étude et la Promotion du Leadership Féminin, 2012). Les violences sexuelles et physiques se sont accrues avec la crise ; les taux de femmes victimes les plus élevés sont observés à Man (41%), Duékoué (35%) et Korhogo (26%). Par ailleurs, les mutilations génitales féminines sont plus fréquentes dans les parties centres et nord du pays (à partir de Bouaké jusqu'à Korhogo et au-delà). En pays sénoufo (Korhogo) et Akan (Bouaké), les femmes n'héritent pas de la terre pour des raisons socioculturelles, ce qui limite leur capacité de production (Réseau Régional pour l'Étude et la Promotion du Leadership Féminin, 2012).

Pour le Réseau Régional de la Promotion de Leadership Féminin, alors que le pays se relève à peine d'une décennie de crises socio-politiques, les ivoiriennes restent marginalisées et n'ont souvent pas accès aux services sociaux de base. En milieu rural, 75% des femmes vivent en dessous du seuil de pauvreté et dans le monde de l'entreprise, les ivoiriennes ne sont guère mieux loties. D'après les chiffres du Centre de Promotion de l'Investissement en Côte d'Ivoire (CEPICI), entre janvier et mai 2013, sur les 800 entreprises enregistrées seulement 15% étaient aux mains de femmes.

Quant à la scène politique, elle est dominée par les hommes alors même que les femmes constituent plus de la moitié de l'électorat (52%). Comment mettre fin aux pratiques discriminatoires dont sont victimes les femmes en Côte d'Ivoire ? Tel était le thème d'ateliers de consultations récemment organisés par la Banque mondiale à travers le pays, précise TRAORÉ. Pour le même auteur, le but de cette initiative était de donner la parole aux ivoiriennes et offrir des solutions concrètes afin de promouvoir l'autonomisation des femmes alors que la Côte d'Ivoire ambitionne de devenir un pays émergent d'ici 2020.

Au vue de ce qui précède, il convient de noter que les femmes en Côte d'Ivoire jouent un rôle économiquement important mais malheureusement méconnu et souvent peu documenté. Il revient donc, à toute la société ivoirienne de tourner un regard assez favorable sur les conditions de travail des femmes ivoiriennes afin d'accroître réellement leur autonomisation tant souhaitée. Les abus faits aux femmes ne sont cependant pas les seuls méfaits qui alimentent le développement de l'industrie extractive. En effet, l'essor de l'industrie extractive a aussi des impacts tant au niveau environnemental, social, démographique qu'économique.

2.4-IMPACTS DE L'EXPLOITATION DES INDUSTRIES MINIÈRES EXTACTIVES

L'exploitation des ressources minière (ressources extractives) comme plusieurs autres activités liées à l'action humaine, génère toujours des conséquences. Ces conséquences ont souvent des effets considérables sur le processus de développement socio-économique et environnemental des nations ; ce qui engendrent parfois, de vives protestations de la part des populations riveraines. L'industrie extractive a également des impacts, et non des moindres, sur les économies de nos pays. Ces conséquences peuvent être évaluées aussi, au niveau environnemental, social, démographique, etc.

Le développement futur et continu de ce secteur d'activité est confronté à des défis et à des faiblesses majeures que les gouvernements doivent relever. En outre, les projets miniers, souvent encouragés dans le cadre du développement, apportent habituellement des espoirs au niveau économique et parfois des désastres au niveau environnemental. De par sa nature, l'activité minière a un impact environnemental, social et économique indéniable. Les conséquences de l'industrie minière sont très variées. Il existe également une certaine différence

entre les grands et les petits projets miniers. Cependant, c'est à toutes les étapes d'un projet: exploration, exploitation, transformation et fermeture ou l'abandon d'un site minier, qu'on augmente le potentiel des effets néfastes sur l'environnement (Groupe de Recherche sur les Activités Minières en Afrique, 2003). Dans cette analyse, les impacts de l'industrie extractive seront évalués tant au niveau physique et environnemental, social, démographique et économique.

2.4.1-Au niveau environnemental

L'industrie minière est responsable des impacts négatifs et de beaucoup d'autres méfaits, au point qu'il s'agit d'une des activités les plus destructrices au monde. En plus d'être non durable, du fait qu'elle exploite des ressources non renouvelables, elle laisse sur son sillage un environnement et une société ravagés, la plupart du temps de manière irréversible (Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales, 2004).

L'intensification de l'exploitation des ressources de la planète, serait à l'origine d'une dégradation de l'environnement qui peut localement bouleverser les conditions de vie des communautés d'habitant, notamment dans les pays pauvres (BLAIKIE, 1995). Pour l'auteur, l'exploitation des ressources peut donner lieu à des conflits où l'environnement est en quelque sorte « un champ de bataille entre les intérêts divergents » des firmes et des populations locales. Pour le même auteur, l'exploitation minière est une des activités ayant le plus fort impact environnemental.

Dans cette même lancé, l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel, ONUDI (2009), soutient que l'activité extractive des ressources minières et surtout, l'orpaillage entraîne la destruction des paysages et des forets. Pour l'organisation, les orpailleurs transforment les sites aurifères en paysages lunaires avec des successions de trous et de tas de terre dans un désordre total. Les arbres et la végétation sont également détruits.

Les impacts environnementaux générés par l'exploitation industrielle des minerais de la région sont aggravés par l'extraction minière artisanale de l'or et du diamant, pratiquée dans de nombreux pays africains (Guinée, Mali, Burkina Faso, Ghana, Côte d'Ivoire etc.), en raison des techniques et procédés d'extraction mais aussi des produits chimiques employés par les orpailleurs. Cette activité pour l'essentiel de type informel, exerce une forte pression sur l'environnement physique par la non restauration des terres et les envasements de rivières

qu'elle provoque, et compromet la santé des mineurs exposés à des composés chimiques toxiques tels que le mercure et le cyanure (DIALLO, 2013).

Abordant dans cette même perspective, NICASCOU (2007), dans un rapport publié sur « les effets des activités économiques sur l'environnement », écrivait : Les activités humaines sont généralement responsables de la dégradation de l'environnement. Pour l'auteur, ces activités sont consommatrices de ressources naturelles dont certaines ne sont pas renouvelables. Elles émettent des flux polluants, des rejets ponctuels ou diffus, qui peuvent avoir des répercussions sur l'état des écosystèmes ou la santé de l'homme.

SCHIMANN (2005), dans sa thèse sur « l'impact de perturbations liées à l'orpaillage sur l'évolution des communautés et fonctionnalités microbiennes d'un sol », a montré que l'activité minière clandestine emploierait environ 10 000 personnes avec une production de 35 tonnes d'or ces cinq dernières années en Guyane. Par conséquent, l'auteur souligne que, cette activité touche environ 200 ha de forêts chaque année. Pour le même auteur, cette activité est extrêmement destructrice puisqu'elle conduit à une déforestation totale laissant les sols nus, lessivés, déstructurés et presque abiotiques.

Selon ORRU (1987), dans le cadre de l'expertise mercure en Guyane, il a été établi que l'activité aurifère, et plus particulièrement la branche artisanale, est facteur d'augmentation des concentrations de mercure élémentaire dans le milieu naturel. Par conséquent, l'activité aurifère contribue de façon importante à la destruction de l'environnement à Guyane, (DESHAIES, 2009), a pour sa part, cité le Pérou en exemple. Pour l'auteur, les deux tiers des ressources d'exportation du Pérou proviennent de l'extraction des minerais. Par conséquent, près de 90% des surfaces ont fait l'objet de concessions minières depuis 1990 et pour l'essentiel après 2000, a mentionné l'auteur. Il soutient par ailleurs, qu'en 2009, les concessions minières au Pérou couvraient près de 14 000 km², soit 11% de la superficie du pays. En somme, l'auteur stimule que, l'exploitation des ressources minières apparaît comme négative à la fois pour l'environnement et pour le développement socio-économique au Pérou.

Ramenant le problème de la destruction environnementale de l'orpaillage à l'échelle du continent Africain, BAMBA et al (2011), inscrivent leur écrit dans cette même logique. Pour les auteurs, même si l'artisanat minier contribue aux revenus des populations rurales au Burkina Faso, par moment, cette activité utilise des procédés mal adaptés qui causent des impacts négatifs sur l'environnement et les ressources naturelles, en l'occurrence les sols. Pour

l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel, ONUDI (2009), malgré, la contribution appréciable de l'exploitation artisanale et à petite échelle évaluée à 3-4 tonnes d'or métal par an au Mali, le traitement du minerai est réalisé par des attaques au mercure et d'autres produits chimiques dont les effets sur la santé humaine et l'environnement sont particulièrement dangereux. Pour la même source, l'orpaillage est maintenant le secteur qui utilise le plus de mercure et en est la seconde source anthropogénique après les centrales à charbon.

Si, certains auteurs ont focalisé une partie de leur analyse à conjuguer les effets néfastes de l'exploitation artisanale des ressources minières sur le mode de vie des populations et de leur environnement, d'autres auteurs, par contre, ont élargi leur champ d'étude en abordant le cas particulier des exploitations industrielles. Ainsi, pour SOW (2013), la multiplication depuis la dernière décennie du XXe siècle de grands projets miniers de dimension internationale qui répondent à la demande mondiale croissante en minerai est relative aux multiples transformations brutales des paysages et du cadre de vie des populations locales. En plus, l'auteur exprime à travers les lignes de son analyse que, l'exploitation minière est à l'origine de cas d'accidents (pollution de cours d'eau, infiltration d'eau contaminée etc.), mais, aussi à des cas de détérioration des conditions climatiques (irrégularité des précipitations, augmentation des températures etc.).

BAMBA (2012), dans une étude sur « l'évaluation des impacts de l'exploitation de la mine d'or de Bonikro (Côte d'Ivoire) sur les ressources en eau » a démontré que l'exploitation minière à Bonikro (Hiré) affecte les ressources en eau par leur utilisation pour le traitement du minerai et par le rejet des effluents (cyanure, chaux, mercure etc.). Par conséquent, l'auteur souligne dans les lignes de son mémoire que l'exploitation minière à Hiré est à l'origine d'une dégradation de l'environnement aquatique au voisinage du centre minier de Bonikro. En outre, l'auteur soutient aussi que les résidus de traitement et les verses à stériles constituent les principales sources de pollution des eaux à l'échelle de la sous-préfecture de Hiré.

Selon CAMPBELL (2004), une étude menée en 2001 par l'Institut des Sciences de l'Environnement (ISE) de l'Université du Québec à Montréal au Canada laisse planer un doute sur le bien-fondé des mesures prises pour assurer la protection de l'environnement dans les zones d'exploitation des ressources minières.

Au Togo par exemple, dans une perspective de mettre en exergue les problèmes socio-environnementaux liés à l'exploitation des ressources naturelles, AGBOSSOUMONDE

(2009) soutient que, malgré leur contribution importante dans l'économie du pays, l'exploitation et l'extraction des minerais de phosphate, de l'or et de calcaire au sud du Togo ont des impacts considérables sur l'environnement à cause des rejets incontrôlés des effluents et des émissions de gaz et de poussières.

Pour LEBRETON et *al* (2013), si de façon générale, la biodiversité est devenue le patrimoine mondial de l'humanité, celle-ci exerce une pression démesurée et très considérable sur l'environnement par le déséquilibre des écosystèmes. Pour ces auteurs, trois grands facteurs dus à l'action humaine seraient à la base de cette dégradation démesurée de l'environnement. Il s'agit en autres ; de l'aménagement du territoire (villes, terres agricoles, voies de communication, carrières, ports…), les pollutions (pesticides, engrais, pollutions chimiques, gaz naturel, dioxyde de carbone…), la surexploitation et l'introduction d'espèces (chasses, pêches non contrôlées …). Par ailleurs, les mêmes auteurs soutiennent que, la convention pour la diversité biologique issue du sommet de Rio en 1992 a popularisé le terme « biodiversité » tout en mentionnant aussi que l'année 2010 a été décrétée « année internationale de la biodiversité » pour accélérer la prise de conscience de l'humanité sur l'importance de préserver la diversité biologique.

Au total, on remarque que les projets miniers peuvent faire beaucoup de dégâts. Si les conséquences environnementales sont nombreuses, on peut s'imaginer qu'elles affectent également les humains, ainsi que leurs organisations socio-économiques.

2.4.2-Au niveau social

Généralement, les activités liées à l'exploitation des ressources minières sont responsables de la dégradation de l'environnement mais, elles fragilisent le plus souvent les liens sociaux entre les populations. Lorsqu'il y a implantation d'une mine dans une région, il est évident que cela entraîne des changements profonds pour la population locale. Les emplois sont plus nombreux, des villages sont créés et d'autres parfois déplacés.

Selon DIALLO (2013), au plan social, l'implantation et le développement des mines dans les pays africains entrainent une mutation profonde des conditions de vie mais aussi de l'organisation socioculturelle et économique des communautés locales. Pour l'auteur, les activités minières peuvent à cet effet, provoquer des tensions et conflits dans les localités minières généralement induits par des questions foncières et d'acquisition des terres. En outre,

dans les régions où l'activité minière artisanale est prépondérante, l'implantation des mines à grande échelle entraine des frictions entre mineurs traditionnels et compagnies minières liées à la délimitation des surfaces des concessions minières, mais aussi entre celles-ci et les communautés à proximité des mines qui se sentent lésées et dépossédées de leur principale source de revenus au profit de travailleurs issus d'autres communautés. Pour DIALLO (2013), parmi les effets sociaux les plus courants de l'industrie extractive dans les pays africains, on peut citer :

- les déplacements de populations et la perte de moyens de subsistance qui en découle ;
- l'aggravation de la pauvreté par exemple à cause de la dégradation de l'environnement dont dépendent les moyens de subsistance de la communauté ;
- l'aggravation des inégalités économiques internes par exemple entre les hommes et les femmes, entre ceux qui ont un emploi dans la mine et les chômeurs, entre les communautés qui perçoivent des indemnités et bénéficient d'autres avantages notamment les rentes, et ceux qui en sont privés ;
- la dépendance économique à mesure que l'activité économique locale est réorganisée pour les besoins de la mine, ce qui rend la communauté vulnérable à une économie en dents de scie notamment lorsque la mine est fermé ou que sa rentabilité diminue suite à la chute des prix des produits de base.

En effet, les protestations des communautés indigènes et les conflits peuvent obliger les sociétés minières à modifier ou à abandonner complètement leurs projets dans certaines zones. Hors de nos frontières, par exemple, à Tambogrande au Pérou, des protestations locales ont forcé le gouvernement à refuser d'accorder un permis à une société minière canadienne souligne le CN-ITIE (2012). Selon la même source, il en a résulté une perte de 60 millions de Dollars US pour ladite société.

Selon, ABA (2005), bien que les produits de l'industrie extractive soient importants dans notre vie quotidienne et qu'il y a des impacts positifs possibles, si l'exploitation minière n'est pas réglementée et réalisée de manière responsable, les impacts négatifs peuvent être très graves. Par exemple, le déplacement des personnes de leurs habitations et de leurs moyens de subsistance, la pollution environnementale. Il soutient aussi que la zone d'exploitation peut devenir dangereuse et la vie plus chère.

L'exploitation des ressources naturelles représente une manne financière importante pour l'économie de certaines nations estimée à plusieurs milliards FCFA par an. Cet aspect financier ne peut occulter les effets négatifs de l'activité. Sur les sites artisanaux, les médecins signalent un taux élevé de prévalence du VIH Sida et autres maladies infectieuses (CORENS, 2013). Le paludisme, le choléra et autres maladies hydriques déciment les populations riveraines des zones d'orpaillage. La nature n'est pas protégée. Les trous et les cratères laissés par l'activité dessinent un décor lunaire et désolé. Les effondrements sont fréquents. Les morts d'hommes, suite à ces accidents telluriques, sont monnaie courante. Cruelle ironie : l'un des caractères est même appelé l'au-delà puisqu'il renfermerait plus de 40 corps et d'importants matériels et équipements à Kobada, une mine artisanale au Mali (CORENS, 2013).

Aussi, faut-il noter que l'exploitation des ressources naturelles et surtout minières est par moment liée à l'émergence, l'accentuation ou au prolongement des conflits. Selon le PNUE (1990), « depuis 1990, au moins dix-huit conflits violents ont été alimentés par l'exploitation des ressources naturelles. En fait, des recherches récentes suggèrent que 40% au moins des conflits internes survenus au cours de ces soixante dernières années ont un lien avec les ressources naturelles ». C'est dans cette même logique que BEBBINGTON et al (2009), soutiennent que la multiplication des zones minières depuis la fin du XIXe siècle s'est accompagnée d'une élévation du nombre des conflits. Pour les auteurs, en 2009 pas moins de 89 conflits liés à l'exploitation des ressources minières furent enregistrés à travers le monde.

En Côte d'Ivoire, GOH (2016), soutient que l'exploitation minière en général et plus particulièrement l'artisanat minier favorise une importante concentration de populations allogènes dans un milieu où elles manquent d'ancrage socio-culturelle. Pour l'auteur, ce manque d'ancrage des artisans entraîne souvent la perturbation de l'équilibre social local avec de régulières tensions intercommunautaires dont l'une, particulièrement violente, en juillet 2013 à Angovia (Bouaflé) avait occasionné de nombreux dégâts matériels et des pertes en vies humaines. Ce violent conflit en 2013, qui a opposé les autochtones et les orpailleurs à Angovia a causé officiellement trois morts (les populations évoquent 20 cas de décès), de nombreux blessés et d'importants dégâts matériels (destruction d'une centaine de maisons, de nombreuses voitures et de motos, etc.) souligne l'auteur.

Avec la décennie de crise (2002-2011) en Côte d'Ivoire, les conflits sociaux et fonciers restent monnaies courantes dans plusieurs régions du pays. En Afrique de l'Ouest par

exemple, les analyses de MINVILLE et ROSE-ANNE (2013), ont montré que les acquisitions massives de terres agricoles et leurs impacts sur l'agriculture familiale et la sécurité alimentaire des populations locales, demeurent les leitmotivs des conflits intercommunautaires. Cette thèse a fait l'objet d'analyse de la Division de l'Infirmation, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra (2017) en Côte d'Ivoire. Pour cette même source, avec les crises économiques et politiques, le retour des autochtones dans leurs villages a modifié l'équilibre social dans le pays. Pour lui, les différentes tentatives de regulation de la propriété foncière peu compatibles avec le mode traditionel de dévolution des terres, a aggravé les tensions foncières et donc les conflits en zones rurales ivoiriennes.

Cette hypothèse reste aussi vérifier dans le contexte actuel dominé par l'essor des mines. Nos résultats ont montré que la dynamique des mines impacte profondément les rapports de cohabitation entre populations autochtones et allogènes en ce sens que, les autochtones réclament aux allogènes les terres qui leurs ont été autrefois léguées ou cédées à moindre coût pour les reconvertir en sites miniers. Les études de LALLY (2016), confirment aussi ces résultats dans les régions de l'Ouest du pays. Pour l'auteur, les conflits fonciers à l'Ouest de la Côte d'Ivoire entre autochtones et allogènes Burkinabés pour la plupart, sont nés des fruits du risque de la vente de terres aux allogènes.

Quant à KOUADIO et *al* (2018), le secteur de l'orpaillage favorise actuellement une pression foncière dans plusieurs régions du pays. Ce phénomène engendre des conflits fonciers même au sein des ménages pour le contrôle des ressources. Dans la région de la Marahoué (centre de la Côte d'Ivoire), où cette analyse a été menée, les auteurs soutiennent cependant qu'il existe plusieurs voix de recours pour les règlements des cas de conflits liés à l'orpaillage. Selon eux, pour plus de 94% cas de conflits réglés au niveau des localités aurifères, 47% sont réglés au sein des familles, 35% chez les chefs de terres ou de villages et 12% chez les comités consultatifs communautaires. Ailleurs, les mêmes auteurs mentionnent que 6% des cas de conflits intercommunautaires trouvent leurs solutions souvent dans les commissariats de police ou de la gendarmerie.

Les conflits communautaires enregistrés dans les zones rurales minières du pays restent parfois mortels. Pour LALLY (2016), les conflits relatifs aux problèmes fonciers en Côte d'Ivoire, avec en toile de fond, le couple d'acteurs agriculteurs et éleveurs transhumants, sont toujours d'actualité malgré les tentatives de résolution. Le cas récent à Bouna dans le Nord-Est où des dizaines de morts ont été enregistrées, en est une illustration citée par l'auteur. Plus

loin, les analyses de l'auteur ont montré que ces conflits se rependent sur toute la géographie du pays touchant ainsi le pays Baoulé dans les régions centrales de la Côte d'Ivoire. Sont concernés, les régions de Bouaké, Béoumi, Sakassou et récemment Yamoussoukro, qui a été le théâtre de conflits entre éleveurs et agriculteurs. Les conflits intercommunautaires prononcés ces derniers temps sur le territoire national, en plus d'orchestrer l'instabilité sociale dans les régions, influence la mobilité des populations et donc restent pour KROUÉLÉ (2018), l'un des vecteurs importants de la déscolarisation des enfants en Côte d'Ivoire.

Pour PAUL et CHAUVEAU (2007), la disponibilité des jeunes hyper-mobiles pour le recrutement des milices, suite à la fragilité des rendements agricoles et à l'accès difficile à d'autres possibilités d'emploi, constitue un facteur majeur d'exacerbation des conflits (armés, fonciers…) sur l'ensemble du territoire africain. Par conséquent, la cohésion sociale et l'hospitalité dans ces régions sont mises à l'épreuve et cela attise l'intérêt de tous à l'effet de comprendre les logiques internes et externes de ces conflits afin d'apporter des solutions pour minimiser leurs impacts sur les populations à l'échelle locale, nationale, régionale et mondiale.

Pour CARBONNIER (2007), par exemple, les pays qui tirent une forte rente de l'exploitation de matières premières voient souvent la majorité de leur population sombrer dans la pauvreté et la précarité. Paradoxalement à l'image que la richesse du sous-sol devait faire rejaillir sur l'ensemble de la communauté, l'auteur pense que les gouvernements qui bénéficient de revenus accrus grâce à l'exploitation des ressources naturelles ont tendance à creuser le déficit budgétaire. Par conséquent, les décideurs politiques engagent des dépenses publiques excessives et les populations riveraines voient souvent leurs ressources partir sans réellement tirer profit.

Pour la Fédération Internationale des Droits de l'Hommes (2007), dans une étude réalisée sur « Mali ; l'exploitation minière et les droits humains », les entreprises minières mettent sur le devant de la scène leurs actions volontaires en faveur des communautés locales, menées au titre de leur Responsabilité Sociale et Environnementale (RSE), alors même que ces programmes n'ont que des résultats limités et parfois pervers sur les conditions de vie des populations locales. La fédération réalise par ailleurs, que les projets liés à l'essor des industries extractives dans les pays en développement sont pour la plupart précaires et n'ont pas de fondements durables pour garantir réellement un avenir durable pour les populations. Le cas de l'exploitation de la mine de Syama au Mali est cité en exemple.

Aujourd'hui, si les conflits provoqués par l'extraction des ressources minières tendent à prendre de plus en plus la forme de conflits socio-environnementaux comme au Pérou où près des trois quarts de conflits sont de ce type « dont une majorité liée à l'activité minière, (THOMAS, 2013) » et à devenir plus visibles, les conflits autour du droit du travail n'ont pas disparu et peuvent prendre une tournure tout aussi explosive. Ainsi, en août 2012 à Marikina, en Afrique du Sud, la grève des mineurs a donné lieu à un bain de sang selon le même auteur.

S'inscrivant dans cette même perspective, HELLONDORFF (2012), dans un rapport sur « les ressources naturelles, conflits et construction de paix en Afrique de l'Ouest », soutient que : La course à l'accès aux ressources naturelles, a toujours cristallisé les relations entre les populations. Cependant, l'auteur pense que les ressources naturelles peuvent constituer un véritable atout pour prôner la paix quand elles sont bien agencées ou subissent des reformes. Un rapport de l'International Alet (2009), défend cette même cause. Dans ce rapport, l'accent est mis sur le caractère illégal de l'exploitation des ressources en République Démocratique du Congo (RDC) et les multiples corollaires qui l'accompagnent en général, les incessantes crises socio-politiques qui divisent le pays.

L'Observatoire Gouvernance et Paix (2010), dans un rapport sur les « Ressources minières et développement de la RDC », déclare que la gouvernance minière au Sud-Kivu en RDC est dotée des richesses naturelles immenses, extraordinaires, mais dont sa population ne profite pas comme il se doit. Dans ce rapport, l'Observatoire déclare par ailleurs, que les nombreuses guerres qui s'y sont déroulées ont été alimentées pour l'essentiel par l'exploitation illicite des ressources naturelles. En effet, le rapport mentionne également qu'au cours de la guerre, de nombreux groupes rebelles ont financé leur occupation par l'exploitation des minerais.

Quant au rapport n°213 des experts des Nations Unies du 12 avril 2001(Observatoire Gouvernance et Paix, 2010), les principaux motifs du conflit en RDC sont devenus l'accès, le contrôle ainsi que la commercialisation de cinq ressources minérales de première importance qui sont le colombo-tantalite, le diamant, le cuivre, le cobalt et l'or. Pour ce rapport des Nations Unies, nombreux penseurs ont qualifié le secteur minier de la RDC « d'épine dorsale du développement économique de la RDC ». En d'autres termes, elle représente une ressource importante qui constitue un véritable frein pour le développement économique du pays à cause des incessantes crises socio-politiques qui la déchirent.

En outre, les problèmes sociaux engendrés par l'exploitation minière en général et plus particulièrement l'artisanat minier sont aussi évoqués. Il s'agit du banditisme, des conflits fonciers etc. Selon LOUGUE et DAO (2006), un affrontement aurait opposé orpailleurs, exploitant le site de Fafora au Burkina-Faso et la population autochtone. Pour les auteurs, les autochtones reprochent aux orpailleurs de pratiquer un déboisement intensif, de leur manquer de respect et à leurs lieux sacrés et enfin de voler leurs volailles. Ils les accusent également de délits d'adultère. Selon ces mêmes auteurs, les services d'action sociale et de solidarité nationale de Gaoua et de Kompti au Burkina-Faso ont noté une multiplication des cas de viols, de trafics d'enfants, de conflits de famille du fait de la présence des orpailleurs. L'utilisation de mercure dans la purification de l'or et aussi certaines particules chimiques contenues dans les résidus de pierres et du sous-sol entraînent des dépôts sédimentaires qui polluent les milieux aquatiques et atmosphériques. En Côte d'Ivoire, comme ailleurs, dans les pays en développement, le milieu de l'artisanat minier n'échappe pas à ces méfaits qui transforment négativement les conditions de vie des populations riveraines.

Le Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Burkinabé (2011), dans une étude réalisée sur « l'étude sur le travail des enfants sur les sites d'orpaillage et les carrières artisanales dans cinq régions du Burkina », estime que le travail des enfants sur les sites d'orpaillage constitue un véritable défi face aux efforts du gouvernement dans la scolarisation des enfants. Le Ministère mentionne également que sur les sites d'orpaillage, on dénombre près de 27 000 enfants qui sont soumis à des conditions dangereuses de travail qui affectent indéniablement leur santé. La Côte d'Ivoire, le Mali, la Guinée et bien d'autres pays en développement qui placent un espoir grandissant sur l'essor du secteur minier n'échappent pas à cette situation souvent accablante.

2.4.3-Au niveau démographique

La mise en valeur des réservoirs miniers, constitue de plus en plus un facteur très déterminant dans les mouvements migratoires de populations à l'échelle mondiale. Ainsi, l'exploitation minière s'inscrit dans un processus global de transformation sociale qui s'accompagne d'un transfert de population des milieux ruraux et urbains vers les zones d'exploitation minière. Pour l'Organisation des Nations Unies pour le Développement

Industriel (ONUDI, 2009), l'exploitation artisanale de l'or produit entre 20 à 30% de la production mondiale d'or (500-800 tonnes en 2005) grâce à 10 à 15 millions de mineurs, y compris 4,5 millions de femmes et un million d'enfants. Pour la même source, il y a plus de 700 000 personnes qui participent activement à l'exploitation minière artisanale et à petite échelle de l'or au Burkina Faso. Il souligne en outre, qu'au niveau national, l'exploitation minière artisanale d'or se fait sur l'ensemble du territoire (dans les 13 régions du Burkina-Faso).

L'ONUDI (2009), estime la quantité d'or produite annuellement par les orpailleurs au Burkina-Faso entre 500 à 600 kilogrammes officiellement, mais environ 1500 à 2000 kilogrammes clandestinement. En Guinée, l'organisation pense que le nombre d'artisans miniers n'est pas évalué mais peut être estimé entre 135 000 à 140 000 orpailleurs. Ailleurs, au Niger, pour la même source, on estime à plus de 30 000 personnes qui participent activement à l'exploitation minière artisanale et à petite échelle de l'or. Cette production est évaluée à 20 kilogrammes annuellement au Niger. L'Organisation des Nation Unies évalue le nombre d'orpailleurs au Sénégal à 50 000 personnes avec une quantité d'or extraite estimée à 500 kilogrammes par an par ceux-ci. Au Mali, l'exploitation artisanale implique environ 200 000 artisans.

En Côte d'Ivoire, le Ministère de l'Industrie et des Mines (2014) estime le nombre d'exploitant artisanaux des ressources minières à près de 500 000 personnes contre 3000 actifs du secteur formel officiellement reconnus selon le Forum Minier Régional d'Abidjan (2015). Au regard de ces chiffres, il convient de noter que la population Africaine et plus particulièrement celle de l'Afrique de l'Ouest accorde un espoir quant au devenir de l'industrie extractive et surtout l'artisanat minier. C'est en outre, ce qui semble justifier leur nombre pléthorique sur les sites miniers artisanaux dans ces pays.

Selon, l'Organisation Internationale des Migrations (2009), entre 1958 et 1984, la population de la République Démocratique du Congo serait passée de 13,5 à 30,7 millions d'habitants ; en 2010, cette population était estimée à près de 68 millions. Pour l'Organisation Internationale des Migrations (OIM), le taux de la situation économique, la guerre, la mauvaise gouvernance et plus particulièrement, l'exploitation des ressources naturelles, sont les principaux facteurs des tendances migratoires que connaît la RDC depuis les années 2000.

SCHIMANN (2005), soutient pour sa part que, la découverte de l'or en Guyane fut à l'origine d'une ruée massive de population qui culmina au début du XXe siècle jusqu'à plus de 12 000 personnes.

Pour DIALGA (2013), le secteur minier occupe près de 600 000 orpailleurs dont 150 000 enfants de 5 à 18 ans. KEITA (2001), pense pour sa part qu'au Mali, l'exploitation minière artisanale contribue à la survie de populations de plus en plus nombreuses évaluées à plus de 200 000 personnes. Ailleurs, en Guinée, ABA (2005), souligne que l'exploitation artisanale est restée jusqu'à une date récente, la principale méthode d'extraction d'or et de diamant. Pour le même auteur, plus de 200 000 personnes gagnent leur vie par cette forme d'exploitation, et beaucoup d'entre elles sont des femmes.

Selon l'Institut International de l'Environnement et de Développement (IIED, 2000), l'un des plus importants impacts de l'activité minière est la migration des personnes vers la région minière, en particulier dans les régions éloignées des pays en développement où la mine représente la plus importante activité économique. Par exemple, à la mine de Grasberg en Indonésie, la population locale a augmenté de moins de 1000 en 1973 à 110 000 habitants en 1999. De même, la population des colonies des squatters autour de Porgera qui a commencé ses opérations en 1990, est passée de 4 000 à plus de 18 000 habitants. Cet afflux de nouveaux arrivants peut avoir un impact profond sur les habitants d'origine et des litiges peuvent survenir pour les terres et sur la manière dont les avantages ont été partagés. « Ces considérations sont parmi les facteurs qui ont conduit à des soulèvements violents à Grasberg dans les années 1970 et 1990 » a déclaré l'IIED. L'impact de l'extraction minière au niveau économique est aussi à mentionner car il semble être la finalité de tous ces mouvements de populations vers les régions minières.

2.4.4-Au niveau économique

L'enjeu économique constitue le véritable bouclier de la mise en valeur de maints projets aurifères à l'échelle mondiale, locale ou nationale. Il constitue le facteur d'attractivité des multinationaux soucieux d'investir dans les pays producteurs de ressources minières. C'est, dans cette optique que KUNANAYAGAM et *al* (2000), écrivaient : L'industrie minière est une industrie qui est unique de par son impact complexe qu'elle peut avoir sur le développement

économique local, sur l'environnement, sur le profil socio-culturel etc. Elle est génératrice d'emploi d'où un instrument de lutte contre la pauvreté. Pour les Nations Unies (2009), par exemple, l'orpaillage offre de meilleures possibilités pour la création d'emplois par rapport aux grandes entreprises minières.

Le secteur se présente ainsi, comme un véritable moyen de lutte contre la pauvreté en Afrique. Il reste selon les analyses de BOHBOT (2017), une aubaine économique importante pour des ménages en zones rurales au Burkina-Faso comme ceux de plusieurs autres pays en développement. Le dynamisme de son essor actuel en Côte d'Ivoire, est justifié selon la literature, par les variabilités climatiques (BROU, 2005) sur l'ensemble des régions du pays et celles du Nord en particulier, ainsi que par les effets de la crise militaro-politique de 2002 que le pays a traversé (Ministère de l'Industrie et des Mines, 2015).

En Afrique subsaharienne, le Ghana, l'Afrique du Sud, le Niger…, semblent tirer de façon notable, un profit des revenus du sous-sol. En effet, l'Afrique du Sud et le Ghana, respectivement classés 6ème et 9ème producteurs mondiaux d'or, sont en voix de réussir une diversification de leur économie et surtout de faire de l'industrie extractive une force de leur économie THOMAS (2007). De 2000 à 2011, l'extraction des ressources naturelles a représenté un élément majeur de la croissance réelle du PIB de plus de quinze États africains, dont plus de la moitié en Guinée équatoriale, en République du Congo et en République démocratique du Congo (FMI, 2012). En conséquence, la communauté internationale porte une attention accrue à la valorisation des ressources africaines pour le développement socioéconomique selon la même source.

Abordant dans le même sens, l'UA (2009), soutient que le secteur minier est un secteur durable et bien régi qui produit effectivement et génère des rentes sur les ressources, tient compte des aspects genre et ethnique de l'environnement qui est socialement responsable et est apprécié des communautés environnantes. Un secteur qui fait partie intégrante d'une économie Africaine. Un secteur qui est un acteur clé dans les marchés compétitifs et dynamiques. Pour l'Union Africaine (UA), le secteur minier doit être un nouveau levier de l'économie Africaine. Cependant, le débat autour du rôle de l'exploitation minière dans le processus de développement durable des pays du Sud demeure factuel pour KOUADIO (2016).

Selon l'auteur, l'exploitation minière est perçue par certains optimistes, comme le secteur d'avenir qui sortira l'Afrique de l'ornière de la pauvreté et du sous-développement. Cette perception est selon lui, nourrie aussi bien sur le plan international (par les institutions de Breton Wood) comme à l'intérieur même des pays qui se targuent de posséder un sous-sol riche en ressources minières. L'image actuelle que présente l'environnement minier ivoirien (dualité déloyale entre mines industrielles et mines artisanales illicite) soutenue par ALLOU et TOZAN (2018), rend naturellement compte de cette approche thématique défendue par KOUADIO en 2016 dans le secteur.

Les codes et les règlements du secteur minier ont aussi subi des changements majeurs au cours des dernières décennies en vue de faire du secteur minier un moteur de la croissance économique des pays producteurs. Par ailleurs, ces changements majeurs seraient le fait d'un nouveau rapport sur les femmes dans l'exploitation minière artisanale et à petite échelle en Afrique publié par la Banque Mondiale en 2015. En outre, ce rapport a recommandé une révision de la politique dans le secteur de l'exploitation minière en vue d'accroitre la participation inclusive et active des femmes à ce secteur.

La récente publication de la Banque mondiale sur les reformes au niveau du secteur extractif, citée par BESADA et PHILIP MARTIN (2013), a estimé qu'au cours des 20 dernières années, plus de 110 pays ont remplacé ou considérablement modifié leurs lois minières en réponse à la concurrence accrue pour les investissements directs étrangers et à la pression exercée par les principaux donateurs. En Afrique, 30 États ont adopté de nouvelles lois entre 1990 et 2000 et davantage de changements de politiques se sont produits au cours de la dernière décennie (CAMPBELL, 2009). Un grand nombre de ces réformes avaient pour objectif d'attirer davantage d'investissements directs étrangers par une réduction de la réglementation, des politiques sociales et sur le travail libéralisées, et des régimes fiscaux et de propriété plus favorables au secteur privé (CAMPBELL, 2004 ; 2009).

Parallèlement, la croissance rapide des nouveaux investisseurs, surtout les pays BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), dans le secteur minier de l'Afrique ainsi que l'augmentation des investissements dans des régions riches en ressources encore inexploitées, comme la RDC, le Libéria et la Sierra Leone, ont posé de nouveaux défis pour l'atteinte d'un développement durable dans l'industrie extractive (BESADA et PHILIP MARTIN, 2013). Par conséquent, les codes miniers de l'Afrique sont maintenant au cœur d'un

large débat politique sur la gouvernance des ressources naturelles et le développement économique durable du continent. Pour BESADA et PHILIP MARTIN, bien que ces initiatives représentent une avancée significative dans le rôle joué par la société civile mondiale dans l'élaboration de politiques de gouvernance des ressources, leur efficacité reste limitée en raison d'une multitude de problèmes, comme l'absence d'application des règlements, la faible capacité de gouvernance dans les nouveaux secteurs de l'extraction des ressources, et les déséquilibres persistants entre les avantages pour les grands acteurs du secteur privé et les gouvernements des États africains.

Pour SOW (2013), les ressources minières sont un espoir pour rehausser le niveau économique de la vie des populations des pays en développement. Ainsi, la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCÉAO, 2013), dans un rapport sur l'« Étude monographique sur le secteur de l'or dans l'Union Économique Monétaire Ouest Africaine (UÉMOA) » pense plus que l'importance du secteur de l'or dans l'UÉMOA est perceptible notamment dans le commerce extérieur. En valeur, la BCÉAO (2013), soutient que la production d'or de l'UÉMOA est passée de 57,6 tonnes en 2007 à 95,7 tonnes en 2011, soit une augmentation de 66,1% sur la période 2007-2011.Cette production pour la BCÉAO, représente en moyenne 3,1% de la production mondiale évaluée à 2 400 tonnes. Selon la BCÉAO, les exportations d'or dans l'UÉMOA sont passées de moins de 300 milliards FCFA en 2004 à plus de 2 000 milliards en 2011. Par conséquent, elle soutient que le secteur minier constitue un pilier du développement régional des états de l'UÉMOA.

Par ailleurs, le PNUED (2008), pense que la hausse du prix de l'once d'or qui est passé de 260 dollars en mars 2001 à plus de 1 000 dollars en mars 2008 est le véritable moteur de la ruée massive vers l'or chez les mineurs dans bon nombre de pays. Ces investissements dans le domaine minier vont alors contribuer à booster l'économie de certains pays producteurs de ressources naturelles. La Côte d'Ivoire, à l'image de certains pays Africains n'est pas restée en marge. Ainsi, pour la Chambre de Commerce et de l'Industrie ivoirienne (2013), le secteur de l'industrie contribue à hauteur de 2,3% au PIB et emploie près de 30 000 personnes dont 29% de femmes. Elle estimait pour l'année 2012, les exportations d'or et de manganèse, respectivement à 304,5 milliards et 6,665 milliards pour la Côte d'Ivoire. En somme, la Chambre de Commerce et de l'Industrie pense plus particulièrement que l'exploitation minière

représente un véritable pilier de l'économie ivoirienne. Son exploitation et la mise en valeur d'autres gisements pourraient hisser la Côte d'Ivoire au rang de producteur majeur d'or.

En outre, l'organisation Global Wit Ness (2005), pense que la crise militaro-politique de 2002 en Côte d'Ivoire a constitué un facteur déterminant dans le trafic illicite du diamant dans le nord-ouest du pays. Pour l'organisation, jusqu'à 300 000 carats de diamant sont extraits par an au nord-ouest de la Côte d'Ivoire et entre 2000 et 2002, plus de 7,9 million de dollars de cette production ivoirienne ont transité frauduleusement par le Mali. Par ailleurs, l'organisation soutient que cette transaction illicite sans contrôle douanière a fait perdre à la Côte d'Ivoire près de 3,6 milliards de FCFA au cours de cette même période.

Selon cette même organisation, la manière frauduleuse de la commercialisation du diamant de certains pays en situation de crise, a plus stimulé l'établissement de l'initiative de Kimberley par le gouvernement d'Afrique du Sud en mai 2000. Cette initiative qui a pour but de mettre en place un processus de certification de l'origine du diamant, constitue un puissant moyen de lutte contre le trafic illicite du diamant qui s'opère généralement entre les groupes armés et les puissances ; souligne l'organisation.

Pour ATSE (2007), le projet aurifère de Bonikro (Hiré), avec ses 255 emplois créés et plus de 50 milliards d'investissement consentit, constitue un véritable foyer de développement économique pour la Côte d'Ivoire. Abordant dans cette même logique, le Ministère de l'Industrie et des Mines ivoirien (2014) déclarait : « la mine d'or de Tongon, avec sa réserve de 120 tonnes d'or et un investissement à plus de 140 milliards, constitue un des plus importants foyer minier en Côte d'Ivoire ». Pour le même Ministère, l'inauguration de la mine d'or d'Agbaou (4ème pour la Côte d'Ivoire) s'inscrit dans la politique actuelle de l'état ivoirien de redynamiser le secteur minier afin d'augmenter la production aurifère annuelle d'environ 20% et de faire de la Côte d'Ivoire un pays producteur mondial d'or.

Pour SOW (2013), le secteur de l'extraction minière représente pour la Guinée et pour beaucoup de pays en développement, une économie très importante. Selon l'auteur, le secteur minier représente 65 à 75 % des exportations de ce pays. C'est dans cette optique que le Trésor Sud-africain et le Fonds Monétaire International (2014) dans un rapport sur la « Mobilisation des recettes dans les pays producteurs de ressources naturelles, le cas de la Guinée » affirme que l'exploitation minière représente un atout pour la prospérité économique

de la République de Guinée. Elle a contribué à 14,57% du PIB sur la période de 2005-2013. Ailleurs, en Philippine, selon cette même source, la production d'or représente 76% du PNB du pays. Ce qui équivaut selon les statistiques officielles, sensiblement à la somme nécessaire pour éradiquer complètement la pauvreté de ce pays.

Dans un rapport sur « *Un mélange toxique : Travail des enfants, mercure et orpaillage au Mali »* de Human Rights Watch (2011), il est mentionné que le secteur minier constitue l'un des secteurs les plus rentables au Mali par sa contribution au PIB. Il soutient que le Mali est le 3ème pays producteur d'or du continent après l'Afrique du Sud et le Ghana.

Pour la même source, la production d'or en 2008 au Mali a été de 52,772 tonnes, en 2006, le secteur minier représentait 21% du PIB et 72% des recettes d'exportations et plus de 8000 emplois. S'inscrivant dans cette même idée selon laquelle, l'or représente une source précieuse de l'économie Malienne. RANI et WOOD (2006), dans « *Trésor caché ? À la recherche des revenus de l'exploitation aurifère du Mali* », pensent pour leur part, qu'au cours des 10 dernières années, l'or est devenu la ressource la plus significative sur le plan économique au Mali, comptant pour plus de la moitié des exportations du pays (927 millions de dollars US en 2003). Selon RANI et WOOD (2002), la contribution de l'exploitation aurifère ne représentait que 2,9% du PIB du Mali, mais à partir de 2004, elle avait augmenté pour atteindre 12,7%. Pour les auteurs, l'or est désormais la principale source de revenu du Mali avec ses exportations qui sont passées de 18% à 65,4% de 1996 à 2002.

Si l'exploitation minière dans les lignes précédentes, a constitué un point puissant pour rehausser le niveau de vie des populations des pays producteurs, certaines recherches ont montré par contre le contraste qui existe entre les ressources minières et le développement des pays producteurs en général et plus particulièrement les pays producteurs Africains. Ainsi, AGBOSSOUMONDE (2009), pense que, les pays du Sud disposent de ressources naturelles qui ne reflètent pas leur niveau de développement. Pour l'auteur, cette inadéquation entre la disponibilité de ressources naturelles et le faible niveau de développement, est le résultat de la flexibilité des politiques de gestion de ces ressources et d'une mauvaise gouvernance de la part des décideurs Africains. En plus, l'auteur pense que la richesse minière en Afrique serait malheureusement liée aux guerres civiles.

Le financement de ces conflits est en effet, assuré par les ventes illicites de diamant et d'or, souligne l'auteur. En outre, pour DIALLO (2013), l'industrie extractive et plus particulièrement l'industrie minière, continue d'alimenter certaines économies d'Afrique

Subsaharienne et se constitue, aujourd'hui plus que jamais, en moteur de développement socioéconomique. Autrement, l'auteur mentionne que, si depuis les années 1960 l'exploitation minière industrielle constitue le socle de ces économies, elle n'a cependant pas été en mesure de fournir les retombées économiques et financières à même de garantir un développement socioéconomique viable aux pays considérés ainsi qu'à leurs communautés.

L'envergure des impacts environnementaux et sociaux associés au développement des projets miniers dans les pays d'accueil accroit leur vulnérabilité et suscite pour l'auteur, de nombreuses interrogations quant à la pertinence de l'activité minière. De manière paradoxale, l'exploitation des richesses du sous-sol est souvent associée à la misère des populations, à la mauvaise gouvernance et à la dégradation de l'environnement. Quelques exceptions à la règle, permettent de croire qu'il est possible de conjurer cette malédiction, lorsqu'une série de conditions particulières sont réunies (CN-ITIE 2012). Il s'agit pour la Commission Nationale de l'ITIE, d'une plus grande transparence et d'une meilleure gestion de la manne pétrolière et minière avec pour objectif ultime de canaliser les revenus des activités extractives vers le financement du développement durable.

Au total, la conjugaison des effets de l'exploitation des industries extractives en particulier et de façon générale, celui des activités liées à l'action humaine a contribué à l'adoption de plusieurs stratégies afin de promouvoir le développement durable à l'échelle mondiale. Ces stratégies sont d'une part, très utiles dans la lutte contre les variabilités climatiques associées aux effets induits par les comportements destructeurs de l'humanité. Et d'autre part, pour améliorer les conditions de vie des populations.

2.5-LE DÉVELOPPEMENT DURABLE : UNE NÉCESSITÉ POUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET LA RELANCE DU SECTEUR MINIER EXTRACTIF

Plus de deux décennies après sa consécration officielle, le développement durable imprègne plus que jamais les réflexions scientifiques et alimentent les discours des institutions qui le considèrent comme une alternative aux dérives du modèle de croissance en vigueur, ainsi qu'aux comportements productivistes qui menacent la pérennité de la planète. Dite unipolaire, la notion du développement durable repose sur l'usage conjoint des termes "croissance durable" et "rentabilité durable" et repose sur l'idée que "environnement et économie vont de pair"

(DIALLO, 2013). En d'autres termes, le développement durable consiste essentiellement pour l'auteur, à réconcilier l'économie, le social et l'environnement.

Penser donc le développement durable, est de nos jours plus que primordial pour sauver l'humanité qui semble s'écrouler sous le poids dominant des effets conjugués de ces propres actions. Face à ce constat, le 25 septembre 2015, en marge de l'assemblée générale des Nations unies, 193 dirigeants de la planète s'engagent à atteindre 17 objectifs mondiaux. Ces objectifs mondiaux appelés « Objectifs de développement durable, (ODD[2]) » font partie du nouveau programme de développement post-2015, intitulé « *Transformer notre monde : le programme de développement durable à l'horizon 2030* » (Assemblée des Nations Unies, 25 septembre 2015[3]). En somme, ces ODD se concentrent sur les enjeux d'un partenariat mondial contre le réchauffement climatique, les problèmes environnementaux, les crises humanitaires ainsi que la paix et la justice. De façon générale, tous les objectifs des ODD intègrent la protection de l'environnement.

Pour le Programme des Nations Unies pour l'Environnement et la Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement (1988), les changements climatiques globaux ainsi que l'augmentation des surfaces de terres dégradées, ont amené l'humanité à essayer de trouver des solutions environnementales en vue de garantir un avenir meilleur pour les générations futures. D'où la conjugaison sans cesse dans le vocabulaire actuel des grandes institutions internationales telles que la FMI, la Banque Mondiale etc. de la notion de développement durable. Parlant du développement durable, il convient de retenir que le rapport Brundtland a constitué une étape importante dans sa mise en exergue. Il définit le développement durable comme un « développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ».

Cette définition pour le rapport Brundtland, repose sur la nécessité de concilier le respect de l'environnement, de l'équité sociale et de la rentabilité économique pour tout processus de développement. Le développement durable est donc ; un développement qui

[2]ODD ou Objectifs du Développement Durable adoptés le 25 septembre 2015 en marge de l'assemblée générale des Nations unies par 193 dirigeants de la planète qui s'engageaient à atteindre 17 objectifs mondiaux pour réaliser 3 accomplissements ambitieux au cours des 15 prochaines années :1-Mettre fin à l'extrême pauvreté. 2-Lutter contre les inégalités et l'injustice. 3-Régler le problème du changement climatique.

[3]Date de la tenue de l'assemblée des Nations Unies dans le cadre de la mise en œuvre des différents objectifs des Objectifs du Développement Durable 2015-2030.

repose à la fois sur le développement économique (la création de richesses), le développement social (l'amélioration du sort des populations) et la protection de l'environnement. Il exprime, par ailleurs, pour le PNUE (2006), les enjeux auxquels devront répondre des modes de production et de consommation responsables dans une société respectueuse des individus et de l'environnement. En d'autres termes, il s'agit de créer de la richesse en consommant moins d'environnement et en contribuant au progrès social dans les plus grands soucis pour l'humanité de procéder à une exploitation raisonnée des ressources disponibles. Le développement durable se présente alors, comme indissociable à toutes politiques actuelles de développement. Dans la suite de cette sous-section de notre analyse, nous aborderons deux autres points. Il s'agit d'une part de ; le développement durable : Une approche universelle. Et d'autre part, des compagnies minières et la notion du développement durable.

2.5.1-Le développement durable : Une approche universelle

Au cours des années 60, les atteintes à l'environnement générées, en partie, par les activités industrielles, vont encourager la naissance d'une prise de conscience pour la préservation de notre environnement. En 1970, le Club de Rome va dénoncer le danger que représente une croissance économique et démographique exponentielle au regard de l'épuisement des ressources, de la pollution et de la surexploitation des systèmes naturels. Les réflexions scientifiques de divers horizons vont amener la convocation de la première rencontre internationale sur l'environnement à Stockholm en 1972 qui va révéler la nécessité d'associer étroitement les préoccupations de l'environnement et du développement. C'est ainsi que la nécessité d'une réflexion plus globale et plus concertée sur le sujet de l'environnement et du développement s'est faite ressentir de façon urgente. Pour l'Assemblée des Nations Unies, 25 septembre 2015 l'idée d'un développement global est née dans les sphères intellectuelles assez limitées et s'est imposée comme légitime à la Conférence de Rio, car elle passait pour émaner des couches profondes de la société. Les politiques qui en découlent suivent, dans une large mesure, la même voie.

En 1992, les leaders des nations se sont réunis à la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement (CNUED) à Rio pour non seulement tirer sur la sonnette d'alarme quant aux effets négatifs des modes traditionnels de développement mais surtout pour réaffirmer la nécessité d'une solidarité internationale pour engager le monde vers

un développement durable qui vise à répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. Pour la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement ou Sommet de Rio tenue en 1992, le développement durable se décline en trois principes fondamentaux définis selon DIALLO (2013):

Principe un ; « les êtres humains sont au centre des préoccupations relatives au développement durable. Ils ont droit à une vie saine et productive en harmonie avec la nature ».

Principe deux ; « le droit au développement doit être réalisé de façon à satisfaire équitablement les besoins relatifs au développement et à l'environnement des générations présentes et futures».

Principe trois ; « pour parvenir à un développement durable, la protection de l'environnement doit faire partie intégrante du processus de développement et ne peut être considérée isolément».

Pour le même auteur, le sommet de Rio a officiellement consacré le concept de développement durable et a permis des progrès considérables en matière de politiques et de droit international, reconnu particulièrement pour son rôle dans l'élaboration et l'adoption de l'agenda 21. Il souligne par ailleurs, l'intérêt des enjeux environnementaux et leurs implications, et met l'accent sur la complexité des rapports entre le local, le régional et le mondial. C'est dans cette même perspective que s'est tenu dix ans après, le sommet de Johannesburg (Afrique du Sud) en août 2002.

En effet, le sommet de Johannesburg a mis en exergue l'adoption d'un plan d'action insistant sur l'élimination de la pauvreté, la modification des modes de consommation et de production non viables, la protection et la gestion des ressources naturelles aux fins du développement économique et social. Par ailleurs, un accent particulier est mis sur les pays en développement tels que les pays africains dont les efforts consentis en faveur du développement durable ont été entravés par la persistance des conflits, le faible niveau des investissements, l'insuffisance de l'accès aux marchés, l'écrasant fardeau de la dette, la baisse sans précédent des flux d'aide publique au développement et les conséquences du VIH/SIDA. Le développement durable, exprime pour le PNUE (2006), les enjeux auxquels devront répondre des modes de production et de consommation responsables dans une société respectueuse des

individus et de l'environnement. De nombreux acteurs publics ou privés se sont déjà engagés dans cette voie. Pour eux, les enjeux du développement durable, à la fois éthiques et stratégiques, politiques et économiques, sont aussi des enjeux de communication. Du marketing à la publicité, de la communication aux campagnes publiques de sensibilisation, les messages du développement durable s'incarnent dans des pratiques qui s'affirment.

Elles font l'objet d'une réflexion mais aussi d'un apprentissage pour les professionnels du marketing, de la publicité et de la communication. Rendre la notion de développement durable opérationnelle dans les politiques publiques implique plusieurs défis importants liés à la mesure de ce concept. L'acharnement des Nations Unies à mettre en place des objectifs pour garantir un développement durable universel de nos jours, traduit une prise de conscience des responsabilités humaines sur la dégradation de la nature. Passant des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) aux Objectifs de Développement Durable (ODD), il convient de mentionner que la finalité de toutes ces actions des Nations Unies est la protection de l'environnement. Par ailleurs, les ODD (2015-2030), se concentrent sur les enjeux d'un partenariat mondial contre le réchauffement climatique, les problèmes environnementaux, les crises humanitaires ainsi que la paix et la justice (Nations Unies, 2015).

Pour SEGESSEMANN (2003), l'humanité commence à prendre conscience de son influence destructrice sur la nature et s'engage dans différentes politiques de développement durable. Selon l'auteur, l'humanité tente ainsi de trouver un équilibre entre son influence démesurée sur les différents écosystèmes de la planète et la capacité de régénération de la nature. C'est dans cette même logique que le Secrétariat du Club du Sahel (SCS) et l'Afrique Occidentale (2006), diffusent la thématique portant sur la grande question qui pourrait résumer toutes les autres : À savoir comment favoriser un développement durable aux niveaux local, national et régional permettant de répondre aux besoins d'une population en rapide expansion et très mobile ? En effet, la notion de développement durable pour LABORIEUX (2008), est née d'une triple inquiétude :

- la poursuite de la croissance ;
- la persistance des inégalités entre les hommes ;
- la reconnaissance des dangers que nos modes de vie font peser sur la planète.

Pour l'auteur, un des problèmes majeurs pour le développement durable au XXIe siècle, est l'approvisionnement adéquat en énergie qui permet la croissance économique et

l'élévation des niveaux de vie dans les pays développés tout en limitant à des valeurs suffisamment faibles les impacts négatifs sur la santé des populations et sur l'environnement. Selon le programme régional de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN, 2008), il faut encourager un environnement politique, économique, social favorisant une gestion et une utilisation durable des ressources naturelles, tant terrestre que maritimes. Promouvoir la conservation des sols et de la biodiversité avec et au profit des populations.

En outre, si le développement durable se présente comme une affaire de tous, la Côte d'Ivoire à l'image de plusieurs autres pays aménage assez d'effort afin de ne point rester en marge de cette politique internationale sur le développement durable. C'est à cet effet que le ministère de l'environnement et du cadre de vie (2003), stimulait dans une étude sur la « stratégie nationale de conservation et d'utilisation durable de la diversité biologique de la Côte d'Ivoire », que : la vision globale du gouvernement est qu'à l'horizon 2025, la diversité biologique de la Côte d'Ivoire soit gérée de manière durable en vue de l'équilibre des écosystèmes, de l'amélioration de la qualité de vie des populations actuelles et de la préservation de l'héritage des générations futures en tenant compte de la dynamique sous régionale et des dimensions régionales et mondiales. Selon, la même source, la détermination du gouvernement ivoirien en faveur de la diversité biologique s'est traduite par l'adoption de la loi n°2002-102 du 11 février 2002 relative à la création, à la gestion et au financement des parcs nationaux et des réserves naturelles.

Pour parvenir à la politique de l'État ivoirien relative à la protection et à la restauration de l'environnement et des ressources naturelles, des mesures institutionnelles ont été adoptées. Il s'agit de la création de l'Agence Nationale de l'Environnement (ANDE) par Décret n°97-393 du 9 juillet 1997, et le Centre Ivoirien d'Antipollution (CIAPOL) par décret n°91-662 du 9 octobre 1991. En somme, au vue de tout ce qui précède, il convient de mentionner que le développement durable se présente comme un véritable outil d'aide aux décideurs afin de promouvoir l'équité sociale, économique et environnementale. Les compagnies minières quant à elles, commencent à prendre conscience de l'importance de leur activité sur la dégradation de l'environnement, des conditions de vie des populations et adoptent désormais des politiques de développement durable aux fins de préserver la biodiversité.

2.5.2-Les compagnies minières et la notion du développement durable

L'intensification des impacts de l'activité industrielle sur l'environnement et la société a suscité l'émergence du concept de responsabilité sociale de l'entreprise mis en avant par les firmes dont le rôle dans le processus de mondialisation est déterminant (DIALLO, 2013). L'idée de base est que les minéraux ne sont pas renouvelables. En d'autres termes, lorsqu'une mine est exploitée dans un pays en développement, il est très important que le revenu généré serve à soutenir le développement durable. En outre, l'exploitation minière peut avoir un impact positif important sur l'économie et sur la vie des populations dans les pays où elle est développée. Le défi consiste à reconnaître ce potentiel et à transformer cette opportunité en un développement durable (World Gold Council, 2014). Par ailleurs, ce défi reste par endroit très attendu par les populations, les nations, les collectivités, les ONG environnementalistes qui ne cessent de manifester contre les méfaits socio-environnementaux des exploitations.

Face à l'offensive des ONG environnementalistes, les compagnies extractives ont pris conscience depuis longtemps de la nécessité de montrer qu'elles se préoccupent de l'environnement en réduisant les nuisances qui accompagnent l'exploitation minière et, le cas échéant, en développant des projets de réhabilitation paysagère des mines (KARL, 1997). En Côte d'Ivoire, avec l'adoption du nouveau code minier (loi n°2014-138 du 24/03/2014), l'environnement minier semble respirer un ouf d'oxygène ces dernières années. Selon le compte rendu du conseil des ministres du 20/07/2016, des opérations du gouvernement ivoirien ont permis jusqu'à cette date, de fermer près de 429 sites d'orpaillage sur l'ensemble du territoire national. Ces mesures étatiques sont novatrices, en ce sens qu'elles permettent de réhabiliter des sites d'exploitation clandestine d'une part, et d'autre part, de lutter contre la pollution environnementale et atmosphérique dues à l'usage anarchique des produits chimiques (mercure, chaux, cyanure etc.).

Pour DOYLE (1998), c'est la pression des Organisations Non Gouvernementales (ONG) sur les compagnies minières qui a stimulé cette nouvelle image développée par certaines compagnies minières. Pour l'auteur, c'est en prévision du sommet sur le développement durable, qui s'est tenu en Afrique du Sud en 2002, que neuf des plus grandes entreprises minières du monde dont ; Rio Tinto, Newmont Mining Corporation, Barrick Gold Corporation… ont confié à l'Institut International pour l'Environnement et le Développement

(IIED), le soin de réaliser un projet de consultation auprès de nombreuses institutions de recherche, de syndicats, d'organisations non gouvernementales et de groupes communautaires. Selon le même auteur, l'objectif de ce rapport, qui était d'abord une opération de communication, était de montrer qu'il n'y avait pas lieu de diaboliser l'industrie minière, qui peut aussi apporter sa contribution au développement durable en faisant évoluer certaines pratiques. Par ailleurs, s'agissait en l'occurrence pour les compagnies minières, de répondre point par point aux vives critiques formulées par les ONG environnementalistes à l'encontre des grandes compagnies minières, en montrant comment celles-ci ont mis en place des pratiques qui permettent à leurs activités de s'inscrire dans les trois piliers du développement durable selon les Nations Unies : économique, environnemental et social.

Il s'agit selon KARL (1997), pour les compagnies minières, de montrer l'intérêt qu'elles accordent non seulement à favoriser le développement économique, mais aussi à améliorer l'environnement des communautés vivant à proximité de leurs mines. En d'autres termes, l'auteur soutient le fait que les compagnies minières s'engagent à épouser la cause du développement durable, notamment en termes de coûts de la main d'œuvre, de gestion de l'après fermeture et plus important encore, en terme d'image. Au total, l'argumentaire développé dans le rapport visait à expliquer en quoi les compagnies minières avaient finalement intérêt à développer des pratiques responsables et dans quelle mesure ces pratiques étaient favorables à l'amélioration de la situation économique des communautés locales.

Selon DESHAIES (2007), les grandes compagnies minières ont en effet compris que dans la société mondialisée de l'image, la réussite de leurs projets reposait de plus en plus sur l'obtention d'une acceptation de leur activité par les communautés affectées ; les conflits miniers pouvant rapidement ternir leur image et même leur coûter très cher, non seulement dans le pays où sont extraits les minerais, mais aussi dans ceux vers lesquels ils sont exportés. Aussi l'auteur soutient que, pour se rendre acceptable, les compagnies minières montrent dans quelles mesures leurs activités peuvent aussi contribuer au développement durable des territoires à partir d'une argumentation qui porte sur trois points : D'abord, les compagnies minières développent leur responsabilité environnementale en faisant valoir les efforts financiers qu'elles font pour réduire le plus possible les nuisances et les pollutions. Ensuite, elles s'efforcent de montrer les répercussions positives de leur activité en terme économique et social pour les populations locales.

Enfin, de plus en plus, les compagnies minières essaient de se construire une image « verte » en finançant des projets de protection ou de restauration de la nature, de reboisement des zones minières et même périphériques aux mines, en réhabilitant d'anciennes mines. L'adoption de stratégies de gouvernance inclusives, applicables et novatrices et la mise en place de pratiques exemplaires pour les ressources naturelles du continent qui promeuvent la transparence et le partage des profits entre les pays hôtes, les investisseurs étrangers et les collectivités locales seront essentielles pour surmonter les défis (BESADA et PHILIP, 2013). En Côte d'Ivoire, les compagnies minières en activité telles que ; Newcrest mining, Andeavor mining, SMI, Tongon SA, Yaouré mining etc. ne sont pas en marge de ces initiatives vis-à-vis de la préservation de l'environnement et de l'amélioration des conditions de vie des populations riveraines. Cependant, d'énormes défis restent encore à réaliser de la part de ces compagnies minières à l'échelle nationale.

En somme, nous avons eu recours à plusieurs ouvrages qui abordent notre sujet afin de réaliser cette revue de la littérature. Mais, de façon générale, ces ouvrages traitent des méthodes utilisées pour exploiter les ressources naturelles, de l'implication de la femme dans le développement du secteur, de l'impact socio-économique, environnemental de l'activité sur les conditions de vie des populations. Cette étude aborde les aspects socio-économiques et environnementaux des activités minières artisanales dans les régions du Hambol, du Poro et de la Bagué qui n'ont pas encore fait l'objet d'analyse approfondie.

3-PROBLÉMATIQUE

Aujourd'hui, le secteur extractif est en pleine expansion et se maintient au centre de plusieurs débats politiques, économiques, militaires, géopolitiques, sociaux etc., à l'échelle mondiale. La force de ce secteur d'accroître les revenus socio-économiques des nations, lui confère une place de choix dans les dimensions politico-économiques. Dans beaucoup de pays en développement riches en ressources naturelles, l'exploitation minière artisanale et à petite échelle représente un moyen de subsistance et une source importante de développement économique pour de nombreuses communautés rurales et régionales (ITIE, 2016).

Dans cette perspective, la vision du Régime Minier en Afrique (2009), souligne que le secteur minier extractif est une approche novatrice en ce qu'elle va au-delà de l'amélioration des régimes miniers nationaux pour déterminer comment l'exploitation des industries extractives peut contribuer véritablement au développement local, national et régional. Elle peut permettre en d'autres termes, de booster les conditions de vie des populations locales et riveraines (THOMAS, 2013).

L'essor des mines n'est pas, dans tous les cas défendu comme étant réellement un pilier fort de la croissance économique et sociale des pays producteurs. FISCHER (2013), estime que, dans de nombreux pays en développement, la découverte de ressources naturelles précieuses fait naître d'énormes espoirs qui restent parfois sans lendemain. Pour l'auteur, les bienfaits économiques attendus du secteur extractif ne se concrétisent souvent pas. Car dans près de la moitié des pays d'Afrique subsaharienne, les ressources naturelles représentent une grosse part des exportations. Par ailleurs, ces pays en grand nombre éprouvent des difficultés à transformer cette richesse en source de croissance pour les générations futures. L'abondance de ressources précieuses qui devrait être une source de la croissance à long terme, reste pourtant loin d'être toujours le cas dans les pays en développement. Les multiples transformations brutales du dynamisme des paysages et du cadre de vie des populations locales sont généralement associées à l'essor du secteur minier dans ces pays, soutient SOW (2013).

Travailler aux alentours des sites d'exploitation minière artisanale ou industrielle des diverses ressources naturelles est l'une des activités de prédilection et de survie pour un nombre important de femmes rurales (ABWE, 2010). Sans la femme, la chaîne d'exploitation artisanale de diverses ressources naturelles ne saurait pas être complète, affirme le même auteur. Pourtant, les femmes et les jeunes filles semblent être les plus vulnérables dans cette situation.

Dotée d'un potentiel minier important, la Côte d'Ivoire constitue pour la Chambre de Commerce et de l'Industrie (2013), une nouvelle proie des multinationaux. Désormais, avec l'envolée des cours des produits de base sur le marché international, le secteur minier constitue une composante essentielle dans le développement économique et social du pays et joue un rôle important dans l'économie nationale. Le pays compte désormais baser sa stratégie de développement pour les années à venir sur la production des industries extractives (Ministère de l'Industrie et des Mines, 2015). De ce fait, il s'est engagé à accélérer les réformes dans le secteur extractif afin de tirer réellement profit de ce contexte favorable (BCÉAO, 2013).

La politique de redynamisation du secteur extractif qui a permis d'améliorer sa contribution à l'économie nationale en témoigne. Sa contribution est passée à 152 milliards de FCFA en 2011 (soit 10% des recettes fiscales de l'État contre 6% en 2010), dont 93% pour le secteur des hydrocarbures et 7% pour le secteur minier (Ministère des Mines et de l'Industrie, 2014). Malgré ces initiatives du gouvernement pour rehausser la croissance économique ivoirienne par le biais de l'industrie extractive, la faible participation des femmes (20,3%), leur rôle méconnu dans le développement du secteur et les dysfonctionnements socio-spatiaux observés à l'échelle des régions minières constituent de réels défis à relever.

Il ressort de ces considérations que, même si l'industrie minière peut constituer la seconde locomotive de la croissance économique du pays, son exploitation présente toujours des limites et pose d'énormes défis pour l'État. Les effets socio-environnementaux associés au secteur minier, restent monnaie courante et posent des difficultés pour la Côte d'Ivoire quant à la réalisation des objectifs cinq et quinze des Objectifs de Développement Durable (ODD[4]). Pourtant, suivant le code minier (loi 2014-138 du 24/03/2014), le développement minier en général et particulièrement, la petite mine, devrait être une exigence de la demande sociale et faire partie de la promotion de la femme et de la croissance économique locale et régionale du pays. Elle aurait dû être une exploitation effectuée dans un contexte où l'essor de l'activité extractive participerait réellement à la croissance économique du pays tout en réduisant efficacement ses effets sur l'environnement et le cadre de vie des populations. Les localités

[4]Les Objectifs de Développement Durable ont été élaborés et adoptés en 2015 par l'Organisation des Nations Unies, afin d'établir des normes pour que tous les pays et tous les secteurs travaillent à l'amélioration de la condition humaine d'ici 2030. Des 17 buts des ODD, au moins 11 sont directement liés aux opérations et communautés d'exploitation minière artisanale de diamant et de l'or.

rurales du Nord de la Côte d'Ivoire n'échappent pas à ces dures réalités de l'exploitation artisanale des minerais et aux difficultés qui en résultent.

Ainsi, la question centrale que soulève cette situation est la suivante : Dans quelles mesures l'exploitation minière artisanale peut-elle améliorer l'autonomisation des femmes et participer durablement au développement économique et social des localités rurales du Nord de la Côte d'Ivoire ?

Cette préoccupation centrale se décline en trois questions secondaires à savoir :

- Quels sont les caractéristiques de l'exploitation minière artisanale dans les zones rurales au Nord de la Côte d'Ivoire ?
- Pourquoi l'insertion des femmes dans l'exploitation minière artisanale se heurte-t-elle à des écueils dans les localités rurales du Nord de la Côte d'Ivoire ?
- Quel bilan économique et socio-spatial peut-on faire de l'essor de l'exploitation minière artisanale dans les localités rurales du Nord de la Côte d'Ivoire ?

4-LES OBJECTIFS DE RECHERCHE

4.1-Objectif général

L'objectif général de cette étude est de contribuer à une meilleure appréhension de l'artisanat minier dans les localités rurales du Nord de la Côte d'Ivoire et particulièrement du rôle des femmes dans cette activité.

4.2-Objectifs spécifiques

De façon particulière, cette étude ambitionne de :

- Analyser les caractéristiques de l'exploitation minière artisanale dans les zones rurales au Nord de la Côte d'Ivoire ;
- Identifier les facteurs liés à la vulnérabilité socio-économique de la femme dans l'exploitation minière artisanale dans les zones rurales au Nord de la Côte d'Ivoire ;
- Évaluer les impacts socio-économiques et environnementaux liés à l'essor de l'artisanat minier en zones rurales au Nord de la Côte d' Ivoire.

5-HYPOTHÈSES DE RECHERCHE

5.1-Hypothèse générale

Le développement durable de l'artisanat minier dans les localités rurales du Nord de la Côte d'Ivoire passe par la conciliation des enjeux socio-économiques du secteur et la préservation de l'environnement.

5.2-Hypothèses spécifiques

- L'exploitation minière artisanale dans les zones rurales au Nord de la Côte d'Ivoire est informelle avec un ensemble d'acteurs analphabètes ;
- La vulnérabilité de la femme dans l'artisanat minier en zones rurales au Nord de la Côte d'Ivoire résulte de leur confinement dans les tâches secondaires de l'activité ;
- Même s'il contribue à la création de revenus, l'essor de l'artisanat minier dans les localités rurales du Nord de la Côte d'Ivoire induit des déséquilibres socio-spatiaux et une dégradation de l'environnement.

6-MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE

Cette partie méthodologique comprend entre autre : l'approche théorique, le cadre spatial d'analyse, les unités d'observation, les variables d'analyse et les méthodes de collectes des données.

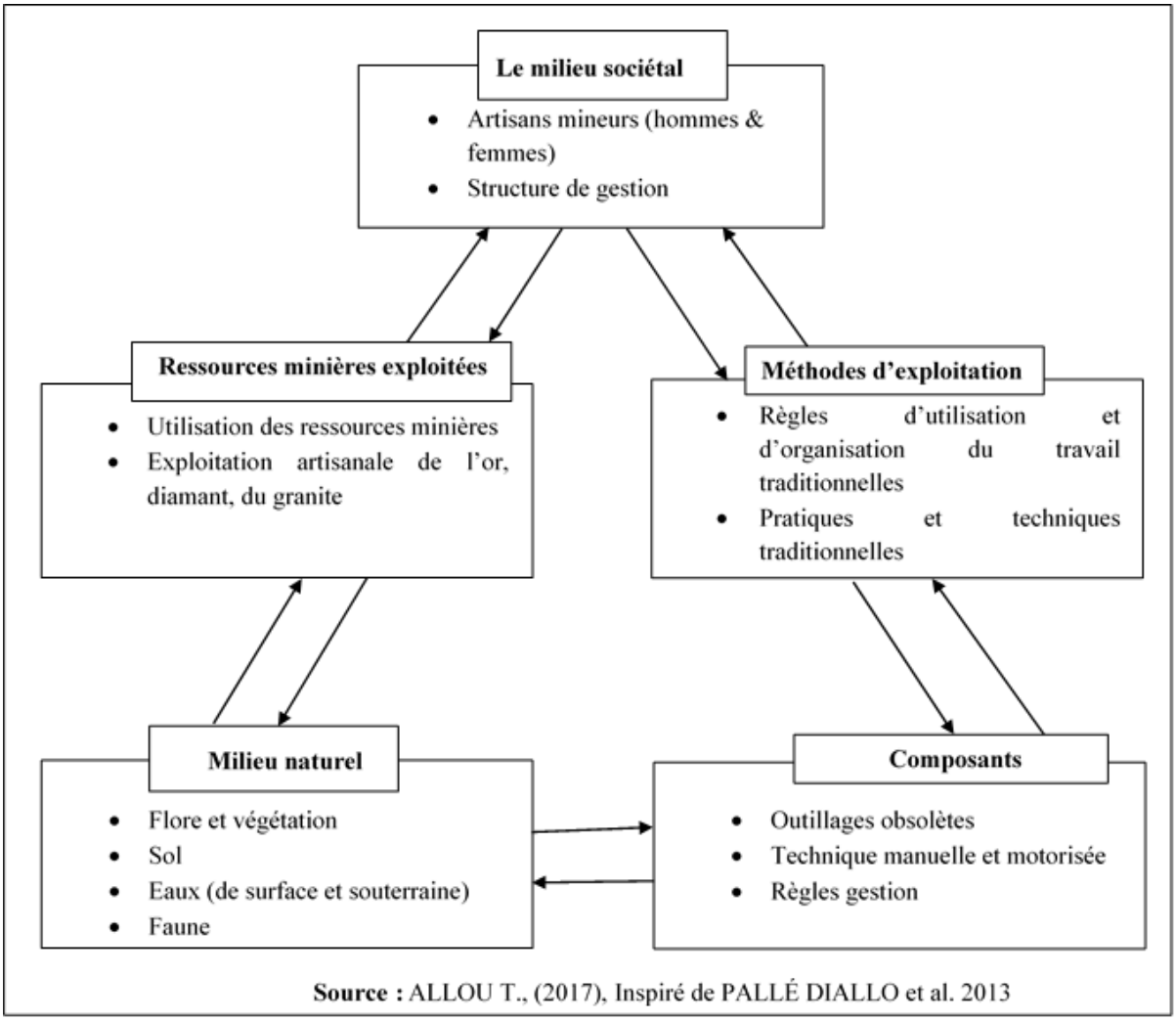
6.1-Le cadre théorique de référence

Le cadre opératoire choisi pour conduire cette étude est celui de la théorie des systèmes. Cette théorie étudie des ensembles constitués d'un certain nombre d'éléments en interaction entre eux et avec leur environnement (DIARRASSOUBA, 2013). Il est pour BERTALANFFY (1973), un principe selon lequel « tout est système », ou tout peut être conceptualisé selon une logique de système. Pour le même auteur, la théorie des systèmes décrit

la réalité observée et suggère d'établir des liens logiques entre les facteurs qui interagissent. Elle permet ainsi, de découvrir que les causalités linéaires simplistes ne sont pas suffisantes pour expliquer les choses et que les corrélations établies entre les facteurs sont très nombreuses. Pour FORRESTER (1965), il est un ensemble d'éléments en interaction dynamique, organisés en fonction d'un but. Il fait donc, référence à un assemblage d'éléments fonctionnant de manière unitaire et en interaction permanente. Autrement dit, il s'agit d'un ensemble de relations qui doivent être satisfaites simultanément.

L'objectif principal selon FORRESTER (1971), est la reconnaissance dans un contexte mondial des interdépendances et interactions de cinq facteurs critiques : explosion démographique, production alimentaire, industrialisation, épuisement des ressources naturelles et pollution. Ce modèle de réflexion recherche systématiquement pour notre part, le système comme processus de consommation/production pour s'adapter aux ressources locales et influencer sur la problématique du développement durable. Dans le cas échéant, c'est l'ensemble des régions du Hambol, du Poro et de la Bagoué vu dans leur dynamique spatiale à travers des mutations socio-économiques et environnementales sous l'influence des actions de l'artisanat minier que s'établisse notre approche systémique. La figure n°1 montre la composition systémique adaptée de l'organisation de l'artisanat minier dans les zones rurales du Nord de la Côte d'Ivoire.

Figure n°1 : Structure de l'exploitation artisanale des ressources minières au Nord de la Côte d'Ivoire



L'examen de la figure définit de façon générale, l'organisation structurelle de l'artisanat minier dans les zones rurales du Nord de la Côte d'Ivoire. Elle met en relief cinq grands ensembles d'élément agissant en interaction. Il s'agit entre autre, du milieu sociétal, des ressources minières exploitées, du milieu naturel ou physique, des méthodes d'exploitation et des composants techniques (l'outillage utilisé par les artisans mineurs). En effet, l'artisanat minier est devenu une source principale d'activité des ménages dans les campagnes ivoiriennes depuis la crise militaro-politique de 2002, (GOH, 2016). L'activité étant artisanale, les procédées et moyens développés par les exploitants sont généralement traditionnels sans oublier l'implication de quelques moyens motorisés par endroit. Cette exploitation irrationnelle des

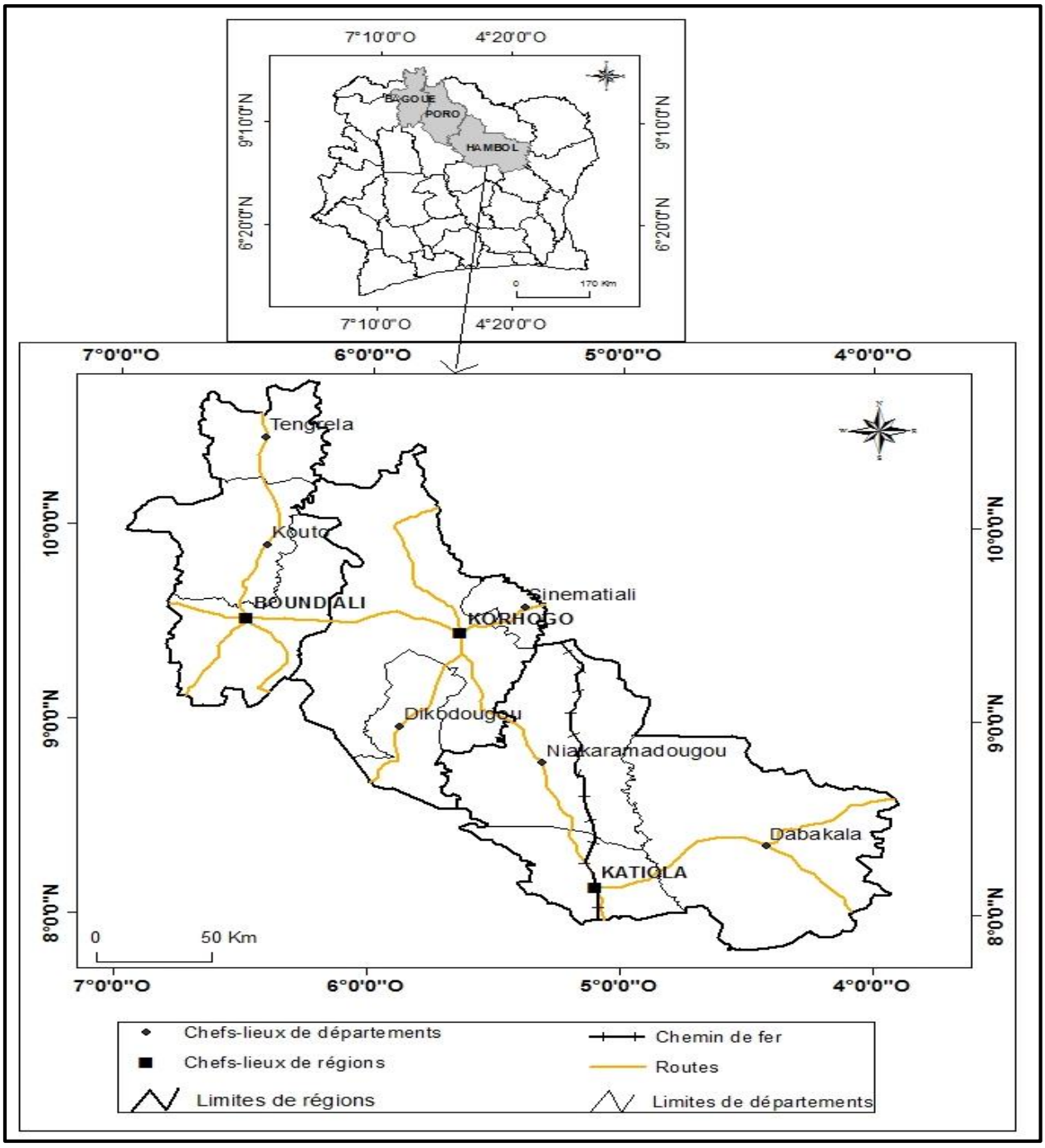
ressources minières dans cette partie du pays n'épargne pas les ressources du milieu naturel. En effet, les ressources du milieu naturel dans les zones d'exploitation minière, subissent une forte dégradation suite à la persistance et au dynamisme des activités minières. Par conséquent, on observe un déséquilibre socioéconomique et environnemental entre la réalisation de l'activité et la dégradation des conditions de vie des populations et de l'environnement. Tout ceci s'explique par le fait que les règles de gestion définissant les modalités d'accès et les manières dont les ressources en générale sont exploitées demeurent archaïques et sans suivi particulier des autorités nationales. Les techniques et les règles mises en application constituent les pratiques de gestion socio-environnementale.

L'implication importante des femmes dans ce secteur d'activité peut par ailleurs, leur assurer un meilleur niveau de vie si elles bénéficient bien évidemment d'un suivi de la part des collectivités locales. De manière générale, l'artisanat minier dans le Nord du pays se développe dans un contexte de mobilité très déterminant. Ce déplacement continu de l'activité d'un site à un autre sous l'impulsion de la baisse du rendement d'une part, ou de la hausse du rendement d'autre part, a une influence sauvage sur la destruction de l'environnement physique (flore et végétation, sol eaux, faune) et sur la dégradation des conditions de vie des populations riveraines. Ce constat attire par contre, l'attention de tous (acteurs, états, populations, collectivités, chercheurs, etc.) sur une prise de conscience des effets néfastes de l'artisanat minier et la nécessité de réfléchir sur de nouvelles modalités à mettre en place en vue de réorganiser ce secteur d'activité probablement porteur d'emploi.

6.2-Cadre spatial de l'étude

Le cadre spatial de cette étude se localise dans le Nord de la Côte d'Ivoire. Il s'agit plus particulièrement des régions du Hambol, du Poro et de la Bagoué (carte n°2**)** sur lesquelles notre choix s'est porté pour mettre en évidence nos hypothèses de recherches.

Carte n°2 : Localisation de la zone de l'étude (Bagoué, Poro Hambol)



Source : BNETD/CCT, 2012, CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016 **Réalisation :** ALLOU TK. Mai 2019

Le choix de ces régions a été suscité par plusieurs motivations. Tout abord, les premières motivations sont nées des entrevues accordées au personnel de la Direction de l'Exploitation Artisanale des Petites Mines et Carrières à Abidjan. Pour les Directeurs de cette structure, Monsieur AHOBA Georges et Monsieur Coulibaly LOGBOTCHIN, ces régions

regorgent des zones d'exploitation densément peuplées par les populations venues de partout à travers le pays et aussi des pays voisins. Pour ces mêmes sources, à l'échelle de ces sites d'exploitation, on y rencontre de nombreuses femmes qui interviennent dans tous les compartiments de l'activité. À cet effet, la région de la Bagoué a été citée en exemple pour le profil qu'il montre ces derniers temps au niveau du nombre croissant des sites miniers artisanaux. En plus de leurs caractères attractifs, il a été aussi évoqué que sur ces sites, les exploitants font usage de produits chimiques toxiques et des méthodes qui dégradent l'intégralité de l'environnement sur les sites ainsi que le cadre de vie des populations riveraines.

Ensuite, nous avons choisi de mener nos investigations dans ces trois régions car celles-ci regorgent différents types de minerais exploités de façon artisanale. Ce choix était axé sur l'importance et la concentration des activités des femmes et filles relatives aux formes d'exploitation artisanale des ressources naturelles. Ainsi, dans la région de Hambol et plus précisément dans la localité de Tortiya, c'est l'exploitation artisanale du diamant et de l'or qui serait d'actualité après le départ de SAREMCI, principale société d'exploitation du diamant dans la localité depuis 1975. À Korhogo, avec l'installation de la mine d'or de Tongo en 2009, l'exploitation minière est réalisée sous plusieurs dimensions (artisanale et industrielle).

Cependant, hormis l'exploitation du métal jaune, il est à noter que les populations de cette localité, font aussi du concassage de granite aux pieds des collines de ladite ville. Ailleurs, à quelques 100 kilomètres de Korhogo, la région de Boundiali concentre un important site d'exploitation artisanale de l'or. Les villages de Fodio et Sienpurgo en sont des exemples qui illustrent réellement de l'essor ou de la persistance de l'artisanat minier à l'échelle de cette région. Ils attirent et concentrent en ce jour, une masse de population qui développe des attitudes socio-spatiales déterminantes dans la reconfiguration des espaces suite aux activités liées à l'orpaillage.

6.3-Les unités d'observation

Le choix des unités d'observation retenues pour cette analyse est effectué à différentes échelles afin de permettre de cerner à chaque niveau, la dynamique des activités minières sur les conditions de vie des populations ainsi que sur l'environnement. Trois échelles d'analyse ont été nécessaires pour recouvrir notre espace d'étude vu le caractère spécifique de

chacun de ces espaces. Il a été question des échelles telles que ; les sites d'exploitation minière, les villages et les régions.

Sur les sites d'exploitation minière artisanale, nous avons observé les variations d'une part, des dimensions des sites à travers le temps et d'autre, part des méthodes et moyens d'exploitation qui lui sont affectées. L'objectif ici est d'observer le dynamisme spatial des sites d'exploitation en relation avec la taille des personnes sur les sites. Cette technique a déjà été utilisée par des géographes ruralistes à l'instar de KABAMBA (2016), pour apprécier le système de culture et les modes d'accès à la terre d'un terroir. Il s'agit dans notre cas, de faire ressortir les dysfonctionnements socio-environnementaux liés à la persistance de l'artisanat minier dans cette partie du pays.

Au niveau des villages, il a été question de rencontrer les exploitants en dehors des sites d'exploitation à cause des mouvements de représailles souvent organisés par les forces de l'ordre. À cet effet, nous leurs administrons nos questionnaires dans les villages satellites, c'est-à-dire autour des sites d'exploitation où nous les rencontrons. Cependant, force est de constater que, la plupart des villages présentaient un double visage. D'un côté, l'on pouvait observer des habitations construites en terre battue alors que de l'autre côté, on distinguait des habitations faites en tentes qui donnent un autre corolaire au paysage. C'est généralement des habitats évolutifs couverts de bâches noirs et reconnus comme étant un attribut des orpailleurs.

À l'échelle régionale, il a été question de faire une lecture de la décomposition et de la recomposition des territoires ruraux du Nord du pays en relation avec les nouvelles mobilités spatiales et l'influence des activités extractives. Seule cette échelle peut nous permettre d'apprécier l'impact de la persistance de l'artisanat minier sur les conditions de vie des populations et sur le développement de la zone ainsi que ces effets sur l'environnement. À l'échelle régionale, nous avons observé la dynamique régionale de l'artisanat minier, la tendance régionale d'occupation de l'espace et de l'évolution spatiale des sites miniers, les mutations dans l'espace régional. Les interactions et le niveau de coopération entre les différentes collectivités territoriales de la zone d'étude. L'influence de l'essor de l'artisanat minier sur les mobilités des populations en direction de ces zones. Enfin, l'impact de l'exploitation minière sur les conditions de vie des femmes et des communautés riveraines.

6.4-Variables d'analyse

Les variables d'analyse, sont les caractères dont nous avons eu besoin pour vérifier nos hypothèses. En ce qui concerne notre sujet, nous avons eu recours à différents types de variable. En effet, nos hypothèses telles que formulées nous conduisent à prendre en compte trois types de variables pour nos différentes analyses. Se sont par ailleurs ;

-les variables liées aux caractéristiques de l'artisanat minier en zones rurales au Nord de la Côte d'Ivoire ;

-les variables liées aux facteurs explicatifs de la vulnérabilité des femmes sur les sites artisanaux d'exploitation minière en zone rurale au Nord du pays ;

-les variables d'identification des impacts socio-économiques et environnementaux liés à l'essor de l'artisanat minier en zones rurales au Nord du pays.

6.4.1-Les variables liées aux caractéristiques de l'artisanat minier en zones rurales au Nord de la Côte d'Ivoire

Indicateurs qualitatifs	Indicateurs quantitatifs
✓ Le Type d'exploitation minière effectué ; ✓ Le type de matériel utilisé sur les sites ; ✓ Le processus d'exploitation ; ✓ Le type d'habitat construit ; ✓ Le niveau d'exploitation ; ✓ Le niveau d'utilisation des produits chimiques ; ✓ La structure par âge des exploitants ; ✓ Le niveau d'instruction de la population ; ✓ Les modes d'accès aux ressources minières.	✓ La taille des trous creusés ; ✓ Le nombre d'exploitant sur les sites ; ✓ La quantité de minerai produit ; ✓ La quantité de débris produit ; ✓ L'étendue des sites d'exploitation ; ✓ La proportion des étrangers; ✓ Le nombre d'activité secondaire engendré par l'artisanat minier. ✓ La distance parcourue par les artisans mineurs.

Il a été question des variables quantitatives et qualitatives dont l'analyse permet d'identifier les caractéristiques de l'artisanat minier dans le Nord du pays. Autrement dit, ces variables ont permis de mettre en exergue les caractéristiques sociodémographiques et physiques de l'artisanat minier dans les zones rurales du Nord de la Côte d'Ivoire.

6.4.2-Variables liées à la présence des femmes dans l'artisanat minier au Nord de la Côte d'Ivoire

Indicateurs qualitatifs	Indicateurs quantitatifs
✓ Le niveau de sécurité des femmes sur les sites d'extraction ; ✓ Le niveau de responsabilité des femmes sur les sites d'exploitation ; ✓ Le niveau d'égalité entre hommes et femmes dans les zones d'extraction ; ✓ La qualité du matériel de travail utilisé ; ✓ Le mode d'accès des femmes aux sites d'exploitation ; ✓ La nature des activités de subsistance développées par les femmes sur les sites d'exploitation ; ✓ Le mode de rémunération des femmes sur les sites; ✓ Les conditions de travail des femmes sur les sites ; ✓ Le type d'obstacles limitant la pleine participation des femmes au secteur minier artisanal ; ✓ Type de travail effectué par les femmes sur les sites ;	✓ Les revenus des femmes dans l'artisanat minier ; ✓ L'effectif des femmes sur les sites d'extraction minière artisanale; ✓ Le nombre de personnes prises en charge par femme exploitantes; ✓ La taille des femmes propriétaires de sites ; ✓ La proportion des femmes autonomes dans le secteur minier artisanal; ✓ Le nombre d'heures de travail des femmes dans le secteur minier artisanal.

Ces variables mettent en exergue les données socio-économiques liées aux conditions de travail des femmes sur les sites d'exploitation minière artisanale dans les zones rurales du Nord de la Côte d'Ivoire. Généralement, les femmes qui travaillent dans les mines artisanales sont victimes de toutes sortes de discriminations qui affectent leurs revenus économiques. Ce facteur influence en retour le développement de plusieurs activités de subsistances par celles-ci.

6.4.3-Variables liées aux impacts socio-économiques et environnementaux de l'artisanat minier en zone rurale du Nord de la Côte d'Ivoire

Indicateurs qualitatifs	Indicateurs quantitatifs
✓ Le niveau de dégradation de l'environnement ; ✓ Le type de main d'œuvre utilisé ; ✓ Les modes d'opération des acteurs; ✓ Le niveau d'équipement des acteurs ; ✓ Les types de pollutions ; ✓ Le niveau de destruction des espaces agraires ; ✓ Les types d'accident enregistré sur les sites ; ✓ Type de problèmes fonciers ; ✓ La nature des conflits ; ✓ La place de l'artisanat minier dans l'économie locale ; ✓ Les modes de gestion des déchets de production.	✓ La superficie des espaces détruits ; ✓ Le nombre de personnes employées ; ✓ L'étendue totale de l'exploitation ; ✓ La taille de déchets produits ; ✓ Le nombre de sites d'exploitation ; ✓ Le nombre de sites abandonnés ; ✓ La superficie des exploitations agricoles détruites ; ✓ Le nombre de conflits fonciers ; ✓ Le nombre d'infrastructures créées par l'artisanat minier ; ✓ Le nombre d'accidents sur les sites.

Ces variables mettent en exergue les différents impacts liés à l'essor actuel de l'artisanat minier en zones rurales au Nord de la Côte d'Ivoire. En outre, l'activité en soi, n'a pas que les effets néfastes, car elle contribue aussi au développement socio-économique de certains ménages dans les localités enquêtées.

6.5-Les techniques de collecte de données

La méthode utilisée pour élaborer ce travail a été définie en fonction des objectifs visés par l'étude et de la documentation parcourue. Pour les besoins de la présente étude, nous avons réalisé la démarche méthodologique à trois étapes principalement à savoir :

-la recherche documentaire ;

-les enquêtes ;

-le traitement des données.

6.5.1-La recherche documentaire

Elle se présente comme une phase inévitable à tout exercice de recherche. Si une partie de notre travail, nous a conduits sur le terrain, une autre partie a été consacrée à plusieurs autres recherches de divers ordre. La recherche documentaire a gravité autour des :

-ouvrages généraux ;

-ouvrages spécifiques ;

-revues, articles, thèses et atlas.

Elle a consisté, à rechercher des informations contenues dans la littérature qui abordent la question de l'essor de l'industrie extractive et ses impacts socio-environnementaux, de l'implication des femmes dans ce secteur d'activité. Les données ont été collectées dans plusieurs bibliothèques et centres de documentation, instituts de recherche et organismes. Ainsi, nous avons visité la bibliothèque de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), celle de l'université Alassane Ouattara (UAO), du Centre Ivoirien de Recherches Économiques et Sociales (CIRES), celle de l'Institut de Géographie Tropicale (IGT-Abidjan Cocody), aussi des ouvrages en ligne sur internet. Certaines données dont les cartes thématiques nous ont été divulguées par le ministère de l'industrie et des mines plus particulièrement par la Direction de l'Exploitation Artisanale des Petites Mines et Carrières (DEAPMC) d'Abidjan-plateau.

Ces cartes de manière générale, abordent la problématique de spatialisation des sites d'exploitation artisanale et illicite de l'or en Côte d'Ivoire. Ces cartes nous permettent d'appréhender à quelle dimension l'artisanat minier prend de plus en plus de l'importance à l'échelle des régions ivoiriennes. Aussi, des cartes sur l'état de la répartition spatiale et de l'évolution des sites miniers dans la zone d'étude ont été analysées. Au total, quatre cartes traitant de la question de l'orpaillage en Côte d'Ivoire nous ont été remis par la direction de l'exploitation des petites mines et carrières.

Elles ont été réalisées à l'échelle 1/1000 000 pour ce qui est de la cartographie des sites d'orpaillage de la Côte d'Ivoire en général. Plus particulièrement ces cartes ont été ramenées à l'échelle 1/900 000 pour les sites de la zone Nord et Ouest, 1/700 000 pour ceux de la zone Nord et Centre et 1/700 000 pour les sites de la zone Est par le BNETD/CCT/2016 avec le concours du ministère des mines. En outre, ces documents nous ont renseignés sur les différentes méthodes utilisées dans le processus de l'exploitation minière, leurs impacts sociodémographiques et environnementaux à l'échelle mondiale, nationale et locale. Ils nous

ont aussi permis de comprendre le rôle et les activités de subsistances développées par les femmes dans et autour des sites d'exploitation des ressources naturelles, les fondements liés à la vulnérabilité de leur condition de vie dans les zones d'extraction ainsi que les raisons liées à leur faible participation dans ce secteur d'activité.

Par ailleurs, cette documentation touche aussi la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) et leur dévouement à faire observer le développement durable dans les zones d'activité. Cette recherche documentaire a également porté sur des documents cartographiques et statistiques qui nous ont été fournis parfois par la direction de l'exploitation artisanale des petites mines et carrières. Ces documents, une fois collectés ont fait l'objet d'une analyse approfondie et d'une synthèse. La nécessité pour nous de confronter ces réalités internationales à celles de notre nation de façon générale et plus spécifiquement à celles relatives à notre zone d'étude nous a contraints à une enquête de terrain.

6.5.2-Enquête de terrain

L'enquête réalisée sur le terrain, a permis d'apporter des réponses aux différentes interrogations formulées et d'approfondir nos recherches. Elle s'est avérée indispensable afin de compléter les données basiques qui ne figurent toujours pas dans la revue de littérature. Cette étape a obéit aux principes relatifs aux techniques de collecte de données et à la conduite des enquêtes sur le terrain. À cet effet, trois régions du Nord du pays ont été ciblées et ont servi de cadre spatial de l'étude. Il s'agit notamment des régions du Hambol, du Poro et de la Bagoué. Ceci, en vue de mieux être renseigné sur les différentes réalités de chaque zone d'étude, de comprendre les disparités et les points similaires relatifs à l'exploitation des ressources naturelles à l'échelle de ces régions.

Plus spécifiquement, cette approche a permis d'être renseigné sur le niveau d'implication des femmes dans le secteur extractif afin d'identifier les difficultés auxquelles elles sont confrontées sur et autour des sites d'exploitation des ressources naturelles au Nord du pays. Elle a permis aussi d'observer les dysfonctionnements socio-environnementaux que l'artisanat minier laisse sur son sillage à l'échelle de ces régions. Cette étude a été l'occasion d'appréhender l'importance de l'artisanat minier dans l'économie de ces différentes régions et surtout la place qu'elle occupe par endroit dans le quotidien des populations locales. Elle serait

par ailleurs, une source d'attraction de populations venues de divers horizons du pays et celles des pays limitrophes.

6.5.2.1-Techniques d'acquisition des données primaires

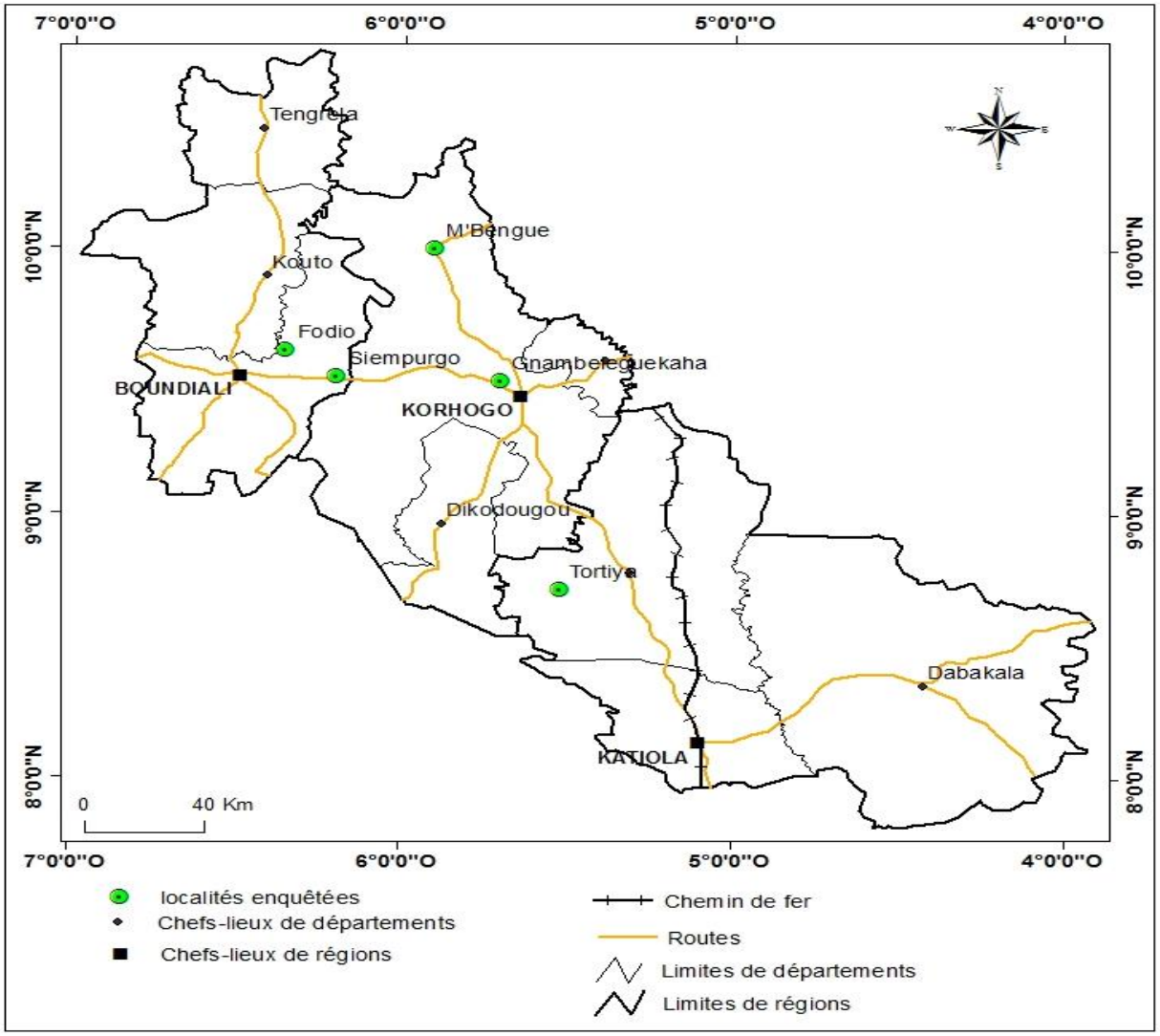
Plusieurs techniques d'enquêtes ou procédés ont été utilisés pour recueillir les données nécessaires à cette étude. Il s'agit principalement du choix des zones d'étude, de l'observation de terrain et de l'enquête par questionnaires.

6.5.2.1.1-Choix des différentes localités de l'étude

Par choix raisonné et sur la base des informations recueillies lors des différentes missions de sensibilisation auprès du Ministère des Mines, des Directions Régionales et Départementales des Mines…, cinq localités ont été retenus. Il s'agit de Tortiya, Gnambéléguékaha, M'Bengué, Siempurgo et Fodio à l'échelle des trois régions sélectionnées où l'exploitation minière artisanale du diamant, de l'or et le concassage du gravier sont en plein essor (carte n°3). Le choix de ces localités est motivé par leurs poids d'attraction des populations lors de nos enquêtes. Ces localités connaissaient un niveau de développement de sites d'extraction minière artisanale important suivant les informations recueillies auprès du Ministère en charge des Petites Mines et Carrières. Par conséquent, la destruction de l'environnement, la pollution atmosphérique, les mutations socio-économiques, les abus faits aux femmes sont monnaies courantes dans ces zones sans par ailleurs, ignorer l'implication des femmes. Face à l'ensemble des facteurs socio-économiques et environnementaux que le secteur minier artisanal semble diffuser sur le quotidien des populations, notre choix c'est donc porté sur ces localités susmentionnées, en vue de vérifier nos objectifs d'étude.

Vu l'étendu de notre champ d'analyse et l'espacement considérable d'une part, entre les zones à enquêter et d'autre part, la mobilité croissante qui caractérise notre population cible, nous avons sollicité l'aide de quatre agents enquêteurs que nous avons formés à l'administration du questionnaire. Ceci, en vue d'être plus efficace sur le terrain, avoir un grand nombre de données caractérisant notre population cible, atteindre nos objectifs. L'enquête a permis d'obtenir des informations quantitatives et qualitatives, lesquelles sont appuyées par les données visuelles obtenues à partir de l'observation directe sur le terrain et des prises de vue.

Carte n°3 : Les localités enquêtées dans la zone d'étude



Source : BNETD/CCT, 2012, CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016 **Réalisation :** ALLOU TK. Mai 2019

Les enquêtes se sont donc déroulées sur des sites d'exploitation minière artisanale qui présentent des caractéristiques différentes selon le type de minerai exploité, les moyens utilisés, la taille des exploitants et l'étendue du site ou dans les villages et campements à proximité des sites.

6.5.2.1.2-L'observation de terrain

L'observation directe du terrain est un moyen de collecte de données auprès d'un individu ou d'un groupe d'individus à travers la présence directe du chercheur sur le terrain qui, à l'aide d'une grille d'observation, note et décrit le comportement de l'acteur, mais également le déroulement des faits observés autour de l'acteur, ce qui permet de contextualiser le récit (SANGARÉ, 2016).

Pour atteindre nos objectifs, il était indispensable de nous rendre sur le terrain afin de nous imprégner des réalités concernant les méthodes utilisées dans l'exploitation minière artisanale, de l'implication des femmes dans le processus de l'exploitation, ainsi que des impacts socio-économiques et environnementaux associés à l'activité sur les conditions de vie des populations de la zone d'étude. Quant aux observations, elles ont porté sur les caractéristiques géographiques des sites d'exploitation dans les régions de Hambol, du Poro et de la Bagoué en vue de cibler par ailleurs, ceux qui répondent aux objectifs de notre analyse.

Cette phase a permis de comprendre les différents enjeux socio-économiques et environnementaux liés à la prévalence de l'artisanat minier dans notre zone d'étude. Elles ont aussi porté sur les éventuels impacts socio-environnementaux que génèrent les exploitations minières artisanales et les stratégies développées par les communautés, les autorités locales et les compagnies en activité pour garantir un meilleur bien être aux populations riveraines.

L'observation directe a donc été retenue comme méthode complémentaire dans la collecte des données parce qu'elle permet au chercheur de vérifier par lui-même, sans prendre part aux activités, le déroulement des faits sociaux qu'il se propose d'étudier. Les groupes cibles ont été observés aussi bien dans leurs habitations qu'au niveau de leurs lieux de travail (site d'orpaillage, exploitations agricoles, atelier…). L'observation directe a été privilégiée par ce qu'elle permet également de collecter le maximum de données en un temps raisonnable.

Ces différentes visites, ont aussi permis de distinguer des espaces en forte destruction environnementale par les activités minières artisanales, les types d'extraction pratiqués, les types de minerais exploités, les produits chimiques utilisés, les activités de subsistance développées par les populations riveraines. Force a été de constater par endroit, la perte des espaces cultivables, dues à l'extension des sites d'exploitation artisanale. En effet, l'essor grandissant de l'exploitation minière à grande échelle contraint par moment les populations à abandonner leur site initial de vie et leur milieu d'investigation. Cette réalité

expliquerait la persistance de l'artisanat minier développé par les populations locales dans les zones rurales au Nord de la Côte d'Ivoire.

6.5.2.1.3-L'enquête proprement dite

L'approche adoptée pour la collecte et l'analyse des données était participative et axée sur les techniques d'enquête sociologique résumées ci-après: l'observation par des visites des sites d'exploitation, l'échantillonnage aléatoire, groupes de réflexion (focus groups), interviews et des outils de questionnaires. L'enquête a été effectuée à deux niveaux d'échelle (à l'échelle administrative et celle des populations ciblées). L'étude a comporté trois phases : La première phase a été l'entretien direct mené de façon raisonnée avec les autorités locales, les directions des mines, les populations locales, les acteurs etc. La deuxième c'est résumée en des focus groups de discussion que nous avons animée auprès des populations locales. En fin, la troisième phase de notre étude fut l'enquête d'opinion faite par échantillonnage auprès des populations cibles.

- **L'enquête par guide d'entretien**

Le guide d'entretien est un outil qui permet de collecter des données à partir d'un ensemble de questions ouvertes ou questions guides. L'enquête par guide d'entretien dans cette étude a consisté en des entretiens avec des acteurs directement ou indirectement impliqués dans le secteur extractif. Ces entretiens ont gravité au tour des thématiques liées à l'emploi et au salaire, au niveau d'éducation des exploitants, mais plus particulièrement de l'implication des femmes dans le secteur extractif. La problématique liée aux effets socio-environnementaux que génèrent l'artisanat minier sur les conditions de vie des populations riveraines a aussi fait l'objet d'échange au cours de ces entretiens.

L'intervention de plusieurs acteurs dont ; les agriculteurs, les orpailleurs et les agro-orpailleurs, le directeur de l'exploitation artisanale des petites mines et carrières, les directeurs régionaux et départementaux des mines de Tortiya, de Korhogo et de Boundiali, les chefs de villages, les présidents des jeunes de village, les présidents(es) des comités de développement local minier, les responsables des associations telles que : Publiez Ce Que Vous Payez (PCQVP), le Réseau des Femmes du Secteur minier de Côte d'Ivoire (FMICI), le Groupement

Professionnel des Miniers de Côte d'Ivoire (GPMCI), le Conseil National ITIE, la Commission Nationale des Droits de l'Hommes de Côte d'Ivoire (CNDHCI) et bien d'autres, nous a permis de recueillir d'informations utiles pour l'élaboration de notre travail. Sur la base de ces entretiens, nous avons identifié par endroit les causes fondamentales de la persistance de l'exploitation artisanale des ressources minières par la population malgré la vive politique de rationalisation du secteur initiée par le gouvernement. Ces entretiens se sont déroulés avec un guide d'entretien plus un questionnaire pour la collecte des données (annexe). Ils ont été l'occasion pour ces acteurs concernés, de faire partager leurs expériences et contributions à l'élaboration et au renforcement des plans de développement local.

- **Les Focus Groups de Discussion (FGD)**

Les Focus Groups de Discussion (FGD) ont été organisés en milieu rural à l'échelle de notre champ spatial d'étude avec les femmes et les hommes à raison d'un groupe par cible et par milieu de résidence. Chaque groupe de discussion a été composé de huit personnes de classe d'âge variable compris de 15 ans et plus afin de permettre à chacun de s'exprimer sur les thématiques qui ont été abordés. Ces enquêtés ont été recrutés au sein de la population selon divers critères (type d'exploitation exercé, type d'emploi occupé, âge, le lieu de résidence). En somme, une fiche de repérage des personnes à interviewer a été élaborée et remise aux Animateurs ou facilitateurs afin de constituer des groupes de discussion de huit personnes par cible prédéfinie. Au total, dix focus groups de discussion ont été animés dont cinq avec les hommes et cinq avec les femmes comme l'indique le tableau n°1 ci-dessous.

Tableau n°1 : Répartition des Focus Groups de Discussion (FGD) par sexe selon les localités visitées

Régions	Localités cibles	FGD homme	FGD femme	Total FGD Homme/Femme
HAMBOL	Tortiya	1	1	2
PORO	M'bengué	1	1	2
	Gnambéléguékaha	1	1	2
BAGOUÉ	Fodio	1	1	2
	Siempurgo	1	1	2
Total	-	5	5	10

Source**:** Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016

- **L'enquête par questionnaires**

Cette méthode a permis de recueillir des informations auprès des exploitants dans les unités informelles d'extraction minière ainsi que des populations riveraines exerçant parfois dans d'autres secteurs d'activité. Ceci en vue de comparer par endroit les revenus escomptés par les exploitants mineurs d'un côté et de l'autre côté, par les exploitants des autres secteurs d'activité. La finalité de cette approche a été d'élaborer une nomenclature des facteurs explicatifs de la reconversion des populations à l'activité d'exploitation minière au détriment des activités agricoles. En outre, les enquêtes auprès de ces personnes nous ont fourni de précieuses informations.

Ces informations ont porté généralement sur le profil sociodémographique des acteurs, les moyens et méthodes utilisés sur les sites d'exploitation minière, le rôle des femmes sur et autour des sites d'exploitation des minerais dans ces localités, leur niveau d'autonomisation et les différents types de dysfonctionnements socio-environnementaux observés. Ainsi, notre questionnaire s'est aussi articulé autour des thématiques liées aux effets induits par l'exploitation minière sur le cadre de vie des populations et de l'environnement et les problèmes que les femmes rencontrent particulièrement sur les sites d'exploitation. Pour la collecte de ces informations, nous avons réalisé un échantillonnage.

- **La méthode d'échantillonnage**

Lorsque l'on effectue une enquête on s'intéresse à une population mère (population totale) dont on va généralement interroger une petite partie, c'est l'échantillon dont il faut déterminer la taille soigneusement car elle a une grande importance sur la précision des estimations réalisées sur les caractéristiques de la population-mère (GIEZENDANNER, 2012). Dans le cadre de cette étude, le choix de l'échantillon pour l'administration des méthodes d'enquête a posé d'énormes difficultés compte tenu de la rareté des statistiques sur la population étudiée. Il est important de noter qu'il y a un manque énorme de données sur l'exploitation minière artisanale compte tenu du fait qu'elle se déroule dans la clandestinité pour échapper à la détection du gouvernement.

Au vue de ces contraintes socio-spatiales relatives à notre population mère, nous avons opté pour un échantillonnage non probabiliste pour collecter les données de cette étude. Plus précisément nous avons utilisé la méthode du choix raisonné. Il s'agit pour N'DA (2002), de groupe de populations dont les caractéristiques n'ont pas été établies en fonction d'une recherche et que l'on doit accepter comme tel dans la recherche. Nous avons choisi ce type d'échantillon parce que notre population répond aux critères identifiés par cette approche. Ce type d'échantillon a certes des limites car il ne donne pas la chance à tous les individus d'être choisis d'où la question de la représentativité de l'échantillon.

- **Taille des ménages interrogés**

Le principe de choix raisonné a permis de sélectionner des personnes ou groupes de personnes directement impliqués dans l'exploitation minière artisanale en milieu rurale au Nord du pays. La détermination du nombre de ménages le plus représentatif recherché dans cette étude fut importante. En effet, l'échantillonnage de chefs de ménages enquêtés est fait suivant le protocole de calcul de SCHWARTZ (2015) cité par KONAN (2013) :

$$n = \frac{Z^2(\mathrm{PQ}) \times \mathrm{N}}{[\mathrm{e}^2\,(\mathrm{N}-1) + \mathrm{Z}^2(\mathrm{PQ})]}$$

Avec n = Taille de l'échantillon ;

N = Taille de l'ensemble des ménages de la zone d'étude ;

Z = Coefficient de marge (déterminé à partir du seuil de confiance) ;

e = Marge d'erreur ;

P = Proportion de ménage supposés avoir les caractères recherchés. Cette proportion variant entre 0,0 et 1 est une probabilité d'occurrence d'un événement. Dans le cas où l'on ne dispose d'aucune valeur de cette proportion, celle-ci est fixée à 50% (0,5) ;

Q =1-P. Application de la formule si on présume que P = 0,50 donc Q = 0,50 ; à un niveau de confiance de 95%[5],

Z=1,96, la marge d'erreur e = 0,05 et la taille des ménages que comptent les cinq localités visitées estimée à environ 64 516 ménages selon le RGPH réalisé par l'INS en 2014.

$$n = \frac{1{,}96^2(0{,}5)(0{,}5) \times 64\,516}{[0{,}05^2\,(64\,516-1) + 1{,}96^2(0{,}05)\,(0{,}05)]} = 384 \text{ ménages.}$$

Le nombre de ménages le plus représentatif recherché dans le cadre de notre étude est de 384 ménages. Cependant, la réalité de l'enquête de terrain nous amène a procédé à une reconstitution de la taille de notre échantillon afin de pallier aux éventuelles pertes dues aux refus ou rétractions de la part des enquêtés. La méthode de compensation choisie est celle de GUMACHAN, MAROIS et FEVE (2000) utilisée par KOUASSI (2013), qui consiste à multiplier la taille de l'échantillon par l'inverse des taux de réponses. Pour notre étude nous avons estimé ce taux à 95%. De ce fait, la taille d'échantillon de chefs de ménages corrigée, notée N*= (384) (100 / 95) = **404 ménages**.

En somme, nous avons enquêté 404 ménages sur plus de 20 861 ménages que comptent en moyenne, les cinq localités visitées. Aussi, les ménages au niveau des localités visitées comptent en moyenne 5,8 individus, ce qui est nettement supérieure à la moyenne nationale fixée à 5 individus selon les analyses de l'INS (2014).

- **Taille des individus enquêtés**

Pour définir la taille des personnes interrogées au sein des ménages, nous avons utilisé la méthode à choix raisonné. Cette méthode présente certes des limites quant aux choix de personnes cibles et éligibles. Cependant, elle nous a permis de fournir un échantillon

[5] Nb : Nous avons choisi un niveau de confiance de 95% car notre collecte de données a coïncidé avec la campagne gouvernementale de rationalisation du secteur minier artisanal sur l'étendue du territoire national menée depuis juillet 2016. Les effets collatéraux liés à cette politique (fermeture spontanée de sites artisanaux, arrestations d'exploitants mineurs, destruction de matériels de travail des artisans etc.) a rendu par endroits, les artisans mineurs très hostiles. Pour compenser les pertes de données, nous avons donc défini ce niveau de confiance à 95%.

représentatif. Nous avons décidé d'enquêter en moyenne deux individus par ménages et qui répondent aux caractéristiques sociodémographiques recherchées. Sur cette base, nous devons avoir un échantillon de 808 individus soit, deux fois 404 chefs de ménages. Cependant, les contraintes liées au refus, à la mobilité des acteurs, à la non-conformité des profils recherchés, à l'administration du questionnaire qui prenait en moyenne une heure de temps par individu enquêté, etc.), nous a contraint à enquêter 785 individus, soit plus 97% de l'effectif initial sur l'ensemble des localités visitées (tableau n°2). Cet effectif est composé de 420 hommes soit 53,50% et de 365 femmes (46,5%).

Tableau n°2 : Répartition des populations enquêtées par localité

Régions	**Localités visitées**	Taille des ménages	Population enquêtée
HAMBOL	TORTIYA	3815	86
BAGOUÉ	FODIO	259	192
	SIEMPURGO	2877	44
PORO	M'BENGUÉ	8609	172
	GNAMBÉLÉGUEKAHA	5301	291
	Ensemble	20861	785

Source**:** INS, 2014 et Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016

Le tirage de ces individus a pris en compte les caractéristiques sociodémographiques (sexe, âge, niveau d'instruction, origine ou nationalité, statut matrimonial, etc.). Ces critères ont été retenus de sorte à n'écarter personne pour nos enquêtes. Ainsi, que ce soit des femmes, des hommes, des vieux, des jeunes, des adultes, des analphabètes ou non, des mariés ou des célibataires, etc., tous ces individus issus de ces différentes catégories sociodémographiques ont été retenus pour nos enquêtes. En somme, en combinant tous ces critères, nous avons obtenu un échantillon de 785 individus qui représente 0,65% des 120 979 individus que comptent les cinq localités enquêtées et près de 0,05% de la population totale (1 569 516 habitants) des trois régions de l'étude (INS, 2014).

6.5.3-Méthodes d'analyse et de traitement des données

Il s'agit d'abord de l'exploitation des données qui ont été collectées au cours des enquêtes sur le terrain et ensuite la transformation de celles-ci sous la forme de cartes et de graphiques. En effet, le traitement informatique des données collectées s'est fait en trois étapes que sont ; le dépouillement des données, leur saisie et le traitement informatiques de celles-ci.

- ✓ **Le dépouillement des données collectées**

Un dépouillement des données de l'enquête s'avère donc important et nous l'avions fait soit manuellement soit à l'aide de moyens technologiques. En outre, tous les questionnaires reçus ont été dépouillés en vue de l'élaboration de la fiche de codification: cette codification ne concerne que les questions ouvertes; ainsi, un code a été attribué à chaque réponse et ce code est reporté sur le questionnaire pour chaque question et réponse considérées. Il a été aussi question de faire des croisements, des recoupages pour voir les informations qui se ressemblent et celles qui sont différentes.

- ✓ **La saisie des données collectées**

Tous les questionnaires sont saisis dans un masque de saisie avec le logiciel Sphinx V5. Ensuite, les informations qualitatives et quantitatives sont traitées de sorte à pouvoir les représenter sous les formes de carte et de graphique. Pour atteindre cet objectif, nous nous sommes appuyés sur trois méthodes que sont ; le traitement informatique, le traitement cartographique et la représentation graphique.

- **Traitement informatique des données collectées**

La saisie contrôlée a permis d'avoir une base de données exploitable. Différentes méthodes statistiques ont été utilisées à cette fin. Il s'agit notamment du traitement cartographique et de la représentation graphique de ces données.

- **Le traitement cartographique**

La connaissance de l'outil informatique nous a permis de faire des représentations cartographiques. Divers logiciels ont été indispensables pour la réalisation de l'ensemble des cartes thématiques contenues dans ce travail. Mais, plus particulièrement le logiciel QGIS 2.16 a été prisé à cause de sa maîtrise.

- **La représentation graphique**

La représentation graphique s'est faite à partir des données statistiques disponibles. Celles-ci ont été élaborées sous la forme de diagrammes, de courbes d'évolution avec les logiciels Word 2013, Excel 2013, Sphinx V5, STATA 13. Ainsi, les données quantitatives (économiques, démographiques) ont fait l'objet de traitement sous forme de tableaux d'information spatiale, de graphiques et d'analyse. Le traitement informatique de ces données a permis de réaliser des tableaux, des graphiques, des cartes etc. que contient ce travail.

6.5.4-Les difficultés

Les problèmes auxquels nous avons fait face pendant notre recherche ont été de plusieurs dimensions. Les difficultés ont survenu au moment où nous avions résolu de visiter certains sites ou l'exploitation est faite de façon illicite. Il faut noter que le caractère illégal de cette exploitation, laisse le plus souvent entrevoir ces sites pêchés au milieu de la forêt ou l'insécurité est grandissante. Dans une perspective de redynamisation du secteur minier, les mesures prises par l'État de Côte d'Ivoire et les autorités locales en vue de mettre en exergue le Programme National de Rationalisation de l'Orpaillage (PNRO) ont constitué un véritable obstacle à notre investigation. En outre, le début de la collecte des données initialement prévue pour fin Juillet 2016, a heurté au vaste programme national de rationalisation de l'orpaillage initié par le gouvernement afin de maîtriser l'exploitation artisanale et illicite de l'or en Côte d'Ivoire. Ceci, en vue de rendre le secteur minier artisanal plus contribuable aux revenues nationaux et de limiter autrement, les risques associés à son développement.

Face à cette vive politique du gouvernement de fermer tous les sites d'exploitation artisanale de l'or, nos initiatives premières ont semblé être confrontées à un défi important car, les exploitants mineurs artisanaux en majorité sont restés hostiles. Par ailleurs, il est important de noter que la portée de cette étude dans le processus de l'émergence de la Côte d'Ivoire, fixée pour 2020, a permis une bonne implication des autorités nationales. Ceci a favorisé dans l'ensemble une collecte plus ou moins facile des données sur le terrain malgré l'hostilité notée par endroit de certains artisans.

Cependant, hormis les quelques difficultés liées aux moyens de déplacement, de logement et de collaboration des populations rencontrées par l'équipe d'enquête, des données qualitatives et quantitatives sur la base d'un questionnaire et de guides d'entretien élaborés ont été recueillies et exploitées. Conscient de l'hétérogénéité des situations, cette étude ne peut en aucun cas prétendre à une exhaustivité sur la situation de la femme et le niveau de dégradation socio-environnemental dans les zones d'extraction minière artisanale sur une simple base de collecte de données dans les zones rurales du Nord de la Côte d'Ivoire. En réalité, il est admis que le travail des femmes sur les sites miniers artisanaux les fragilise davantage et s'il demeure autrement l'apanage des hommes, il sera difficile d'assurer leur épanouissement socio-économique tant envisagé et d'associer leur intérêt à la préservation de l'écosystème.

7-PRÉSENTATION DU PLAN DE LA THÈSE

Les résultats de nos recherches s'organisent autour de trois axes essentiels que sont :

- La première partie de notre étude analyse *les caractéristiques de l'exploitation minière artisanale dans les zones rurales au Nord de la Côte d'Ivoire.*

- La deuxième partie traite de la présence *des femmes dans le secteur minier artisanal en zones rurales au Nord de la Côte d'Ivoire.*

- Enfin, la troisième partie vise à évaluer les effets de l'artisanat minier sur l'environnement et le cadre de vie des populations. Autrement dit, elle fait *le bilan socio-économique et environnemental de l'artisanat minier en zones rurales au Nord de la Côte d'Ivoire*.

Tableau n°3 : Tableau synoptique de l'approche théorique et méthodologique de la recherche

Questions de recherche	Objectifs	Hypothèses	Variables d'analyse	Technique de collecte de données	Plan de travail
Quels sont les caractéristiques de l'exploitation minière artisanale dans les zones rurales au Nord de la Côte d'Ivoire ?	Analyser les caractéristiques de l'exploitation minière artisanale dans les zones rurales au Nord de la Côte d'Ivoire.	L'exploitation minière artisanale dans les zones rurales au Nord de la Côte d'Ivoire demeure informelle avec un ensemble d'acteurs analphabètes**.**	-Type d'exploitation minière; -Type de matériel utilisé ; -La taille des trous creusés ; -La qualité du travail effectué; -La qualité du matériel de travail utilisé par les artisans.	-Traitement cartographique ; -Enquête par observation directe ; -Recherche documentaire -Enquêtes par guide d'entretien ; -Méthode à choix raisonné.	Partie I : Les caractéristiques de l'exploitation minière artisanale en zones rurales au Nord de la Côte d'Ivoire.
Pourquoi l'insertion des femmes dans l'exploitation artisanale minière se heurte-t-elle à des écueils dans les localités rurales du Nord de la Côte d'Ivoire ?	Identifier les facteurs liés à la vulnérabilité socio-économique de la femme dans l'exploitation minière artisanale dans les zones rurales au Nord de la Côte d'Ivoire.	La vulnérabilité des femmes dans l'artisanat minier en zones rurales au Nord de la Côte d'Ivoire résulte de leurs confinements dans les tâches secondaires de l'activité.	-Type d'activité des femmes ; -Les moyens de travail utilisés par les femmes dans le secteur; -Les revenus des femmes ; -Les abus faits aux femmes sur les sites d'exploitation minière.	-Traitement cartographique ; -Enquête par observation directe ; -Recherche documentaire -Enquêtes par guide d'entretien ; -Méthode à choix raisonné.	Partie II **:** Les femmes dans le secteur minier artisanal en zones rurales au Nord de la Côte d'Ivoire ;
Quel bilan économique et socio-spatial peut-on faire de l'essor de l'exploitation minière artisanale dans les localités rurales du Nord de la Côte d'Ivoire ?	Évaluer les impacts socio-économiques et environnementaux liés à l'essor de l'artisanat minier en zones rurales au Nord de la Côte d' Ivoire.	Même s'il contribue à la création de revenus, l'essor de l'artisanat minier dans les localités rurales du Nord de la Côte d'Ivoire induit des déséquilibres socio-spatiaux et une dégradation de l'environnement.	-Type d'accident ; -Type de problèmes fonciers ; -La nature des conflits ; -La superficie des espaces affectés et détruits.	-Traitement cartographique ; -Enquête par observation directe ; -Recherche documentaire -Enquêtes par guide d'entretien ; -Méthode à choix raisonné.	Partie III : Bilan socio-économique et environnemental de l'artisanat minier en zones rurales au Nord de la Côte d'Ivoire

PREMIÈRE PARTIE :
LES CARACTÉRISTIQUES DE L'EXPLOITATION MINIÈRE ARTISANALE EN ZONES RURALES AU NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE

INTRODUCTION

L'exploitation minière artisanale est un sujet à controverse qui ne laisse personne indifférent de nos jours. Si pour les uns, il est une source de nuisance, il représente pour les autres, un moyen de lutte contre la pauvreté et donc de subsistance des populations riveraines (GOH, 2016 ; SANGARÉ, 2016). En Côte d'Ivoire, pour le Ministère de l'Industrie et des Mines (2014), au cours de la dernière décennie, les crises sociopolitiques successives et surtout l'absence de l'administration minière dans la moitié Nord et Ouest du pays ont conduit à l'intensification de l'artisanat minier dans le pays. Cela a favorisé en retour une ruée massive des populations vers ce secteur d'activité et pour la plupart en zone rurale.

Pratiqué sur plus de 24 régions des 31 que compte le pays, l'artisanat minier et plus particulièrement l'orpaillage illicite est aujourd'hui le moteur attractif de plus de 500 000 personnes qui vivent de cette activité selon le Ministère de l'Industrie et des Mines (2015). Cette ruée des populations vers le secteur et surtout sa pratique illicite sont expliquées par l'arrêt de la délivrance d'autorisations permettant sa pratique officielle par l'administration minière depuis la crise poste électorale de 2010 (Ministère de l'Industrie et des Mines, 2015 ; GOH, 2016).

À l'image des autres régions du pays, certaines régions du Nord, telles que ; la Bagoué, le Poro et le Hambol (zone spatiale d'étude) connaissent un niveau de développement important quant à l'essor de l'artisanat minier ces dernières décennies. En effet, les populations de cette partie du pays adaptent désormais, à leur mode de vie, l'exploitation minière artisanale comme étant un élément fondamental de leur système d'activité. Ceci, en vue de trouver des alternatives économiques pour contrebalancer le poids des impacts socio-économiques de la crise militaro-politique de 2002.

CHAPITRE 1 : PROFIL DES ARTISANS MINEURS ENQUÊTÉS DANS LES ZONES RURALES DU NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE

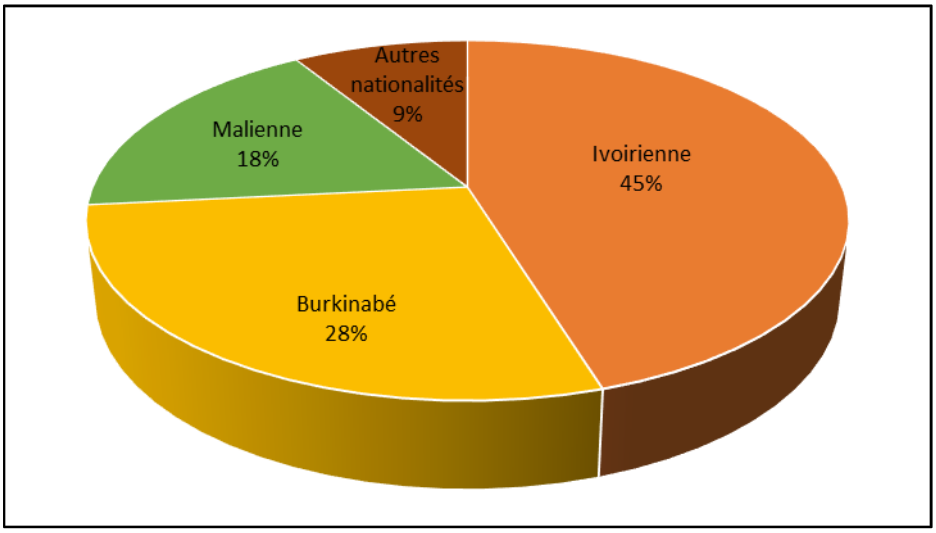
Le développement de l'artisanat minier est une réalité en Côte d'Ivoire en général, et plus particulièrement dans les régions septentrionales. Il influence de nos jours, la mobilité de plusieurs personnes et reste l'un des secteurs d'activités les plus attractifs depuis la crise politico-militaire de 2002 (Ministère de l'Industrie et des Mines, 2015). Qu'ils soient nationaux ou non-nationaux, il convient de noter que les acteurs de la filière campent sur les sites d'extraction pour un objectif commun, celui de faire fortune dans le secteur. Dans cette perspective, ils participent pour la plupart à l'exercice d'un nombre important de tâches dans le secteur en passant de l'orpaillage au concassage de granite jusqu'à l'extraction du diamant. Comment se présente le contenu sociodémographique de ces acteurs ?

1.1-CARACTÉRISTIQUES SOCIODÉMOGRAPHIQUES DES ARTISANS MINEURS

1.1.1-Repartition des artisans mineurs selon la nationalité

Le développement du secteur minier artisanal au Nord de la Côte d'Ivoire, est animé par plusieurs principaux acteurs nationaux comme non-nationaux. Pour GAUFRYAU et MALDONADO (2004), le secteur informel en général, semble être le refuge privilégié des migrants en Côte d'Ivoire. Pour les mêmes auteurs, en Côte d'Ivoire, 32,2% des travailleurs du secteur informel sont des étrangers et 24,2% proviennent directement hors des frontières de la Côte d'Ivoire. Les résultats de nos recherches ne s'éloignent pas de ceux de GAUFRYAU et MALDONADO (2004). En outre, le secteur minier artisanal dans le Nord de la Côte d'Ivoire reste dominé par les populations étrangères. Elles constituent plus de la moitié (55%), soit 432 individus sur 785 enquêtés. Cet effectif est composé de 420 hommes soit 53,50% et de 365 femmes (46,50%). Le graphique n°1 suivant met en exergue la répartition des différents acteurs enquêtés selon leur nationalité respective.

Graphique n°1 : Répartition des artisans mineurs enquêtés selon la nationalité (%)



Source**:** Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016

Suivant le graphique, plus de 45% des acteurs, soit 353 individus sur 785 des enquêtés sont constitués de jeunes nationaux ayant pour la plupart, appris l'activité auprès des acteurs étrangers pendant les moments de crises. L'artisanat minier est devenu par la force des choses, un domaine privilégié pour ces jeunes nationaux. En plus des nationaux, près de 361 soit 46% des acteurs enquêtés proviennent principalement de deux pays voisins du Nord de la Côte d'Ivoire, que sont le Mali et le Burkina-Faso. Ils sont constitués respectivement de 28%, soit 220 individus pour le Burkina-Faso et de 18%, soit 141 individus pour le Mali. En effet, ces acteurs étrangers sont réputés pour leur habilité dans le domaine de l'artisanat minier surtout, de l'orpaillage. Leur ruée vers la Côte d'Ivoire est liée à des motifs.

Pour 90% de ces auteurs, après la crise de 2002, la destination préférée a été la Côte d'Ivoire, souvent nommée « l'eldorado de l'Afrique de l'Ouest » (ALAN et HELBIG DE BALZAC, 2017). Ces artisans mineurs migrants sont communément appelés les « clandos[6] ». Ils proviennent surtout du Mali et du Burkina Faso comme susmentionné. Ce dernier étant principalement peuplé de Mossis (le groupe ethnique majoritaire) qui a de l'expérience dans le secteur minier artisanal et une réputation de créateur de richesse au Burkina Faso (ALAN et HELBIG DE BALZAC, 2017). Une autre variable importante qui explique la migration vers la Côte d'Ivoire, est liée à leur expertise plus élevée au niveau du secteur minier artisanal.

[6] Clando, terme accordé à des personnes opérant dans un secteur d'activité de manière clandestine.

Pour certains interrogés sur les sites, ils affirment « *avant la crise, nous travaillions dans les champs; l'or nous était inconnu, mais les mines ont servis de moyens de survivre pendant les moments de guerre et donc nous sommes restés dans l'activité puisque on y gagne notre vie* ». Ces derniers jouent un rôle tout aussi significatif dans le commerce illicite du minerai ivoirien extrait de façon artisanale. Autrement dit, les analyses d'ALAN et HELBIG DE BALZAC (2017), ont montré que les mineurs étrangers sont attirés par la Côte d'Ivoire parce que le travail est moins exigeant que dans les autres pays (les roches sont plus cassantes et les gisements d'or sont moins profonds), mais aussi parce que l'or est de meilleure qualité.

Aussi, certains acteurs du secteur proviennent-il du Ghana, de la Guinée, du Nigéria etc. Plus principalement ils constituent 9%, soit 71 acteurs interrogés. Leurs ruées vers la Côte d'Ivoire s'expliquent plus ou moins par l'essor considérable du secteur minier surtout artisanal ces dernières décennies. En dépit des différences socio-culturelles, ethniques, ces artisans interviewés, entretiennent des relations de bonnes cohabitations. Ces rapports leurs permettent de former des équipes de travail cosmopolites même si par endroits, ces différences sont jugées susceptibles d'alimenter certains conflits sociocommunautaires et fonciers dans les zones minières visitées.

1.1.2-Niveau d'instruction atteint par les artisans mineurs enquêtés

En Côte d'Ivoire, l'alphabétisation de la population demeure toujours une question cruciale pour le gouvernement. Pour le Ministère de l'Éducation Nationale de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (2015), le taux d'alphabétisation se fixe à 50,24%. Le défi reste énorme pour l'État ivoirien d'atteindre réellement l'objectif « *éducation pour tous* » dont il est aujourd'hui question. Dans le secteur minier artisanal en zones rurales au Nord de la Côte d'Ivoire, le niveau d'instruction des acteurs enquêtés reste aussi critique. En outre, l'ensemble des localités visitées, plus de 62%, soit 488 individus sur 785 enquêtés, n'ont aucun niveau d'instruction. Le tableau n°4 suivant met en exergue le niveau d'instruction atteint par les artisans mineurs enquêtés.

Tableau n°4 : Niveau d'instruction atteint par les artisans mineurs enquêtés par localité

	LOCALITÉS					
Niveau d'étude	**M'Bengué**	**Tortiya**	**Fodio**	**Siempurgo**	**Gnambéléguékaha**	TOTAL
Aucun	133	36	61	20	238	488
	77,33%	41,86%	31,77%	45,45%	81,79%	62,17%
Coranique	1	6	-	-	6	13
	0,58%	6,98%	-	-	2,06%	1,66%
Primaire	19	18	53	2	26	118
	11,05%	20,93%	27,60%	4,55%	8,93%	15,03%
Secondaire	19	26	25	7	21	98
	11,05%	30,23%	13,02%	15,91%	7,22%	12,48%
Supérieur	-	-	53	15	-	68
	-	-	27,60%	34,09%	-	8,66%
Total	172	86	192	44	291	785
	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016

Le niveau d'instruction des acteurs enquêtés reste relativement faible dans toutes les localités visitées. À M'Bengué, 133 individus sur 172, soit 77,33% des enquêtés n'ont aucun niveau d'instruction. Cette proportion de personnes analphabètes reste plus élevée à Gnambéléguékaha où 238 artisans sur 291, soit plus de 81% n'ont aucun niveau d'instruction. À Tortiya et Siempurgo, respectivement 41,86% et 45,45% des artisans mineurs sont sans niveau instruction contre 31,77% à Fodio. Quant à l'école coranique, il est pratiqué par 6 individus sur 86 à Tortiya, soit 6,98%.

Au total, 118 individus sur 785 enquêtés, soit 15,03% ont atteint le niveau primaire. À l'échelle des localités visitées, les proportions diffèrent. C'est à Tortiya (20,93%) et Fodio (27,60%) que l'on rencontre plus d'individus ayant atteint le niveau primaire. Aussi à Tortiya et Siempurgo, respectivement 30,23% et 15,91% des enquêtés ont atteint le niveau secondaire. Alors qu'à M'Bengué, seulement 19 individus sur 172, soit 11,05% ont atteint ce niveau d'instruction. On rencontre dans le secteur minier artisanal des individus qui ont le niveau supérieur d'étude. Ils sont plus de 27% à Fodio et 34% à Siempurgo.

1.1.3-Structure par âge des artisans mineurs enquêtés

Conformément à la structure de la population ivoirienne, les acteurs du secteur minier artisanal sont en majorité adultes. En outre, 503 individus sur 785 enquêtés, soit plus de 64% sont entre 35 ans et plus. Relativement à cette proportion d'adulte, le secteur reste aussi dominé par des jeunes donc 16,94% ont tout au plus 25 ans et 18,98% ont l'âge qui varie entre

25 et 34 ans. Le tableau n°5 suivant met en exergue la structure par âge des artisans mineur enquêtés suivant les localités visitées.

Tableau n°5 : Structure par âge des artisans mineurs enquêtés par localité

	LOCALITÉS					
Classe d'âge	**M'Bengué**	**Tortiya**	**Fodio**	**Siempurgo**	**Gnambéléguékaha**	TOTAL
Moins de 25 ans	20	8	-	-	105	133
	11,63%	9,30%	-	-	36,08%	16,94%
25-34 ans	36	20	-	-	93	149
	20,93%	23,26%	-	-	31,96%	18,98%
35 ans et plus	116	58	192	44	93	503
	67,44%	67,44%	100%	100%	31,96%	64,08%
Total	172	86	192	44	291	785
	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016

Suivant le tableau n°5, on recentre plus d'individus de moins de 25 ans à Gnambéléguékaha. Ils représentent plus de 36%, soit 105 artisans sur 291 dans la localité. Cette proportion reste faible à Tortiya, ou seulement 8 personnes sur 86, soit 9,30% sont dans cette tranche d'âge. À M'Bengué et Tortiya, plus de la moitié (67,44%) des acteurs enquêtés a au moins 35 ans. Alors que la plupart des acteurs enquêtés à Fodio et Siempurgo sont dans la même tranche d'âge. En somme, l'essor du secteur minier artisanal influence, la ruée de toutes les tranches d'âge. Ce fait, justifie en partie les analyses du Ministère de l'Industrie et des Mines (2015), selon lesquelles, le secteur minier artisanal, demeure depuis la crise de 2002, une source potentielle des populations rurales pour subvenir à leurs besoins familiaux.

1.1.4-Repartition des artisans mineurs selon la situation matrimoniale

La situation matrimoniale des artisans mineurs reste dominée par les mariés monogames. Ceux-ci constituent plus de 49% de l'ensemble des enquêtés. En outre, la répartition de la situation matrimoniale présente des spécificités suivant les localités visitées (tableau n°6).

Tableau n°6 : Répartition des artisans mineurs par localité selon leur situation matrimoniale

	LOCALITÉS					
Situations matrimoniales	**M'Bengué**	**Tortiya**	**Fodio**	**Siempurgo**	**Gnambéléguékaha**	TOTAL
Célibataire	50	28	70	4	142	294
	29,07%	32,56%	36,46%	9,09%	48,78%	37,45%
Marié monogame	72	50	122	40	102	386
	41,86%	58,14%	63,54%	90,91%	35,05%	49,17%
Marié polygame	35	6	-	-	25	66
	20,34%	6,94%	-	-	8,59%	8,41%
Divorcé	-	-	-	-	2	2
	-	-	-	-	0,69%	0,25%
Veuf ou veuve	14	2	-	-	14	30
	8,14%	2,33%	-	-	4,81%	3,82%
Non déclaré	1	-	-	-	6	7
	0,58%	-	-	-	2,06%	0,89%
Total	172	86	192	44	291	785
	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016

À Gnambéléguékaha, les célibataires (48,78%) sont plus importants dans le secteur que ceux de M'Bengué (29,70%), Tortiya (32,56%), Fodio (36,46%) et de Siempurgo (9,09%). La situation reste différente avec les mariés monogames sui restent plus nombreux à Siempurgo (90,91%) que dans les autres localités enquêtés. À Tortiya et Fodio, respectivement 58,14% et 63,54% des enquêtés sont mariés monogames. Quant aux mariés polygames, on les rencontre dans trois localités (M'Bengué, Tortiya et Gnambéléguékaha) sur cinq. Cependant, ils sont plus nombreux à M'Bengué (20,34%) qu'à Tortiya (6,94%) et Gnambéléguékaha (8,59%). Les veufs sont aussi impliqués dans le développement du secteur minier artisanal en zones rurales au Nord de la Côte d'Ivoire. Leur effectif est de 30 sur 785 individus, soit plus de 3% de l'ensemble des acteurs enquêtés. À M'Bengué, les veufs représente 8,14% des enquêtés, soit 14 personnes sur 172.

1.2-OCCUPATIONS DES ARTISANS MINEURS ENQUÊTÉS DANS LE NORD DU PAYS

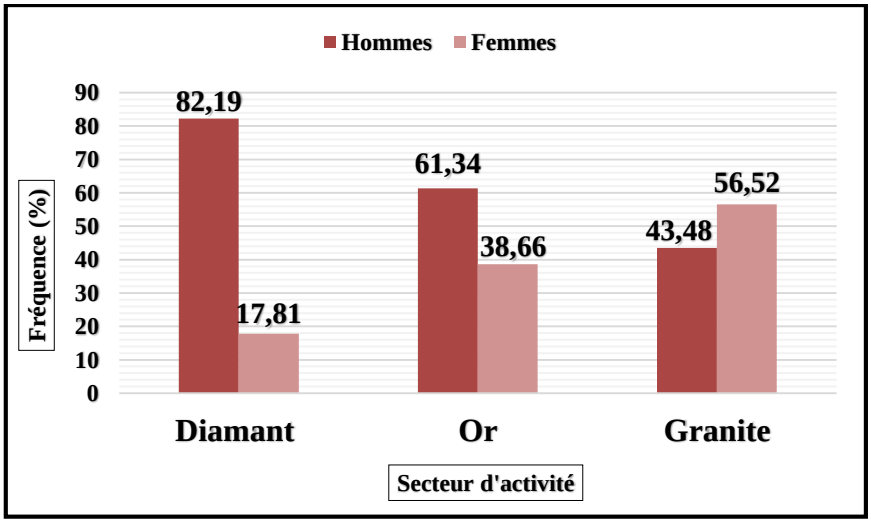
1.2.1-Les secteurs d'activités des artisans mineurs enquêtés

Les acteurs du secteur minier artisanal exercent dans les secteurs d'activités tels que l'or, le diamant et le concassage de granite en zones rurales au Nord de la Côte d'Ivoire. On les retrouve dans les activités liées au concassage de gravier à l'échelle de la localité de Gnambéléguékaha (Korhogo), dans l'orpaillage à (M'Bengué, Tortiya, Siempurgo, Fodio) et

aussi dans l'extraction artisanale du diamant à Tortiya. Dans l'ensemble, près de 327 artisans, soit 41,65% ont été enquêtés dans le concassage de pierres. Le secteur de l'orpaillage, reste le deuxième secteur d'activité où nous avons enquêté le plus d'artisans à cause de son poids aussi attractif dans cette partie du pays. Au total, 312 artisans, soit plus de 39% des enquêtés exercent dans l'orpaillage. Quant au secteur du diamant, seulement 18%, soit 146 individus des 785 enquêtés y travaillent.

Au niveau de la répartition des individus enquêtés, il existe une disparité de sexe selon le secteur d'activité. On retrouve peu de femmes dans certains secteurs d'activités tels que le diamant à cause souvent des différents stéréotypes développés autour de l'activité. Dans ce secteur, seulement 26 personnes soit, 17,81% sont des femmes, contre 120 ou 82,19% d'hommes. Le graphique n°2 suivant met en exergue les différentes statistiques liées à la répartition des artisans mineurs par sexe selon le secteur d'activité.

Graphique n°2: Répartition des artisans mineurs enquêtés selon le secteur d'activité (%)



Source**:** Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016

Selon le graphique n°2, les femmes représentent plus de la moitié (56,52%), soit 185 individus sur 327 dans le secteur du concassage. En effet, la ruée des femmes vers le concassage plus particulièrement, est liée au fait que le concassage peut se faire individuellement par rapport aux autres activités telle que l'orpaillage qui nécessite le concours d'une tierce personne. Dans les sous-secteurs du diamant (82,19%) et de l'or (61,34%) par contre, les hommes sont beaucoup plus présents. Dans le secteur du diamant, ils représentent 120 individus sur 146 enquêtés. Leur nombre est de 191 sur 312 individus enquêtés dans le secteur de l'or.

Aussi, faut-il noter que l'activité liée à l'orpaillage dans cette partie du pays nécessite assez de forces physiques pour le creusage des trous à des profondeurs allant à plus de 50 mètres par endroit. Cette activité est réservée en majorité, aux hommes à cause du facteur physique qui la caractérise. Ce facteur a influencé le recours au concassage de pierre à plus de 43,48% des hommes, soit 142 individus sur 327 enquêtés dans le concassage.

1.2.2-Principales tâches exercées dans le secteur minier artisanal

Les acteurs du secteur minier artisanal dans le Nord du pays exercent plusieurs tâches sur les sites d'exploitation minière artisanale. Cependant, les tâches exercées diffèrent d'un individu à un autre, et surtout d'une localité à une autre. Le secteur étant un secteur d'activité physique, il n'est pas rare d'observer des tâches réservées plus aux hommes. C'est le cas du creusage dans les mines d'orpaillage. La force physique et les risques de descendre dans les galeries à des dizaines de mètres de profondeur, influencent certains acteurs à se préserver de cette branche d'activité.

Au niveau des localités enquêtées, il existe une grande disparité entre les acteurs au sein des activités exercées. En outre, les concasseurs restent dominants dans chaque sphère géographique concernée. Ainsi, à M'Bengué et Fodio respectivement 49,42% et 26,04% sont des concasseurs. À Siempurgo, Fodio et Tortiya par contre, respectivement 48% ; 71% et 42,86% des acteurs enquêtés, sont des creuseurs pour 15,10% qui sont des laveurs à Fodio contre 38,37% à Tortiya. En réalité, les activités de concassage se présentent comme une principale aubaine pour les populations riveraines qui estiment, qu'elles sont moins dangereuses que l'ensemble des autres activités. Le tableau n°7 suivant, met en exergue les principales activités exercées par les acteurs mineurs à l'échelle des localités enquêtées.

Tableau n°7 : Les principales tâches des artisans mineurs par localité enquêtée

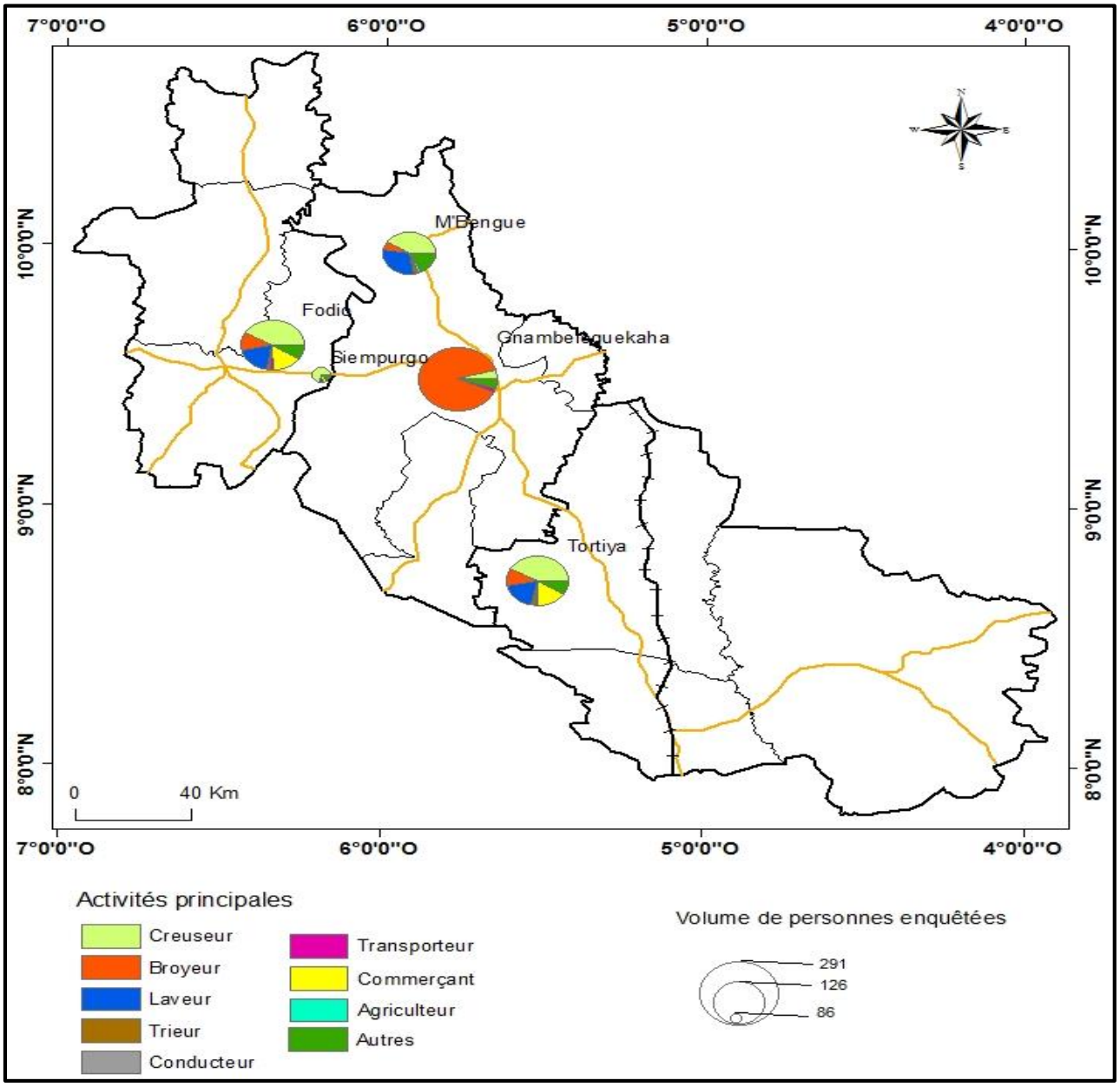
	Acticités principales exercées par les acteurs artisanaux									
Localités	**Creuseurs**	**Concasseurs**	**Laveurs**	**Trieurs**	**conducteurs**	**Transporteurs**	**commerçants**	**Agriculteurs**	**Autres**	**Total**
M'Bengué	85	7	35	12	-	12	8	2	19	172
	49,42%	**4,07**	**20,35%**	**6,98%**		**6,98%**	**4,65%**	**1,16%**	**11,05%**	**100%**
Tortiya	37	-	33	-	-	4	3	4	5	86
	42,86%		**38,37%**	**-**	**-**	**4,65%**	**3,49%**	**4,65%**	**5,81%**	**100%**
Fodio	91	50	29	3	-	2	10	-	7	192
	48%	**26,04%**	**15,10%**	**1,56%**	**-**	**1,04%**	**5,21%**	**-**	**3,65%**	**100%**
Siempurgo	31	6	2	-	-	2	1	-	2	44
	71%	**13,64%**	**4,55%**	**-**	**-**	**4,55%**	**7,14%**	**-**	**14,28%**	**100%**
Gnambéléguékaha	11	256	-	5	-	4	-	-	15	291
	3,78%	**88%**	**-**	**1,72%**	**-**	**1,37%**	**-**	**-**	**5,14%**	**100%**
Total	255	319	99	65	-	24	22	6	48	785
	32,48%	40,64%	12,61%	8,28%	-	3,06%	2,80%	0,76%	6,11%	100%

Source**:** Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016

À M'Bengué par exemple, le lavage occupe environs 20,35% des acteurs, alors qu'elle n'intéresse que 15,10% des populations à Fodio, contre 4,55% à Siempurgo. Cette activité est en majorité menée par les femmes. À Fodio par contre, on retrouve plus de 5,21% des enquêtés dans le commerce de biens de consommations, l'alcool etc. sur les sites. Ce phénomène (le commerce) est cependant inaperçu sur certains sites à Gnambéléguékaha, et M'Bengué. Plus particulièrement, il faut noter que la majorité de la population (88%) à Gnambéléguékaha fait plutôt le concassage ou broyage de pierre.

À l'image des activités menées directement dans le secteur minier artisanal en milieu rural au Nord du pays, certaines autres activités telles que ; la prostitution, les taxis motos sont par moment associées indirectement au secteur. À Tortiya (28,57%), M'Bengué (11,04%), Siempurgo (14,28%), Fodio (3,65%) et à Gnambéléguékaha (5,14%), des populations mènent diverses activités associées à l'essor du secteur minier artisanal. Au total, plus de 40% des acteurs du secteur minier enquêté sont des concasseurs contre 32,48% qui sont soit creuseurs, 12,61% des laveurs, 8% des trieurs, 3% des transporteurs et 6,11% qui mènent une activité subsidiaire sur les sites d'exploitation minière artisanale. La carte n°4 suivante fait la répartition des différentes activités exercées par les acteurs selon les localités enquêtées.

Carte n°4 : Répartition des populations enquêtées par localité selon les principales tâches exercées

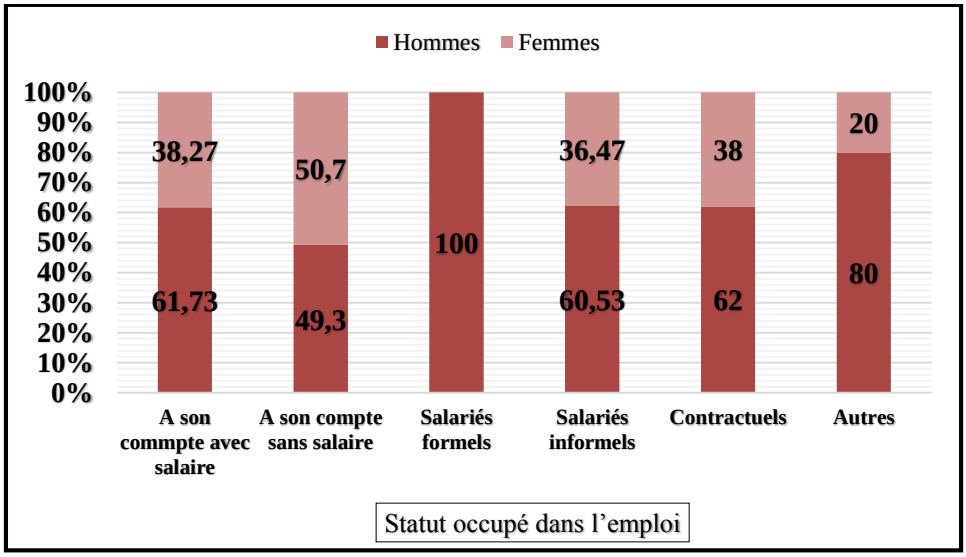


Source : BNETD/CCT, 2012, CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016 **Réalisation :** ALLOU TK. Mai 2019

1.2.3-Statut des artisans mineurs dans l'emploi

Les exploitants miniers interrogés dans les régions du Nord travaillent soit à leur propre compte, soit, ils sont des contractuels ou ils travaillent en tant que salarié informel. Le graphique n°3 suivant illustre en partie, les différents statuts des artisans mineurs enquêtés à l'échelle dans les campagnes du Nord de la Côte d'Ivoire.

Graphique n°3 : Répartition des artisans mineurs par sexe selon le statut occupé dans l'emploi (%)



Source**:** Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016

Pour plus de la moitié (50,45%), soit 396 individus sur 785, ils travaillent à leur propre compte sans salaire. Cette catégorie reste à plus de 50,7% dominer par les femmes. Elles représentent 201 personnes sur 396 enquêtés dans la catégorie. Ceci, traduit le caractère informel de l'artisanat minier dans le Nord du pays et de façon générale, à l'échelle de tout le pays où le secteur est en forte croissance économique. Ensuite, viennent les contractuels qui comptent 164 individus, soit 20,89% de l'ensemble des acteurs. Les contractuels représentent des personnes qui travaillent généralement, au compte d'une tierce personne sur les sites d'exploitation. Ils sont pris en charge par cette dernière depuis les besoins alimentaires jusqu'aux matériels de travail. Dans cette catégorie, les hommes (62%) sont plus importants que les femmes (38%). Ils comptent 102 individus sur 164 dans la catégorie des contractuels.

Aussi, faut-il noter que, certains acteurs sont des salariés informels. Ce sont plus particulièrement, des acheteurs de minerais (or, granite, diamant) installés sur les sites d'exploitation mais qui travaillent aux comptes de grands commerçants installés dans les pays voisins (Mali, Burkina-Faso…). Ceux-ci achètent les produits finis (l'or, le diamant ou les graviers) qu'ils acheminent vers leurs différents patrons. En plus, certains commerçants ambulants de produits de consommation immédiate (nourriture, boisson, cigarette, l'eau…) sont souvent des travailleurs intermédiaires qui sont rémunérés après la vente annuellement ou mensuelle de leurs marchandises. Ils représentent 12,10% des 785 acteurs enquêtés, soit 95 individus. Ce sont près de 58 hommes (60,53%) contre 37 femmes (39,47%) qui ont ce statut.

Dans le Nord du pays, le secteur de l'artisanat minier donne la possibilité à certains acteurs de travailler à leur propre compte. Ils sont 93 personnes sur 785, soit 11,84% de l'effectif total. Ils sont généralement des détenteurs de sites, dont 57 d'entre eux, soit 61,73% sont des hommes et 38,27% des femmes.

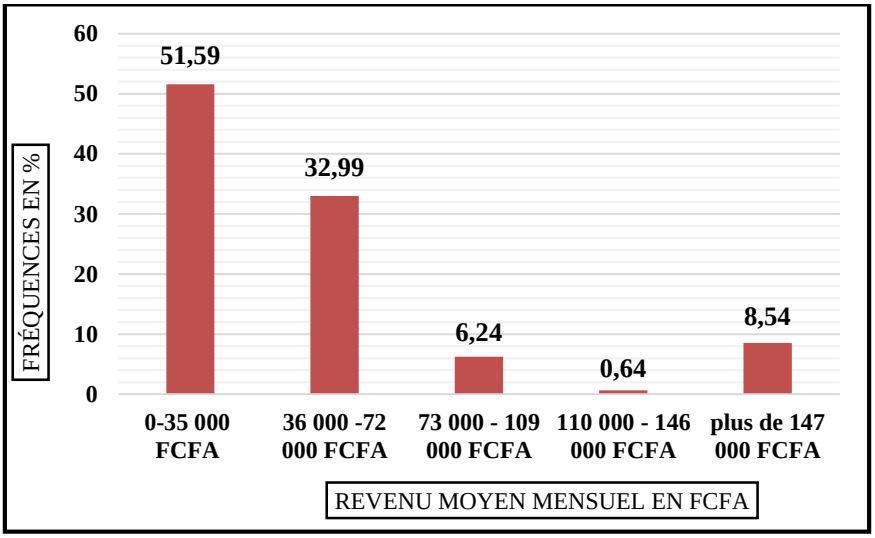
1.2.4-Les revenus moyens et fréquence de payement des artisans mineurs dans le travail

Les revenus des acteurs du secteur minier artisanal varient d'un individu à un autre selon la différence de tâches exécutées. À l'image de la différence entre les statuts occupés dans l'exercice du travail dans le secteur, les artisans miniers perçoivent différemment leur paye à la fin du travail. Cette section analyse ces deux aspects (les revenus moyens et la fréquence de payement).

1.2.4.1-Les revenus moyens des artisans mineurs enquêtés

Les revenus dans le secteur minier artisanal varient d'un individu à un autre et d'un sous-secteur d'activité à un autre. L'activité étant développée par des acteurs qui disposent de peu de moyens susceptibles de leur fournir assez d'informations sur la quantité de minerai disponible dans le sol peinent à trouver des revenus assez rentables. L'enquête réalisée par le CIRES en 2016 dans le secteur minier artisanal en Côte d'Ivoire a montré que le salaire mensuel moyen est estimé à 141 790 FCFA. Cependant, le statut dans l'emploi discrimine bien le montant des rémunérations perçues. Dans les zones rurales du Nord, plus de la moitié (51,59%) des artisans mineurs, soit un peu plus de 405 artisans sur 785 ont un revenu moyen mensuel inferieur au Salaire Minimum Agricole Garanti (SMAG) fixé à 36 000 FCFA. Cela justifie le caractère évasif et archaïque du secteur minier artisanal dans les zones rurales du Nord. Le graphique n°4 suivant montre la répartition des revenus moyens mensuels des artisans mineurs.

Graphique n°4 : Répartition des artisans mineurs selon le revenu moyen mensuel (%)



Source**:** Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016

Pour 259 artisans mineurs, soit 32,99% de l'ensemble, ils gagnent un revenu compris entre 36 000 FCFA et 72 000 FCFA. Ces acteurs sont généralement à un certain niveau de l'activité tel que le transport d'eau dans les bidons de 20 litres pour alimenter les exploitants sur les sites et les commerçants. Outre, ces catégories de personnes, certains artisans gagnent leur vie dans le secteur. Ce sont généralement des propriétaires de sites, des creuseurs et surtout des acheteurs du minerai. Les propriétaires sont moins nombreux que les autres acteurs. Au nombre de 5 individus, soit 0,64% enquêtés, ceux-ci gagent en moyenne entre 110 000 et 146 000 FCFA par mois dans le secteur. Quant aux creuseurs ils peuvent gagner jusqu'à 109 000 FCFA. Les acheteurs de minerais font partie des catégories d'artisans qui peuvent gagner au moins plus de 147 000 FCFA par mois. Ils comptent plus de 8% des enquêtés, soit 67 artisans mineurs sur 785.

La ruée des populations vers les sites d'exploitation artisanale dans ces localités est justifiée par le manque d'emploi stable. Si plus de la majorité vit avec un revenu inférieur au Salaire Minimum Agricole Garanti (SMAG), ils ne sont pas les moindre à ne pas espérer d'un lendemain meilleur dans le secteur. Pour plus de 63% des artisans interrogés, soit 495 individus ont déclaré vivre décemment des revenus issus du secteur minier artisanal. Le secteur minier artisanal profite dès lors aux populations locales tout en créant des valeurs sociales et en leurs permettant aussi, de trouver des opportunités face aux contraintes économiques.

1.2.4.2-Modes de partage des revenus issus de l'artisanat minier

Les revenus du secteur minier artisanal servent généralement à satisfaire des besoins primaires du ménage. À ce sujet, les acteurs pour la plupart, campent sur les sites d'exploitation artisanale dans le souci d'avoir quelque chose en retour à la fin de la journée ou de la production. Le travail étant fait en groupe, ces acteurs choisissent plusieurs modes pour le partage des revenus tirés du travail. En général, plus de 47% des acteurs enquêtés, soit 376 individus sur 785 préfèrent le partage des revenus selon la quantité de minerais produits. Quant à et 32,48%, soit 255 individus, ils font le partage des revenus en fonction du bénéfice tiré de la vente du minerai produit. De manière spécifique, il existe des disparités dans les différentes modes de partage des bénéfices selon les localités enquêtées. Le tableau n°8 suivant met en exergue les statistiques liées aux modes de partages des revenus dans les différentes localités visitées.

Tableau n°8 : Répartition des artisans mineurs selon les modes de partage des revenus issus de l'artisanat minier

	Fréquence de payement des acteurs					
Localités	**Selon le bénéfice de la vente**	**Selon la quantité de minerais produits**	**Chaque jour**	**Chaque deux semaines**	**Chaque mois**	**Total**
M'Bengué	73	85	7	7	-	172
	42,44%	**49,42%**	**4,07%**	**4,07%**	**-**	**100%**
Tortiya	22	26	6	-	32	86
	25,58%	**30,23%**	**6,98%**	**-**	**37,21%**	**100%**
Fodio	69	76	34	4	9	192
	35,94%	**39,58%**	**17,71%**	**2,08%**	**4,69%**	**100%**
Siempurgo	9	12	23	-	-	44
	20,45%	**27,27%**	**52,27%**	**-**	**-**	**100%**
Gnambéléguékaha	82	177	17	1	14	291
	28,18%	**60,82%**	**5,84%**	**0,34%**	**4,81%**	**100%**
Total	255	376	87	12	55	785
	32,48%	**47,90%**	**11,08%**	**1,53%**	**7%**	**100%**

Source**:** Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016

Selon les bénéfices tirés de l'activité, c'est dans les localités de M'Bengué et Fodio que l'on rencontre plus d'acteurs. Ils sont respectivement 42,44% à M'Bengué et 35,94% à Fodio qui font le partage de leurs revenus au prorata du bénéfice. À l'instar des incertitudes qui

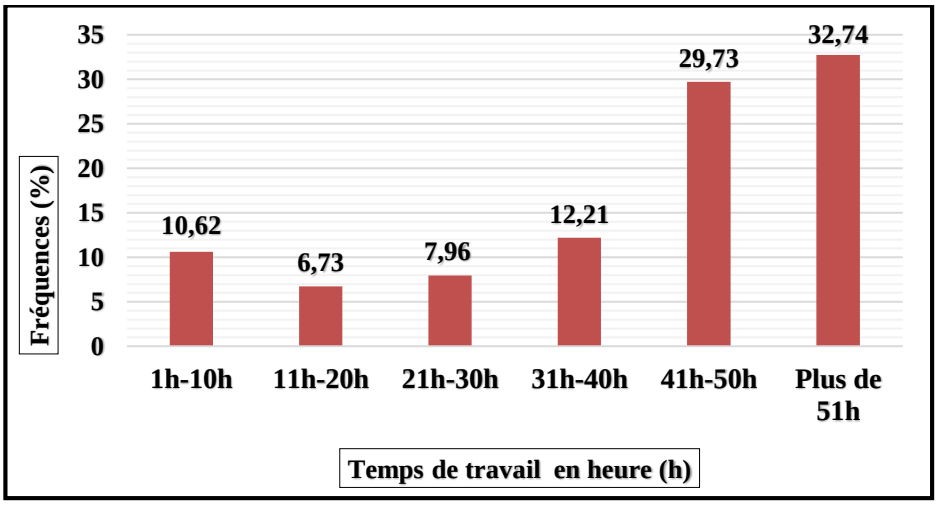
gouvernent la production minière artisanale, certains artisans préfèrent partager les revenus selon la quantité de production effectuée par le groupe. Cette manière d'agir, permet de limiter les formes de discrimination et les querelles entre membres du groupe. Ainsi, plus de la moitié (60,82%) des acteurs enquêtés à Gnambéléguékaha contre, 49,42% à M'Bengué et 39,58% à Fodio ont opté pour le partage des revenus selon la quantité de minerais produite.

Quant au partage fait en deux semaines de travail, il reste observé à 4,07% à Tortiya contre un peu plus de 2% à Fodio. Pour plus de la moitié (52,27%) des acteurs enquêtés à Siempurgo, les partages journaliers sont plutôt avantageux dans un secteur plein de vices. Pour cette tranche d'exploitant, le secteur de l'artisanat minier renferme de personnes de mauvaises volontés capables de disparaître d'un moment à l'autre avec les revenus de tout un groupe. Pour éviter une scène pareille, il est souhaitable qu'à la fin de la production, chacun rentre en possession de son gain. Aussi, plus de 17% des artisans à Fodio et près de 7% à Tortiya, se partagent les revenus après chaque journée de travail. Hormis le partage journalier, plus de 37% des acteurs enquêtés à Tortiya jugent encore plus favorable les partages des revenus après un mois de travail. Pour ces acteurs, cette façon de procéder permet d'économiser et avoir un peu plus de gains pour répondre aux différents besoins familiaux. À Gnambéléguékaha et Fodio respectivement 4,81% et 4,69% des acteurs enquêtés ont opté pour le partage mensuel des revenus tirés du secteur.

1.2.5-Temps de travail des artisans mineurs enquêtés sur les sites

Les actifs du secteur informel en général, travaillent en moyenne 46 heures par semaine (GAUFRYAU et MALDONADO, 2004). Comme l'ensemble du secteur informel, le travail dans le secteur de l'artisanat minier exige aux artisans un nombre important de temps d'investigation pour accroitre leur production (graphique n°5).

Graphique n°5 : Répartition des artisans mineurs enquêtés (en %) selon le temps hebdomadaire de travail en heure



Source**:** Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016

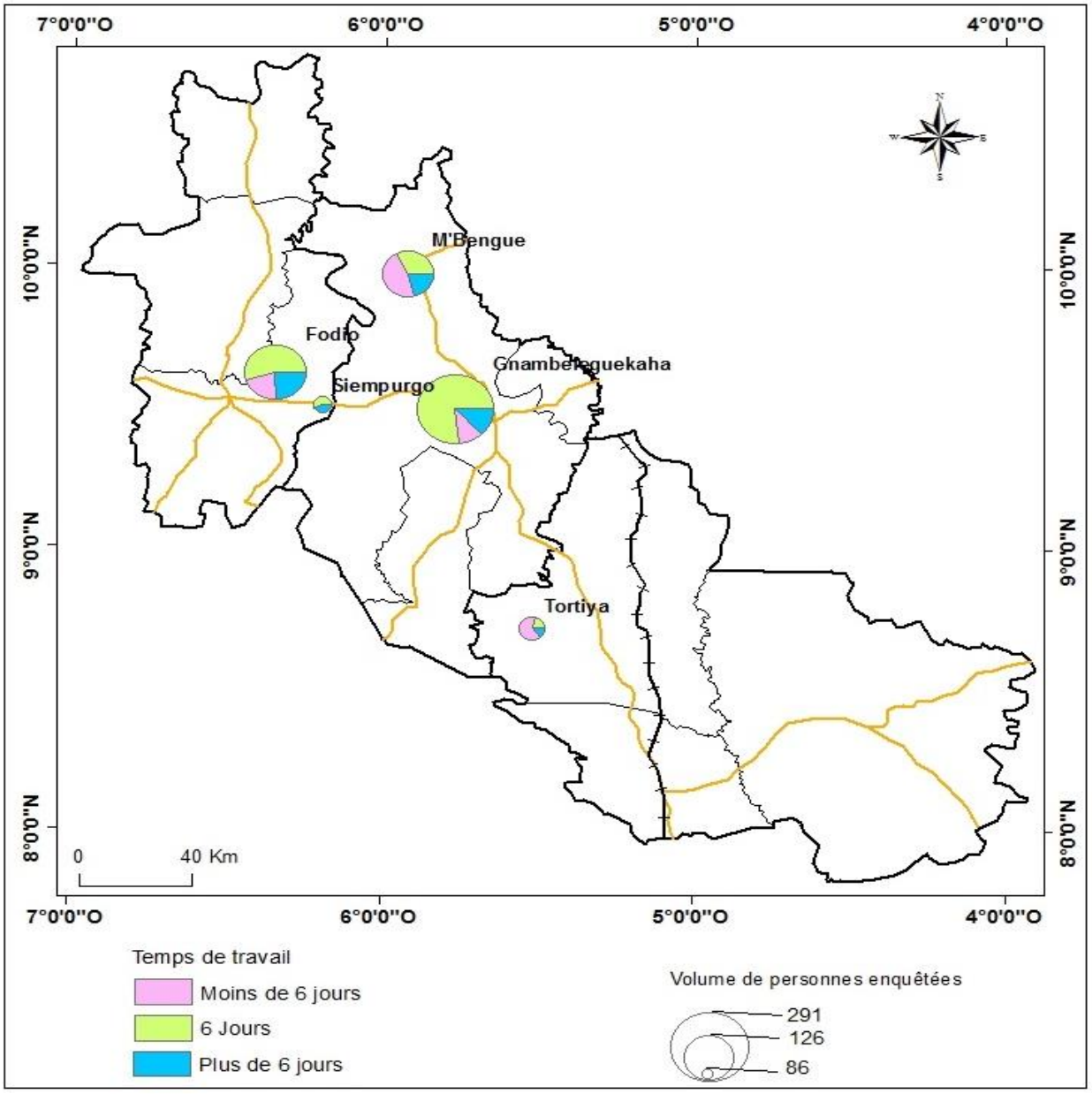
De façon hebdomadaire, 32% des acteurs enquêtés, soit 251 individus sur 785 travaillent plus de 51 heures dans les mines artisanales. La recherche étant archaïque dans ces milieux d'exploitation, il convient de mentionner que ces acteurs restent souvent sur les sites à des heures tardives de la nuit. Certains par contre ont élu domicile sous les tentes dressées à proximité des puits. Ils sont près de 29,73%, soit 233 individus sur 785 au total, qui ont un temps de travail hebdomadaire compris entre 41 heures et 50 heures sur les sites d'exploitation. En outre, les orpailleurs dans l'ensemble passent plus de temps sur les sites que les artisans dans les autres sous-secteurs de l'activité. Plus de 94 artisans sur 785 enquêtés, soit 12% de l'ensemble travaillent entre 31 heures et 40 heures par semaine. Quant à 10,62%, soit 83 individus, ils consacrent entre une heure et 10 heures de leur temps sur les sites par semaine.

Les rendements parfois faibles dans le secteur obligent les artisans à diversifier les activités. Ce qui influence leur temps mis dans l'exercice de l'exploitation minière artisanal. Ainsi, près de 15% des artisans passent entre 11 heures et 30 heures par semaines sur les sites. Ceci en vue de pouvoir vaquer à d'autres activités de subsistance associées à l'artisanat minier. Les heures de travail des artisans miniers sur les sites sont aussi liées au nombre de jours que ceux-ci fréquentent les sites. En effet, tous les exploitants mineurs ne sont pas réguliers sur les sites. Pour certains, ces jours d'absence constituent le temps de repos, pour d'autres par contre, ces jours d'absence leurs permettent de vaquer à d'autres activités (agriculture, commerce…).

En somme, plus de la moitié (58,87%) des artisans mineurs enquêtés, passent au moins six jours sur les sites d'exploitation. Si 18,79% travaillent tous les jours de la semaine sur les sites, c'est 22,34% qui en font une économie de temps de travail dans le secteur. Cette dernière catégorie d'exploitant travaille moins de six jours dans la semaine sur les sites d'exploitation en vue de pouvoir se pencher sur d'autres activités pour combler les besoins supplémentaires du ménage.

De façon spécifique, plus de 43% des populations enquêtées à M'Bengué, soit 74 acteurs sur 172 travaillent moins de six jours sur les sites, alors que 36,04%, soit 62 acteurs artisans travaillent pendant six jours contre 36 artisans sur 172 ou 20,93% qui travaillent sept jours. À Tortiya cependant, plus de 21% travaillent six jours et la majorité (64,29%), soit 55 sur 86 enquêtés, se rendent moins de six jours sur les sites. Dans la localité de Fodio, 24,84% des artisans travaillent au moins sept jours, alors que, plus de la moitié (55,2%), c'est-à-dire 106 artisans sur 192, ne travaillent que six jours de la semaine sur les sites. Si, 42,86% (19 artisans sur 44 enquêtés) de nos interlocuteurs à Siempurgo travaille sept jours dans les mines, à Gnambéléguékaha, 78,35%, soit 228 artisans sur 291, se rendent tout au plus, six jours sur les sites d'exploitation minière artisanale (carte n°5).

Carte n°5 : Répartition des artisans mineurs enquêtés selon le temps de travail en jour par localité



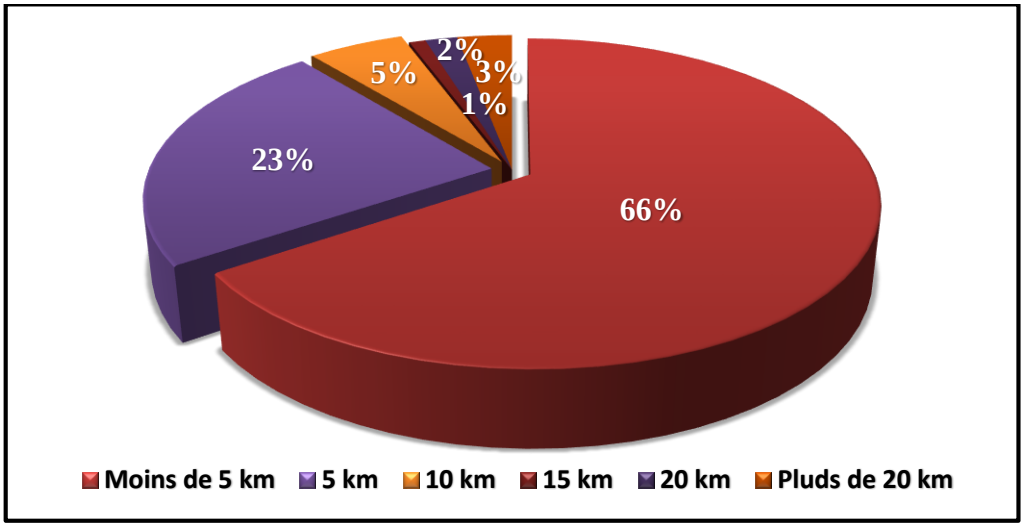
Source : BNETD/CCT, 2012, CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016 **Réalisation :** ALLOU TK. Mai 2019

1.2.6-Distance parcourue par les artisans mineurs entre les lieux de résidence et les sites

Les sites d'exploitation minière artisanale dans le Nord sont souvent espacés des lieux de résidence des artisans. Les distances diffèrent entre les différents sites d'exploitation. Cette réalité est par endroit, justifiée par le niveau de productivité des sites. En réalité, le manque de moyens sophistiqués aux acteurs pour sonder la teneur en ressources des sites leur

contraint à changer de sites d'un moment à l'autre dès que la production connait une baisse. Dans cette perspective, ceux-ci parcourent par moment de longues distances pour accéder aux sites (graphique n°6).

Graphique n°6 : Répartition des artisans mineurs enquêtés suivant la distance parcourue en kilomètre (%)



Source**:** Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016

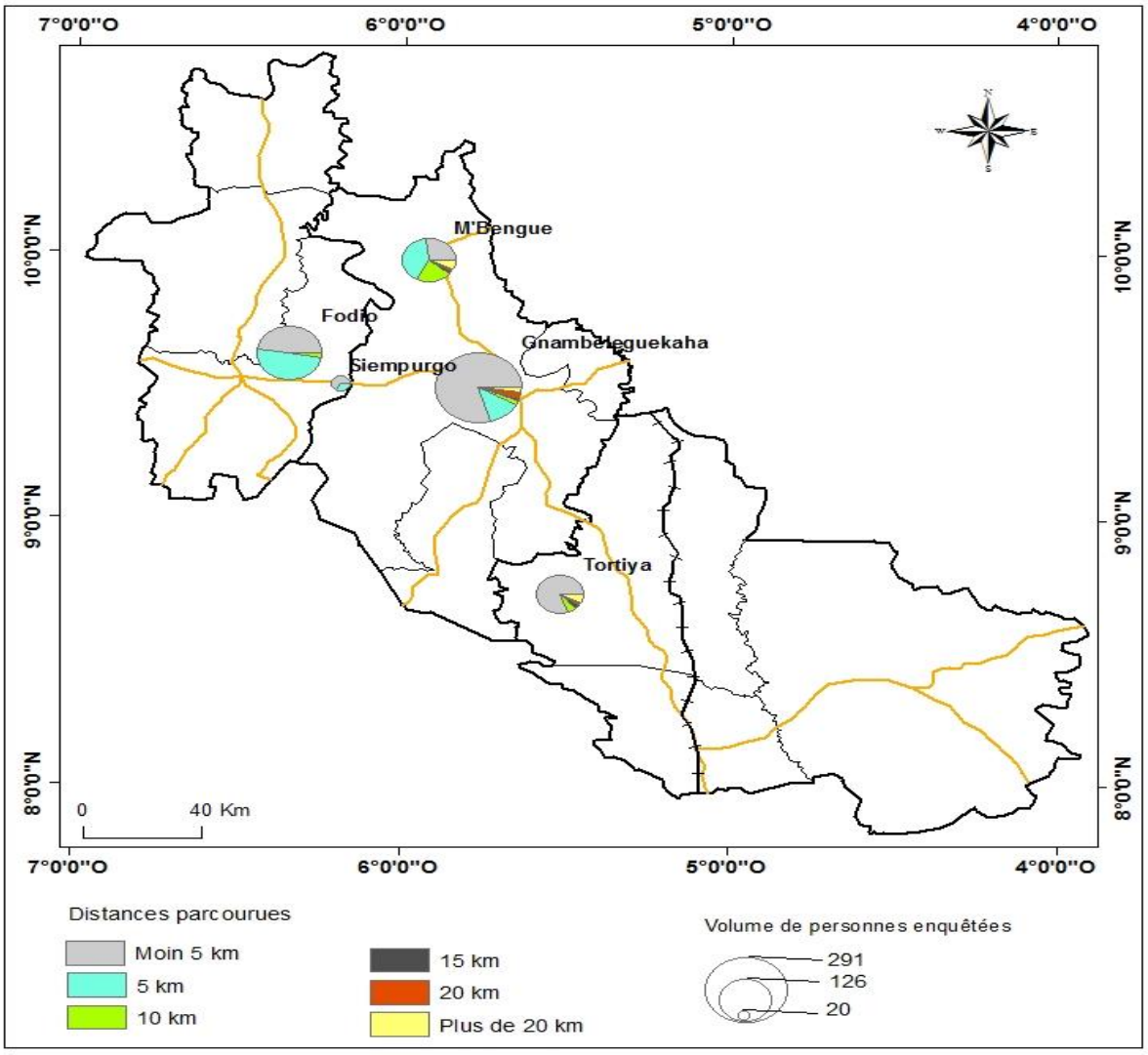
De façon générale, 518 enquêtés sur 785, soit 66%, parcourent moins de cinq kilomètres pour se rendre sur les sites de travail. Ainsi, vivre à proximité des sites d'exploitation artisanale minière se présente pour les acteurs enquêtés comme un avantage car cela leur favorise un accès rapide aux sites. Ces exploitants habitent plus particulièrement dans les campements qu'ils construisent eux-mêmes à proximité des sites d'exploitation pour favoriser leurs mobilités quotidiennes. Plus de 23%, c'est-à-dire, 180 acteurs sur 785, parcourent par contre, cinq kilomètres pour accéder à leurs différents sites de travail. Si 5% ou 40 acteurs enquêtés parcourent au moins dix kilomètres de leur zone de résidence aux sites d'exploitation, c'est 3%, soit 24 des enquêtés qui parcourent plus de 20 kilomètres pour se rendent sur les sites de travail. Au moins 2%, soit 16 sur 785 acteurs mineurs, parcourent 20 kilomètres pour se rendre sur les sites. Pour ces acteurs, il leur arrive souvent de rester toute la semaine sur les sites d'exploitation à cause de la distance et de revenir au village que les jours de repos.

Ainsi, la distance joue un rôle majeur dans l'exploitation minière artisanale en zones rurales au Nord de la Côte d'Ivoire. Plus la distance entre les zones de résidence et les sites devient importante, plus les artisans mineurs enquêtés trouvent mieux, de s'installer plus proche

des puits. Cette stratégie témoigne la proximité établie par endroit, entre les zones de résidence des artisans et les sites d'exploitation miniers artisanaux.

À Tortiya, 70 acteurs mineurs sur 86, soit 81% parcourent moins de cinq kilomètres contre 232 sur 291 mineurs, soit en moyenne 79,6% à Gnambéléguékaha, 29 sur 44 ou 66,67% à Siempurgo, 85 sur 192 soit, 47,22% à Fodio et 36 acteurs sur 172 sinon, 21% à M'Bengué. La carte n°6 suivante présente l'ensemble des distances parcourues par les acteurs pour atteindre leurs différentes zones de travail.

Carte n°6 : Distances parcourues par les exploitants mineurs selon les localités enquêtées



Source : BNETD/CCT, 2012, CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016 **Réalisation :** ALLOU TK. Mai 2019

À M'Bengué, 70 artisans, soit 40,63% des acteurs interviewés parcourent au moins cinq kilomètres. 94 artisans sur 192, soit 48,61% à Fodio, font la même distance pour relier leur zone d'habitation aux différents sites d'exploitation contre seulement 35 acteurs sur 291, soit un peu plus de 12% à Gnambéléguékaha et 15 sur 44 enquêtés ou 33,33% à Siempurgo. Dans la catégorie des acteurs parcourant dix kilomètres, les 36 artisans sur 172 à M'Bengué (20,83%), effectuent de longues distances pour accéder aux sites d'exploitation. Alors que l'on rencontre seulement 8 mineurs sur 291 à Gnambéléguékaha (2,8%), plus les populations qui parcourent au moins 20 kilomètres et 7 sur 86 artisans à Tortiya (8,1%), celles qui parcourent plus de 20 kilomètres pour accéder à leurs sites de travail.

1.3-LA RECONVERSION DES POPULATIONS DU NORD VERS L'ARTISANAT MINIER

À l'instar de la politique triennal (2014-2016) de redynamisation du secteur minier artisanal initiée par le gouvernement, la persistance de l'activité minière artisanale illicite, demeure d'actualité en Côte d'Ivoire. Pour ces populations, la plupart mal informée sur la possession des ressources du sous-sol, la terre les appartient et donc ils ont la possibilité de disposer des ressources du sous-sol à leurs fins. Alors que, la loi n°2014-138 portant code minier en son article un, stipule que l'État est le propriétaire du sous-sol en Côte d'Ivoire. La question du foncier pose donc, un véritable défi pour le gouvernement ivoirien.

Comme l'ensemble des acteurs de l'artisanat minier, ceux des zones rurales du Nord de la Côte d'Ivoire abandonnent désormais, les activités agricoles au profit du secteur minier artisanal jugé, plus lucratif. Face à la mobilité importante des populations vers le secteur des mines artisanales, cette partie se propose d'analyser les différentes sources de motivations associées à la reconversion des paysans du Nord de la Côte d'Ivoire.

Elle se subdivise en deux sous-sections essentielles. Il s'agit dans un premier point, de montrer les sources favorables de la ruée des populations rurales du Nord de la Côte d'Ivoire vers les activités de l'industrie extractive. Deuxièmement, nous montrerons les différentes activités antérieurement exercées par les populations enquêtées avant leur ruée sur les sites. Ceci, en vue d'évaluer les incidences de ces ruées sur les autres membres de leur ménage.

1.3.1-Les sources de motivations de la ruée des populations

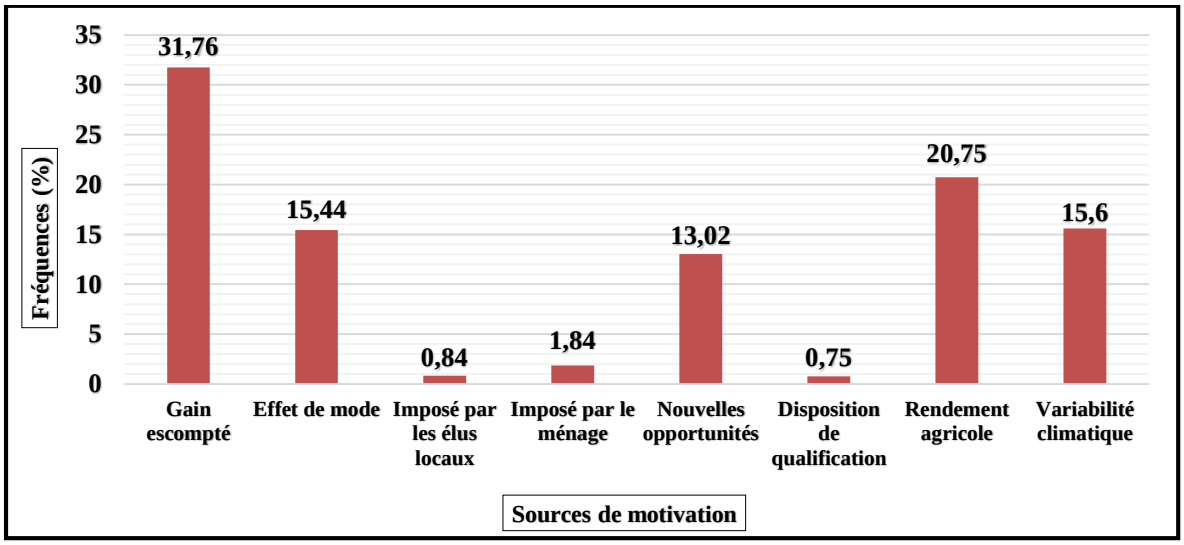
Les sources de motivations de la ruée des populations des zones rurales du Nord de la Côte d'Ivoire vers l'artisanat minier, sont diverses et très variées d'un individu à un autre. Pour plus de 31% des individus enquêtés, soit 250 sur 785, la motivation principale de l'intérêt porté aux activités extractives au détriment des travaux agricoles réside dans le gain escompté. Les résultats ont montré que pour 20,75%, soit 163 individus dans l'ensemble, la mobilité des paysans vers le secteur de l'orpaillage surtout est justifiée par la baisse chronique des rendements agricoles. Les propos recueillis auprès d'un ancien agriculteur reconverti en orpailleur « *il y a de nouvelles constructions, d'autres aussi arrivent à scolariser leurs enfants. Donc on ne se plaint pas, mais on trouve que c'est plus rentable que l'agriculture* », rendent compte de cet aspect lucratif que le secteur des mines artisanales semble diffuser. C'est en réalité, cet aspect de secteur à gain rapide qui influence la reconversion dynamique et continue des populations rurales du Nord de la Côte d'Ivoire à l'artisanat minier.

Pour 15,60% (123 sur 785 individus enquêtés), les incidences des variabilités climatiques ces dernières décennies sur les rendements agricoles dans les zones rurales du Nord du pays, motivent leur ruée vers le secteur des mines artisanales. Pour la moitié (50%) des acteurs, la rareté des pluies ces dernières décennies a impacté négativement les rendements agricoles dans les champs laissant donc la place au développement des activités minières artisanales sur les espaces agraires. Pour certains acteurs interrogés, « les pluies se font rare désormais et cela fait que nos champs ne produisent plus comme avant. Pour combler les déficits économiques on préfère faire l'orpaillage ». Ailleurs, la pratique de l'artisanat minier est justifiée en ces termes « ce que je gagne avec l'orpaillage par mois, mon champ de cacao ne me donne pas ça au bout d'un an d'activité. Pour cette raison j'ai donné tout mon champ pour qu'on fasse l'orpaillage ».

En dépit de ces facteurs susmentionnés, les populations paysannes du Nord viennent aussi à l'artisanat minier, par effet de mode. Ils sont plus de 15%, soit 122 artisans sur 785, qui abandonnent les activités champêtres pour le secteur minier, parce que tout le monde semble se tourner désormais vers cette manne économique dans leur localité. Pour plus de 13% ou 102 enquêtés sur 785, l'essor de l'artisanat minier avec l'orpaillage comme fleuron, se présente comme une nouvelle opportunité d'affaire, susceptible d'influencer positivement leurs conditions de vie. Aussi, la pratique de l'activité extractive artisanale est-il justifiée comme

imposé par le ménage ou par les élus locaux. Le graphique n°7 suivant, mentionne les sources de motivations de la ruée des populations vers le secteur minier artisanal.

Graphique n°7 : Les différentes sources de motivation de la ruée des populations vers l'artisanat minier (%)



Source: Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016

Aussi, les élus locaux jouent-ils un rôle important dans la propagation des sites d'exploitation minière artisanale car, ceux-ci disposent-ils de peu de moyens pour assainir le secteur. Ainsi, plus de la moitié (53,50%) des institutions et ONG interviewés, pensent que ces acteurs (élus locaux, autorités nationales…) ont une main mise sur certains sites d'exploitation minière artisanale sur l'ensemble du territoire nationale. Ce qui fragilise en retour, les politiques initiées par le gouvernement pour redynamiser le secteur de l'artisanat minier en général, et particulièrement, l'orpaillage. La disponibilité de la main d'œuvre jeune reste aussi perçue, comme un stimulant de la croissance de l'orpaillage dans les campagnes au Nord du pays ainsi que, sur l'ensemble du territoire national.

Les motifs liés à la ruée des populations vers le secteur des mines artisanales varient d'un auteur à un autre. Mais, plus particulièrement, les raisons demeurent dans leur ensemble, similaires. Pour GOH (2016) par exemple ; les autres causes du développement de l'exploitation clandestine de l'or en Côte d'Ivoire sont ; la mévente des produits agricoles traditionnels (cacao et café) et l'ignorance des impacts négatifs à court, moyen et long termes de l'activité sur le milieu biophysique et humain par la plupart des acteurs impliqués dans la filière. Dans cette même perspective, ALAN et HELBIG DE BALZAC (2017) et KONÉ (2017) soutiennent que,

l'essor actuel de l'artisanat minier en Côte d'Ivoire, est lié en partie, à la crise militaro-politique de 2002. Pour ces auteurs, la crise ivoirienne a favorisé efficacement l'exploitation minière artisanale illicite au profit des chefs de guerre installés dans ces zones minières du pays.

La crise militaro-politique de 2002 est donc, pour le Ministère de l'Industrie et des Mines (2015), la cause fondamentale de l'explosion de l'orpaillage en Côte d'Ivoire d'une part, et d'autre part, la raison justifiant la faiblesse de la délivrance des autorisations d'exploitation aux artisans mineurs et de la chute chronique de la production minière artisanale (passant de plus de 200 kilogrammes en 2010 à moins de six kilogrammes en 2013) sur l'ensemble du territoire national. En effet, cette baisse de la production minière artisanale, due en partie au trafic illicite de l'or vers le Mali et le Burkina-Faso (ALAN et HELBIG DE BALZAC, 2017), a fait perdre plus de 400 milliards de FCFA sur la période 2006-2016 aux caisses du gouvernement selon KONÉ (2017).

À Hiré, dans la région de Lôh-Djiboua, KOUADIO (2016), souligne que la ruée des populations vers l'orpaillage est justifiée par l'opportunité économique que présentent les mines et la morosité de leurs activités initiales. Pour KONÉ (2017), bien que l'attrait économique fût une grande source de motivation, notamment pour les jeunes qui s'y sont majoritairement investis dans l'orpaillage, c'est davantage les structures locales de pouvoirs coutumiers qui en ont garanti sa persistance et dont, la ruée massive des paysans surtout, dans le Nord du pays. Au Burkina-Faso, BOHBOT (2017) pense plutôt que, la pauvreté prononcée, la forte croissance démographique et l'absence totale de contrôle des autorités sont des motifs qui poussent la population à se lancer dans les activités minières artisanales.

L'inorganisation du secteur de l'orpaillage reste aussi une source de motivation de la ruée massive des populations vers l'activité. Cet aspect est mis en exergue au Cameroun, par les analyses de MOKAM et *al* (2016). Pour les auteurs, l'exploitation artisanale de l'or, du fait de son caractère clandestin et informel, n'intéresse pas le gouvernement. Par conséquent, ce facteur influence une forte mobilité des populations sur les sites. Comme au Cameroun, le peu d'intérêt que le gouvernement Malien accorde au développement de l'orpaillage est aussi associé à la ruée des populations vers le secteur. Cette thèse est soutenue par KEITA (2017). En outre, l'auteur pense que l'orpaillage, source principale de revenus pour de nombreux ruraux vivant dans une grande précarité économique, est une activité très encadrée par l'État malien.

Dans certaines régions, l'orpaillage est utilisé comme une activité en complémentarité à l'agriculture, soit temporairement, soit de façon indéterminée. Pour GRÄTZ (2004), l'activité est pratiquée en saison sèche avec l'arrêt des activités champêtres. Nos investigations ont cependant, montré que cette activité prend de plus en plus une place importante dans le système des ménages en zone rurale ivoirienne. Par conséquent, elle se pratique sur toutes les périodes de l'année contrairement, à la thèse soutenue par GRÄTZ (2004).

1.3.2-L'accès au foncier : Un déterminant de l'essor de l'artisanat minier au Nord

L'accès au foncier reste un élément important de l'essor actuel de l'artisanat minier dans les zones rurales du Nord de la Côte d'Ivoire. Cet accès est facilité par les arrangements entre artisans mineurs et propriétaires terrains. Cette situation d'arrangement est liée aux effets conjugués de l'essor de l'exploitation minière artisanale et surtout à la baisse des productions agricoles. Plusieurs modes d'accès à la terre (la location, le ticket, le métayage ou le partage au 1/3) sont en cours dans l'artisanat minier au Nord selon les exigences du propriétaire terrain ou de la plantation.

- La location

Une fois la présence de l'or prouvée sur un sol, l'artisan mineur qui a procédé au sondage du site entre en négociation avec le propriétaire du sol. La fixation du prix de la location du sol dépend de trois variables essentielles dont ; la teneur en or ; la présence de cultures et la capacité de négociation de chaque acteur en présence. Le prix de location de la terre pour une exploitation artisanale de l'or est parfois très attractif, il peut se payer en une seule fois ou en des mensualités ; ce qui encourage les propriétaires de terre à céder leur terre aux artisans mineurs.

- Le partage au tiers ou métayage

Le partage au tiers est une forme de contractualisation adopté dans l'économie villageoise de production agricole dans le Nord. Cette forme de contractualisation consiste dans le cadre de la production agricole à laisser l'entretien et la production d'une exploitation agricole à un cocontractant. Le tiers (1/3) de la production revient à l'exploitant et les deux-tiers (2/3) au propriétaire de l'exploitation. Selon KOUAMÉ (2007), cette forme de « mobilisation de la force de travail à un coût monétaire quasi nul ». Dans l'artisanat minier au

Nord, cette forme de contractualisation répond à une logique de partage des risques économiques.

En effet, l'artisanat minier est ponctué par une incertitude de la production. Face à cette incertitude certains artisans mineurs préfèrent ne pas investir d'avance de l'argent pour l'accès au site. Ils adoptent la stratégie du partage au tiers qui les met à l'abri de toute perte en investissement dans l'accès au foncier. À l'inverse du partage au tiers dans les productions agricoles, le propriétaire de terre perçoit 1/3 de la production de minerai et l'exploitant les 2/3.

Cette inversion du partage de la production dans le cadre de l'artisanat minier s'explique par l'inversion des rôles en termes d'investissement. Dans le secteur minier artisanal, le propriétaire de terre n'engage aucun frais de production. Sa participation reste sa terre qu'il met à disposition des artisans. Tous les frais de production sont à la charge de l'artisan mineur, contrairement à l'agriculture où le propriétaire de la plantation participe en plus de sa plantation qu'il engage dans le contrat, à l'achat de produits phytosanitaires.

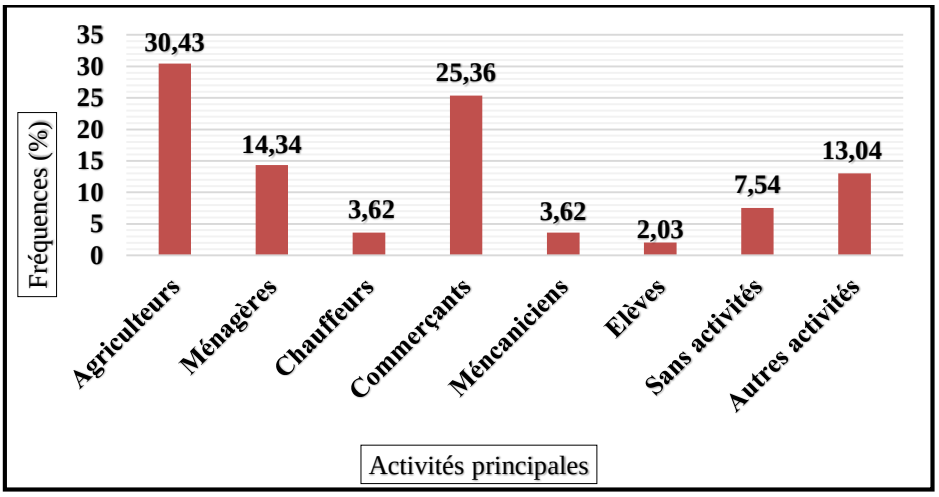
- Le ticket

Certains propriétaires de terres ou de plantations préfèrent faire payer aux exploitants les tickets journaliers ou hebdomadaires à un montant de 200 ou 500 FCFA par jour ou 1000 à 1 500 FCFA par semaine. Le ticket constitue le droit d'exploitation artisanale de l'or sur le site. Le propriétaire muni d'un carnet, fait le contrôle chaque jour pour traquer les non détenteurs de ticket et faire également les encaissements. D'autres exploitants par contre, avouent ne rien payer comme frais pour accéder à la terre. Cette catégorie concerne généralement les femmes. Sur les sites, les propriétaires s'intéressent plutôt aux chefs de groupes d'exploitants. Les modes d'accès aux sites ainsi énumérés, permettent à toutes les catégories d'artisans mineurs de pratiquer sans grandes contraintes leurs activités.

1.3.3-Les activités antérieurement exercées par les artisans mineurs

Avant leur ruée vers le secteur de l'artisanat minier, 50,09% de femmes, soit 183 sur 365 contre 49,91% d'hommes soit 210 sur 420 enquêtés, exerçaient une activité agricole. Dans ce milieu, on rencontre des paysans, des commerçants, des hommes de métiers, des élèves etc., (graphique n°8).

Graphique n°8: Principales activités exercées par les populations enquêtées avant leur ruée vers le secteur de l'artisanat minier



Source: Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016

Les résultats ont montré que les agriculteurs (paysans) et les commerçants sont plus touchés par la ruée vers les sites d'extraction minière artisanale. Ils sont 30,43% d'agriculteur (paysans), soit 239 mineurs sur 785, contre 25,36% ou 199 sur 785 de commerçants qui ont délaissé leur activité d'origine au compte du secteur des mines artisanales. Cette vague est suivie par les ménagères (14,34%), soit 113 artisans et les hommes occupant majoritairement, les petits métiers de subsistance (13,4%), soit 103 acteurs enquêtés. En dépit de ces catégories d'acteurs susmentionnés, la ruée vers le secteur minier artisanale dans le Nord, influence aussi près de 29 chauffeurs soit 3,62% des enquêtés, 16 élèves (2,03%) et 29 mécaniciens soit, 3,62% des acteurs enquêtés.

Les mines artisanales, introduites dans un contexte de crise, se veut désormais une place de choix dans le système agricole de plusieurs ménages en zones rurales ivoiriennes en influençant leur mobilité à l'échelle du pays. En outre, les résultats de KOUADIO (2016), dans son analyse portée sur « Exploitation minière, facteur de recompositions socio-économiques dans la sous-préfecture de Hiré (Côte d'Ivoire) » sont similaires à ceux relatifs à notre analyse. Les résultats de l'auteur montrent que la ruée vers l'orpaillage à Hiré, touche plus les commerçants (22,5%) et les paysans (20,7%). Ils sont suivis par les hommes de métiers (15,1%) et les élèves (10,9%). Cependant, il convient de noter que dans les zones d'extraction minière artisanale du Nord de la Côte d'Ivoire, la reconversion d'un membre de la famille ou du ménage aux activités minières artisanales, ne reste pas sans conséquences sur les autres membres. Dans

la majorité des cas, les premières personnes convertis dans l'artisanat minier arrivent à convaincre d'autres personnes de la famille ou amis à ruer aussi sur les sites d'extraction.

Conclusion

Le développement de l'artisanat minier dans le Nord du pays est de nos jours plus qu'un phénomène récent. Il constitue une source importante de revenus pour une bonne partie des populations en majorité rurales. En outre, la ruée vers le secteur est en partie, expliquée par la crise militaro-politique de 2002. Face aux effets conjugués de cette crise, dont le taux croissant de chômage chez les jeunes gens, l'artisanat minier sert de point de soudure à la situation de crise et aux conditions de vie difficiles auxquelles les populations font face dans les zones rurales du Nord de la Côte d'Ivoire. Pratiquée dans une illégalité totale, l'activité minière artisanale est à la fois, menée par les nationaux et les non nationaux. À l'image du secteur informel, l'artisanat minier reste dominer par un ensemble d'acteurs généralement, analphabètes. En outre, on retrouve ces populations dans plusieurs sous-secteurs de l'activité, tels que ; l'orpaillage, le concassage de graviers et l'exploitation artisanale du diamant.

Comme les hommes, les femmes s'intéressent aussi bien au développement du secteur en participant depuis les activités de creusage jusqu'au lavage du minerai. Cependant, le caractère physique qui caractérise le travail à la mine artisanale, impacte en majorité les revenus des acteurs. En réalité, la plupart des acteurs enquêtés ont un revenu inférieur au Salaire Minimum Agricole Garanti qui est de 36 000 FCFA. Le niveau faible de revenu des artisans dans le secteur, les contraint à vivre encore dans les conditions socialement critiques. Autrement dit, les revenus des artisans du secteur minier ne leur servent que de moyens de subsistance dans les ménages. L'essor du secteur minier artisanal est donc perçu par les populations en zones rurales au Nord de la Côte d'Ivoire, comme une source d'espoir pour un nouveau départ économique après la crise. Comment se présente l'organisation et le fonctionnement des unités d'exploitation minière artisanale en zones rurales au Nord de la Côte d'Ivoire ?

CHAPITRE 2 : ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DES UNITÉS D'EXPLOITATION MINIÈRE ARTISANALE EN ZONES RURALES AU NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE

L'artisanat minier a commencé avec des moyens de production très rudimentaires (KOUADIO, 2008). Aujourd'hui, l'activité semble complètement sortie de son contexte artisanal avec l'utilisation de moyens de production de plus en plus sophistiqués sur les sites d'exploitation. Les techniques utilisées de nos jours par certains artisans miniers sont dignes des unités industrielles. Les pioches, les piques, les seaux et autres outils rudimentaires ont fait place aux pelleteuses, aux grosses machines d'excavation, aux camions et autres équipements modernes et à l'utilisation de substances chimiques comme le cyanure ou le mercure (CORENS, 2013). L'essor de l'artisanat minier dans le Nord de la Côte d'Ivoire depuis une bonne décennie n'est pas mis en marge aux yeux des nouvelles techniques d'extraction.

2.1-ORGANISATION DES UNITÉS D'EXPLOITATION MINIÈRE ARTISANALE EN ZONES RURALES AU NORD

2.1.1-La propriété des sites d'exploitation minière artisanale

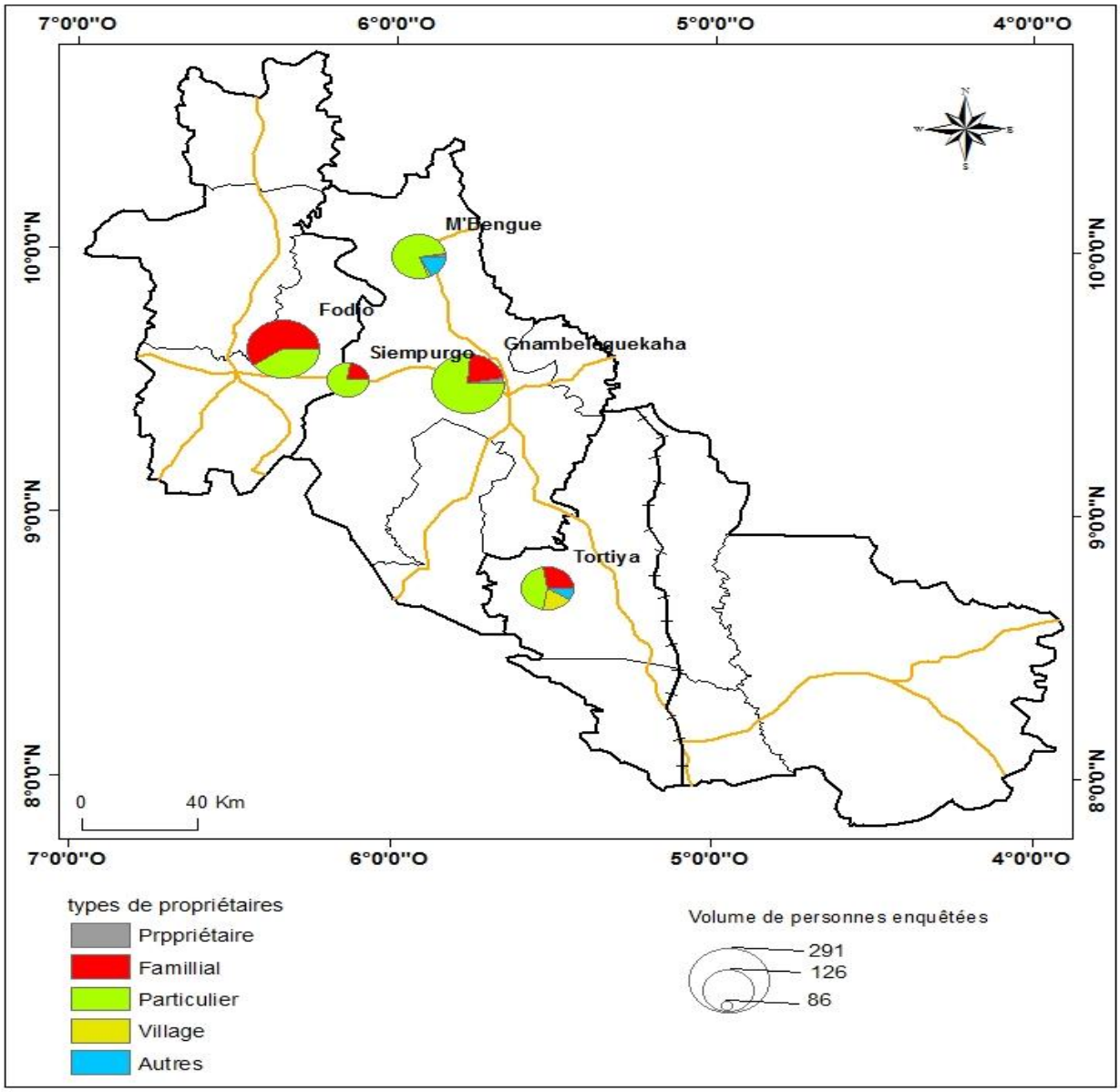
Dans les campagnes du Nord de la Côte d'Ivoire, les activités d'exploitation minière artisanale se font sur des sites appartenant à un ensemble d'acteurs. Ils sont soit la propriété de certains acteurs enquêtés, des particuliers, des familles ou du village. À Gnambéléguékaha, 4 personnes sur 291, soit 1,37% des individus enquêtés ont souligné qu'ils sont propriétaires de sites contre seulement 2 sur 172 individus ou 1,16% à M'Bengué. À Fodio, 101 individus sur 192, soit plus de la moitié (52,60%) des acteurs interviewés, travaillaient lors de nos passages de terrains, sur des sites appartenant à leurs familles. Ils sont 58 sur 291, soit contre 19,93% à Gnambéléguékaha et 18 sur 86 soit 20,93% à Tortiya. Contrairement à cette situation susmentionnée, il faut noter que la majorité (61,19%) des sites d'exploitation minière artisanale dans les campagnes du Nord est la propriété des particuliers (Burkinabé, Maliens, Nigériens, Ivoiriens, etc.), 29,52% appartiennent à certaines familles et seulement 3,57% sont la propriété

du village. Cette situation rend effectivement compte que le secteur des mines artisanales en Côte d'Ivoire est dominé par les populations étrangères.

En réalité, 135 individus sur 172, soit plus de 78% des acteurs enquêtés à M'Bengué travaillent sur les sites de particuliers contre 226 sur 291, soit 77,66% à Gnambéléguékaha. À Tortiya, Fodio et Siempurgo, ils sont respectivement 53,49% ou 46 sur 86 enquêtés ; 45,83%, soit 88 sur 192 et 79,55% ou 35 sur 44 des populations interrogées, qui n'ayant pas de sites à leur propre compte, travaillaient sur des périmètres appartenant à des particuliers. Dans ces conditions, ceux-ci (les acteurs mineurs), sont obligés de vendre la moitié voire la totalité de leurs exploitations à des acheteurs installés pour la plupart au compte du propriétaire du site. En outre, certains exploitants que nous avons rencontrés exercent sur les propriétés du village. Sur ces sites, la moitié des productions reviennent naturellement à la caisse du village. Ceci, en vue de soutenir le développement du village par les actions de construction d'infrastructures socio-collectives de bases (écoles, hôpitaux, adduction en eau potable, l'électrification, voies de communications etc.).

Ainsi, 18 individus sur 86 soit, 20,93% des exploitants à Tortiya, 101 sur 192 ou 52,60% à Fodio et 58 artisans sur 291 soit 19,93% à Gnambéléguékaha, travaillent sur les périmètres miniers appartenant au villageois. À M'Bengué, 31 personnes sur 172 soit 18,02% des acteurs mineurs enquêtés ont préféré faire taire le nom du propriétaire compte tenu que ces sites dans leur majorité, sont détenus clandestinement par ces acteurs. La carte n°7 montre la répartition des différents propriétaires de sites dans les localités enquêtées.

Carte n°7 : Répartition des différents responsables de sites artisanaux miniers dans les localités enquêtées



Source : BNETD/CCT, 2012, CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016 **Réalisation :** ALLOU TK. Juin 2019

2.1.2-Les différents modes d'accès aux sites d'exploitation minière artisanale

L'accès aux sites d'exploitation minière artisanale dans les zones rurales du Nord du pays se fait de plusieurs manières. Il est fait par achat, par location, par héritage, par autorisation, suivant le travail, etc. Ces modes d'accès aux sites miniers artisanaux ont été aussi utilisés par KOUADIO (2008 ; 2016), pour mettre en exergue les différentes mutations socio-économiques observées à l'échelle de la sous-préfecture de Hiré. Cependant, l'auteur a mis

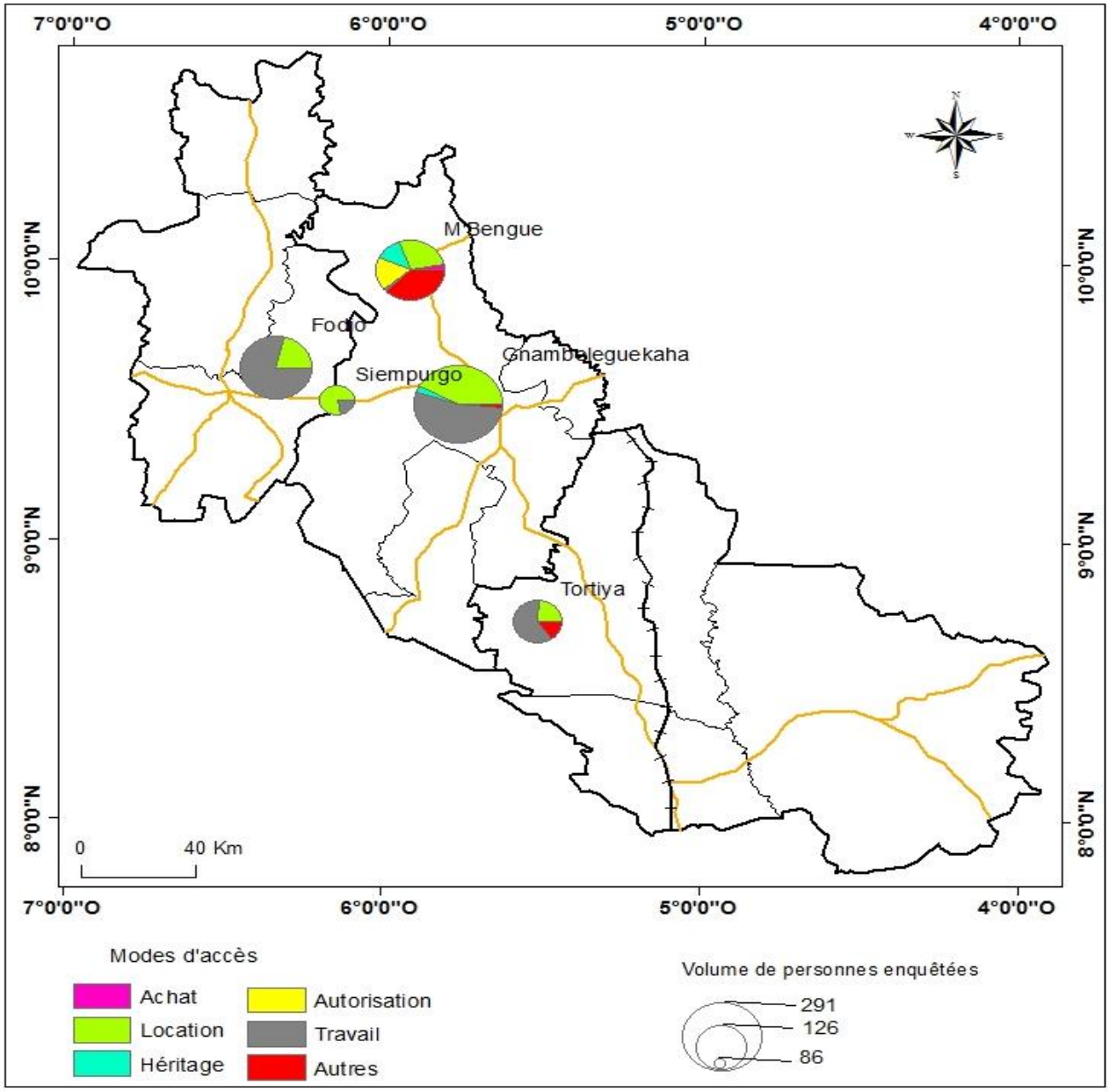
l'accent sur l'accès au foncier, qui reste pour lui, le fil conducteur des autres modes d'accès aux sites d'orpaillage dans la sous-préfecture de Hiré. Aussi, le partage au tiers ou métayage (le tiers de la production revient à « l'aboussantier » et les deux-tiers au propriétaire de l'exploitation) et le ticket (certains propriétaires de terre ou de plantation préfèrent faire payer aux orpailleurs les tickets journaliers ou hebdomadaires à un montant de 200 ou 500 FCFA par jour ou 1 000 à 1500 FCFA par semaine), demeurent-ils d'importants modes d'accès aux sites d'orpaillage la localité de Hiré.

Dans les zones rurales au Nord du pays, plus de la moitié (51,6%) des individus enquêtés, soit 405 individus sur 785, accèdent aux sites miniers artisanaux par le travail et 10,46% ou 82 sur 785, par autres moyens (lègue etc.). En moyenne 238 individus soit, 30,32% ont mentionné accéder aux sites par la location. Cette location varie entre 2500 et 50 000 FCFA par semaine selon la quantité de production du site. Autrement dit, 34 acteurs interrogés soit 4,26% des enquêtés, héritent des sites sur lesquels ils travaillent contre 20 ou 2,48% qui ont eu accès aux sites par décret et 7 soit 0,88%, par achat.

De manière spécifique, seulement 5 personnes sur 172 soit, 2,90% des exploitants mineurs enquêtés à M'Bengué et seulement 1 sur 192 acteurs, ou 0,52% à Fodio ont accédé aux sites par l'achat. Par location, plus de 79,55% de nos enquêtés à Siempurgo, soit 35 sur 44 artisans, contre 48,84% à M'Bengué (84 sur 172 individus), 27,91% à Tortiya (24 sur 86 enquêtés), 28,13% à Fodio (54 sur 192 enquêtés) et 45,70% à Gnambéléguékaha (133 sur 291 acteurs enquêtés) ont pu accéder à des sites. Pour 12,21% des acteurs enquêtés à M'Bengué, soit 21 sur 172 artisans mineurs enquêtés, 0,52% à Fodio, soit seulement 1 acteur sur 192 et 1,03% à Gnambéléguékaha, soit 3 enquêtés sur 291, ils ont hérité de l'espace où ils exercent. Se sont généralement, des terres arables dont ils ont hérité de leurs parents. Face à certaines contraintes naturelles (variabilités climatiques, baisse de la production…), ces personnes ont jugé utile de reconvertir ces espaces en sites d'exploitation minière artisanale pour faire face aux besoins économiques.

Si 7,55% des exploitants mineurs à M'Bengué, soit 13 acteurs sur 172 enquêtés contre seulement 1,04% à Fodio ou 2 artisans mineurs sur 192 enquêtés ont déclaré posséder des autorisations leurs permettant de travailler dans les mines artisanales, l'acharnement au travail reste aussi l'un des critères de sélection de certains artisans mineurs sur les sites. Par conséquent, 345 sur 785 des enquêtés soit, 43,95%, ont mentionné être sur le site, à cause de leur vivacité dans le travail (carte n°8).

Carte n°8 : Différents modes d'accès aux sites d'extraction minière artisanale dans les localités enquêtées



Source : BNETD/CCT, 2012, CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016 **Réalisation :** ALLOU TK. Juin 2019

À Gnambéléguékaha, par exemple, 150 acteurs sur 291, soit, 51,54% des enquêtés, contre 9 sur 44 à Siempurgo soit 20,45%, 133 artisans sur 192, soit 69,27% à Fodio, et 52 sur 86 enquêtés à Tortiya ou 60,47%, ont mentionné leur présence sur les sites par leur force à travailler avec acharnement dans l'extension spatiale des puits et galeries. Ailleurs, à M'Bengué, 48 acteurs sur 172, soit 27,90% contre 4 mineurs artisanaux sur 291 sinon, 1,37% à Gnambéléguékaha ont accédé aux sites d'exploitation minières par des voix diverses dont, le

lègue. Les lignes suivantes mettent en exergue, les processus d'extraction minière artisanale enregistrés dans l'orpaillage, dans les zones diamantifères ainsi que sur les sites de concassage de graviers dans les campagnes du Nord de la Côte d'Ivoire.

2.1.3-Typologie des outils utilisés dans l'artisanat minier en zones rurales au Nord

2.1.3.1-Les outils rudimentaires

L'artisanat minier ou l'exploitation minière artisanale, de par sa définition consiste à extraire et concentrer les substances minérales et à récupérer les produits marchands en utilisant des méthodes et procédés manuels et traditionnels (loi n°2014-138 du 24 Mars 2014 portant code minier ivoirien). Ces vieilles habitudes gouvernent encore le milieu de l'artisanat minier dans le Nord du pays. Les artisans miniers pour la plupart utilisent les outils archaïques tels que la machette, la daba, le marteau, la pioche, les seaux, les calebasses, les sacs, les cordes etc. pour procéder à l'exploitation des filons d'or et de diamant ou pour le concassage des pierres (planche photos n°1).

Planche photos n°1: Outils rudimentaires utilisés dans l'artisanat minier à Fodio



Source**:** ALLOU TK, 07/03/2017 (Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW)

Pour ces artisans enquêtés sur les sites d'exploitation, ces outils sont importants et jouent un rôle crucial dans les différentes tâches. Quant aux commerçants de ces articles de travail, ils sont souvent installés sur les sites d'extraction ou à proximité des lieux d'habitation des artisans mineurs. Ces commerçants sont souvent familiers aux artisans et partagent pour la

plupart, les espaces de vie avec les exploitants. Dans l'objectif de fréquenter un nombre important de sites miniers, certains commerçants sont très mobiles. Leurs mobilités sont parfois effectuées à l'aide des chauffeurs de mototaxis. Ils sont au même titre que les artisans, informés des sites en effervescence en vue de commercialiser leurs marchandises.

Les prix de vente des différents outils rudimentaires utilisés par les artisans dans l'artisanat minier au Nord varient considérablement sur les sites contrairement aux prix d'achat en ville. Pour la plupart des artisans interrogés sur la question, plusieurs avis ont été enregistrés. Mais, pour la majorité, les zones d'extraction minière ont une importante influence sur le coût de la vie dans ces zones. Ils déclarent « *quand on dit on exploite de l'or ou du diamant dans une localité, les gens pensent qu'il y a de l'argent et donc quand ils arrivent ils doublent le prix de leurs marchandises. Et comme le besoin se fait sentir, nous sommes obligés d'acheter à ce prix avec eux* ».

Les commerçants, en dépit de cet avis partagé, pensent aussi que, les artisans pour la majorité ne semblent pas discuter les propositions de prix des articles. Pour ces marchands, il faut donc profiter de cette occasion pour pourvoir supporter aussi le coût de transport de ces marchandises depuis la ville jusqu'aux sites d'extraction. Le tableau n°9 suivant donne les différents prix de vente des outils de travail dans le secteur minier artisanal. En effet, il convient de noter que ces prix ne sont pas exhaustifs car ils sont très évolutifs dans l'ensemble sur les sites. Ils conviennent plus particulièrement à ceux dont nous avons enregistré lors de nos enquêtes sur les sites artisanaux d'exploitation dans la période allant de Novembre 2016 à Mars 2017.

Tableau n°9 : Différents prix de vente des outils rudimentaires utilisés dans l'artisanat minier au Nord

Outils	Prix de vente de l'unité en FCFA
Machette	2500-4000
Daba	2500
Houe	7000
Pioche	4500
Pelle	5000
Marteau moyen (1 à 1,5 kg)	4500
Gros marteau (2 à 3 kg et plus)	7500
pique	6500
Cuvette	3500
Calebasse	3000
Seau	2500
Corde	1500 le mètre
Sac	700
Torche	2500
Bâche	1500 le mètre
Pointe	5000 le paquet
Mortiers	15000
Pilons	10000
Poulies	25000-35000
Kourou[7]	15000-20000

Source**:** Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW, Mars 2017

La liste des outils utilisés par les artisans du secteur minier artisanal n'est pas exhaustive. Chaque outil joue un rôle spécifique et très important dans le processus d'exploitation. Il nous revient à cet effet d'évaluer dans la suite de notre analyse l'utilité de ces différents outils sur les sites d'extraction minière artisanale dans le Nord du pays.

L'usage constant des outils rudimentaires sur les sites miniers artisanaux est d'une importance capitale dans le processus d'extraction minière pour les acteurs. De tous les acteurs interviewés, chaque outil joue plusieurs rôles dans l'exploitation minière artisanale. Cependant, tous les outils de travail n'interviennent souvent pas au même moment de la chaine de

[7] Kourou en Malinké ou la pirogue. La pirogue est un bois taillé sous forme de pirogue. Il y en a de deux formes, la plus courte (deux à trois mètres) et la plus longue environ 8m. La pirogue est constituée d'une passoire en aluminium dont le diamètre des trous avoisine 2 cm. Cette passoire permet de séparer les graviers du sable fin. L'intérieur de la pirogue est couvert d'un tapis à poils qui permet de retenir le sable fin et les particules d'or.

production. Certains, tels que ; la daba, la pioche, le seau, la corde sont constamment utilisés à tous les niveaux de l'activité. Alors que, d'autres outils, tels que ; la poulie ne sont utilisés que quand les puits de production atteignent une grande profondeur et dont la remontée du sable ou du minerai à la main pose devient pénible. Le tableau n°10 suivant présente les différentes fonctions des outils rudimentaires utilisés dans le secteur minier artisanal en zones rurales au Nord de la Côte d'Ivoire.

Tableau n°10 : Fonctions des outils rudimentaires utilisés dans l'artisanat minier au Nord de la Côte d'Ivoire

Outils utilisés	Fonctions des outils utilisés
Machette	Nettoyer le couvert végétal et couper les bois
Daba	Creuser la partie superficielle de la terre
Houe	Abattre les bois pour servir de parois dans les puits
Pioche	Creuser les puits en profondeur
Pelle	Rassembler le sable creusé pour le lavage à la batée
Marteau moyen	Concasser les pierres de gravier de taille moyenne
Gros marteau	Concasser les pierres de gravier de grande taille
Les piques	Creuser la terre dans le fond des puits
Cuvette	Sert à faire le lavage à la batée dans les bassins et transporter du sable
Calebasse	Lavage à la batée dans les bassins
Seau	Faire ressortir le sable ou les graviers du puits ou vider l'eau des puits
Corde	Sert à attacher le seau ou le sac pour la remontée du sable des puits
Sac	Transporter le sable, les graviers vers les zones de concassage ou de lavage
Torche	Sert à éclairer dans les puits
Bâche	Sert à couvrir les tentes ou baraques construites par les artisans
Pointe	Sert à clouer les bois utilisés pour construire les tentes ou abris des artisans
Mortiers/Pilons	Rendre les pierres en poudre
Poulies	Faire ressortir les graviers, le sable des puits profonds allant au-delà de 10m
Kourou	Lavage de la terre ou de la poudre de pierre pour récupérer le métal
Des billes de bois	Servent à soutenir les parois dans les puits pour éviter les éboulements

Source**:** Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW, Mars 2017

Ce tableau fait le résumé des outils utilisés de manière quotidienne dans l'exploitation minière artisanale dans le Nord. Comme susmentionné, la liste n'est pas exhaustive, car le secteur étant dominé par une grande mobilité des acteurs, ceux-ci font souvent des innovations face aux défis sur les sites. Par conséquent, certains outils nouveaux peuvent faire leur apparition dans le secteur au fil du temps. C'est le cas des outils modernes qui font désormais

leur apparition dans l'artisanat minier ivoirien avec l'arrivée des acteurs venus des pays voisins de la Côte d'Ivoire (Burkina-Faso, Mali, Guinée, Ghana…).

2.1.3.2-Les caractéristiques des outils modernes utilisés dans le secteur minier artisanal

En dépit, des outils manuels et archaïques employés dans l'artisanat minier au Nord de la Côte d'Ivoire, on constate au fur et à mesure que les migrations des ressortissants maliens, burkinabés et guinéens deviennent importantes, l'émergence de nouveaux précédés encore plus mécaniques dans le secteur. En effet, ces moyens mécanisés sont plus utilisés dans ces pays ou l'exploitation artisanale de l'or connait un véritable essor (KEITA, 2001). Désormais, les moyens de production motorisée voient le jour dans l'exploitation minière artisanale en Côte d'Ivoire et plus principalement dans le Nord du pays.

L'image que donnent les artisans mineurs au secteur n'est plus celle liée à l'exploitation minière artisanale mais plutôt un semblant d'industrialisation illicite du secteur de l'artisanat minier dans les zones rurales du Nord de la Côte d'Ivoire. On note à cet effet, l'usage permanent dans le secteur de matériels sophistiqués. Il s'agit en autres, de la moto pompe, des broyeuses, les têtes d'aspirateur (pompe électrique immergée), des rampes à lavage etc., (planche photos n°2) auxquels les artisans mineurs font recours pour accroitre leur production alors que le secteur demeure dans une illégalité grandissante.

Planche photos n°2 : Quelques outils modernes utilisés dans l'artisanat minier au Nord de la Côte d'Ivoire



Source : ALLOU TK. 08-10/03/2017 (Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW)

Ces outils motorisés sont importants dans l'exercice des tâches des artisans mineurs, car ils facilitent l'accomplissement de certaines activités sur les sites. Les outils modernes jouent spécifiquement différents rôles dans l'accomplissement des tâches des artisans sur les sites. Ces différentes tâches sont consignées dans le tableau n°11 suivant.

Tableau n°11 : Fonctions des outils motorisés utilisés dans l'artisanat minier au Nord de la Côte d'Ivoire

Outils	Fonctions
Moto pompe	Aspirer l'eau des puits
Broyeuse	Moudre les pierres
Rampe à lavage	Lavage et broyeuse des gravions
Tête d'aspirateur	Aspirer l'eau des puits
Moto tricycle	Transporter le sable/gravier vers les zones de concassage et de lave
Cyanure ou mercure	Traiter le minerai pour obtenir le produit fini

Source**:** Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW, 08-10/03/2017

Le tableau n°12 indique le rôle des moyens sophistiqués utilisés dans l'artisanat minier au Nord du pays. En outre, ces moyens mécanisés permettent aux artisans miniers d'accroître leur productivité en fournissant peut d'effort physique. Dans cette perspective, l'essor de ces outils motorisés dans l'artisanat minier est salutaire pour la majorité des acteurs et se veut comme une bonne innovation dans le secteur minier artisanal en Côte d'Ivoire. Par ailleurs, pour les compagnies minières industrielles, ces innovations dans l'artisanat minier plus précisément dans l'orpaillage sont à leur désavantage car la plupart des orpailleurs exercent illégalement sur leur permis d'exploitation. En outre, en utilisant les moyens techniques et sophistiqués, l'orpaillage leur dépossède énormément des ressources minières pour lesquelles elles investissent des centaines de milliard de FCFA. Par conséquent, l'usage de moyens sophistiqués dans l'artisanat minier, pose un véritable défi face au caractère illicite de l'activité déjà en vogue dans le pays.

Les prix de vente ou d'achat des outils motorisés dans l'artisanat varient d'un lieu de vente à un autre ou d'un pays d'importation à un autre. Selon les avis recueillis auprès des acteurs interrogés, plus la demande de ces outils est forte sur le marché, plus les prix grimpent. Pour ces acteurs, ces outils proviennent plus principalement des pays limitrophes de la Côte d'Ivoire tels que le Mali, la Guinée, le Burkina-Faso et le Ghana qui ont déjà une attache avec ces outils. Par conséquent, l'innovation des outils modernes constatée dans le secteur ces dernières décennies est en grande partie liée aux comportements de ces migrants sur les sites d'exploitation artisanale. Les prix des outils consignés dans le tableau n°12 suivant sont ceux que nous avons enregistrés lors de nos enquêtes.

Tableau n°12 : Prix de vente des outils motorisés utilisés dans l'artisanat minier au Nord

Outils	Prix (en millier de FCFA)
Moto pompe	200 000
Broyeuse	500 000
Rampe à lavage	650 000
Tête d'aspirateur	150 000
Moto tricycle	950 000
Cyanure ou mercure	1 200 000-1 500 000

Source**:** Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW, 10/03/2017

Le prix des outils connaît souvent des fluctuations vis-à-vis du comportement des acteurs du secteur minier artisanal. Par exemple, 37% des artisans mineurs disent qu'ils se procurent le cyanure de manière illicite au Ghana dans un « marché noir ». Pour ces acteurs, le prix du sac de cyanure sur ce marché varie entre 1 200 000 et 1 500 000 FCFA. Les analyses de KOUADIO (2008), se confirment aussi avec nos résultats. Malgré ce coût important, les acteurs interrogés sont obligés de l'acheter puisque le produit joue désormais un rôle important dans le processus de traitement du minerai sur les sites d'extraction artisanale.

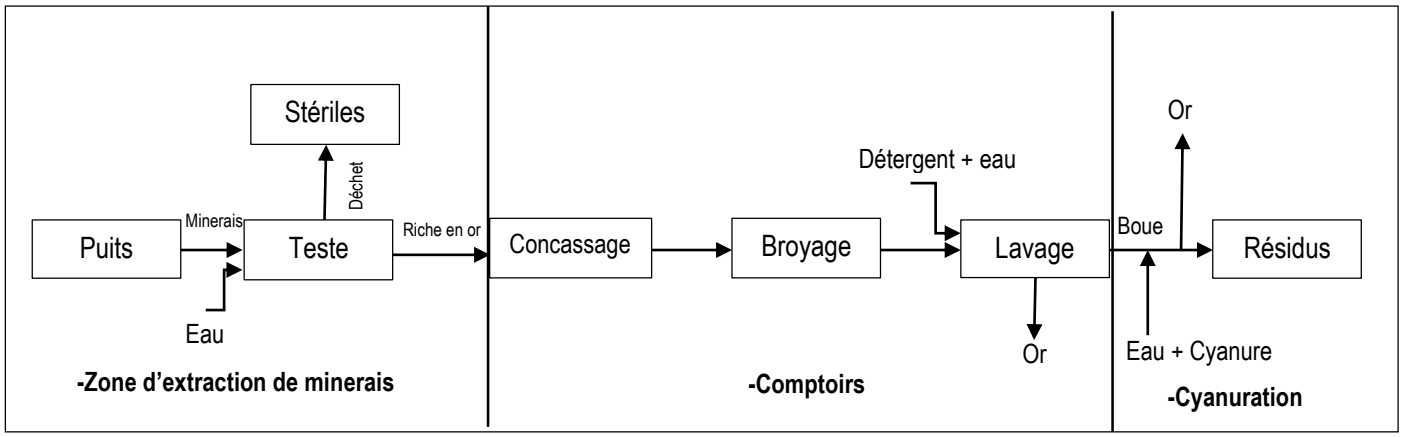
2.2-FONCTIONNEMENT DES UNITÉS D'EXPLOITATION MINIÈRE ARTISANALE EN ZONES RURALES AU NORD

Le processus de fonctionnement des unités minières artisanales dans les localités du Nord diffère souvent, d'un type de minerai à un autre. Cette section analyse les différentes méthodes utilisées dans l'artisanat minier (l'orpaillage, le concassage de gravier et l'extraction diamantifère).

2.2.1-Les processus d'extraction dans l'orpaillage

Il existe tout un processus lié à l'extraction dans l'orpaillage au Nord de la Côte d'Ivoire décrit par la figure n°2 suivante.

Figure n°2 : Schéma simplifié du processus de récupération du minerai dans l'orpaillage au Nord



Source**:** Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW, Avril 2017

Le schéma ci-dessus montre de façon simplifiée, l'ensemble des processus menés dans l'orpaillage en zones rurales au Nord de la Côte d'Ivoire. Il permet de retracer le circuit de traitement du minerai depuis les galeries jusqu'à sa commercialisation dans les comptoirs souvent installés sur les sites. En réalité, le processus de l'orpaillage en zones rurales au Nord du pays, se déroule principalement dans trois environments (zone d'extraction du minerai, zone des comptoirs et les sites de cyanuration ou d'amalgamation) renfermant les différentes étapes suivantes ; l'extraction du minerai des puits, le transport des sacs de minerai par les tricycles transporteurs, les postes de concassage du granite, les postes de broyage, les postes de lavage du minerai, poste d'amalgamation, de pesée et d'achat de l'or.

2.2.1.1-Procédé d'extraction du minerai dans les puits

Sur le site d'extraction se trouvent plusieurs puits ; les puits de formes circulaires ou rectangulaires (planche photos n°3) sont creusés à la main à l'aide d'outils rudimentaires comme les pioches, les pelles, marteaux, barre à mine, des échelles confectionnées à l'aide de branches d'arbres coupés sur place, des cuvettes, etc. Pour faire remonter les minéraux extraits,

les orpailleurs du site utilisent des cordes au bout desquelles sont attachés des seaux, ou des cuvettes. Lorsque ces ustensiles sont chargés, les membres de l'équipe restés en surface tirent sur la corde placée sur un système de poulie, déchargent les minéraux afin de procéder à leur conditionnement dans des sacs de 50 kilogrammes. Ces sacs ont une double fonction, ils servent à faciliter le transport vers le site de traitement, mais servent également d'unité de mesure. La construction du puits se fait en deux phases.

Planche photos n°3 : Différentes formes de puits sur les sites d'exploitation minière artisanale au Nord



Source : ALLOU TK. 10/03/2017 (Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW)

La première phase consiste à creuser un trou vertical dont la profondeur, variable, peut atteindre 20 à 40 mètres selon les terrains. La seconde phase va consister à creuser une galerie horizontale ou inclinée qui suit le filon estimé de l'or. Il est imposé à chaque propriétaire de respecter une distance minimale de 5 à 6 mètres entre deux puits verticaux, cela pour réduire les risques d'éboulement et également les litiges entres exploitants. Les parois internes des puits sont au fur et à mesure soutenues par des centaines de troncs d'arbres visant à servir de soutien pour éviter les éboulements et les glissements de terrain. Chaque puits peut appartenir à une ou plusieurs personnes associées (les propriétaires de trous).

Dans chaque trou travaillent sept à douze personnes (creuseurs) pour le compte du ou des propriétaires du puits. 50% des sacs de minerais remontés en surface reviennent aux creuseurs qui se les partagent tandis que les 50% restant reviennent au propriétaire du trou. Lorsque les orpailleurs, au cours du creusage, rencontrent des roches dures et infranchissables à la main, ils font intervenir un dynamiteur qui fait sauter la partie concernée à l'aide d'explosifs. Ce dynamiteur est payé en nature à l'acte, à raison d'un 1/2 sac de minerai par acte. La teneur du minerai en or est variable d'un terrain à l'autre; ce mode de rémunération fait que, les risques sont partagés entre les dynamiteurs et les autres acteurs. Les sacs de 50 kilogrammes de minerais, à l'état brut et grossier, sont acheminés par des tricycles vers les postes de concassage.

2.2.1.2-Les postes de concassage du gravier

L'opération de concassage est précédée par le transport des sacs de minerais par les tricycles transporteurs sur les sites de concassage. En outre, le transport des sacs de minerais coûte entre 500 et 1 000 FCFA par sac de 50 kilogrammes de minerais. Au niveau des postes de concassage se trouvent des agents concassant des blocs de minéraux en petits morceaux; ce travail se fait à la main à l'aide d'un marteau et d'un support métallique sur lequel on dépose le bloc de pierre à concasser. Le travail se fait en général en duo par des jeunes assis à même le sol (photo n°1). Après le concassage, les minéraux réduits en petits morceaux sont remis dans des sacs et acheminés vers les postes de broyage. Les concasseurs travaillent pour leur propre compte et sont rémunérés à raison de 1 500 à 2 500 FCFA pour chaque sac de 50 kilogrammes de minerais concassé. Après ce travail des concasseurs, les morceaux de gravier mis dans les sacs sont par la suite convoyés vers les postes de broyage ou sont installées les machines broyeuses qui à leur tour, rendent en poudre (photo n°2) les morceaux de pierres concassés.

L'opération de broyage consiste à réduire, à l'aide d'un moulin communément appelé broyeuse, les minéraux en poudre. Le broyage est assuré par des moulins qui récupèrent les minéraux concassés pour les broyer et les transformer en poudre. Ces moulins fonctionnent avec des moteurs diesel ou à essence. Le propriétaire du moulin travaille pour son propre compte; il est rémunéré à raison de 10 000 à 13 000 FCFA pour chaque sac de 50 kilogrammes broyé. Chaque moulin est généralement occupé par deux à trois personnes. L'un s'occupant de la manipulation tandis que le deuxième se charge de vider les minéraux dans le moulin et le

troisième s'occupe de la récupération de la poudre de roche qui sort du moulin. Cette poudre est remise dans des sacs qui seront acheminés vers les postes de lavage situés à quelques mètres.

Photo n°1 : Groupe de concasseurs à M'Bengué **Photo n°2 : Poudre de pierres broyées**





Source**:** Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016

2.2.1.3-Les postes de lavage du minerai

Le lavage peut se faire à l'aide de la batée ou des slices (planches à laver) (planche photos n°4). Le lavage à la batée est une méthode très ancienne utilisée aussi bien en Afrique qu'ailleurs en Amérique du Sud (CARMOUZE, 2007). Le lavage à la batée est en effet, une méthode qui consiste à séparer les graviers du sable fin par lavage à l'aide de jet d'eau afin de récupérer l'or contenu dans le sédiment de sol. En effet, le lavage, qu'il soit fait à la batée ou au slice, est réalisé par le propriétaire du minerai en personne, ou par une personne de confiance à qui il offre les résidus du lavage en guise de paiement. Ce dernier fera subir à ce résidu de minerai un second tour de lavage et d'amalgamation afin d'extraire le restant d'or qui a échappé à la première phase de filtrage. Une fois la poudre de roche lavée, elle est soumise à l'opération d'amalgamation qui est le dernier processus afin de récupérer le métal qui sera par la suite commercialisé sur place ou ailleurs. Ces résultats susmentionnés sont conforment à ceux de SANGARÉ (2016), réalisés en zones rurales au Burkina-Faso.

Planche photos n°4 : Différents types de lavage effectués dans l'orpaillage au Nord



Source : ALLOU TK. 09/03/2017 (Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW)

2.2.1.4-Poste d'amalgamation et de commercialisation de l'or

À la suite de cette opération, de lavage, la poudre recueillie dans une bassine est placée dans un mélange composé d'une petite quantité d'eau et du mercure dans le but de faciliter l'amalgamation de l'or. Ce mélange sera pané ensuite jusqu'à obtention d'une petite boule. La boule est posée dans un morceau de tissu et essorée jusqu'à évacuer l'eau et une partie du mercure avant d'être ensuite brûlée à l'aide d'un chalumeau à gaz butane pour faire évaporer le mercure restant; à la suite de cette opération, il ne restera plus que l'or qui sera ensuite soumis à la pesée et proposé à la vente.

Le slice est une rampe construite à l'aide d'une planche formant un « canal » incliné garni d'un morceau de moquette dans lequel on fait écouler le minerai broyé avec un courant d'eau. Cela permet de retenir l'or par la moquette tout en laissant évacuer le sable. Le mercure conditionné en boule pèse environ 16 grammes et coûte entre 2 000 et 5000 FCFA sur le site selon nos enquêtés. À l'image des procédés définis dans l'artisanat minier dans les zones rurales du Nord de la Côte d'Ivoire, ceux définis par SANGARÉ (2016), dans les cas au Burkina-Faso, permettent de montrer que les acteurs du secteur minier artisanal des deux pays utilisent des méthodes d'exploitation similaires.

Sur les sites, les résidus de lavage et d'amalgamation sont rejetés directement à même le sol ou dans des bassins improvisés. Ces bassins ne sont dotés d'aucune étanchéité, ce qui favorise l'infiltration dans le sol et les cours d'eau. Il faut noter que toutes ces opérations sont réalisées par des agents travaillant à mains nues sans aucune mesure de protection (gants, masques, casques, lunettes…) malgré le caractère nocif du mercure ainsi que les risques d'intoxication à court ou long terme. Comme indiqué dans les sections précédentes, selon les normes établies au niveau du site, les orpailleurs sont tenus de vendre une partie de leur production d'or au responsable du site, libre à eux de vendre ensuite le reste à d'autres acheteurs à l'extérieur du site. C'est la condition à respecter pour tout orpailleur qui demande à s'installer sur le site.

En outre, ne peuvent s'installer sur le site que des acheteurs exerçant pour le compte du responsable du site, cette règle est aussi valable pour les sites légaux. L'amalgamation est réalisée par la personne en charge de l'achat de l'or sur le site. Il appartient au propriétaire de fournir la dose de mercure nécessaire à l'amalgamation de son métal précieux. À la suite de cette opération, les deux parties s'entendent sur le prix d'achat (en général le prix du gramme d'or varie entre 18 000 et 22 000 FCFA sur les sites d'orpaillage) et effectuent la transaction vers le Mali ou le Burkina-Faso où sont installés les principaux commerçants de l'or ivoirien issu du secteur minier artisanal selon ALAN et HELBIG DE BALZAC (2017). En dehors des activités liées à l'orpaillage, les populations du Nord du pays font aussi l'exploitation artisanale du diamant.

2.2.2-Les procédés d'extraction diamantifère à Tortiya au Nord de la Côte d'Ivoire

À l'image de l'orpaillage, l'extraction diamantifère renferme aussi des procédés importants. Ces méthodes sont aussi bien utilisées par les hommes que par les femmes que l'on rencontre sur les sites. À Tortiya où nous avons rencontré la plupart des exploitants artisanaux du diamant, les méthodes utilisées se résument par une plongée dans le fleuve Bou suivit d'un lavage du sable extrait sous le fleuve pour récupérer en fin de processus, les pépites de diamant.

2.2.2.1-Le fleuve Bou : principal site d'exploitation artisanale du diamant à Tortiya

Le fleuve « Bou » (planche photos n°5) constitue l'une des principales zones d'extraction diamantifère à l'échelle de la localité de Tortiya lors de nos enquêtes de terrain. Situé du côté Ouest et à quelques pas de marche de Tortiya, le fleuve Bou est d'une importance capitale dans le fonctionnement socio-économique et culturel de la localité. Il joue un ensemble de rôle dans le quotidien des populations dans cette partie de la Côte d'Ivoire. Utilisé pour des activités maraichères, le fleuve permet autrement le développement de la pêche, le lavage du linge et bien d'autres choses.

Cependant, il convient de noter que, le Bou a servi à la compagnie SAREMCI[8] dans le traitement du minerai de diamant. Après le départ de la compagnie SAREMCI en 1975 suite à des problèmes structurels internes, le fleuve Bou demeure le site privilégié par un nombre croissant d'artisans miniers à Tortiya. En effet, les populations de Tortiya investies dans l'exploitation manuelle du diamant campent à longueur de journée dans le lit du fleuve pour extraire les filons du diamant. Par conséquent, il est une zone de forte attraction de la population à Tortiya en dépit de quelques sites satellites situés sur le sol aux alentours du fleuve.

Planche photos n°5 : Images du fleuve Bou face à l'exploitation minière artisanale du diamant à Tortiya

5a : Le fleuve Bou avant exploitation **5b : Le fleuve Bou en situation d'exploitation**



Source : ALLOU TK. 06/03/2017 (Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW)

[8]SAREMCI ancienne compagnie installée à Tortiya pour l'exploitation industrielle du diamant. Elle a cessé ces activités en 1975 avec l'envergure de multiples problèmes structurels.

Cette planche de photos présente l'image du fleuve Bou sous deux angles. La photo n°5a montre le fleuve dans un état encore plus naturel (pas encore subie les effets de l'exploitation diamantifère artisanale). Quant à la photo n°5b, elle présente le fleuve dans un état impacté par les activités de l'exploitation minière artisanale du diamant effectuées par les populations. En effet, les activités liées à l'extraction du diamant polluent le fleuve et le rend plus nocif pour les populations qui passent toute la journée fixées dedans à la recherche des pépites de diamant.

2.2.2.2-La méthode de plongée effectuée dans l'exploitation artisanale du diamant

Cette méthode consiste pour les exploitants d'utiliser la daba pour creuser la terre sous le fleuve et d'en retirer par la suite pour l'étaler hors de l'eau. Ce travail se fait souvent par groupe de deux ou trois personnes. Une ou deux personnes sont chargées de faire les plongées (planche photos n°6a) et la dernière se prête de réceptionner en un premier temps le sable extrait et en second point de le déplacer vers l'autre côté du fleuve. Une fois déplacé vers une source du fleuve, ces exploitant(e)s à l'aide de la méthode à la batée (planche photos n°6b) lavent le tas de sable pour séparer les pépites de diamant du sable.

Planche photos n°6 : Méthodes d'extraction effectuées par les femmes dans le fleuve Bou



Source : ALLOU TK. 06/03/2017 (Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW)

Après la récupération du filon de diamant, les artisans commercialisent soit directement sur le site où sont installés certains commerçants. Ceux-ci, les vendent au niveau des comptoirs de commerce installés à l'intérieur de la ville de Tortiya. Plus particulièrement, face au déficit lié au faible niveau de connaissance à la matière, les artisans ne récupèrent parfois que de minimes quantités de diamant dont la commercialisation (entre 1 000 et 3 000 FCFA), ne leur sert que de moyens de subsistance.

En outre, il faut noter que le gramme de minerai est vendu entre 18 000 et 20 000 FCFA sur les sites de commercialisation. Cependant, les méthodes utilisées pour exploiter le minerai (diamant) par les populations étant aléatoires, celles-ci quittent souvent bredouille les sites après toute une journée de travail. Cela est aussi expliqué par le faible niveau de formation qu'ils ont dans la filière (niveau important d'analphabétisme). Par ricochet, ces acteurs sont appelés à traiter une grande quantité de terre pour généralement tirer un profit faible. Dans la localité de Gnambéléguékaha (Korhogo), le concassage de pierres occupe une bonne partie de la population.

2.2.3-Les procédés du concassage de gravier à Gnambéléguékaha dans le Nord de la Côte d'Ivoire

Le concassage de gravier est devenu au même titre que l'orpaillage ou l'extraction du diamant, une des principales sources de revenus des populations de Gnambéléguékaha dans la localité de Korhogo. L'obtention du gravier de commercialisation à partir de la pierre, suit un processus. Il s'agit tout d'abord de la collecte des pierres, suivi de leur concassage et de la commercialisation.

2.2.3.1-La collecte des pierres pour le concassage

Elle représente la première étape de l'activité de concassage de gravier. Elle consiste pour le concasseur de rassembler les morceaux de pierre (planche photos n°7a) à l'endroit où il mène son activité. L'activité de collecte de pierres peut être faite de manière individuelle ou de manière collective. Plus généralement, le concassage de pierre est fait par un noyau de personnes composé des membres d'une même famille ou d'un même ménage. La collecte de

pierre se fait généralement, à l'aide des pots de 20 ou 25 litres fendus de façon verticale en deux morceaux. Ces pots jouent plusieurs fonctions sur les sites de concassage. Ils permettent dans un premier temps, aux artisans de rassembler les pierres de taille moyenne sur les sites de concassage.

Deuxièmement, ces pots servent de moyens de transport du gravier concassé et des chargements manuels des camions citernes sur les sites. En outre, les zones de concassage sont des lieux d'accès facile. Ceci en vue de faciliter l'évacuation rapide du gravier concassé et surtout sa commercialisation. Certains sites de concassage de pierres par contre, sont couverts en entier par des roches de dimension importante (planche photos n°7b). À ces endroits, on rencontre généralement les concasseurs installés sur les étendues de roches pour mener leur activité de concassage. En effet, à ces endroits l'activité de concassage est réduite de ces tâches car il n'existe pas d'activité liée à la collecte de pierres.

Planche photos n°7 : Procédé de concassage de pierres à Gnambéléguékaha



Source : Source : Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016

Après les activités liées à la collecte de pierres sur les sites de concassage, viennent celles liées au concassage proprement dite.

2.2.3.2-Le concassage de pierres proprement dite à Gnambéléguékaha

Cette activité est effectuée à deux niveaux. Premièrement, il revient aux massiers de casser la roche avec un marteau-masse (planche photos n°8a) pour la rendre en de blocs de pierres. Le marteau-masse utilisé varie entre trois et cinq kilogrammes. À ce niveau, la plupart de l'activité est réservée aux hommes car elle exige assez de force physique. Pour les femmes travaillant sans le concours de leur conjoint, elles sollicitent des mains d'œuvres masculines qu'elles se chargent de payer soit à la fin de la journée de travail ou après la commercialisation de leur production.

Dans tous les cas, ces femmes étant confrontées à ce défi, trouvent toujours des moyens pour convaincre ces jeunes gens qui leurs prêtent main forte dans l'exercice de leurs tâches quotidiennes. Quant aux femmes associées à leur conjoint et donc l'activité de concassage représente le principal revenu du ménage, les hommes font cette première phase du concassage. Le deuxième niveau de concassage (planche photos n°8b), est moins physique que la première. Elle est plus exécutée par les femmes et consiste à concasser les morceaux de pierre premièrement cassés, en blocs pour les rendre plus fins en vue de les commercialiser.

Planche photos n°8 : Différents niveaux de concassage de pierres à Gnambéléguékaha



Source : Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016

Les concasseuses utilisent des marteaux de tailles moyennant entre 0,5 et un kilogramme. Elles sont assises pour la plupart autours des tas de pierres, frappent le marteau sur ces pierres. Une fois cassées, ces pierres de tailles réduites, sont mises de côté et l'exercice continue jusqu'à espérer remplir un camion-citerne. Pour faire un chargement d'un camion-citerne, la majorité (69%) de ces femmes interrogées, passent entre quatre et six mois au moins. En d'autres termes, vivre décemment d'une activité telle que le concassage de pierre nécessite assez de défi à relever. L'activité dans toute sa chaine de production, reste difficile à exercer mais, aussi dangereuse vue que les artisans concasseurs travaillent tous sans moyens de protection adéquats. Ils sont donc confrontés quotidiennement aux cas de blessure et de grave accident. Aussi, le système de production manuel, donne-t-il une autre apparence du circuit de commercialisation du gravier produit par les concasseurs.

2.2.3.3-Système de commercialisation du gravier concassé manuellement

Il existe un système qui anime la chaine de commercialisation du gravier issu du concassage manuelle à Gnambéléguékaha. Plus particulièrement, les acheteurs de graviers sont de deux grands ensembles. Il s'agit des acheteurs détaillants et des grossisses tous ruant sur les sites de concassage. Pour les acheteurs détaillants, ils viennent avec des brouettes pour soit acheter un ou deux chargement de brouettes pour des travaux de réparation au sein des domiciles. La brouette de gravier coute entre 2 000 et 2 500 FCFA sur les sites.

Quant aux grossisses à bord des camions citernes, ils viennent sur les sites de concassage pour se ravitailler. Pour ces acteurs, le gravier concassé manuellement est à moindre coût que celui de la compagnie industrielle installée à quelque trois kilomètres des sites artisanaux. En outre, les acheteurs grossisses arrivent à discuter du prix de vente proposé par les artisans concasseurs contrairement à l'opposé où les prix sont fixés d'office. Le prix de vente d'un chargement de camion-citerne de six roues varie entre 60 000 et 120 000 FCFA sur les sites artisanaux de concassage. Cette variabilité est en grande partie liée aux différentes qualités de gravier proposées par les concasseurs. Une fois le marché accordé entre acheteurs et concasseurs, les femmes s'organisent pour charger le camion quand, l'acheteur ne dispose pas de main d'œuvre opérationnelle. Dans le cas contraire, l'acheteur loue des jeunes gens pour accomplir cette tâche.

Le revenu par tête du chargement d'un camion-citerne de six ou dix roues, varie entre 2 500 et 3 000 FCFA. Au moins, entre cinq et six personnes passent en moyenne une et trois heures pour effectuer ce travail. Le chargement se fait manuellement soit avec des pelles quand c'est les hommes qui exercent la tâche, soit avec les seaux ou morceaux de pot de 25 litres coupés, quand il s'agit des groupes de femmes (photo n°3). Cette manière de procéder permet aux jeunes filles de se faire un peu plus d'argent en dehors de leur stock de graviers concassés. Il convient de noter que, la commercialisation du gravier est aussi un défi pour les concasseurs. Car pour ces acteurs enquêtés, il peut arriver des périodes où les acheteurs ne viennent pas sur les sites pour les acheter. À ces moments, ils leurs devient souvent difficile de réunir les deux bouts pour subvenir aux besoins du ménage. Autrement, le gravier concassé à la main joue un rôle important dans le développement socio-économique de la localité de Gnambéléguékaha et aussi de la ville de Korhogo car, il sert à la construction et la réhabilitation des infrastructures (routières, scolaires, sanitaires etc.) socio-collectives de base.

Photo n°3 : Chargement manuel d'un camion du gravier par les femmes à Gnambéléguékaha



Source : ALLOU TK, 04/12/2016 (Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW)

L'autre défi que présente le concassage de gravier réside dans son système de chargement des camions bernes. Le chargement manuel qui est très lent consomme en d'autres termes le temps des acheteurs. Cela explique en contrepartie, la préférence des sites industriels de production de gravier par certains acheteurs.

En somme, le secteur minier artisanal évolue dans un contexte totalement évasif avec des moyens plus moins archaïques en dépit de quelques méthodes modernes employées par les acteurs sur certains sites. De l'orpaillage, au concassage de pierres en passant par l'exploitation artisanale du diamant plusieurs méthodes dont la bâté, la collecte de pierres restent largement observées dans le processus d'exploitation minière chez les populations du Nord du pays. Cependant, leur ruée vers le secteur des mines artisanales ces dernières décennies, reste motivée par les gains escomptés dans le secteur, les variabilités climatiques observées sur l'ensemble du territoire national, le taux de pauvreté des populations accentué en zones rurales et les différents corolaires de la crise militaro-politique de 2002 à 2011.

Conclusion partielle

L'artisanat minier dans les zones rurales du Nord de la Côte d'Ivoire est pratiqué en prédominance avec des outils rudimentaires. Cependant, avec la ruée importante de personnes venues des pays limitrophes de la Côte d'Ivoire, le secteur connait désormais des innovations avec l'introduction des outils modernes. Malgré ces innovations, il faut dire que les méthodes et processus de traitement du minerai demeurent dans leur ensemble, dans un état traditionnel gouverné par le recours à la main d'œuvre physique. Malgré, cette prédominance de pratiques manuelles et physiques que renferment le secteur, les populations font désormais de cette activité, une principale source de leurs revenus.

La ruée actuelle des populations en zones rurales du Nord du pays vers le secteur, est motivée majoritairement par le gain escompté. Plus particulièrement, cette mévente vers le secteur des mines artisanales, touche plus les paysans agriculteurs et les commerçants. Aussi, faut-il noter que, la mobilité d'un membre du ménage vers l'artisanat minier, influence en partie, les autres membres de noyau familial à ruer vers les mines à leur tour. Comme la plupart des acteurs interrogés, le secteur de l'artisanat minier se présente comme une seconde source de croissance socio-économique locale après l'agriculture. Dans ce milieu, les femmes constituent une des classes les plus vulnérables.

DEUXIÈME PARTIE :

LES FEMMES DANS LE SECTEUR MINIER ARTISANAL EN ZONES RURALES AU NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE

INTRODUCTION

L'artisanat minier joue un rôle important dans l'économie informelle en Afrique (KOUADIO, 2016). Pratiqué dans plus de 25 pays sur le continent, le secteur offre plus de 2,5 millions d'emplois directs et fait vivre plus de 20 millions de personnes (Communities and Small-Scale Mining, 2004). Pour les NATIONS UNIES (2009), le secteur minier artisanal offre de meilleures possibilités pour la création d'emplois par rapport aux grandes entreprises minières. Il se présente ainsi comme un véritable moyen de lutte contre la pauvreté en Afrique. L'évolution du prix du métal jaune demeure un espoir crucial pour l'ensemble des pays africains afin de booster leur croissance économique par le secteur extractif. Selon les analyses de BOHBOT (2017), en janvier 2000, le métal jaune se négociait aux alentours de 10 000 dollars le kilogramme soit 300 dollars l'once environ. En juillet 2011, le kilogramme atteignait près de 60 000 dollars. Aujourd'hui, si les cours sont retombés (40 000 dollars pour un kilogramme d'or), ils restent suffisamment élevés pour maintenir une exploitation soutenue de l'or avec des résultats probants puisque l'or figure désormais, parmi les premiers produits d'exportation de la Côte d'Ivoire (BCEAO, 2012) et que le pays envisage axer sa seconde stratégie de développement économique sur le secteur.

Malgré l'essor des activités relatives au secteur minier artisanal de nos jour sur l'ensemble du territoire national ivoirien, l'Institut Nationale de la Statistique (INS, 2014), soutient toujours que l'économie ivoirienne est essentiellement basée sur l'agriculture. Pour la même source, cette dernière occupe 65,8% de la population active et 67% de la main d'œuvre féminine y travaille notamment dans l'agriculture de subsistance. En outre, 60 à 80% de la production alimentaire selon l'INS (2014), est assurée par des femmes ivoiriennes. Cependant, suite à la crise militaro-politique 2002, le secteur minier artisanal est devenu l'un des maillons essentiels de l'employabilité de la population ivoirienne en majorité rurale (Ministère de l'Industrie et des Mines, 2015). La ruée vers le secteur touche aussi bien les hommes que les femmes. En réalité, toutes les femmes travaillent et produisent (AFD, 2014). Cependant, elles sont largement privées du salaire, du statut social et de l'avenir qui devraient aller de pair avec leur contribution à l'activité économique.

Dans les zones rurales du Nord du pays, les femmes constituent une main d'œuvre importante sur les sites d'exploitation minière artisanale. Elles sont pour la plupart du temps, affectées à des activités de transport du sable ou du gravier, de tamiserie, de broyage, de triage, de lavage, de pilage et même de creusage dans les mines. Bien que la participation diffère selon

les activités, celles-ci travaillent souvent en coopérative. Pourtant, les femmes peinent à faire entendre leurs voix, souffrent pour obtenir un droit quelconque et restent toujours victimes des malversations, bas salaires, abus sexuels, physiques et psychologiques. En d'autres termes, le cercle féminin constitue l'une des classes sociales les plus vulnérables en termes de revenus dans le secteur minier artisanal ivoirien, malgré les multiples tâches qu'elle effectue sur les sites. Dès lors, leur autonomisation économique dans le secteur de l'artisanat minier, pose un véritable défi aux décideurs ivoiriens.

CHAPITRE 3 : RÔLE ET MOYENS DE SUBSISTANCE DES FEMMES DANS LE SECTEUR MINIER ARTISANAL AU NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE

L'Exploitation Minière Artisanale, malgré son faible niveau de technologie est devenue une économie informelle et un marché du travail important sur le continent africain et dans le monde (KOUADIO, 2016). Il joue désormais, un rôle important dans le système agraire de plusieurs ménages en zones rurales (SANGARÉ, 2016). Pour GUEYE (2011), ce secteur d'activité emploie directement 13 à 30 millions de personnes et 80 à 170 millions en dépendent. À l'échelle mondiale, les femmes participent de manière importante à l'essor du secteur minier. En outre, l'essor de l'exploitation minière artisanale suscite plusieurs problématiques, dont la question du genre.

L'insertion socio-économique des femmes au secteur minier artisanal pose de nos jours, un réel défi au gouvernement des pays en développement en général, et particulièrement celui de la Côte d'Ivoire. Face à la problématique liée à la recherche d'un emploi décent, les femmes se tournent vers l'exploitation minière artisanale en zones rurales au Nord du pays. L'effet de la crise militaro-politique, a bien attendu engendrer de fortes disparités entre hommes et femmes en termes d'occupation, dans le secteur minier artisanal.

3.1-RÔLES DES FEMMES SUR LES SITES MINIERS ARTISANAUX AU NORD

Les femmes demeurent une main d'œuvre importante dans le secteur minier artisanal en milieu rural au Nord du pays. En réalité, elles jouent un rôle aussi dynamique dans le secteur, même si pour la plupart, les analyses (BUSS et *al*, 2017), ont montré qu'elles exercent sur les sites, les activités similaires à celles effectuées dans le ménage (triage, lavage, pilage etc.). En effet, les raisons de la ruée vers le secteur minier artisanal diffèrent d'une femme à une autre. Cette section aborde deux points essentiels dont ; (1)-les principales activités exercées par les femmes sur les sites miniers artisanaux et en (2)-les raisons qui poussent ces femmes à recourir au secteur des mines artisanales dans les zones rurales du Nord du pays.

3.1.1-Les principales activités exercées par les femmes dans les mines artisanales au Nord

Les réponses à la question de l'enquête concernant les types de travail montrent clairement une division genrée du travail un partage de charge entre hommes et femmes dans le secteur minier artisanal. Pour la plupart (90%), les femmes qui ont accès aux zones d'exploitation minière artisanale, sont concentrées dans les emplois les moins rémunérés. Cette division genrée du travail est le fruit de plusieurs facteurs. Un constat qui revient souvent dans différentes études et qui est confirmé par celle-ci, c'est que les femmes sont exclues des activités d'extraction des minerais (creusage, travail dans les galeries). Cependant, si le travail dans les mines artisanales est clairement divisé selon le genre, il convient de signaler qu'aucun des types de travail n'est occupé exclusivement par un seul genre (hommes ou femmes). Cette absence d'exclusivité indique que, malgré les commentaires sur les types de travail qui devraient correspondre à l'un ou l'autre genre, il y a des moments et des lieux où ces règles sociales ne sont pas respectées en raison des circonstances ou parce que des femmes décident de les remettre en question.

En réalité, la majeure partie du travail se fait en équipes constituées soit d'hommes seulement ou d'hommes et de femmes. En outre, différentes personnes accomplissent différentes tâches à toutes les étapes de la production. La division du travail entre femmes et hommes est très marquée dans les équipes, certaines tâches étant essentiellement réservées aux hommes seulement, tels que le creusage dans les puits, le dynamitage. Les femmes s'adonnent principalement au tamisage, lavage, concassage, mais si elles travaillent en groupe avec des hommes, elles peuvent s'acquitter d'autres tâches (creusage, transport des résidus de minerai des puits jusqu'à la station de lavage/concassage/tamisage ou de traitement, l'amalgamation, etc.).

3.1.1.1-Le tirage de corde effectué par les femmes sur les sites

Naturellement, le tirage de corde pour faire remonter le sable du puits s'apparente pour les acteurs du secteur, en terme d'énergie physique déboursée, à l'activité de creusage, à la seule différence, que le creuseur est à l'intérieur du puits et le tireur, lui se trouve à la surface du puits. Partant de ce constat, ils (les acteurs mineurs) trouvent cette tâche un peu plus physique pour les femmes. Pourtant, sur certains sites que nous avons visités dans la localité de Siempurgo, il n'est pas rare de voir les femmes occupées à cette tâche. Cependant, leur nombre

reste moins important (7,2%) à cause de la pénibilité qui caractérise le travail. En réalité, le tirage dans les mines artisanales reste pour certaines femmes enquêtées, le même mouvement qu'elles effectuent à la maison (dans le ménage), quand il s'agit de puiser de l'eau au marigot (source d'approvisionnement en eau potable des ménages enquêtés).

Cette idée reste disputer par la plupart (72%) des femmes, car les galeries sur les sites sont très profondes pouvant faire plus de 60 mètres de profondeur. Pour ces femmes cette tâche fait courir assez de risques. Face à ce défi, elles préfèrent ne pas s'essayer au tirage de cordes sur les sites. Cependant, en vue de défier la suprématie des hommes sur les sites, de braves femmes se livrent aux tirages de cordes pour faire remonter le sable des puits (photo n°4). En général, nos investigations ont montré qu'à plus de 75%, ces femmes travaillent avec leur conjoint ou un membre de leur famille qui généralement, reste dans le puits pour creuser le sable.

Photo n°4 : Des femmes tirant sur des cordes pour remonter le sable dans l'orpaillage à Siempurgo



Source : Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016

Selon la répartition des revenus par rapport aux différentes tâches exercées, les femmes qui sont dans le tirage de cordes gagent en moyenne entre 75 000 et 90 000 FCFA par mois. Cette somme est relative en ce sens que le partage des revenus est souvent effectué en fonction de la production. Plus la production est bonne, plus ces femmes ont un revenu important. Cependant, pour ces femmes, le tirage de cordes demeure très épuisant et a souvent des incidences sur leur état de santé. Alors qu'elles dépendent entièrement de leurs revenus,

certaines femmes ont souligné que parfois les revenus escomptés dans le travail, n'arrivent pas à couvrir les frais de maladie. De ce fait, certaines femmes de préférence, exercent le triage des pierres à concasser, le concassage ou le lavage à la bâté qu'elles supposent moins dangereux.

3.1.1.2-Le triage, le concassage et le lavage du minerai exercés par les femmes

Le triage, le concassage et surtout le lavage (photo n°5) du minerai restent les activités qui attirent le plus de femmes sur les sites miniers artisanaux dans les campagnes du Nord du pays. En outre, ces tâches ne demeurent pas les seuls apanages des femmes, car certains hommes pratiquent ces activités sur les sites au même titre que les femmes. Cependant, le recours des femmes à ces activités comme susmentionné, est justifié par le fait que ces tâches soient similaires à celles quotidiennement exercées par celle-ci dans le ménage. Par conséquent, ces femmes pensent que cela révèle d'une continuité de leurs habituelles activités comme nous l'indiquait une femme à Fodio lors d'un entretien collectif « *on a l'habitude de laver nos assiettes ou le linge à la maison, de puiser de l'eau, de trier le riz ou de le vanner. Ce sont ces mêmes actions que nous venons reproduire sur les sites. Et donc on a un avant-goût avant de venir dans le milieu même si à priori, ces activités diffèrent selon le contexte et l'environnement de travail* ».

Photo n°5 : Une femme faisant le lavage à la bâté dans l'orpaillage à M'Bengué



Source**:** Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016

En réalité, beaucoup de femmes interviewées pensent qu'elles ont une part importante à jouer sur les sites puisqu'à l'origine, ce sont-elles qui effectuent ces tâches dans le ménage. Et donc si ces tâches font encore surface dans le secteur, les hommes en auront besoin d'elles pour les effectuer. Cette idéologie développée par les femmes n'est pas partagée par certains hommes. Pour ces derniers, l'environnement des mines artisanales est largement différent du ménage « *la mine est le domaine propre des hommes et non des femmes. Normalement, les femmes ne devaient pas y être, c'est à cause de la pauvreté qu'on permet qu'elles viennent aussi se débrouiller auprès de nous ici* », nous relatait de passage un artisan mineur à Siempurgo. Et pourtant, les femmes constituent un maillon important de la chaine de production dans les mines artisanales (BUSS et *al*, 2017).

Cette thèse est justifiée par les propos de cette femme mécontente de la conception que faite les hommes au sujet de la présence des femmes dans les mines (elles sont impures pour la mine), « *sans nous les femmes, les hommes ne pourront pas tout faire dans le secteur, il y a des tâches que nous maitrisons mieux que les hommes* ». À l'image de tout ce que peuvent penser les hommes, les femmes ont pu trouver des moyens et stratégies pour se rendre utiles dans un environnement aussi masculin que représente le secteur des mines artisanales dans les zones rurales du Nord du pays. L'amalgamation est aussi faite par les femmes sur les sites miniers dans les campagnes du Nord de la Côte d'Ivoire.

3.1.1.3-Amalgamation faite manuellement par les femmes

Malgré son caractère nocif et dangereux (sans mesure de protection), l'amalgamation (opération qui consiste à extraire l'or en solubilisant par du mercure) est aussi faite par une poignée de femmes de façon manuelle sur les sites. En réalité, il faut noter que l'usage de produits chimiques dans l'artisanat minier est défendu par la loi n°2014-138 du 24/03/2014 portant code minier tout en définissant l'artisanat minier comme une activité strictement informelle de récupération des ressources minières sans recours aux produits chimiques.

Cependant, fort est de constater que les produits chimiques gangrènent le secteur des industries minières artisanales en Côte d'Ivoire. Ces produits achetés de façon parallèle dans les marchés noirs sur le continent (KOUADIO, 2008 ; 2016), jouent un rôle important dans la récupération de l'or ou du diamant artisanal. Si ces produits transitent et sillonnent les zones minières artisanales sur l'ensemble du territoire national, ALAN et HELBIG DE

BALZAC (2017), pensent plutôt que les frontières poreuses du pays justifieraient cette fuite de produits chimiques. Les analyses de KOUADIO (2008) confirment cette hypothèse en ce sens qu'il souligne que les acteurs du secteur dans la localité de Hiré achètent le mercure sur un marché noir au Ghana pour traiter le minerai dans cette partie du pays.

Le processus d'amalgamation dans le secteur consiste donc à faire le mélange du minerai avec le cyanure ajouté à une petite quantité d'eau dans une bassine afin de dissocier le minerai (or, diamant) du reste des composantes (sable, l'eau, mercure ou cyanure) pour avoir en fin de processus, le produit fini (l'or, le diamant etc.). En outre, cette activité nécessite assez de précautions compte tenu que le contact avec les produits chimiques (cyanure, mercure etc.) peut impacter négativement l'état de santé des acteurs affectés à cette tâche. Les artisans mineurs qui font l'amalgamation sont exposés à des risques sanitaires, car ceux-ci n'utilisent pas de moyens de protection (gants, lunettes, casques etc.) avant de mener l'activité.

Les femmes qui sont affectées à cette tâche (photo n°6), courent aussi les mêmes risques de contaminations et de dégradation de leur état de santé que les hommes, car celles-ci ne disposent d'aucune mesure de protection avant l'amalgamation. Ces risques concourus par la majorité des acteurs du secteur sont justifiés par le taux important d'analphabètes (ne sait ni lire ni écrire) dans le milieu, au manque chronique de formation des acteurs aux activités de l'extraction minière artisanale. Le caractère évasif de l'activité et la faiblesse des politiques visant sa redynamisation, justifient à maints endroits, ces désastres socio-sanitaires et environnementaux résultant des actions des artisans mineurs.

Photo n°6 : Une femme faisant l'amalgamation manuelle à Fodio



Source : Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016

En plus des activités effectuées directement par les femmes dans le secteur des mines artisanales du Nord, il faut noter que celles-ci mènent d'autres activités indirectement liées au secteur des mines mais en partie, dépendant des revenus issus du travail à la mine.

3.1.1.4-Les autres activités développées par les femmes sur les sites miniers artisanaux

Les femmes développent plusieurs autres activités secondaires directement ou indirectement liées à l'extraction minière artisanale. Parmi celles-ci, le commerce et l'agriculture restent les plus importants. Ces activités sont respectivement menées par 204 femmes sur 365 pour le commerce, soit 56% d'entre elles, et 121 femmes sur 365, soit, 33,33% pour l'agriculture. L'essor de ces activités secondaires tire sa source des revenus de l'activité minière artisanale. Les femmes utilisent donc, ces revenus pour diversifier leur champ d'activité et multiplier leur fortune. Certaines jeunes filles rencontrées dans ces zones, font de la prostitution quand elles ne pas travaillent pas directement dans les mines, qu'elles qualifient souvent d'impropre. Mais, l'argent issu de ces lieux impropres, est largement convoité par ces jeunes filles qui quittent souvent leurs parents, leur ménage, leur famille, leur région pour se retrouver dans les camps d'orpailleurs.

Dans ces milieux, la prostitution connait un essor spectaculaire car pour certaines filles interrogées, les artisans mineurs ou orpailleurs payent « cache » et ne disputent pas les tarifs qui leurs sont proposés. En outre, les rapports sexuels avec ces filles (prostituées) varient de 5 000 à 25 000 FCFA et peuvent parfois atteindre 50 000 à 100 000 FCFA. Ces résultats confirment ceux de GOH (2016). Pour l'auteur, dans le Yaouré (Bouaflé), le payement par des orpailleurs, de sommes d'argent oscillant entre 50 000 et 100 000 FCFA constitue certainement la raison qui pousse les jeunes filles à se livrer à la prostitution. Une des raisons mentionnées par l'auteur et qui reste l'un des moteurs de l'essor de la prostitution sur les sites d'orpaillage, est le manque d'emplois décents que font face la plupart des filles.

Les raisons liées à cette variabilité des prix des rapports sexuels sont multiples. Mais, deux ont retenu notre attention. Il s'agit de l'état (en menstrues ou pas) de la fille ciblée. Pour les artisans mineurs qui ont accepté de nous livrer le secret, « *coucher avec une fille qui est en période de menstrues, donne assez de chances pour avoir une bonne productivité en minerai puisque le sang est favorable au secteur extractif minier*». Par conséquent, ces rapports sexuels sont coûteux et peuvent atteindre facilement 50 000 FCFA. Quant aux rapports sexuels

ordinaires avec les filles qui ne sont pas en périodes menstruelles, ils sont évalués parfois entre 5 000 et 25 000 CFA.

Le sexe représente donc un grand marché d'affaire dans les zones rurales du Nord où le secteur de l'artisanat minier est en plein essor. Cette activité, est rejetée par certaines femmes qui encouragent plutôt les jeunes filles à s'investir dans d'autres secteurs d'activité tels que le commerce, etc. Dans cette perspective, une des responsables d'association des femmes dans le village de Fodio lance un appel à ces filles en vue de les rejoindre pour militer ensemble dans une activité qui n'est forcément pas minière, mais qui peut leur permettre de construire leur stabilité socio-économique autour du secteur. En réalité, la présence des femmes autour des mines artisanales dans les campagnes du Nord du pays est motivée par plusieurs raisons.

3.1.2-Les raisons de la ruée des femmes vers le secteur minier artisanal au Nord

Les analyses de BUSS et *al* (2017), montrent que sur le continent Africain, les femmes ont généralement les mêmes raisons (dépression sociale, pauvreté, instabilité socio-politiques) qui les poussent vers le secteur des mines artisanales. Cette hypothèse est similaire aux caractéristiques des sources de motivation de la ruée des femmes sur les sites miniers artisanaux dans les campagnes du Nord du pays. Les contraintes socio-familiales et les autres raisons (effets de mode, l'influence de l'activité sur les conditions de vie de certaines l'ayant pratiqué etc.), seront analysées dans les lignes suivantes.

3.1.2.1-Contraintes socio-familiales

Même si le gain rapide diffusé par le secteur des mines artisanales influence les premiers pas des acteurs vers le secteur, d'autres raisons justifient la ruée des femmes dans ce milieu tant masculin. En général, dans les régions où l'industrie extractive connait un essor remarquable, les femmes sont beaucoup plus livrées à elles-mêmes en matière de moyens de subsistance du fait qu'elles soient impliquées directement ou indirectement à l'activité d'extraction. Elles ont dans la plupart des ménages la responsabilité de prendre en charge les besoins alimentaires de la famille. Ce facteur les contraint à mener maintes activités en créant des champs pour s'approvisionner en légumes ou à défaut, elles devraient en acheter. Or, il

existe des périodes dans les régions du Nord, où l'absence de pluie ne permet pas de fournir des légumes pour la cuisine. Les femmes se voient obligées de faire d'autres activités comme l'extraction minière artisanale.

Nos recherches ont révélé que l'activité est beaucoup plus contraignante dans les sociétés fortement musulmanes où la polygamie impose la plus grande charge de l'enfant à sa mère. Dans les zones visitées, les communautés restent très rattachées aux principes religieux (musulmans) et traditionnels. Ces normes sociales ont longtemps interféré dans les perceptions et la participation de la femme au diverses activités extractives et surtout son rôle dans la prise en charge des enfants. Les femmes, en dehors de l'agriculture vivrière, sont beaucoup investies dans le milieu de l'orpaillage. Ce qui leur permet de subvenir aux besoins des enfants et de la famille. À ce facteur, il convient d'ajouter le veuvage. En effet, les veuves sont beaucoup livrées à elles-mêmes. L'héritage foncier n'est généralement pas à la portée des femmes en dehors de certaines exceptions. En effet, les femmes en grande partie sont dépossédées des terres une fois le mari décédé. Face aux difficultés financières auxquelles elles sont confrontées, ces femmes font recours à l'activité minière artisanale pour subvenir aux quotidiens besoins de leur ménage.

Les entretiens avec certaines femmes ont montré qu'elles ont commencé à travailler dans les mines artisanales parce que leur père ou leur mari avait arrêté de leur prendre en charge. Parmi ces femmes, d'autres ont mentionné qu'elles ruent sur les sites pour une raison beaucoup plus alimentaire confirmée par ces propos recueillis *« Je vais chercher le prix de condiments à la mine pour faire à manger à ma famille »*. Cela rejoint une conclusion retrouvée dans différentes études, selon laquelle les faibles coûts initiaux de l'exploitation minière artisanale et la possibilité de gagner un peu d'argent rapidement en fait une option courante, si ce n'est la seule option, pour les ménages ruraux appauvris sur tout le continent (BUSS et *al*, 2017). Pour BANCHIRIGAH et HILSON (2010), plusieurs africaines et africains se tournent vers le secteur minier artisanal par nécessité. Quelques-unes des femmes interrogées ont signalé qu'elles avaient d'abord été obligées de travailler à la mine en raison de la pauvreté, causée par le fait que leur mari épousait d'autres femmes et leur donnait par la suite, moins de ressources et d'attention.

Cette thèse a aussi fait l'objet d'analyse par BUSS et *al* (2017), dans les mines d'étain en Ouganda où les femmes enquêtées affirmaient l'idée de recourir au secteur, suite aux comportements intentionnés de leurs conjoints. Plusieurs femmes tirent des bénéfices économiques du travail dans le secteur minier artisanal. Elles peuvent être forcées à y travailler

à cause de la pauvreté ou parce que les autres moyens de subsistance, comme l'agriculture, n'apportent aucun revenu. Elles n'aiment peut-être pas nécessairement le travail, mais elles en tirent des bénéfices économiques. Bien que l'exploitation minière artisanale ne soit souvent pas considérée comme un moyen de subsistance rural légitime par plusieurs décisionnaires ou organisations de développement international travaillant en Afrique (BANCHIRIGAH et HILSON, 2010), particulièrement pour les femmes, notre recherche montre que c'est une activité de subsistance très importante pour les femmes. Cependant, en dehors des contraintes socio-familiales, obligeant en partie les femmes à se ruer vers les sites d'extraction minière artisanale, d'autres raisons ont été aussi évoquées par celles-ci.

3.1.2.2-Autres raisons liées à la ruée des femmes vers le secteur minier artisanal

La participation des femmes au développement du secteur extractif semble être motivée par l'effet de groupe, l'impact de l'activité sur certaines l'ayant déjà pratiquée et les contraintes climatiques paralysant les rendements agricoles dans certaines localités visitées. En outre, certaines femmes s'impliquent dans l'activité extractive par ce que les autres femmes se sont intéressées à l'activité. Par effet de mode, elles vont donc s'essayer aussi dans l'activité. Dans toutes les régions qui ont fait l'objet de cette étude, il a été constaté que de nombreuses femmes travaillant dans le domaine de l'or, du diamant ou le concassage de pierre ont commencé pour la première fois à cause d'une proche préalablement investie dans le secteur. Ainsi, la découverte d'une nouvelle activité provoque la curiosité et capte l'attractivité des femmes vivant dans le même environnent.

L'une des raisons principales qui a poussé de nombreuses femmes à s'impliquer dans l'activité extractive minière est son impact économique sur les conditions de vie de certaines femmes l'ayant déjà pratiqué. Le secteur extractif est porteur pour certaines femmes. Dans certaines localités de la Bagoué par exemple, des femmes ont pu s'acheter du matériel moderne pour les cultures maraichères grâce à l'activité extractive. Ailleurs, à Gnambéléguékaha par exemple, d'autres femmes ont réussi à se faire des logements à cause des revenus du secteur extractif. Dans la localité de M'Bengué, elles arrivent à honorer leur engagement pour les tontines et les activités communes. Dans l'ensemble des localités visitées, les femmes arrivent à faire face aux défis financiers du ménage que les hommes. Il ressort donc que le secteur extractif contribue fortement à un positionnement de la femme dans la structure

sociale à l'échelle des régions du Nord de la Côte d'Ivoire. Mais, plus le secteur sera organisé, plus il impactera les conditions de vie économique des femmes en Côte d'Ivoire de façon générale.

Les femmes généralement connues pour leur détermination dans la valorisation du secteur agricole, se tournent vers le secteur extractif dans certaines régions du pays de nos jours à cause des contraintes climatiques. En outre, le recours à l'activité extractive s'avère donc nécessaire pour certains ménages. Face à cette réalité, les femmes sont obligées de pratiquer l'orpaillage pour nourrir leurs enfants et leur famille. Ainsi, au sein d'un ménage, les membres peuvent disposer individuellement de leur mine. Or, dans l'économie agricole traditionnelle, l'essentiel des terres à vocation agricole tout comme les autres facteurs de production demeuraient la propriété du chef de ménage.

Cette situation renforçait le pouvoir de ce dernier sur le reste du ménage. Le développement de l'orpaillage permet désormais aux membres du ménage de disposer de revenus individuels en exploitant une mine artisanale, avec une indépendance vis-à-vis du chef de ménage et sans la nécessaire collaboration des autres membres du ménage. Dans cette dynamique, il faut noter que les femmes enquêtées développent un ensemble de moyens de subsistance. Ceci, en vue de se maintenir dans le secteur, vu que le secteur reste l'une des sources principales de l'employabilité de la population locale et surtout de la jeunesse, lors de nos passages d'enquête de terrain.

3.2-LES MOYENS DE SUBSISTANCE DÉVELOPPÉS PAR LES FEMMES DANS LE SECTEUR MINIER ARTISANAL AU NORD

Le travail dans les mines demeure un défi pour l'ensemble des femmes enquêtées dans le secteur. Malgré la taille importante de ces difficultés, celles-ci trouvent des stratégies pour maintenir leur survie et même parfois, leur autonomisation socio-économique dans le secteur. Ces stratégies sont développées autour de plusieurs points dont certains ont retenu notre attention. Il s'agit en autres, de l'utilité de leurs revenus économique dans leur stabilité sociale, de la diversification des sources de revenus faite par les femmes du secteur à partir de leurs revenus, de l'influence socio-économique de la double charge de travail des femmes et des stratégies développées par ces femmes pour surmonter les obstacles sexospécifiques en ouvrant de nouvelles voies à leurs consœurs dans le secteur.

3.2.1-L'utilité des revenus des femmes dans le secteur minier artisanal

Les données de recherche qualitatives fournissent de nombreux exemples de l'utilisation que les femmes font des revenus qu'elles tirent de leur travail dans l'exploitation minière artisanale. Par exemple, à la mine d'étain de la Région Occidentale de l'Ouganda, la plupart des femmes ont affirmé que les revenus qu'elles tirent de la mine servent à payer la nourriture, les soins de santé d'urgence et les frais scolaires. Un nombre plus restreint de femmes ont déclaré qu'elles utilisaient l'argent pour acheter des animaux domestiques et une femme a signalé avoir acheté une parcelle de terre pour la cultiver. Certains des hommes et la plupart des femmes interrogés estimaient que le travail des femmes dans les zones minières était économiquement avantageux pour leur ménage et pouvait permettre de réduire la pression que subit leur mari pour ce qui est de couvrir les dépenses du ménage.

Comme l'a expliqué l'un des hommes, « *si une femme apporte une contribution à la famille, elle peut même acheter des choses comme des casseroles et des assiettes et cela réduit la charge de l'homme* ». Plusieurs femmes ont dit que le revenu modeste qu'elles tirent de ce « petit travail » les rassure, car il sert à les aider à nourrir leur famille, à scolariser leurs enfants. Le revenu tiré de l'exploitation minière artisanale peut donc permettre de rehausser le statut social des femmes. En outre, malgré les préjugés qu'elles doivent affronter, certaines femmes ont constaté que le revenu tiré de l'exploitation minière a eu un effet, considérable sur leur statut social, autant dans leur famille que dans la collectivité.

On compte parmi elles des femmes travaillant dans une mine d'or à Fodio (région de la Bagoué): celles-ci étaient fiers de leur travail et avaient l'impression d'avoir atteint un statut important dans leur environnement. Des femmes mariées travaillant dans une autre mine dans cette même localité ont signalé que leur mari devait maintenant les consulter avant de prendre une décision, tandis que les femmes célibataires ont pu, grâce à leur revenu, faire oublier les perceptions selon lesquelles elles menaient une vie « immorale » ou qu'elles étaient des « prostituées ».

3.2.2-Diversification des sources de revenus des femmes à partir des activités minières artisanales

Dans les endroits visités, les femmes gagnent globalement moins que les hommes (En effet, le salaire mensuel moyen des hommes est estimé à 231 702 FCFA contre 48 293 FCFA chez les femmes. Suivant les analyses du CIRES, 2016), on note un écart de plus de 79% entre les revenus des hommes et ceux des femmes (soit 183 409 FCFA que les hommes ont de plus que les femmes dans ce secteur d'activité). Cependant, certaines femmes ont accumulé suffisamment de capital pour diversifier leurs sources de revenus. L'activité minière artisanale a donc alimenté leurs stratégies d'accumulation. Ainsi, d'autres femmes ont témoigné que les revenus issus de leurs activités leurs ont permis d'exercer le commerce sur les sites ou ailleurs, dans le pays. Quant à certaines parmi ces femmes, elles ont utilisé le revenu tiré de l'exploitation minière pour démarrer d'autres entreprises dans la communauté ou, pour certaines, ailleurs, ou pour investir dans l'achat de maisons, de terres ou d'animaux (vaches, chèvres, etc.). D'autres par contre, utilisent ces fonds réunis pour acheter des terres et démarrer un commerce de vente d'alcool ou de la nourriture dans la zone minière.

La plupart des femmes accumulent à partir d'une seule activité pour ensuite « se lancer » dans un domaine potentiellement plus lucratif (agriculture, commerce etc.). Une femme a dit qu'elle avait commencé comme tamiseuse, puis avait utilisé l'argent pour acheter du sable, commençant d'abord avec une seule bassine et, après quelque temps d'accumulation, elle était en mesure d'acheter du sable au sac. Elle a aussi utilisé les profits de cette activité économique pour acheter quelques puits où elle engage des personnes. L'implication des femmes dans le secteur minier artisanal à favoriser l'émergence d'associations (association de jeunes, association des femmes, association de tontine, association d'amis etc.).

En réalité, ces associations parfois mixtes sont nées à plus de 80% de l'esprit associatif des femmes dans ces milieux. Ces associations ont permis à certaines femmes de pouvoir réaliser dans certains domaines (commerce, propriétaires de sites) en vue d'afficher leur autonomisation socio-économique. Ailleurs, certaines femmes ont mentionné que la force de ces associations est liée au fait qu'elles leurs permettent à des occasions (mariages, anniversaires, décès, baptêmes, naissance d'enfant, fêtes etc.) de se retrouver pour échanger sur leurs conditions de vie d'une part, et autrement, de se soutenir mutuellement. Ainsi donc, le niveau de confiance fait à ces associations influence en partie le degré de participation de chaque acteur aux actions collectives.

En général, 35,64% des enquêtés, soit 280 sur 785, participent à un degré très élevé aux actions collectives dans les zones minières rurales au Nord du pays pour 37,77% (295 sur 785) à un degré élevé. Pour 10,82%, soit 85 acteurs sur 785, ils participent moyennement aux actions sociales car pour eux, ces regroupements associatifs concourent toujours au bien-être d'une minorité de personnes dans le groupe. Cette idée semble influencer la faible adhésion (4,26%) de personnes enquêtées à ces associations contre 11,53% qui restent différents à l'essor de ces associations dans ces localités minières.

De façon spécifique, les degrés de participation aux différentes actions collectives diffèrent d'une localité à une autre. Cependant, les tensions de cohabitation entre les différents peuples dans ces localités semblent impacter ces rapports. Le tableau n°13 suivant montre le niveau de participation des populations enquêtées aux actions socio-collectives selon les localités d'analyse.

Tableau n°13 : Degré de participation des populations enquêtées aux actions collectives selon les localités visitées

	Degré de participation aux actions collectives (%)					
Localités	**Très élevé**	**Élevé**	**Moyen**	**Faible**	**Pas concerné**	**Ensemble**
M'Bengué	75	50	22	11	14	172
	43,75%	**29,46%**	**12,50%**	**6,25%**	**8,04%**	**100%**
Tortiya	43	6	25	6	6	86
	50%	**7,14%**	**28,58%**	**7,14%**	**7,14%**	**100%**
Fodio	50	43	21	18	60	192
	26,11%	**22,29%**	**10,83%**	**9,55%**	**31,21%**	**100%**
Siempurgo	4	36	4	-	-	44
	7,14%	**78,58%**	**7,14%**	**-**	**-**	**100%**
Gnambéléguékaha	110	142	24	10	5	291
	37,94%	**48,62%**	**8,30%**	**3,44%**	**1,58%**	**100%**

Source**:** Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016

À M'Bengué par exemple, 75 personnes soit, plus de 43,75% des populations adhèrent aux groupements associatifs à un degré très élevé et 29,46% à un degré élevé contre seulement 8,04% soit, 14 artisans, qui ne se reconnaissent pas affilier à une association. À Tortiya, la moitié (50%), soit 43 personnes sur 86 des enquêtés, participent à un degré très élevé à la réalisation des actions sociales alors que 28,58%, soit 25 sur 86 enquêtés, participent moyennement à ces activités. À Fodio, le constat diffère un peu plus des cas susmentionnés. Dans cette localité, 60 individus sur 192, soit 32,21% des enquêtées, n'appartiennent pas à une

association. Pour ces acteurs, le secteur est très évasif et est régi par un déplacement constant des artisans mineurs d'un site à un autre du jour au lendemain. De ce fait, ils pensent que se sont en général, des associations éphémères.

La plupart de ces personnes qui soutiennent ces idéologies sont des étrangers qui ont déposé leur valise dans ces localités à cause de l'essor de l'artisanat minier. Ils sont donc de passage. Malgré ces idéologies développées par certains artisans, on a respectivement 26,12% ou 50 acteurs et 22,29%, soit 43 sur 192 enquêtés, qui participent aux actions sociales à un degré très élevé ou élevé. Il existe une forte solidarité qui se développe entre les acteurs dans le concassage de pierres à Gnambéléguékaha avec plus de 86,60% des enquêtés, soit 252 sur 291 acteurs qui manifestent une très grande adhésion à ces associations.

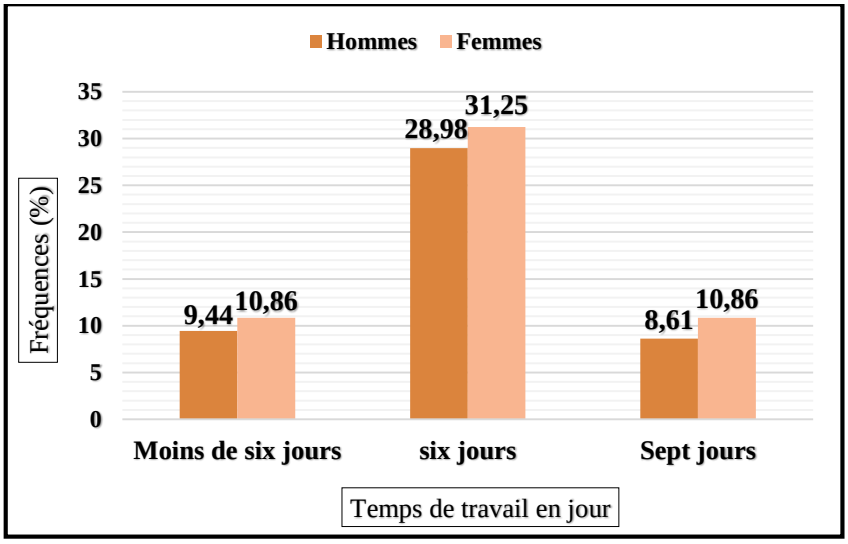
On note aussi que dans certaines localités, des contraintes sociales et familiales (le conjoint ou la conjointe) limitent la libre participation des acteurs aux actions sociales. À M'Bengué, 47,32% des personnes enquêtées a une contrainte familiale, liée à la non adhésion du conjoint (e) à prendre part aux actions collectives du village. À Fodio, cette idée est soulignée par 17,83% de nos acteurs contre 42,86% à Siempurgo et plus de 45,85% à Gnambéléguékaha. Cela dit, les populations vivant en unions libres ou célibataires, les veuves/veufs et divorcées ont un taux d'adhésion aux actions collectives plus important dans ces localités que les personnes vivant en couple.

3.2.3-L'influence de la double charge de travail des femmes sur leur participation à l'exploitation minière artisanale

Les possibilités qui s'offrent à elles sur le plan de l'emploi dépendent en grande partie de leur situation familiale et des pressions qu'exerce la collectivité quant aux « obligations » des femmes (BUSS et *al*, 2017). Pour les mêmes auteurs, les obligations familiales constituent un facteur important dans l'établissement des heures de travail. Ils soulignent cependant que, les tâches ménagères font partie des motifs pour lesquels les femmes consacrent moins d'heures à l'exploitation minière que les hommes. Cette condition se répercute sur leur revenu et sur leur aptitude à créer des réseaux et à établir des liens pour leur subsistance.

Les résultats montrent par contre que, la double charge de travail (ménage et mine) des femmes, fait que celles-ci consacrent plus de temps de travail (en jours) sur les sites miniers artisanaux que les hommes (graphique n°9). Ceci, dans l'intention de rattraper les écarts salariaux creusés par les hommes dans le secteur.

Graphique n°9: Temps de travail hebdomadaire en jours des artisans mineurs enquêtés selon le sexe (%)



Source**:** Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016

Ainsi, plus de 10,86%, soit 40 femmes sur 365 travaillent moins de six jours contre 9,44%, soit 40 hommes sur 420 enquêtés. Si 28,98% d'hommes (122 sur 420 hommes enquêtés) travaillent pendant six jours dans les mines artisanales, c'est plus de 31,25% de femmes, soit 114 sur 365 femmes, qui restent aussi, six jours dans les mines à travailler la boue pour tirer profit. Il faut noter que, plus de 10,86% de femmes (40 femmes sur 365) contre un peu plus de 8,61% d'hommes ou 36 hommes sur 420 enquêtés, campent tous les jours de la semaine sept jours) dans les mines artisanales.

Les analyses de DEBUSSCHER et ANSOMS (2013), sur les heures de travail des femmes au Rwanda sont similaires aux caractéristiques de celles de notre zone d'étude. Selon ces mêmes auteurs, au-delà de ces indicateurs, les femmes au Rwanda font face à des inégalités tenaces qui ont une incidence importante sur leur participation économique, particulièrement en milieu rural. En général, les analyses des auteurs ont montré que les femmes Rwandaises accomplissent une part disproportionnée du travail reproductif, y consacrant en moyenne 29,6 heures par semaine, par rapport à 11,6 heures chez les hommes, et consacrent aussi plus

d'heures au travail productif : 14,9 heures par semaine, par rapport à 12,8 heures chez les hommes.

On s'attend que les femmes se dévouent en priorité à leur famille et à leur mari; c'est pour cette raison également que les femmes mariées ont moins tendance à travailler dans le secteur minier. La majorité des femmes qui le font sont divorcées ou séparées, veuves ou célibataires, ou vive en unions libres comparativement à l'ensemble des hommes. Elles agiraient ainsi, semble-t-il, principalement à cause de la pauvreté. Ces résultats reflètent aussi ceux de BUSS et *al* (2017), selon lesquels le secteur des mines artisanales concentre plus de femmes qui vivent en dehors des situations matrimoniales régulières que les femmes mariées.

3.2.4-Des stratégies développées par les femmes dans le secteur minier artisanal

La plupart des femmes dans le secteur minier artisanal, travaillent dans le transport, le concassage, le lavage, mais quelques-unes ont défié les préjugés et occupent des postes généralement réservés aux hommes. À cet effet, certaines femmes travaillaient au creusage des puits ou étaient propriétaires ou locataires de machines de traitement; quelques-unes d'entre elles avaient acquis un statut important dans la région minière. À la mine de concassage de pierres à Gnambéléguékaha, on comptait des équipes de concasseurs composées uniquement de femmes. Certaines de ces femmes se considèrent comme des éclaireurs, capables de déblayer pour d'autres une piste menant vers des emplois mieux payés et traditionnellement réservés aux hommes. C'est le cas de ces femmes dans l'orpaillage à Siempurgo (région de la Bagoué) qui tirent sur les cordes pour faire remonter le sable des puits à côté de leur conjoint.

Conclusion

Le développement de l'orpaillage traditionnel dans certains villages aurifères, a accru l'autonomie économique et financière des habitants, en l'occurrence les jeunes et les femmes. De ce fait, la dépendance vis-à-vis des aînés et des hommes est moindre. En effet, le développement de l'orpaillage traditionnel donne plus de chances d'accéder aux facteurs de production que dans l'économie agricole traditionnelle. Pour ce qui est des femmes, la nouvelle source de revenus que constitue le secteur des mines artisanales, leur permet de réduire leur

dépendance vis-à-vis des hommes en général et de leurs époux en particulier. Plusieurs des femmes rencontrées dans le cadre de la recherche ont déclaré que les revenus qu'elles tirent de l'exploitation minière ou d'autres activités économiques dans les zones minières artisanales, les aident à contribuer à l'économie de leur ménage. À défaut d'exploiter leur propre mine, les femmes ont la possibilité d'intervenir à différentes étapes du processus d'exploitation artisanale de l'or dans les villages aurifères et d'accroître ainsi leurs revenus.

En outre, le renforcement de l'informel privé rural résultant du boom démographique suscité par le développement de l'orpaillage permet aux femmes de développer parallèlement d'autres activités génératrices de revenus. Ainsi, le renforcement du pouvoir économique des femmes contribue par endroit au rééquilibrage des rapports de genre. Les femmes dans l'ensemble, trouvent que l'exploitation minière artisanale présente à la fois des possibilités et des difficultés. C'est un lieu d'expansion potentielle de leurs moyens de subsistance, compte tenu surtout des limitations du secteur agricole pour les femmes, mais qui n'est pas à l'abri des normes de genre discriminatoires et des inégalités à l'œuvre dans la société en général.

CHAPITRE 4 : LES CONTRAINTES LIÉES À LA PARTICIPATION DES FEMMES DANS L'ARTISANAT MINIER AU NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE

En Côte d'Ivoire, depuis la crise militaro-politique de 2002, le secteur de l'artisanat minier demeure une principale source de revenus pour plusieurs ménages particulièrement en zones rurales au Nord. Face à l'extension spatiale de l'activité minière artisanale sur l'ensemble du territoire national ivoirien, l'implication des femmes pour son développement, demeure plus qu'une réalité de nos jours. En réalité, les femmes participent de plus en plus aux activités économiques liées au secteur minier artisanal, mais elles doivent encore surmonter des obstacles pour obtenir des emplois productifs et décents. Parmi ces obstacles, on retrouve des normes sociales bien ancrées, qui limitent leurs choix et leurs accès à des possibilités, et le manque de reconnaissance du double rôle qu'elles assument (en prenant soin de leurs proches, tout en assurant la subsistance ménage) et le peu de valeur accordée à ce rôle.

Dans le secteur minier artisanal en zone rurale au Nord de la Côte d'Ivoire, toutefois, les femmes sont susceptibles d'obtenir une rémunération inferieure et d'occuper des emplois moins spécialisés que les hommes. Comprendre les contraintes qui minent l'insertion socio-économique des femmes dans le secteur minier artisanal en zones septentrionales de la Côte d'Ivoire, revient à analyser quatre points essentiels. Tout d'abord, notre analyse portera sur les contraintes d'ordre socio-culturel qui limitent les femmes dans leurs exercices sur les sites miniers artisanaux. Ensuite, il s'agira de faire ressortir les limites liées au niveau d'instruction atteint par les femmes dans le secteur. Enfin, nous montrerons dans un premier temps, les contraintes relatives aux discriminations économiques faites aux femmes dans les mines artisanales et dans un second temps.

4.1-LES OBSTACLES SOCIO-CULTURELS

De façon générale, il existe de nombreuses barrières entre les hommes et les femmes dans les communautés minières artisanales du Nord du pays. Les normes sociales disent que les hommes font plus les travaux exigeant assez de forces physiques que les femmes. En outre, l'organisation sociale réserve très peu de place aux femmes dans les instances de prise de décisions. Généralement, elles ne participent qu'à des prises de décisions ne concernant pour la plupart que leurs conditions dans les communautés. Elles sont souvent exclues de la prise de

décision sur l'avenir ou la vie politique dans leur communauté. Cependant, il faut noter que la vie associative est très développée au niveau des femmes dans les campagnes. Cela se traduit par l'essor des groupements féminins autour des activités socio-économiques telles que les activités du secteur minier artisanal.

En effet, dans ces régions l'association des femmes peut être directement liée à l'activité minière artisanale où être développée dans un autre contexte grâce aux revenus issus de l'activité. Pour celles qui s'investissent dans le secteur minier, plus particulièrement les types de travaux exercés sont le prolongement de leurs travaux domestiques. Dans le milieu de l'extraction minière artisanale de l'or, du gravier, ou du diamant, les femmes exercent principalement le concassage, le transport et le lavage du sable. De façon quotidienne, la plupart des travaux domestiques exigent l'utilisation d'eau que les femmes transportent de la source à la maison. Cette norme est commune à toutes les zones où l'activité minière artisanale est pratiquée.

4.1.1-L'accès difficile des femmes au foncier dans les zones rurales du Nord

Au plan social, la problématique liée à l'accès au foncier en milieu rural en Afrique reste un défi important à relever pour assurer l'insertion socio-économique des femmes. Cette thèse est soutenue par VALLÉE (2011). Selon l'auteur, les femmes qui œuvrent dans le milieu agricole en Afrique possèdent moins de 1% des terres sur le continent. La Côte d'Ivoire n'est pas mise en marge. En réalité, suivant les analyses du Réseau Régional pour l'Étude et la Promotion du Leadership Féminin (REPLF, 2012), en Côte d' Ivoire, les femmes en général, n'héritent pas de la terre pour des raisons socioculturelles, ce qui limite leur capacité de production par endroit.

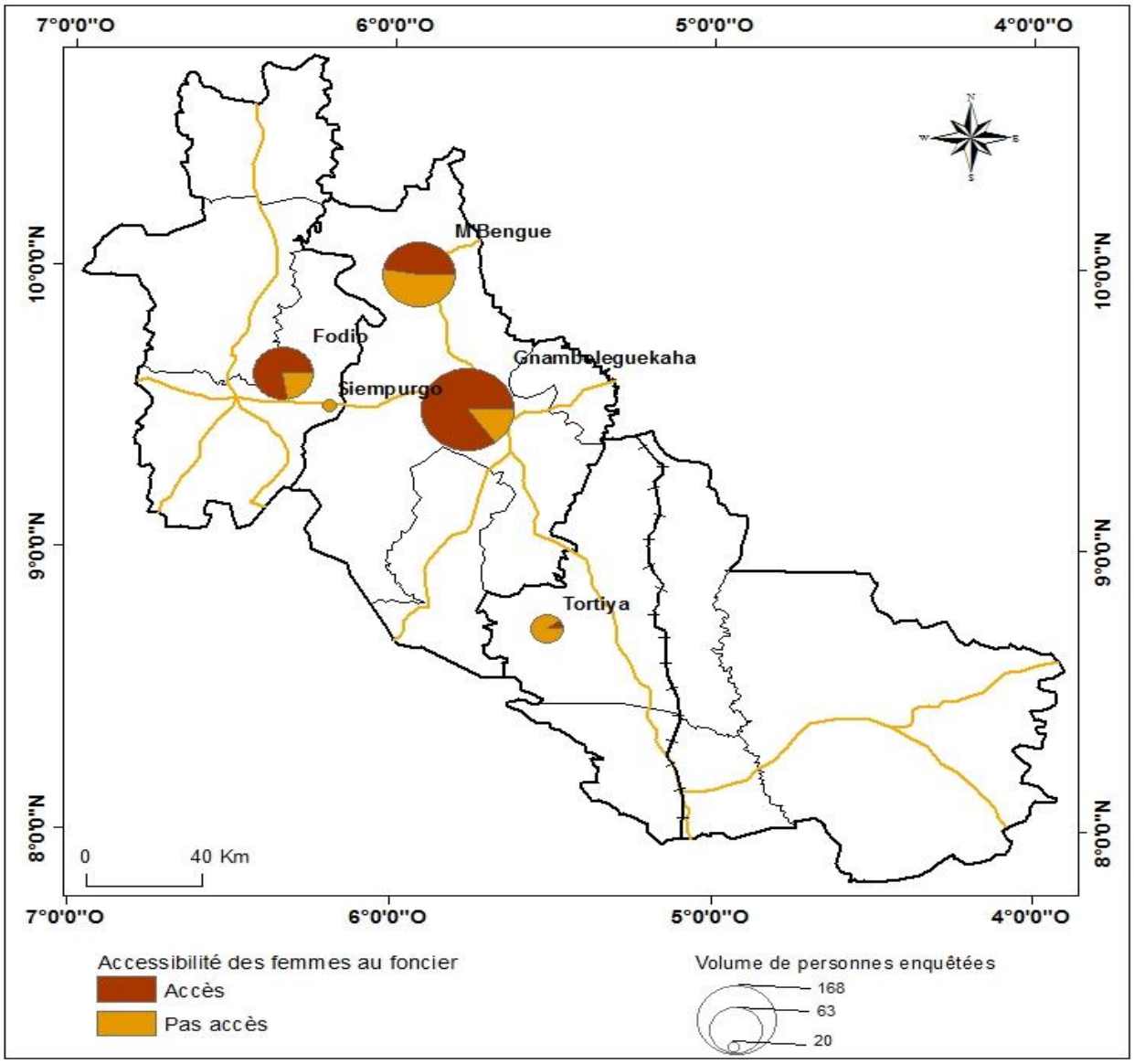
La participation des femmes aux activités de subsistance liées à l'exploitation minière artisanale est en quelque sorte une déviation de la norme, car il s'agit d'un secteur non agricole qui, selon certains membres de la communauté, ne convient pas aux femmes. Les barrières auxquelles se heurtent les femmes pour avoir accès à ces moyens de subsistance, et pour améliorer leur propre potentiel économique, rendent compte de la réalité concrète des statistiques présentées. La lourde et double charge que portent les femmes limite le temps qu'elles peuvent consacrer à l'accumulation de revenus et d'expérience en exploitation minière, tandis que les normes de genre concernant la propriété des femmes restreignent les types de

moyens de subsistance auxquels elles peuvent accéder. De plus, en raison de leur condition scolaire et socio-économique généralement inférieure, elles ont moins de chances d'avoir le capital nécessaire pour investir dans des activités minières.

Dans les campagnes du Nord du pays, les réalités ne s'éloignent totalement pas de celles diffusées par le Réseau Régional pour l'Étude et la Promotion du Leadership Féminin (REPLF, 2012), même si certaines localités visitées semblent faire la différence. Dans les localités de M'Bengué et de Tortiya l'accès au foncier par les femmes connait un pan d'évolution important. En effet, respectivement 64,29%, soit 66 femmes sur 103 et 85,71%, soit 17 femmes sur 20 enquêtées dans ces localités, ont un accès facile à la terre. Ce phénomène est justifié en partie, par la crise militaro-politique de 2002. Autrement, ces femmes sont en majorité veuves. La raison qu'elles avancent sont liées au fait que leurs époux ont péris pendant la crise. Restées seules avec les enfants, elles ont donc hérité de ces terres pour assurer la survie du ménage.

Cette possibilité d'hériter de la terre n'est cependant pas vécue dans les autres localités que nous avons visitées. Le départ ou la présence de l'époux n'influence forcement pas la possession de la terre par les femmes, car selon les entretiens, les biens de l'époux reviennent à ces parents et non à son épouse. Par conséquent, aucune femme n'accède au foncier à Siempurgo en vue de l'exploiter comme propriétaire personnelle. Respectivement à Fodio et Gnambéléguékaha, 73,25%, soit 50 sur 70 femmes et 78,26%, soit 132 sur 168 femmes, n'ont pas de droit de propriété sur le foncier dans ces localités susmentionnées. La carte n°9 suivante montre par localité, les différents avis des femmes sur le droit d'accessibilité au foncier.

Carte n°9 : Les différents avis des femmes sur le droit d'accessibilité au foncier



Source : BNETD/CCT, 2012, CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016 **Réalisation :** ALLOU TK. Juin 2019

Outre, l'accès difficile des femmes au foncier, qui reste un facteur dominant de leur vulnérabilité en zones rurales minières au Nord du pays, il faut noter que les conditions de travail parfois masculines limitent aussi leur indépendance dans le secteur.

4.1.2-Les difficultés liées aux conditions de travail dans l'artisanat minier

Les conditions de travail dans le secteur minier artisanal en milieu rural au Nord du pays demeurent pénibles pour les femmes. Généralement, la majorité des femmes (80%) du secteur minier artisanal, travaillent dans un environnement insalubre les exposant à des cas de maladies infectieuses. En outre, les méthodes de travail des femmes dans le secteur, présentent des aspects dangereux tout en maintenant celles-ci pendant des longues heures de travail, dans les étangs d'eaux boueuses (photo n°7) ou avec les marteaux en main pour concasser les pierres.

Photo n°7: Des orpailleuses trempées dans les eaux boueuses à la recherche de l'or à M'Bengué



Source: Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016

En effet, ces méthodes de travail, observées le plus souvent dans l'orpaillage, rendent vulnérable la santé des femmes affectées à ces travaux sur les sites. En outre à cause de l'usage anarchique fait des produits chimiques par les orpailleurs non qualifiés, les étangs d'eau qui servent de lavage du minerai sur les sites, sont tous pollués. Par conséquent, les femmes qui restent tout le temps fixer dans ces eaux, courent des risques importants de contamination à des maladies liées à la peau ou autres (dysenterie, diarrhée…). Face à la question préoccupante de l'employabilité de la population de nos jours, l'artisanat minier se présente comme une aubaine pour 292 femmes sur 365, soit 80% d'entre elles.

Cependant, les tâches qu'elles mènent sur les sites sont pénibles et dégradent en moyenne, leur état de santé. Ailleurs, dans la région de la Marahoué (Bouaflé), la question de l'employabilité dans le secteur minier artisanal, a aussi fait l'objet d'analyse par GOH (2016).

Dans cette approche, l'auteur met en exergue le caractère illégal de l'activité minière artisanale ainsi que ces impacts tant sanitaires qu'environnementaux sur le cadre de vie des populations riveraines. Pour lui, les conditions de travail dans les mines artisanales, sont vulnérables et affectent négativement, l'état de santé des différents acteurs (hommes, femmes, enfants…) concernés. Pour certains acteurs interrogés, « *les femmes sont physiquement incapables d'accomplir certaines tâches* ». Sur la plupart des sites miniers, plusieurs des hommes et quelques femmes ont mentionné les différences physiques pour expliquer pourquoi il n'était pas permis aux femmes d'accomplir certaines tâches. Dans la mine d'orpaillage, certaines personnes ont affirmé qu'il y a des tâches, comme le boisage des tunnels, qui sont physiquement trop exigeantes pour les femmes. Dans la même zone minière, plusieurs hommes ont déclaré que les femmes n'étaient pas capables d'extraire l'or ou le diamant dans les galeries de plus 60 mètres, ajoutant qu'elles « *n'ont pas l'énergie pour creuser en-dessous* » et que « les femmes *sont faibles* ».

En réalité, ces affirmations sont faites au mépris d'une série de durs travaux manuels assumés par des femmes dans les zones minières. Par exemple, sur les sites, certaines femmes travaillent avec leur conjoint en tirant sur les cordes pour faire sortir les granites des puits ou en puisant manuellement l'eau de puits profonds à défaut de pompes à eau mécaniques. D'autres femmes exerçant le concassage à l'aide de lourds marteaux. Les analyses de COFFEY (2014), confirment par endroit la capacité que les femmes ont à exercer les tâches difficiles. Selon lui, dans la zone minière du Sud-Kivu, les femmes, dont des femmes dans la quarantaine ou plus âgées, peuvent travailler comme transporteuses, transportant de lourds sacs de minerais à l'intérieur du site minier ou depuis le site jusqu'à une ville voisine, d'autres tirant des sacs de minerais hors du tunnel de plus de 50 mètres. Malgré, tout, il faut noter que les femmes sont souvent plus exposées à des cas de maladies limitant ainsi leurs déterminations physiques et morales.

Nos investigations révèlent que, plus de la moitié (56%) des femmes interviewées ont déclaré avoir contracté une maladie sur les sites d'extraction liée en majorité, aux perpétuels contacts qu'elles ont avec les eaux usées. Dans cette perspective, une femme nous relatait lors d'un focus group de discussion dans la région de la Bagoué, « *quand je reste dans l'eau pour chercher de l'or toute la journée, le soir mes pieds s'enflent et me font très mal. Comme le mal revenait à chaque fois que je m'y rendais, j'ai donc décidé de ne plus faire l'orpaillage* ». Comme l'ensemble des activités liées à l'orpaillage, le concassage renferme aussi des risques pour les femmes. La plupart de ces femmes affectées à cette tâche sont exposées à des cas de

blessures liés aux méthodes archaïques de concassage utilisées (usage du marteau pour concasser les pierres).

Les bonds de pierres causent souvent des cas importants d'accidents dans le quotidien des femmes concasseuses. Ces femmes se retrouvent souvent face à des situations complexes. C'est le cas de cette femmes dans la localité de Gnambéléguékaha (région de Poro) qui, lors d'un entretien individuel mentionnait ; « *un jour pendant que j'étais en train de concasser les pierres avec mon marteau, une pierre a rebondit et m'a frappé par le visage. Je suis tombé et j'ai perdu connaissance. Heureusement que mon fils était avec moi ce jour-là, sinon je mourais* ». En outre, ces témoignages rendent réellement compte des difficultés que les femmes éprouvent dans l'exercice de leurs tâches quotidiennes sur les sites d'extraction minière artisanale dans les zones rurales du Nord du pays. Face à ces défis qui restent souvent sans lendemain meilleur généralement à cause du caractère organisationnel de l'activité encore évasif, l'autonomisation des femmes dans le secteur minier artisanal, demeure toujours éphémère et semble être difficile à réaliser dans le Nord du pays.

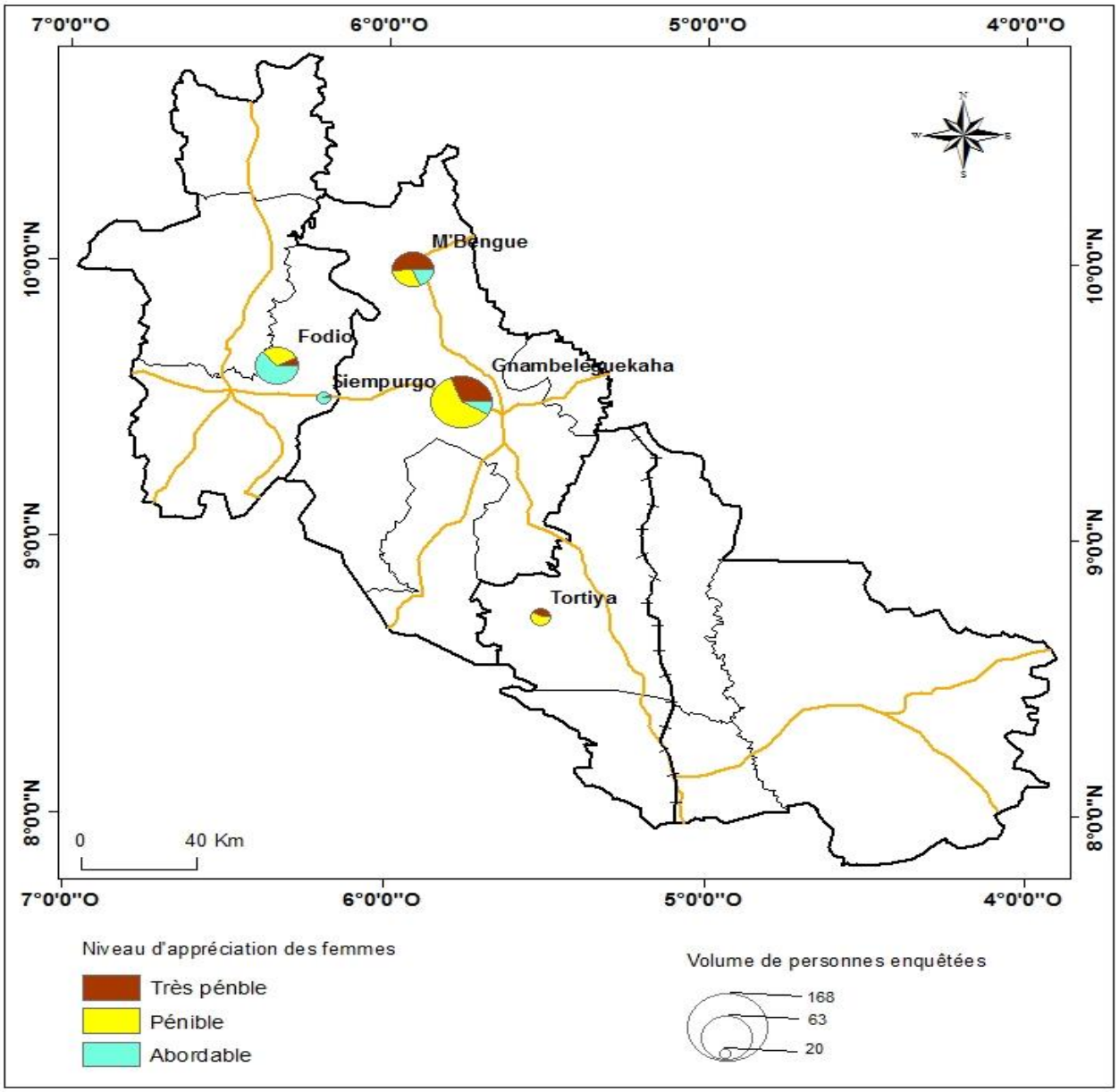
Les femmes enquêtées ont plusieurs perceptions de la qualification du travail dans les mines artisanales. Pour la plupart, le caractère physique imposant dans le travail reste un frein important pour les femmes de trouver un épanouissement économiquement décent dans le secteur. La pénibilité dans le travail des mines artisanales est à plus de 85% soulignée par les femmes enquêtés. Autrement dit, 310 femmes sur 365 enquêtées, qualifient le travail de mines artisanales pénible. Cependant, plus de 14,8% de ces femmes, soit 54 femmes sur 365, trouvent abordables, les activités du secteur minier artisanal. En réalité, 290 femmes sur 365 enquêtées (79,33%), survivent grâce aux activités du secteur minier artisanal. Par conséquent, elles ont acquise une certaine habitude dans le secteur qui leurs permettent d'approuver malgré elles, les différentes tâches exercées dans le secteur.

De façons spécifiques, les difficultés rencontrées par les femmes, diffèrent d'une localité à une autre, du type de minerai exploité et généralement des différentes tâches qu'elles exercent sur les sites. En réalité, l'ensemble des activités exercées (lavage, pilage, amalgamation, concassage de pierres etc.) par les femmes sur les sites fait recours à la force physique et donc semble être épuisante d'une part. Ainsi, à M'Bengué plus de 80,36% soit 83 femmes sur 103 enquêtées, qualifient le travail à la mine pénible voire très pénible. À Tortiya, 3 femmes sur 20, soit 14,29% des femmes, ont trouvé l'activité de l'extraction artisanale du diamant pénible contre 17 femmes (85,71%) qui qualifient le travail très pénible. Cela est

justifié par le fait qu'elles sont tout le temps du travail en contact avec l'eau. Ce qui les soumet à des cas de maladies liés à l'eau du fleuve Bou par endroit polluée par les activités (usage de produits chimiques) des artisans mineurs.

La pénibilité dans le travail est soulignée à Fodio par plus de 40,61%, soit 28 femmes 70 enquêtées. Dans cette même localité, 43 femmes sur 70 enquêtées, soit plus de 60,39% de femmes, qui trouvent le travail à la mine, plutôt abordable. Cela justifie par endroit le nombre important de femmes sur les sites. Cette hypothèse se vérifie avec 3 femmes sur 4, soit 80% de femmes à Siempurgo. À Gnambéléguékaha, par contre, plus de 50,99%, soit 86 femmes sur 168, trouvent que l'activité de concassage est très pénible. Pour ces femmes il est difficile de vivre décemment de cette activité (au moins six mois pour concasser manuellement une berne citerne de six ou dix roues pour avoir entre 120 000 et 150 000 FCFA comme revenu). Malgré les difficultés rencontrées dans le secteur des mines artisanales, les femmes sont contraintes de ruer sur les sites à cause du manque d'emplois stables justifié par la crise politique de 2002 et de la précarité économique des foyers dont elles sont issues. La carte n°10 montre le niveau d'appréciation des femmes vis-à-vis du travail qu'elles exercent sur les sites miniers artisanaux.

Carte n°10 : Niveau d'appréciation des femmes sur le travail exercé dans les mines



Source : BNETD/CCT, 2012, CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016 **Réalisation :** ALLOU TK, Juin 2019

Même si l'artisanat minier reste une activité de prédilection pour plusieurs ménages en zones rurales au Nord du pays, sa pratique demeure physiquement épuisante pour les femmes. Mais, cette contrainte physique semble être dans l'ensemble acceptée par les femmes contrairement aux différents cas d'abus et de violences sexuelles, verbales et psychologiques qu'elles subissent de la part de certains artisans mineurs.

4.1.3-Le niveau de sécurité des femmes dans le secteur minier artisanal

À la question, « sentez-vous en sécurité dans le travail que vous exercez sur les sites ? », la plupart des femmes interrogées nous disait ceci « *et même si nous ne sommes pas en sécurité, où allons-nous partir ? C'est ici que nous trouvons notre gagne-pain pour subvenir aux besoins de notre famille* ». Ailleurs, on pouvait aussi entendre ces propos « *nous sommes maintenant habituées de tout cela. Ceux dont vous avez peur, nous nous sommes familiarisées, on a plus peur* ». En outre, ces témoignages n'excluent pas les dangers auxquels ces femmes bravent sans cesse dans le milieu pour maintenir leur survie.

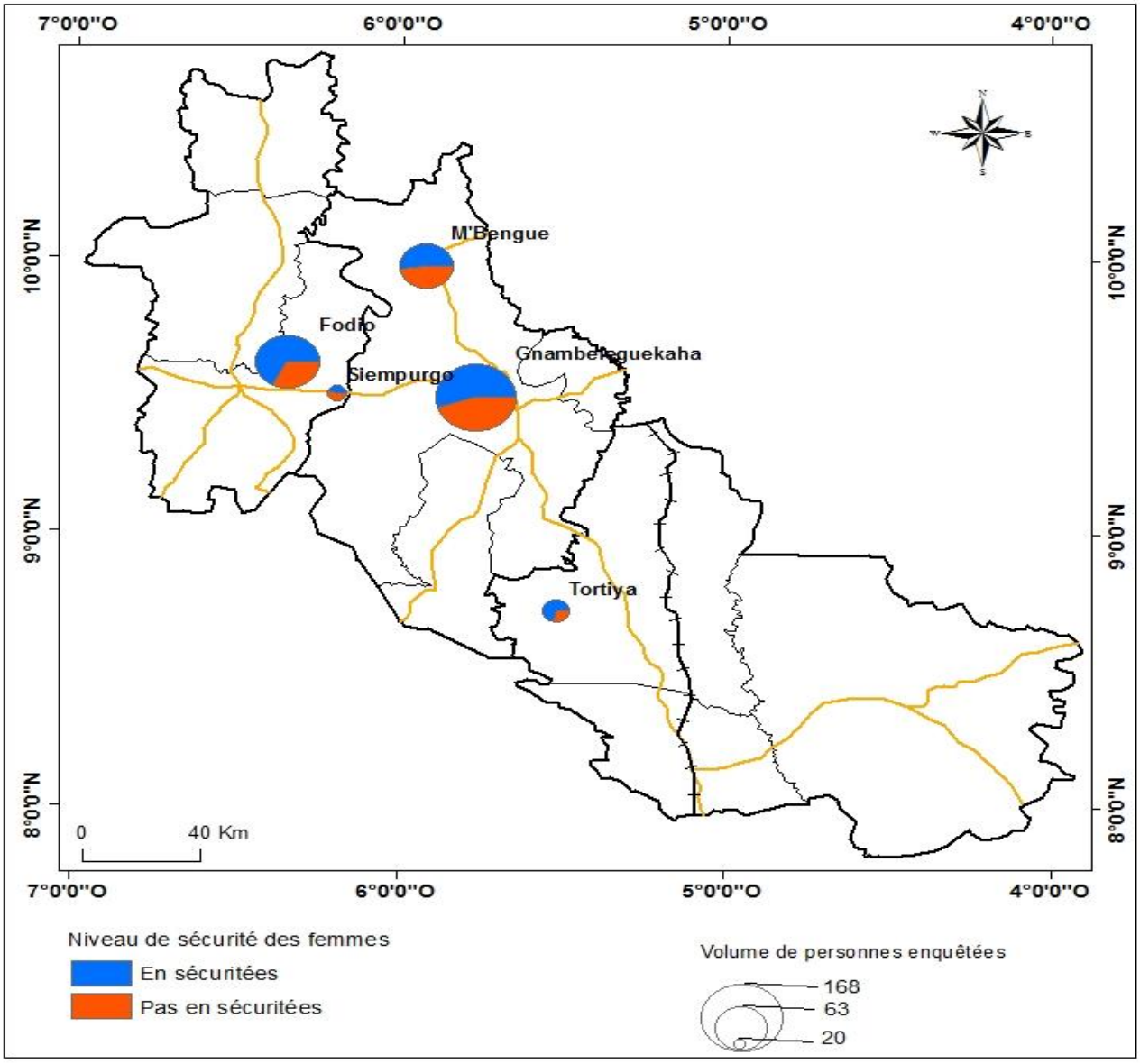
Cependant, le manque d'emplois décents et stables justifié, influence en général, le recours des femmes au secteur des mines artisanales. Pour assurer son autonomie dans ce milieu, il revient pour les femmes interviewées, de surmonter la peur, les barrières socioreligieuses, économiques, les abus de toutes natures (physiques, psychologiques, moral etc.). Même, si des lois existent pour punir ces abus, il faut noter que la majorité (60%) d'entre ces femmes, analphabètes, les ignorent ou n'ont jamais entendu parler. Par la force des choses, plus de la moitié (58,33%) des femmes enquêtées se sentent en sécurité sur les sites d'extraction. Cette sécurité est par moment liée au fait que ces femmes travaillent souvent avec leur conjoint ou certains membres de leur famille.

Malgré tout, il faut noter que certaines femmes enquêtées restent encore méfiantes et pensent qu'elles ne se sentent pas en sécurité dans leur milieu de travail. Pour ces femmes, beaucoup de choses (l'alcool, la drogue, la prostitution, les agressions, les effondrements…) sont monnaies courantes dans ces environnements, ce qui excluent pour elles, la notion de sécurité dans le secteur. Il existe une dispersion quant au niveau de sécurité dans le travail évoquée par les femmes dans les localités visitées. Si plus de la moitié (57,79%) des femmes enquêtées à M'Bengué, soit 60 femmes sur 103 trouvent qu'elles travaillent dans un milieu où il n'existe pas de dangers, ce n'est pas le cas pour 48,21% d'entre elles.

Pour ces dernières, à chaque fois qu'elles sont sur les sites elles éprouvent une grande inquiétude pour leur sécurité. Cette idée est partagée par 28,57% de femmes à Tortiya (6 femmes sur 20), 32,48% à Fodio soit 23 femmes sur 70 enquêtées. La tendance est plus importante à Siempurgo où 57,14% soit, 3 femmes sur 4 ne se sentent pas en sécurité sur les sites d'extraction. Cette thèse est défendue à Gnambéléguékaha par 45,06% (76 femmes sur 168) des femmes interrogées. À Tortiya et Fodio, par contre, respectivement 71,43% soit 14

femmes sur 20 et 57,52% soit 40 femmes sur 70, sont sur les sites de façon permanente parce qu'elles se sentent plus en sécurité de travailler dans ce secteur (carte n°11). En général, celles-ci travaillent avec leur conjoint ou un membre de leur famille.

Carte n°11 : Avis des femmes enquêtées sur leur sécurité dans le secteur minier artisanal par localité visitée



Source : BNETD/CCT, 2012, CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016 **Réalisation :** ALLOU TK. Juin 2019

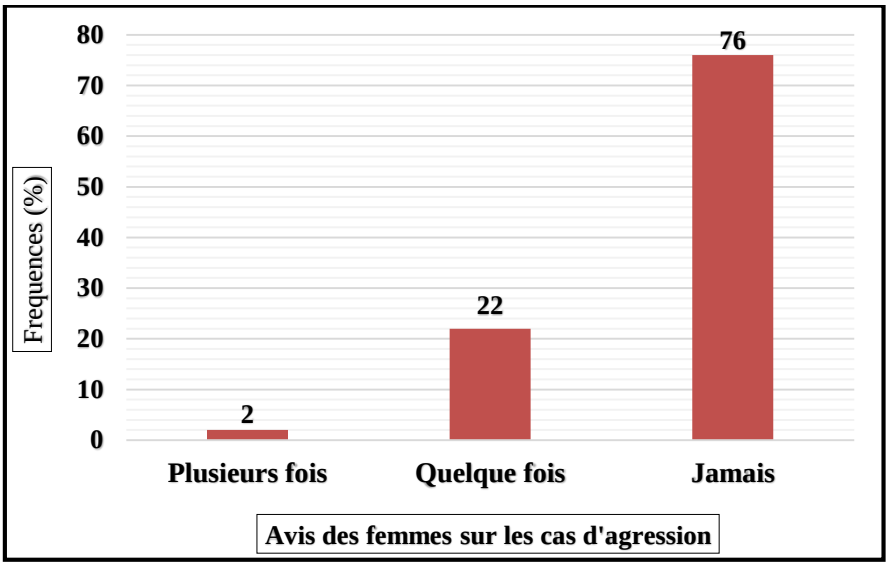
4.1.4-Les abus faits aux femmes dans le secteur minier au Nord

Dans les mines artisanales, les femmes en général, ne se posent pas de questions. Elles naissent filles de mineurs, elles travaillent à la mine, épousent ou vivent en concubinage avec un mineur et à la fin deviennent veuves de mineurs (KABAMBA, 2015). Pour l'auteur, c'est un cycle qui ne change pas vraiment dans de nombreux environnements miniers. Le sort des femmes est commun : un labeur acharné et parfois inhumain. Elles sont exclues de cercles de décisions et sont toujours reléguées au second plan.

Dans certaines mesures, les abus et violences particulièrement familiaux à l'égard des femmes, limitent leur autonomisation sociale. Cela rend naturellement compte de la difficulté que certaines femmes enquêtées éprouvaient de nous renseigner à l'absence de leur conjoint ou de prendre la parole en présence de ce dernier. Cette thèse justifie en partie l'hypothèse de BENEDETTI et KIJO-BISIMBA (2012). Pour ces auteurs, les taux de violence à l'égard des femmes, en particulier de violence familiale, sont élevés, les deux-tiers des femmes mariées ayant subi une forme quelconque de violence et la moitié de toutes les femmes étant victimes de violence tous les jours ou toutes les semaines. Par conséquent, ces femmes sont privées de leur autonomisation sociale (liberté d'expression).

Dans les mines artisanales des campagnes du Nord de la Côte d'Ivoire, les femmes sont confrontées aussi à ces réalités. Elles sont pour la plupart épouses de mineurs et travaillent souvent au compte de leurs concubins et ne perçoivent que des revenus forfaitaires. Elles sont exclues du cercle de décision et occupent en majorité les arrières places dans les réunions au sein des communautés minières du Nord. Sur les sites, les femmes sont victimes de toutes sortes d'abus et de scènes de discrimination ou harcèlement (graphique n°10).

Graphique n°10: Répartition des femmes en fonction des cas d'agression en (%)



Source: Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016

Les résultats montrent que 22% ou 81 femmes sur 365, ont été, quelques fois, victimes de violences sexuelles ou de viols contre 2% qui ont affirmé avoir été, plusieurs fois ; victime de violence sexuelle ou de viol. Par conséquent, 39,64% soit 145 femmes sur 365 interviewées ont déclaré ne pas se sentir en sécurité sur les sites, et donc, leur présence sur les chantiers miniers artisanaux est influencée par le manque d'opportunité d'affaire en dehors des mines artisanales. Malgré tous ces abus perpétrés contre les femmes sur les sites d'exploitation minière artisanale, plus de 60%, c'est à dire 219 femmes sur 365 enquêtées, ignorent encore l'existence des lois qui sanctionnent les VBG (harcèlement sexuel, discriminations fondée sur le genre en matière d'embauche, égalité entre sexe), à l'exception des lois relatives à la réprimande des actes de violences domestiques.

En outre, plus de 70% des individus enquêtés (550 sur 785 enquêtés) ignorent toujours les lois d'égalité relatives à l'héritage, à la garde des enfants après le divorce, à la tutelle d'un enfant pendant le mariage. Sur les connaissances des droits civils, plus de la moitié (55%) des individus enquêtés n'accepte pas que la femme choisisse le lieu de résidence. En réalité, les femmes exerçant dans le secteur minier artisanal rencontre des difficultés qui sombrent leur autonomisation. VALLÉE (2011), pense plutôt que les conditions de vie des filles et des femmes dans les communautés minières sont habituellement sur la frontière entre la pauvreté et la misère. Contrôlées par la violence, l'auteur souligne que, la plupart des femmes travaillent sept jours par semaine sur les sites et souffrent souvent de malnutrition et de maladies sexuellement transmissibles.

La dégradation des valeurs humaines est monnaie courante sur les sites d'exploitation minière artisanale au Nord de la Côte d'Ivoire. Sur la base des entretiens accordés par certaines personnes lors de nos enquêtes de terrain, la ruée massive de la plupart des jeunes filles vers les zones d'exploitation minière artisanale, est motivée par l'effet du gain facile. À cet effet, dans certains villages où l'activité connait un essor important, il n'est pas rare de rencontrer des jeunes filles qui se livrent à la prostitution pour se faire facilement de l'argent selon nos interlocuteurs. Le village de Fodio dans la région de la Bagoué (département de Boundiali) est un exemple illustrant ce phénomène de l'explosion des prostituées dans les zones d'exploitation minière artisanale au Nord du pays.

Dans cette même perspective, Human Rights Watch (2011), soutient que, l'afflux massif de populations sur les sites d'exploitation dû à l'attrait d'un enrichissement facile et rapide entraîne une dégradation rapide des mœurs sur la plupart des sites miniers. Pour l'auteur, la prostitution, l'usage de stupéfiants, la délinquance, l'escroquerie, le banditisme et même la criminalité ont tendance à se développer sur les sites d'exploitation artisanale. Les exploitants mineurs utilisent les stupéfiants. En outre, pour ces derniers, l'usage de ces stupéfiants leur permet de pouvoir travailler avec acharnement dans les puits étant donné que, le travail est pénible et dangereux. En d'autres termes, les stupéfiants stimulent la détermination et la volonté de travail des acteurs.

Nos résultats ont confirmé que les stupéfiants sont aussi utilisés par les exploitants mineurs dans la région de la Bagoué (Boundiali) en Côte d'Ivoire. Comme conséquences immédiates, ces stupéfiants influencent le comportement de certains acteurs qui abusent des femmes sur les sites. En effet, avec la crise de 2002, les violences sexuelles se sont accrues dans plusieurs régions ivoiriennes où l'artisanat minier connait un développement remarquable par le biais de l'instabilité politique nationale. Cette présomption a aussi fait objet d'analyse du Réseau Régional pour l'Étude et la Promotion du Leadership Féminin (2012), qui soutient que les violences sexuelles et physiques faites aux femmes, se sont multipliées en Côte d'Ivoire ces dernières décennies avec les crises.

Pour la même source, les taux de femmes victimes les plus élevés sont observés à Man (41%), Duékoué (35%) et Korhogo (26%). Face à ces abus faits aux femmes, il est important que les décideurs ivoiriens mettent en place des politiques fortes, pour améliorer les conditions de travail des femmes. Ceci, en vue d'accroître réellement leur autonomisation socio-économique dans un secteur qui se positionne de nos jours, comme l'un des moteurs de

l'employabilité des populations, en majorité jeunes. Ailleurs, les stéréotypes et normes culturelles dans certaines localités du Nord de la Côte d'Ivoire, influencent la participation des femmes au développement du secteur.

4.1.5-Les stéréotypes développés autour des mines artisanales du Nord

Les modèles et stéréotypes basés sur l'infériorité de la femme conduisent à la masculinisation de certaines responsabilités auxquelles les femmes ont plus de peine à accéder. Dans les zones rurales du Nord du pays, l'image perçue de la mine par certains ménages, limite la chance à certaines femmes de prendre part aux activités sur les sites miniers. Les obstacles culturelles sont nombreux et pour la plupart liés à la religion (musulmane pratiquée par plus de 87% de la population enquêtée).

La question religieuse est utilisée comme un facteur pour limiter la présence des femmes à accéder aux sites miniers dans notre espace d'étude. En effet, pour 39,78% des personnes enquêtées, « *une femme musulmane ne doit pas travailler dans un environnement minier car pour ces personnes, les sites miniers renferment un ensemble de facteurs insalubres (prostitution, criminalité, vols, viols etc.) que l'islam n'accepte pas* ». Les avis sont divers et départagés entre acteurs. Mais, pour la majorité (59%) des acteurs interviewés, les mines artisanales ne sont pas propices aux femmes. En réalité, certaines pratiques sociales fondées sur la religion ou les coutumes font échec aux principes égalitaires dont sont porteurs les textes consacrant les droits politiques de la femme, y compris la constitution.

Ces normes culturelles mettent un frein aux investissements féminins dans certaines mines. Pour certaines personnes interviewées (48,57%), « *les femmes ne doivent pas prendre part aux activités de la mine par ce que leur présence chasse l'or* ». Ailleurs, d'autres (52%) expriment que généralement quand « *les femmes sont en période des menstrues, elles ne doivent pas travailler dans mines car cela peut apporter le malheur sur les sites lié pour la plupart, aux effondrements dans les galeries qui se soldent par les pertes en vie humaines* ». Sur tous les sites, les chercheuses et chercheurs ont entendu parler de plusieurs normes qui limitent la participation des femmes au creusage en raison de leur présumée faiblesse, de questions d'indécence ou de tabous concernant la présence de femmes dans les puits ou les tunnels en particulier pendant leurs règles. Car pour ces acteurs, elles sont « impures » et leur présence pourrait entraîner la disparition du minerai. Ces analyses confirment celles de BUSS et al

(2017), suivant lesquelles à la mine d'or de l'Ituri en RDC, plusieurs hommes ont affirmé qu'il était interdit aux femmes enceintes d'entrer dans les puits, car cela entraînerait la perte de l'or « *les femmes qui sont en période menstruelle, ne peuvent pas venir sur le site au risque de maudire le site, les femmes polluent les mines de par leur physiologie* ».

Le droit coutumier dominant et défavorable entrave l'accès à la terre et au crédit pour beaucoup de femmes. Le système de patriarcat crée et perpétue des préjugés et stéréotypes sociaux néfastes envers les femmes; ce qui les maintient toujours dans une situation de subordination quasi permanente. Dans l'opinion commune, on considère que l'un des rôles fondamentaux de la femme est de procréer afin de perpétuer la descendance de la famille. Ces normes de genre qui donnent aux femmes la responsabilité des tâches ménagères et des soins familiaux, font que celles-ci sont moins en mesure de migrer en quête de travail que les hommes (COFFEY, 2014). C'est particulièrement l'ensemble de tous ces stéréotypes et pensées culturelles qui influencent la participation pleine et autonome des femmes au développement des mines artisanales dans certaines localités visitées. Dans ces différents cas, les normes de genre limitent effectivement l'accès des femmes à des moyens de subsistance rémunérateurs et/ou augmentent les coûts sociaux et matériels que représente pour elles le recours à des moyens de subsistance dans le secteur minier. Le tableau n°14 suivant met en exergue la proportion de femmes enquêtées selon leur statut dans le secteur (exploitante et non-exploitante).

Tableau n°14 : Proportion de femmes enquêtées selon leur statut (exploitante ou non-exploitante) dans le secteur minier artisanal

Localités	Exploitantes	Non-exploitantes	Ensemble
M'Bengué	49	54	103
	47,57%	52,43%	100%
Tortiya	2	18	20
	10%	90%	100%
Fodio	54	16	70
	77,14%	22,85%	100%
Siempurgo	1	3	4
	25%	75%	100%
Gnambéléguékaha	143	25	168
	85,12%	14,88%	100%
Total	249	116	365
	68,22%	31,78%	100%

Source: Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016

Plus spécifiquement, à M'Bengué, plus de la moitié (52,43%) des femmes enquêtées ont mentionné qu'elles n'ont pas le droit de travailler dans les mines artisanales. Parce que leurs parents (pères, mères ou époux), leurs a demandé de ne pas y aller. Le taux de participation des femmes aux activités minières artisanales, reste encore faible, car 90% de ces femmes sont encore en marge du secteur minier. Contrairement à ces localités, les femmes à Gnambéléguékaha participent librement aux activités du concassage. En outre, plus de 85, 12% ont mentionné qu'elles sont des exploitantes. Cependant le défi reste encore inquiétant à Siempurgo, où seulement 25% des femmes pratiquaient l'exploitation minière artisanale à cause des idéologies développées autour du secteur (activité de prostitution, de banditisme, de violence etc.). Au total, plus de 68% des femmes enquêtées dans les zones rurales du Nord du pays sont dans le secteur minier artisanal.

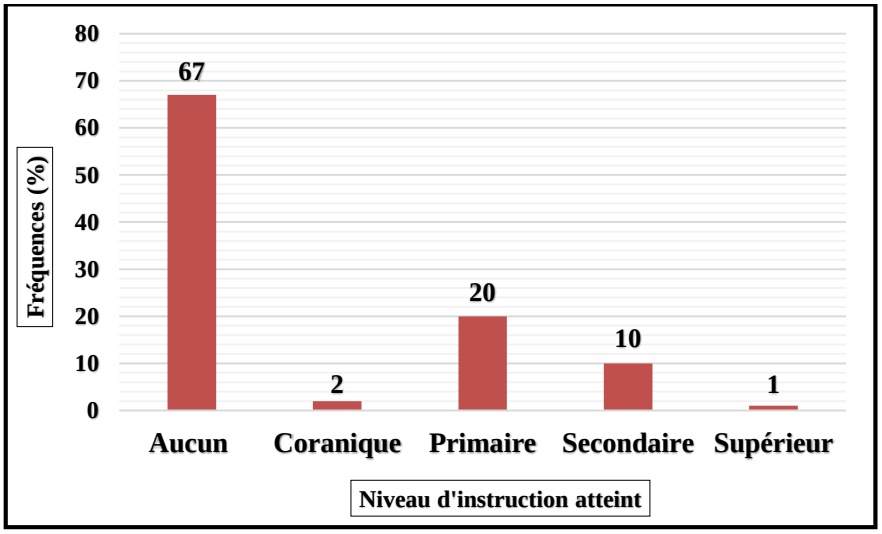
En dehors de ces stéréotypes et normes culturelles développés autour des mines artisanales, le faible niveau d'instruction des femmes reste un autre obstacle important pour rehausser le niveau de revenu économique de celles-ci dans le secteur des mines artisanales en zones rurales au Nord de la Côte d'Ivoire.

4.2-LES CONTRAINTES LIÉES AU NIVEAU D'ÉDUCATION ET DE FORMATION DES FEMMES DANS LE SECTEUR MINIER

4.2.1-Faible niveau d'instruction des femmes dans le secteur minier artisanal

Les femmes ne connaissant par leurs droits ne peuvent pas exercer pleinement les droits politiques qui leurs sont reconnus par les textes nationaux et internationaux au même titre que les hommes qui ont tendance à en abuser à cause de l'ignorance et l'analphabétisme. À l'image de l'ensemble du secteur informel, l'artisanat minier demeure une branche d'activité dominée par les analphabètes. Cette thèse est soutenue par le BIT (2014), qui stipule que, la plupart des travailleurs du secteur informel présentent un niveau d'analphabétisme élevé, sont peu qualifiés et ont peu de possibilités de formation. En Côte d'Ivoire, suivant les analyses de KOFFI (2011), le secteur informel est dominé par les populations analphabètes. Pour l'auteur, 68% des personnes employées dans le secteur informel sont sans instruction et 70% seraient entre l'analphabétisme et le niveau primaire. Ces réalités diffusées par le secteur informel en général, ne s'éloignent pas du secteur de l'artisanat minier (graphique n°11).

Graphique n°11 : Niveau d'instruction atteint par les femmes enquêtées (%)



Source: Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016

Dans ce secteur, l'analphabétisme touche plus de 72% de l'ensemble des acteurs interrogés et 67% de femmes travaillant dans ce secteur, soit 245 sur 365 femmes, sont victimes de la sous-scolarisation. Ce taux croissant d'analphabètes femmes sur les sites, maintient les femmes à un second plan, loin des instances de prise de décision dans les communautés minières. Seulement 20% ou 73 femmes instruites, n'ont atteint que le niveau primaire. Outre celles-ci, 10% sinon 37 femmes sur 365 ont le niveau secondaire. Sur l'ensemble des femmes enquêtées, seulement 1% (3 femmes sur 365 dans le secteur minier artisanal) a pu effectuer les études supérieures. Hormis le niveau d'instruction critique des femmes dans les environments miniers du Nord du pays, elles restent à l'image des acteurs du secteur, très peu ou pas former à l'exercice des activités sur les sites miniers artisanaux. Un autre obstacle réside dans le fait que les femmes parfois, même si elles sont présentes, ne sont qu'au second plan où elles n'auront ou ne voudront pratiquement pas prendre de décisions ou d'initiatives au sein de leur communauté.

4.2.2-Niveau de formation des femmes aux activités des mines

À l'image de l'ensemble des acteurs du secteur minier artisanal enquêtés, les femmes sont pour la plupart vulnérables à la formation aux métiers de la mine. En outre, plus de 91% des femmes, soit 333 sur 365 femmes enquêtées ont affirmé ne point avoir été formées aux

métiers des mines artisanales. Alors que 227 sur 365 femmes enquêtées, soit 62% sont quotidiennement affectés à l'amalgamation manuelle du minerai avec les produits chimiques (cyanure, chaux, mercure) sans recours aux mesures de protection (casques, gants…).

Cette manière de travailler dans le secteur, reste une généralité sur l'ensemble des mines artisanales du territoire national. Elle impacte en retour, négativement la qualité de travail des femmes sur les sites en exposant celles-ci à des contaminations fréquentes. L'usage abusif et incontrôlé des produits chimiques reste nocif pour les exploitants mineurs en général, et particulièrement les femmes. Aussi, les revenus économiques des femmes dans le secteur des mines artisanales constituent-ils un frein important pour leur autonomisation socio-économique.

4.3-LES CONTRAINTES LIÉES AUX REVENUS DES FEMMES DANS L'ARTISANAT MINIER AU NORD

4.3.1-Des revenus mensuels vulnérables

Les résistances économiques : la pauvreté, ou de façon plus profonde, la vulnérabilité économique, est la cause première de l'autonomisation économique des femmes. Selon le Réseau Régional pour l'Étude et la Promotion du Leadership Féminin, (2012), 2/3 de la population africaine vivant en dessous du seuil de la pauvreté sont des femmes. Cette féminisation de la pauvreté a des impacts directs sur la réussite des femmes selon la même source. Globalement le taux de chômage est deux fois plus élevé parmi la population active de sexe féminin (35%) que parmi la population active de sexe masculin (21%) (Réseau Régional pour l'Étude et la Promotion du Leadership Féminin, 2012). Pour la même source, elles exercent surtout dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, du commerce et de l'artisanat.

Nos résultats ont montré que dans l'ensemble plus de 68,66% des artisans enquêtés, soit 539 individus sur 785 ont un revenu mensuel de moins 60 000 FCFA. Cependant, ils existent discriminations en faveur des hommes. En effet, 51% des hommes touchent au plus 60 000 FCFA comparativement aux femmes qui représentent une proportion de 88,77%. Cela rend compte du taux de vulnérabilité important chez les femmes dans les zones minières artisanales au Nord de la Côte d'Ivoire. Ensuite, 21,90% des hommes touchent entre 60 000 FCFA et 120 000 FCFA contre seulement 6,58% de femmes. Les femmes touchent moins que

les hommes dans la tranche de revenu comprise entre 120 000 FCFA et 150 000 FCFA, la fréquence est de 8,81% pour les hommes contre et 2,46% pour les femmes. Les résultats montrent en fin de compte que plus le revenu augmente et moins les femmes sont représentées. En effet, les salaires compris entre 150 000 FCFA et 450 000 FCFA, nous avons plus de 9,5% d'homme contre seulement 1,37% de femmes. Enfin, pour les salaires des individus compris entre 450 000 FCFA et 480 000 FCFA, on a plus de 8% des hommes contre 0,82% de femmes (tableau n°15).

Tableau n°15 : Répartition des individus enquêtés selon la rémunération (%)

Tranche de rémunération (FCFA)	Hommes	Femmes	Total
] 0 - 60000[	215	324	539
	51,19%	88,77%	68,66%
] 60000 - 120000[	92	24	116
	21,90%	6,58%	14,77%
] 120000 - 150000[	37	9	12
	8,81%	2,46%	5,86%
] 150000 - 450000[	40	5	45
	9,52%	1,37%	5,73%
] 450000 - 480000[	36	3	39
	8,57%	0,82%	4,97%
Ensemble	420	365	785
	100%	100%	100%

Source: Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016

Les femmes et les hommes qui ont répondu à l'enquête ont mentionné la rémunération insuffisante et instable comme étant le deuxième obstacle le plus important à l'amélioration de leur activité minière (l'accès à des outils et à du matériel étant le premier) et c'était particulièrement marqué chez les femmes. En somme, l'enquête réalisée dans les zones minières, a montré que le revenu mensuel moyen est estimé à 141 790 FCFA. Il existe une forte disparité du revenu selon le sexe. En effet, suivant les analyses du CIRES (2016), le revenu mensuel moyen des hommes dans le secteur minier artisanal est estimé à 231 702 FCFA contre 48 293 FCFA chez les femmes du même secteur, soit un écart de 183 409 FCFA.

Cette hypothèse se confirme aussi avec les autres secteurs agricoles selon les analyses du Réseau Régional pour l'Étude et la Promotion du Leadership Féminin (2012), où le revenu moyen des femmes en Côte d'Ivoire est inférieur de 59% à celui des hommes. En général, plus de la moitié (58,04%) des femmes enquêtées, est payée selon la quantité de minerais produite. Au prorata du bénéfice, c'est 18,29% d'entre elles qui perçoivent leur gain mensuel. Ailleurs, elles sont respectivement 5,68%, 13,88% et 4,10% qui ont une fréquence de

payement bihebdomadaire, journalière ou mensuelle. Alors qu'à l'opposé, la plupart des hommes du secteur sont payés selon la quantité de minerais extraits (50,27%) ou à 25,75%, au prorata du bénéfice.

4.3.2-Les Disparités salariales dans l'artisanat minier

En se focalisant, sur les gains des individus travaillant uniquement dans le secteur en fonction des branches d'activité dans le secteur minier, au niveau des hommes, 48,57% travaillant dans l'extraction du granite touche moins de 60 000 FCFA. Ensuite 64,52% de ces individus travaillant dans l'or, ont un salaire compris entre 60 000 FCFA à 120 000 FCFA. Dans ce même secteur, la proportion des hommes est de 70,31% qui perçoivent entre 120 000 FCFA et 150 000 FCFA. De plus, ils sont plus de 45,65% qui travaillent dans le domaine de l'or et qui touchent entre 150 000 FCFA et 450 000 FCFA, contre 20,65% dans le granite et 10,87% dans le diamant.

En ce qui concerne le gain des femmes en fonction du secteur d'activité, la proportion de femme travaillant dans le secteur minier touchant moins de 60 000 FCFA par mois est de 64,74% dans l'or et de 35,26% dans le granite. Quant à celles qui perçoivent une rémunération mensuelle comprise entre 60 000 FCFA et 120 000 FCFA, elles représentent : 81,01% dans l'or. De plus, 61,86% et 26,8% des femmes qui travaillent respectivement dans l'or et dans le granite qui ont des gains financiers compris entre 120 000 FCFA et 150 000 FCFA. Le tableau montre également que pour les salaires compris entre 150 000 FCFA et 450 000 FCFA, nous avons 55,91% pour l'or, 26,88% dans le granite. En sommes, les femmes dans le secteur minier artisanal ont des revenus moins importants que les hommes (tableau n°16).

Tableau n°16 : Répartition des individus enquêtés selon la rémunération par secteur d'activité (%)

Sexe et branches d'activité du secteur minier artisanal					
	Hommes				
Gain du travailleur	**Or (%)**	**Diamant (%)**	**Granite (%)**	**Autres activités (%)**	**% Total**
] 0 - 60000[	37,14	5,71	48,57	8,57	100
] 60000 - 120000[	64,52	9,68	20,97	4,84	100
] 120000 - 150000[	70,31	16,15	8,85	4,69	100
] 150000 - 450000[	45,65	10,87	20,65	22,83	100
] 450000 - 480000[	76,47	3,53	16,47	3,53	100
Ensemble	61,81	10,66	19,54	7,99	100
	Femmes				
Gain du travailleur	**% Or**	**% Diamant**	**% Granite**	**Autres activités (%)**	**% Total**
] 0 - 60000[	64,74	-	35,26	-	100
] 60000 - 120000[	81,01	2,23	15,08	1,68	100
] 120000 - 150000[	61,86	5,15	26,8	6,19	100
] 150000 - 450000[	55,91	1,08	26,88	16,13	100
] 450000 - 480000[	65,33	4	16,67	20	100
Ensemble	67,67	2,05	24,13	6,15	100

Source : Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016

La vulnérabilité des femmes dans le secteur informel de l'activité est aussi documentée par l'Institut Nationale de la Statistique (INS, 2005). Pour la même source, 50,5% des emplois du secteur informel sont occupés par des femmes, que l'on trouve concentrées dans les emplois les plus précaires, notamment parmi les travailleurs à leur propre compte et les aides familiaux. Les réalités vécues par les femmes en Côte d'Ivoire sont similaires à celles des femmes en Ouganda diffusées par COFFEY (2014). Pour l'auteur, en Ouganda, les femmes ont beaucoup de difficulté à assurer leur subsistance. L'Ouganda est un pays essentiellement rural, et environ 65 à 80% des femmes sur le marché du travail s'adonnent à l'agriculture, chiffre qui s'élève à 90% dans le cas des femmes rurales. Selon les estimations de l'auteur, 42% des femmes appartenant à la population active sont des travailleuses familiales non rémunérées qui contribuent probablement en grande partie sous la forme de travail agricole.

L'Agence Française de Développement (2014), défend cette même thèse relative au faible niveau de revenus des femmes. Pour l'agence, alors que les femmes effectuent 66% du travail mondial et produisent 50% de la nourriture mondiale, elles ne perçoivent que 10% des revenus. Pour la même source, les femmes représentent 70% des 1,3 milliards de personnes qui vivent avec moins de un dollar par jour dans le monde. Souvent privées d'accès au patrimoine, au capital et à toutes formes d'assurance sociale, les femmes font face à une vulnérabilité

économiquement chronique dans leurs différents milieux. Ce facteur influence négativement le niveau de satisfaction économique de femmes dans les mines.

4.3.3-Niveau de satisfaction des femmes dans le secteur minier artisanal au Nord

Les revenus enregistrés dans le secteur minier artisanal sont dérisoires vis-à-vis des avis recueillis auprès des femmes dans le secteur. Plus de 79,33% d'entre elles, soit 290 sur 365 femmes enquêtées trouvent que leurs revenus dans le secteur minier artisanal n'arrivent pas à couvrir l'ensemble de leurs besoins. Quant à 6,94% d'entre ces femmes, elles restent indifférentes face à cette question liée au niveau de satisfaction dans le secteur. Néanmoins, plus de 13%, soit 48 femmes sur 365 trouvent de la satisfaction vis-à-vis de leur revenu dans le secteur. Cette dernière catégorie de femmes souligne que, leur niveau de vie connait un coût important depuis l'arrivée des mines artisanales dans leur localité.

En réalité, 336 femmes sur 365, soit plus de 92% des enquêtées pensent que la mine artisanale joue un rôle important dans la recomposition socio-économique de leurs localités respectives. Nos résultats ont aussi montré que les femmes qui exercent dans le secteur des mines artisanales en zones rurales au Nord du pays, rencontrent des difficultés au plan sanitaire qui contribuent à fragiliser leur élan d'autonomisation dans le secteur. Autrement dit, il faut admettre que les femmes qui travaillent dans les mines artisanales dans les localités du Nord sont exposées par moment à une vulnérabilité sanitaire.

Conclusion

Les femmes présentes dans des zones minières artisanales vivent dans un environnement fortement masculin et exercent dans un secteur qui demeure dans la quasi-totalité de sa subsistance informelle. Ces femmes sont insécurisées par des coutumes, des pratiques discriminatoires, des inégalités sociales et abus sexuels. Les femmes étant dans les milieux considérés, moins instruits, accèdent difficilement aux instances de prise des décisions et elles sont en difficulté d'avoir des activités alternatives autres que la mine. La femme se voit donc être impliquée dans la chaine d'exploitation minière artisanale, souvent exploitée par son employeur et parfois obligée de suppléer au manque de travail par des rapports sexuels à hauts

risques. Cette forme de discrimination est par moment justifiée par une absence encore manifeste d'une législation ou d'un dispositif fiscal sensible au genre, malgré les initiatives nationales et au niveau mondial, pour réduire les disparités.

En somme, la capacité des femmes à accéder aux moyens de subsistance liés à l'activité minière est conditionnée par des formes structurelles d'inégalité, des niveaux de scolarité plus faibles, un accès limité ou nul à la terre, la soumission aux hommes de la famille, des normes genrées. Face à cet ensemble de défis relatifs à l'insertion des femmes dans le secteur minier artisanal, il convient aux autorités locales comme nationales de mettre en place des politiques solides et capables d'influencer la discrimination du genre tant prônée dans les mines.

Conclusion partielle

Les femmes jouent un rôle important dans le développement du secteur minier artisanal en Côte d'Ivoire comme dans les zones rurales du Nord du pays. Elles interviennent depuis le creusage du minerai jusqu'au lavage et participent au développement de plusieurs autres activités sur les sites. En réalité, ces femmes travaillent avec acharnement en exerçant parfois des activités pénibles qui impactent leur condition de vie et sanitaire. Cependant, celles-ci demeurent sur les sites, dans une situation socio-économique instable qui les maintient au second plan dans les instances de prise de décision dans les communautés minières.

Elles sont discriminées et leur autonomisation économique demeure dans un état toujours précaire. Cette situation est liée majoritairement, aux pesanteurs ethnoculturelles qui transparaissent dans les pratiques coutumières, au rôle des religions, au non-respect des avancées déjà obtenues aux niveaux juridique et institutionnel, à l'analphabétisme croissant des femmes sur les sites, au manque d'informations sur les opportunités économiques et d'accès aux crédits, aux violences faites aux femmes, aux conditions dangereuses de travail et à la vulnérabilité de leurs revenus mensuels. Ces facteurs sont autant de barrières qui influencent la pleine émancipation politique et économique des femmes ivoiriennes, notamment en milieu rural et périurbain pour prôner leur autonomisation dans le secteur des mines.

La lutte contre ces abus faits aux femmes dans le secteur, par la mise en place de politiques fortes pour l'alphabétisation continue des femmes et une redynamisation parfaite du secteur minier artisanal ivoirien, contribueront à rehausser le taux d'autonomisation

économique des femmes dans le secteur de l'artisanat minier en Côte d'Ivoire et particulièrement dans les régions du Nord (Poro-Hambol-Bagoué). La finalité de ces perspectives est pour nous, de parvenir réellement à faire du secteur minier un puissant levier de la croissance socio-économique de la Côte d'Ivoire, tout en réduisant ces impacts sur le cadre de vie des populations et en contribuant à rehausser l'autonomisation des femmes ivoiriennes. Cette politique permettra d'assurer un environnement de travail sein, sécurisé et équitable entre les hommes et les femmes en vue de permettre une participation inclusive et économique des femmes au secteur extractif. Elle favorisera également la prise en compte du respect des clauses de contrat et des rémunérations plus attrayantes pour les femmes. En outre, la pratique actuelle de l'activité de l'artisanat minier en zone rurale au Nord du pays a des impacts socio-économiques et environnementaux souvent dramatiques sur les conditions de vie des populations riveraines.

TROISIÈME PARTIE :

BILAN SOCIO-ÉCONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTAL DE L'ARTISANAT MINIER DANS LES ZONES RURALES DU NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE

INTRODUCTION

Depuis la chute des coûts des matières premières agricoles dans les années 1980 et 1990 l'industrie extractive est restée pour la plupart, des pays en développement, le second pilier de leur croissance économique (SORO, 2011; ANTIL, 2014). Comme l'ensemble des pays subsahariens, pendant de nombreuses années le secteur des mines a été le parent pauvre de l'économie Ivoirienne. Aujourd'hui avec l'exécution des programmes de développement, la Côte d'Ivoire a réorienté sa politique de croissance économique vers le secteur des industries extractives dont, l'or reste le fleuron.

Le secteur minier est donc, sur la sellette avec l'arrivée de grands groupes dans le pays qui exploitent déjà des mines d'or ou explorent d'autres régions riches en fer et en manganèse. Le secteur minier est donc en plein essor en Côte d'Ivoire avec des découvertes très importantes de mine d'or et de gisements de pétrole en mer. Traduit par l'adoption d'un nouveau code minier en 2014 (loi n°2014-138 du 24/03/2014), cette politique de valorisation du secteur minier par le gouvernement a contribué à rehausser à plus de 5%, le PIB national (Ministère de l'Industrie et des Mines, 2014). En plus des grandes firmes-industrielles, l'exploitation des petites mines est encouragée par le gouvernement pour lutter contre la pauvreté en milieu rural.

Parallèlement à cette vive volonté politique d'industrialisation du secteur minier par le gouvernement ivoirien, l'artisanat minier avec pour moteur l'orpaillage traditionnel, va à un rythme plus que spectaculaire aux cheveux de l'ensemble des régions du pays. L'essor galopant de cette activité sur plus de 24 régions de nos jours, tire sa source pour le Ministère des Mines (2014), de la crise militaro-politique au tournant des années 2002. En outre, l'orpaillage se présente pour KOUASSI et *al* (2014), comme une activité de type informel, exploitant des ressources minières de manière non planifiée, en utilisant principalement des méthodes manuelles et recourant à des outils rudimentaires. La pratique de l'orpaillage est donc d'actualité en Côte d'Ivoire et soulève de nombreuses polémiques quant à sa soutenabilité au développement socio-économique dans les zones rurales.

En effet, le caractère organisationnel de l'orpaillage en Côte d'Ivoire, encore évasif, traduit sa spatialisation clandestine sur plus de 80% des permis miniers de nos jours (Ministère de l'Industrie et des Mines, 2014). En plus d'occuper illicitement les périmètres miniers, il faut admettre que l'orpaillage développé principalement en zone rurale ivoirienne occupe désormais

une place de choix dans le système agraire des ménages dans les régions du Nord du pays. Par conséquence, il se pratique sur les terres arabes naturellement dédiées à l'agriculture. Alors que l'activité se développe sans aucune mesure de compensation des terres détruites, l'orpaillage pose un problème social pour les populations dans cette partie de la Côte d'Ivoire. En réalité l'ensemble des activités du secteur minier artisanal tel que pratiqué dans les campagnes du Nord, détruit les champs des paysans et les soumet souvent à la précarité économique, traduit par une baisse importante des rendements agricoles et à un recours chronique à l'endettement. En plus d'ouvrir les portes au phénomène de renchérissement du coût de la vie dans les campagnes, l'artisanat minier influence actuellement les cas de conflits en général, les fonciers en zone rurale ivoirienne et plus particulièrement, ceux du Nord du pays.

Face à ces méfaits liés au développement « sauvage » de l'artisanat minier ou de l'orpaillage sur l'ensemble du territoire national, le gouvernement a mis en place en 2013-2014, le Programme National de Rationalisation de l'Orpaillage (PNRO) en vue d'assainir le secteur de l'orpaillage et de le rendre économiquement plus acceptable. Malgré la mise en place de toutes ces politiques, l'artisanat minier continu d'influencer la ruée massive des paysans et d'alimenter les foyers de plusieurs impacts socio-économiques et environnementaux sur le cadre de vie des populations en zones rurales au Nord de la Côte d'Ivoire.

CHAPITRE 5 : LES IMPACTS LIÉS À L'ESSOR DE L'ARTISANAT MINIER AU NORD

À l'image de beaucoup de pays en développement qui fondent un grand espoir sur le développement du secteur minier, la Côte d'Ivoire se veut une nouvelle locomotive basée sur l'exploitation des ressources naturelles et surtout minières. Dans les zones rurales du Nord, le secteur minier artisanal quoique saisonnier, constitue une activité génératrice de revenus pour les populations. Cependant, l'exploitation se fait aux dépend de l'environnement physique et du cadre de vie des populations.

Cette influence socio-économique et environnementale due aux caractères illicites de l'activité, pose à court, moyen et long terme, un enjeu social pour les populations riveraines ainsi que pour l'État. Tel que pratiqué dans les régions du Nord du pays, l'artisanat minier influence certains problèmes qui alimentent désormais le quotidien des populations locales. Généralement, l'exploitation minière artisanale exacerbe les conflits fonciers, la dégradation environnementale, la pression démographique, la déscolarisation, le renchérissement de la vie.

5.1-L'IMPORTANCE DE LA PRATIQUE DE L'ARTISANAT MINER DANS L'ORGANISATION SOCIALE AU NORD

L'artisanat minier produit des synergies socio-économiques favorables pour les ménages dans les régions du Nord du pays. Ces effets positifs influenceraient la mobilité constatée par endroit des populations vers le secteur des mines artisanales. Au niveau économique, il faut noter que le secteur des mines artisanales contribue à renforcer les performances économiques locales et nationales, la diversification des sources de revenus et l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages dans le Nord du pays et au développement des activités de subsistance.

5.1.1-La diversification des sources de revenus

Selon les habitants des localités visitées, avant l'ouverture des sites artisanaux d'exploitation minière, la seule activité possible et disponible était l'agriculture. En cas de

défaillance à ce niveau de l'activité, l'immigration se présentait comme la seule alternative connue surtout pour les jeunes gens soucieux d'améliorer leurs conditions de vie. Mais, depuis l'ouverture des sites d'orpaillage, les habitants, et notamment la frange jeune, se sont impliqués dans les activités minières sur les sites. En outre, les personnes interviewées estiment que les activités génératrices de revenus pratiquées sur les sites ont permis à certains ménages des villages d'avoir des activités supplémentaires en dehors de l'agriculture et des petits métiers (couture, coiffure, mécanique, chauffeur etc.) exercés par les jeunes.

Ces activités parallèles ont permis à plusieurs ménages de diversifier et de sécuriser leurs sources de revenus. Plus de la moitié (52,66%) des ménages concernés par l'activité minière artisanale considèrent avoir pu renforcer leurs pouvoirs d'achat depuis qu'ils mènent des activités sur le site d'orpaillage en général. Ils affirment également pouvoir, avec l'argent gagné grâce aux activités de l'artisanat minier, acquérir des vivres sur le marché à tout moment de l'année, que la production agricole soit bonne ou pas, chose qu'ils ne pouvaient pas réaliser facilement au moment où ils ne pratiquaient pas l'artisanat minier. Le pouvoir d'achat est également renforcé par l'acquisition de troupeaux par des ménages engagés partiellement ou à plein temps dans l'orpaillage ou l'artisanat minier en général.

Ce bétail, généralement constitué de quelques têtes de bovins, de moutons et de chèvres, est un moyen d'épargne sur pied dans lequel ils puisent pour faire face en cas de besoin urgent d'argent. Grâce à l'argent de l'orpaillage, les ménages arrivent à faire face plus facilement aux dépenses de santé, de la nourriture, de transport, de communication et scolaires de leurs enfants. En outre, l'artisanat minier en général, et plus particulièrement, l'orpaillage se présente de nos jours comme un élément central du système d'activités des ménages agricoles qui contribue à lutter contre la pauvreté dans les zones rurales du Nord du pays. La pratique parallèle de cette activité, permet aux agriculteurs de faire fonctionner leurs exploitations agricoles et certaines autres activités de subsistance.

5.1.2-Le développement des activités de subsistance au Nord

L'essor de l'artisanat minier entraine avec lui un développement spontané et dynamique de plusieurs autres activités de subsistance. À l'image de l'ensemble des sites visités, le cas du village de Fodio a retenu notre attention. En outre, à l'échelle de ce village, les habitants ont réussi à mettre en place une industrie relative à la commercialisation de biens

de consommation et électroménagers, de matériels de travail, d'habits afin de trouver de quoi subvenir à leurs besoins et à ceux de leur ménage respectif. Autrement dit, elles permettent à toute la population de cette localité d'être impliquée à l'essor de l'artisanat minier.

En réalité, les différentes activités exercées par les populations locales à Fodio participent d'une manière ou d'une autre, au processus de l'exploitation minière artisanale dans les zones rurales de cette partie du pays. Cependant, les revenus journaliers diffèrent d'un commerçant à un autre selon le type d'activité exercée. Le tableau n°17 suivant montre les différents revenus journaliers des commerçants interrogés dans la localité de Fodio.

Tableau n°17 : Les différents revenus journaliers des commerçants enquêtés dans un camp d'orpaillage dans la localité de Fodio

Types de commerce exercé	Revenu journalier en FCFA
Gérante de restaurant	30 000
Gérant de kiosque à café	7 000
Tenancier de maquis	37 000
Vendeurs d'habits	25 000
Vendeurs de sacs de voyage	20 000
Bouchers	28 000
Vendeurs de matériels pour exploitation minière	35 000
Vendeuses d'eau et de jus	3 000
Vendeuses d'ustensiles de cuisines (marmites…)	9 000
Gérants de cabine	10 000
Tenanciers de points de transfert électronique d'argent	27 000
Tenanciers de quincaillerie	20 000
Vendeurs d'appareil électroménagers	25 000
Vendeurs d'eau pour alimenter les ménages et les artisans mineurs sur les sites d'exploitation minière	5 000
Tenanciers de boutiques de fortune	30 000

Source**:** Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016-Avril 2017

Le développement des activités de subsistance permet aux populations de Fodio de subvenir à leurs besoins. En moyenne, un commerçant peut gagner jusqu'à 20 600 FCFA par jour sur la place du marché à Fodio pendant les jours de marché. Cependant, les « maquis » restent le fleuron de l'ensemble des activités menées. Ils procurent jusqu'à 37 000 FCFA par jours aux propriétaires. Dans ces milieux, la consommation de l'alcool est très élevée chez les

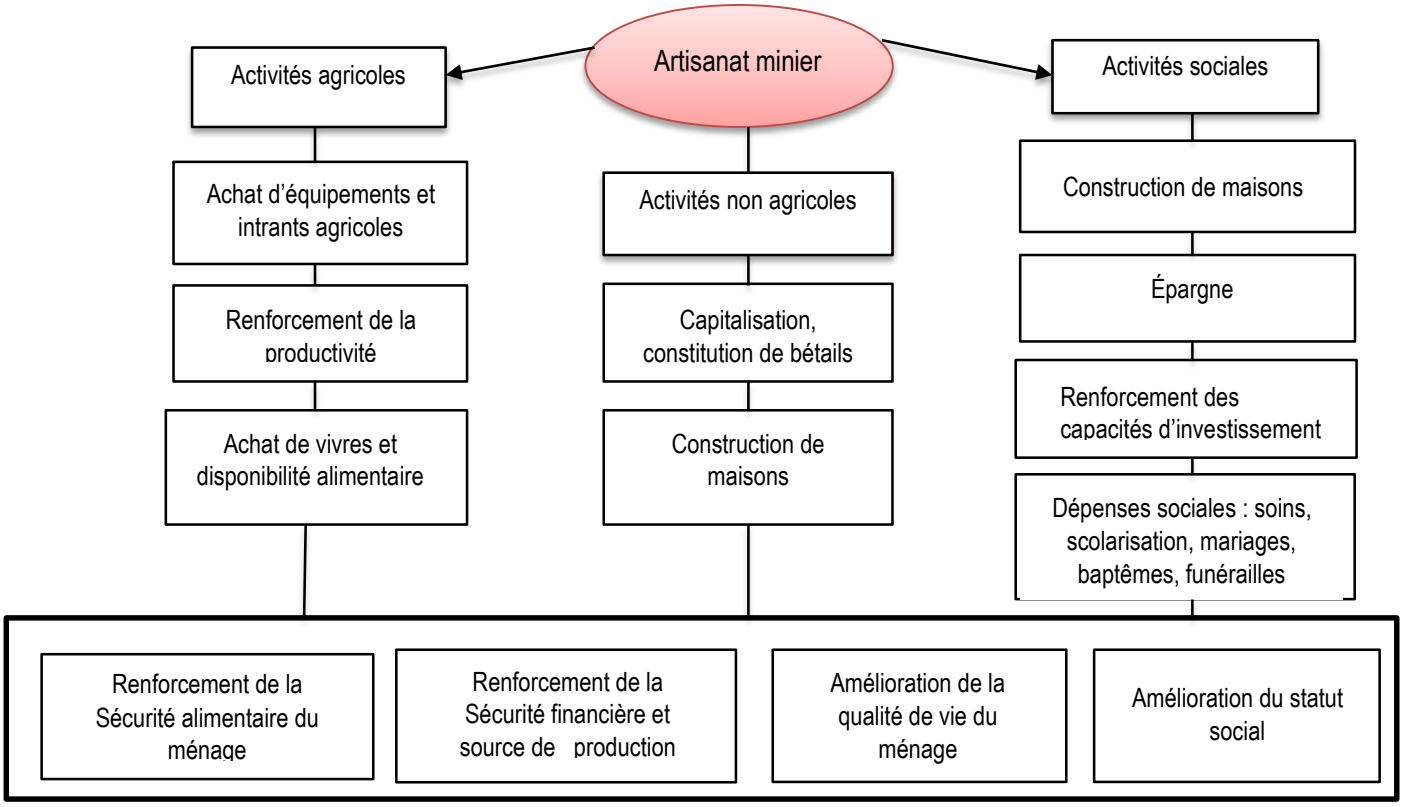
artisans mineurs. Ils se retrouvent tous les soirs dans les maquis pour faire passer selon les témoignages, leurs fatigues. Dans cette perspective, ceux-ci s'adonnent à la consommation souvent exagérée de l'alcool, favorisant ainsi, les tenanciers de ces points de vente, à faire facilement fortune. Les vendeurs d'appareils de matériels pour exploitation minière viennent en second lieu avec un revenu journalier de 35 000 FCFA. Quant aux restauratrices et boutiquiers, ils gagnent 30 000 FCFA par jour dans leur domaine et occupent la troisième place selon les revenus enregistrés.

Nos résultats ont aussi montré qu'en dépit des tenanciers de maquis, autour desquels se développent une autre forme de commerce sexuel, les bouchers tenanciers de points de transfert électronique d'argent, gagnent respectivement 28 000 et 27 000 FCFA par jour. Outre ces catégories de commerçants susmentionnés, les autres acteurs de ce système commercial (gérants de kiosques et de cabines, vendeurs de sacs, tenanciers de boutiques de fortunes…) ont un revenu journalier compris entre 3 000 et 20 000 FCFA. En somme, il convient de souligner que le secteur de l'artisanat minier influence indirectement l'essor d'autres secteurs d'activités pour les populations. Le secteur participe à cet effet à l'amélioration des conditions de vie de certains ménages.

5.1.3-Influence de l'artisanat minier sur la réalisation des ménages au Nord

Le secteur minier artisanal contribue à l'amélioration des conditions de vie de certains ménages dans le Nord du pays. Elle leurs permet de subvenir à leurs besoins quotidiens au plan social, économique etc. En réalité 81,31% des populations enquêtées pensent que la présence des sites d'exploitation minière artisanale est très utile pour les communautés riveraines. La figure n°3 suivante, fait le bilan de la contribution du secteur minier artisanal sur les conditions de vie des ménages à travers les réalisations socioéconomiques et leurs interdépendances dans une relation systémique.

Figure n°3 : L'impact de l'artisanat minier sur la réalisation des ménages au Nord



Source : ALLOU TK. Décembre 2017, inspiré de SANGARÉ

La figure ci-dessus indique la contribution de l'artisanat minier sur la vie du ménage à travers les réalisations socioéconomiques. Qu'il soit pratiqué en mono-activité ou dans un système de pluriactivité en combinaison avec les activités agricoles, l'artisanat minier permet de renforcer les revenus que tirent les ménages de leur système d'activités. Ainsi, pour les personnes pratiquant l'artisanat minier en plus des activités agricoles, les revenus tirés de du secteur minier artisanal permettaient de renforcer l'exploitation agricole, d'améliorer les activités non agricoles et de mener à bien des activités sociales.

Quant à la contribution de l'artisanat minier au secteur agricole, elle se fait à travers l'acquisition d'équipements et d'intrants utiles à la production agricole. Ce facteur permet de renforcer la production agricole et aussi, d'assurer l'achat des vivres durant les périodes de soudures. Cette contribution est essentielle dans la mesure où, les bénéficiaires expliquent que les acquisitions réalisées ne seraient pas possibles sans les revenus tirés de l'artisanat minier. Ainsi, les activités minières artisanales agissent sur les activités agricoles, non agricoles et

sociales qui, à leur tour, permettent le renforcement du mécanisme de résilience du ménage et l'amélioration de sa qualité de vie.

5.1.4-L'amélioration des équipements

Dans les villages du Nord de la Côte d'Ivoire, l'essor des activités minières artisanales permet d'améliorer les équipements de productions agricoles d'une part, et la construction de nouveaux types de maisons. Au niveau agricole, les personnes bénéficiant de l'argent de l'émigration ou les artisans mineurs arrivent à acquérir des outils agricoles améliorés comme la charrue asine ou bovine. Ainsi, les cultures à la main, à l'aide de la daba, de marchettes et autres outils archaïques autrefois pratiquées se font désormais rares. Les ménages impliqués dans les activités minières artisanales ont vu progressivement améliorer leurs équipements agricoles. Ces équipements sont composés de charrues à traction (bovine ou asine), des charrettes à traction animale. Habituellement ces équipements sont fréquemment rencontrés dans les zones cotonnières. Face à ces innovations, près de 25% des artisans mineurs interrogés témoignent que l'essor de l'artisanat minier leur a permis d'améliorer leurs productions agricoles.

L'argent gagné dans les activités hors champ, permet également à ces ménages de se procurer plus facilement des intrants agricoles comme les engrais, les pesticides, les fertilisants, les semences, etc. Certains chefs de ménages ont même pu recruter des saisonniers pour les aider dans les travaux champêtres. Aussi, l'essor des activités minières artisanales contribue-t-il à freiner par moment les immigrations des jeunes gens vers d'autres régions du pays.

Au niveau des équipements en logements, il faut noter que les maisons des localités riveraines aux zones d'exploitation minière du Nord sont généralement faites à base d'argile avec une toiture en terrasse, également en argile, couvrant une installation faite avec des troncs d'arbres. Généralement, ces maisons ont une durée de vie limitée et chaque année il est nécessaire de refaire ou renforcer la toiture. En cas de grandes pluies par exemple, ces maisons finissaient malgré tout par s'écrouler. Désormais, l'argent acquis grâce aux activités de l'artisanat minier a permis à certains ménages de construire des maisons en matériaux durables (ciment, tôles…) (photo n°8).

Photo n°8: Construction d'une nouvelle maison chez le chef du village à Fodio



Source**:** ALLOU TK, 07/03/2017 (Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW)

Ces maisons de types modernes sont visibles dans les villages enquêtés. Selon les populations interrogées, avant l'ouverture des sites miniers artisanaux, seuls les émigrés saisonniers revenants des zones forestières du pays, les cadres et autres renommés pouvaient se permettre un tel luxe, à présent les nouvelles constructions visibles, appartiennent majoritairement aux populations pratiquant des activités liées à l'artisanat minier. Cependant, les avantages que présente le secteur des mines artisanales pour les populations riveraines, ne doit aucunement pas, nous faire passer des impacts socio-économiques et environnementaux néfastes que le secteur laisse sur son sillage.

5.1.5-Limitation de l'exode des jeunes

Selon les différents acteurs rencontrés (préfecture, chefs de ménages, responsables coutumiers…) la présence des sites de l'artisanat minier est perçue comme un facteur générateur d'emplois et limitant l'immigration des jeunes des villages riveraines vers d'autres contrés du pays. Cela d'autant plus que les périodes (saison sèche) habituellement consacrées au départ des jeunes vers les zones côtières du pays pour travailler dans les plantations de café et de cacao, correspondent aux périodes d'ouverture officielle des sites d'orpaillage pour la plupart.

Parmi ceux qui ont déjà vécu l'expérience de l'immigration saisonnière, malgré les risques évidents dans la pratique des activités de l'artisanat minier, 70% sont ceux qui affirment gagner plus d'argent en restant sur place travailler dans les mines artisanales plutôt que, d'aller à l'aventure d'où parfois, ils reviennent malades. Autrement, il convient de souligner que malgré les énormes défis que présente le secteur de l'artisanat minier dans les régions du Nord du pays, le secteur demeure un puissant moyen d'employabilité pour cette frange de la population en majorité jeune. L'amélioration de certains habitats, tire sa source des revenus issus du secteur des mines artisanales pratiqué par les populations locales.

5.2-LES CONSÉQUENCES GÉNÉRÉES PAR L'ARTISANAT MINIER DANS LES ZONES RURALES DU NORD

Le développement de l'artisanat minier contribue aux revenus des populations rurales dans le Nord du pays. Cependant, cette activité utilise des technologies mal adaptées qui causent des impacts négatifs sur l'environnement et les ressources naturelles, en l'occurrence les sols. Comme ailleurs, dans la sous-région, l'impact des exploitations minières artisanales sur l'environnement dans les régions du Nord, varie en fonction des contextes géographiques, des substances exploitées et des méthodes utilisées.

Dans les techniques d'exploitation minière artisanale, les risques et les dangers pour l'environnement physique se traduisent en général, par des déboisements, la destruction du couvert végétal et des sols. La pollution des ressources en eau résulte souvent de l'usage inapproprié de produits chimiques dans le traitement du minerai. Les cas de fortes concentrations d'exploitants sur le même site, s'accompagnent généralement, d'une coupe abusive de bois pour faire face aux besoins de la mine, d'habitation et de chauffe.

5.2.1-Au niveau social

Les effets néfastes de l'artisanat minier sur le plan social, seront évalués au niveau sanitaire ainsi qu'au niveau sécuritaire. En effet, l'activité minière artisanale influence négativement les conditions de vie sociales et sanitaires des populations riveraines et surtout, des artisans miniers en zone rurale dans les régions du Nord (Bagoué-Hambol-Poro) de la Côte d'Ivoire.

5.2.1.1-Les risques sanitaires encourus dans l'artisanat minier au Nord du pays

La pratique de l'artisanat minier dans son ensemble, engendre des risques sanitaires pour les acteurs mineurs, les populations riveraines. Ces risques sont relatifs au caractère organisationnel de l'activité encore évasif sur le territoire national. En général, le manque de suivi, de l'absence de formation des différents acteurs mineurs, l'analphabétisme croissant des exploitants, justifient l'usage incontrôlé des substances toxiques (mercure, cyanure, chaux, acide…) sur l'ensemble des sites miniers artisanaux visités dans les zones minières rurales du Nord. En outre, il faut noter que, plus de 30% des acteurs interrogés, utilisent les produits chimiques de façon illicite pour le traitement du minerai exploité. Cependant, la non-maîtrise de ces produits, entraine des menaces néfastes sur la santé des exploitants mineurs, des populations riveraines (tableau n°18).

Tableau n°18 : Risques sanitaires liés à l'artisanat minier dans les zones rurales du Nord

Différents Acteurs	Risques ou menaces sanitaires
Creuseurs dans les puits ou galeries	Risques : - d'asphyxie liée au manque d'oxygène dans l'air en profondeur des galeries ; - d'accidents, de chocs, de chutes de matériaux ; - de prise de stimulants ; de maladies dues à la mauvaise hygiène ; d'intoxication au CO2 des pompes ;- d'explosion ; - d'absorption cutanée des éléments chimiques constitutifs des roches.
Concasseurs et Broyeurs	Risques :- de maladies liées à l'exposition répétée à la poussière ; - d'intoxication aux fumées ; - de blessures par les éclats de pierre dans les yeux; - d'accidents dus à la projection du minerai ; - de maux d'oreilles (surdité).
Laveurs au mercure ou au cyanure et Raffineurs	Risques : -de consommation accidentelle du mercure ; -d'intoxication à la vapeur de mercure pouvant entrainer de troubles comportementaux à long terme ; -de maladie dermatologique liée à la manipulation sans précautions de produits chimiques dangereux.
Populations riveraines	Risques : - de consommation des eaux souterraines et superficielles polluées par les produits chimiques par les villageois ; - d'incendies dus aux mauvaises installations électriques et aussi des constructions en pailles ; - d'apparition des maladies vectorielles par la stagnation des eaux sanitaires des toilettes.

Source : Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW, Mars-Avril 2017

Le tableau ci-dessus fait l'état des lieux des différents risques et menaces sanitaires associés au développement des activités du secteur minier artisanal concourus par les populations dans les régions du Nord du pays. Les risques sont multiples et très diversifiés selon le type d'activité mené. Ainsi, les creuseurs sont beaucoup plus exposés aux risques d'asphyxie

liée souvent au manque chronique d'oxygène dans l'air en profondeur des galeries. Quant aux concasseurs, ils connaissent la surdité à cause des innombrables et incessants bruits de marteaux. Les risques de contamination instantanée à des intoxications ou à des maladies de la peau (gale, datte etc.) sont plus perceptibles chez les laveurs qui utilisent quotidiennement les produits chimiques sans aucune mesure de précautions. Quant aux populations riveraines, elles subissent injustement les impacts l'activité, à cause du fait qu'elles vivent à proximité des mines artisanales. En général, ces populations sont exposées à des maladies (diarrhée, dysenterie etc.) liées à la contamination des eaux et produits alimentaires. Aussi, faut-il noter que la manipulation manuelle des substances toxiques affecte la santé des artisans.

Pour ce qui concerne les substances toxiques, il s'agit essentiellement du mercure, du cyanure, l'acide et par endroit la chaux. Ces produits chimiques sont utilisés à la phase terminale du traitement du minerai par l'amalgamation. Ces substances chimiques reconnues pour leur toxicité, sont utilisées par des personnes non qualifiées, qui ne prennent aucune mesure de protection. Pour 84,75% des artisans mineurs enquêtés, ils n'ont points bénéficié d'encadrements techniques avant de venir à l'activité ou à utiliser les produits chimiques de façon manuelle. Par conséquent, ces acteurs courent de grands risques de contamination à des maladies souvent mortelles que 75,17% d'entre eux ignorent largement.

Ainsi, près de 30,3% des acteurs interrogés utilisent quotidiennement les produits chimiques pour le traitement des minerais. Pour la plupart, ces utilisateurs travaillent dans les conditions dangereuses mettant à risque leur santé ainsi que, celle des populations riveraines et de l'environnement physique. Dans l'orpaillage par exemple ; les acteurs affectés à cette tâche, manipulent le mercure et le cyanure à main nue sans gants ni masques encore moins, de lunettes de protection.

Les résultats obtenus rejoignent ceux de CHUPEZI et *al* (2009), qui soulignent que la précarité et l'absence des équipements de protection lors du travail artisanal de la mine, combiné à l'ignorance des impacts négatifs à moyen et long terme par la plupart, des acteurs impliqués dans la filière, contribuent à augmenter l'ampleur des impacts sur la santé. L'artisanat minier, tel que mené dans les zones rurales du Nord du pays, constitue donc, un danger pour les populations riveraines.

5.2.1.2-La promiscuité et l'absence d'infrastructures sur les sites miniers artisanaux

En dépit du dynamisme constaté sur le plan économique que le secteur minier artisanal fait mesurer sur le niveau de vie de certains ménages enquêtés dans le Nord, les sites d'exploitation minière artisanale en général, se caractérisent par la promiscuité et l'absence d'infrastructures socio-sanitaires, éducatives etc. La dynamique du secteur informel relève plus d'une dynamique de création ou de génération d'emplois que d'une véritable dynamique d'entreprise. Dans certains villages riverains, l'on note la présence d'infrastructures de base pour le bienêtre des populations.

Dans les zones rurales du Nord de la Côte d'Ivoire, le secteur minier artisanal se caractérise aussi par la physionomie des habitations de fortunes bâtis par les artisans mineurs. Pour l'INS (2005), en Côte d'Ivoire, le secteur informel se caractérise par une très grande précarité des conditions d'activité. Elle souligne aussi, que plus de 70% des Unités de Production Informelle (UPI), sont abritées par des installations de fortune. Ce phénomène prive l'accès aux acteurs du secteur des principaux services publics (eau, électricité, téléphone). Le constat est le même dans le secteur de l'artisanat minier. Dans ce milieu, les habitats de type spontanés et précaires sont construits dans un certain désordre dans la zone réservée aux habitations. Les constructions ne respectent aucun plan, car une fois autorisé par le responsable du site, le nouvel arrivant commence à construire son « bâtiment ». Toutes les constructions existantes sur les sites, qu'il s'agisse d'atelier, de restaurant ou de logement, sont réalisées entièrement à base de bâches noires pour assurer une certaine étanchéité en cas de pluie ou se préserver des rayons solaires (planche photos n°9).

Planche photos n°9 : Types d'habitations des orpailleurs à Fodio



Source : ALLOU TK, 07/03/2017 (Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW)

Les « tentes[9] » sont placées très proches les unes à côté des autres avec quelques fois de petites ruelles aménagées entre deux blocs de tentes construites par les artisans mineurs. Cela constitue véritablement un énorme risque en cas d'incendie compte tenu de la promiscuité et de la nature des matériaux utilisés pour les constructions. En général, les sites ne disposent pas de latrines, ni d'eau potable, ni d'électricité etc., les rares espaces aménagés pour les toilettes sont composés de nattes en pailles ou en bâches noires entourant un petit espace. C'est dans ce type d'aménagements de fortune que les orpailleurs peuvent s'isoler pour se doucher. Ailleurs, la nature sert de lieux de soulagement pour plusieurs autres artisans interrogés.

En outre, les conditions de vie des artisans mineurs semblent être dépourvues de commodités nécessaires. Cela dit, il n'existe aucun aménagement à base de matériaux définitifs. Cette idée confirme en partie l'hypothèse de l'INS (2005) selon laquelle, plus de 70% des Unités de Production Informelle sont privées d'accès aux principaux services publics (eau, électricité, téléphone, latrines etc.). Il faut aussi mentionner que, certaines personnes sont

[9]Les tentes sont généralement les types de maisons construites par les artisans mineurs dans le Nord de la Côte d'Ivoire comme un peu partout à l'échelle nationale et qui leur servent d'abri. Elles sont généralement construite en boit couvert de bâche noire.

installées dans ces conditions provisoires et déplorables de vie depuis l'ouverture des sites pendant les périodes de crise militaro-politique de 2002. En outre, les vices liés au développement des activités de l'artisanat minier sont multiples et influencent le niveau de sécurité dans les zones rurales au Nord du pays.

5.2.1.3-Le développement des vices dans les zones minières artisanales au Nord

Dans les zones rurales du Nord de la Côte d'Ivoire, il y avait des jeunes filles sur le site qui officiellement travaillaient sur les sites en tant que commerçantes de biens de consommation (alcool, l'eau, la cigarette, la nourriture etc.). Parallèlement à cette activité, ces commerçantes s'adonnaient à la prostitution pour diversifier leur revenu. Des cas de vente et de consommation de stupéfiants sont également signalés dans le milieu de l'artisanat minier au Nord. Pour les orpailleurs rencontrés, 55% soutiennent que ces substances sont consommées pour lutter contre le sommeil et supporter les difficiles conditions de travail dans les mines (puits et galeries).

En effet, les creuseurs travaillant dans les galeries, sont généralement organisés en équipes de sorte que certaines équipes travaillent du matin à la nuit et d'autres de la tombée de la nuit au petit matin, éclairés à la lumière des lampes dont les piles usées jonchent le site. Cela dit, les vidéos clubs, les débits de boisson ainsi que les filles de joie sont fréquentés aussi bien par les orpailleurs que par des jeunes du village dont certains viennent quotidiennement sur le site pour leurs affaires. En plus, plusieurs cas d'accidents en motocyclette sont signalés par les habitants. Cette situation est attribuée à la prolifération des motocyclettes (photo n°9) et aux comportements des orpailleurs et certains acteurs, qui sous l'emprise des stupéfiants, traversent fréquemment les villages à grande vitesse.

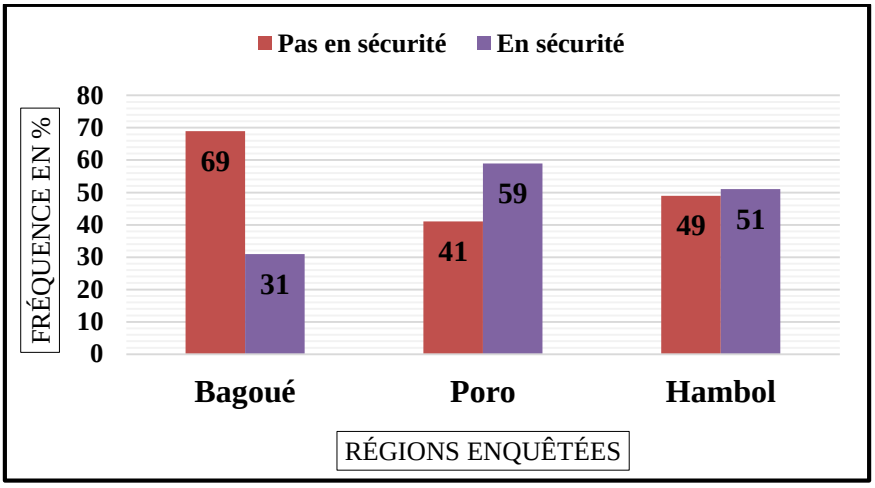
Photo n°9 : Moto taxis assurant la liaison entre les sites d'orpaillage à Fodio



Source**:** ALLOU TK, 07/03/2017 (Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW)

L'essor grandissant du secteur minier artisanal influence les conditions sécuritaires dans les localités enquêtées. Dans la Bagoué, par exemple, 163 individus sur 236 enquêtés, soit 69% soutiennent que le secteur minier artisanal favorise la dégradation des conditions sécuritaires des populations et impacte la consommation de la drogue, le développement du banditisme et de la prostitution. Ces inquiétudes sont mentionnées par plus de 41% dans le Poro (190 individus sur 436). Dans la région du Hambol plus précisément, dans la localité de Tortiya, 42 enquêtés sur 86 (49%) craignent pour la dégradation du niveau de sécurité avec le départ de la société industrielle (SAREMCI) d'exploitation de diamant dans la zone depuis 1975 et la ruée des populations vers ce secteur d'activité (graphique n°12). En effet, celles-ci ont témoigné être au moins une fois victimes d'agressions à main armée par des individus venus dans la zone pour mener les activités liées à l'orpaillage.

Graphique n°12 : Avis des populations enquêtées sur le niveau de sécurité dans les zones rurales du Nord (%)



Source: Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016

5.2.1.4-Les risques concourus dans le travail des artisans mineurs

Les conditions de travail dans l'ensemble de l'économie informelle présentent de grands risques pour les acteurs. Pour le BIT (2014), l'ensemble des travailleurs informels connaissent des conditions inadaptées et dangereuses. L'INS (2005), souligne que le secteur de l'économie informelle évolue dans des conditions d'activité très précaires. Cette précarité se résume par cette réalité spatiale ; moins de 30% des unités de production dispose d'un local spécifique d'activité (ateliers, boutiques, postes fixes sur les marchés publics), 44% ne possèdent pas de local, et 26% exercent à domicile. Si LOGNON (2011), soutien que l'emploi dans le secteur informel est marqué par la précarité des conditions de travail, nos investigations dans le secteur minier artisanal confirment cette hypothèse. En réalité, les artisans mineurs travaillent dans les conditions précaires exposant leur vie. En effet, ils sont exposés à toutes sortes de dangers et sont souvent victimes de toutes formes de discriminations tant au plan économique, social, psychologique, moral que physique. Les artisans mineurs travaillent dans les conditions précaires et dans les environnements les exposant plus à la mort. Il s'en suit parfois des accidents mortels.

Ailleurs, au Burkina-Faso, au Mali, ainsi qu'en Guinée, les cas d'accidents mortels vis-à-vis des conditions inadaptées de travail ont aussi fait l'objet d'analyse par certains auteurs tels que GILLES (2012) et SANGARÉ (2016). En Côte d'Ivoire, le comportement des artisans

mineurs sur les sites est souvent caractérisé d'acte « barbare » par le ministère en charge des mines. La grande problématique reste ouverte pour le Ministère de l'Industrie et des Mines (2015), qui trouvent parfois « barbares » ces artisans qui n'aménagent souvent pas assez d'efforts, à courir vers la mort à l'image des conditions de sécurité archaïques qu'ils utilisent pour soutenir les paroirs des puits. En général, il convient de mentionner que le secteur minier artisanal renferme un nombre croissant de risques qui causent souvent la mort de certains artisans sur les sites. Ils sont plus de 42% des artisans mineurs enquêtés dans le Nord du pays qui sont conscients de ces grands risques d'insécurité que le secteur renferme.

Pour ces acteurs interrogés (95%) dans les zones rurales du Nord du pays, les quotidiens cas d'accident sur les sites qui entrainent souvent les pertes en vie humaines leur interpellent d'user de moyens de prudence. Mais, face aux défaillances liées aux peu de moyens sophistiqués dont ils disposent pour extraire les minerais, ils peinent souvent sous le poids dominant des éboulements mortels parfois sur les sites. Cependant, en dépit de ces cas d'éboulement mortels, les mineurs font toujours preuve de déterminations. Les propos d'un artisan rendent compte de cette ignorance cruelle qui alimente la volonté de ceux-ci. Selon cet acteur, « *en vérité, la mort est inévitable qu'importe le lieu où tu te trouves. Nous n'avons pas peur de cela. Même quand il y'a une tête brisée parmi nous, on le fait sortir et d'autres redescendent dans la galerie, à chacun son tour* ». En réalité, les puits creusés ont pour seuls et uniques supports, des troncs d'arbres abattus (planche photos n°10a) dans les environs du site. Ces troncs d'arbres sont aussi utilisés pour renforcer les parois et soutenir la voute des galeries.

Malgré toutes ces mesures archaïques développées par les exploitants, les risques restent très énormes pour ceux-ci. Les chutes sont aussi monnaies courantes dans ces environnements et définissent la dangerosité que le secteur des mines artisanales représentent pour les différents acteurs. Les descentes dans les mines, restent très archaïques et dangereuses. Elles sont faites à l'aide de cordes attachées aux poulies suspendues sur les puits pour faciliter la descente des orpailleurs dans les galeries (planche photos n°10b). Les témoignages recueillis à Fodio auprès des orpailleurs rendent naturellement compte du caractère souvent cruel de l'activité. Pour ces acteurs interrogés « *les chutes sont monnaies courantes à la descente dans les galeries. Parfois, tu restes des heures dans les puits à creuser, il s'en suit que tu as très soif ou faim et que tu n'as plus de forces pour remonter. On peut t'oublier et tu restes malheureusement condamné dans la galerie et tu meurs par la suite* ».

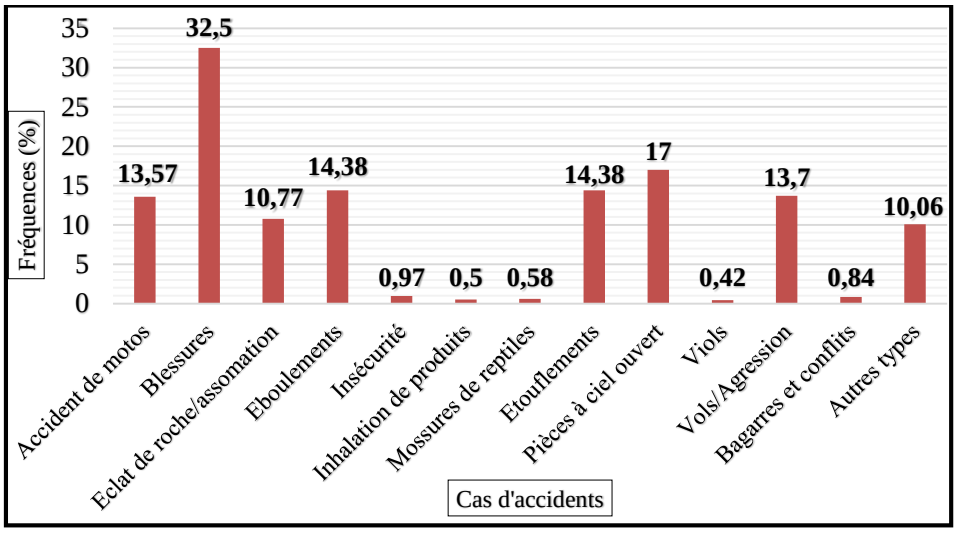
Planche photos n°10 : Orpailleurs en situation d'exploitation



Source : ALLOU TK, 07/03/2017 (Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW)

À l'image des conditions de travail des artisans mineurs visités, les accidents de toutes natures sont monnaies courantes dans ces milieux. Ainsi, pour 32,52% des cas, soit 255 artisans sur 785, les blessures par les outils de travail (machettes, pioches, marteaux, mortiers, houes…) constituent les cas d'accident les plus réguliers. Cependant, les cas d'assommassions liées aux éclatements de pierres concassées représentent pour 85 artisans, soit 10,77%, l'une des causes de blessures des acteurs en général et particulièrement, les concasseurs. Outre, ces cas d'accidents susmentionnés, 14,38% de nos enquêtés, soit 123 individus sur 785 ont souligné que les éboulements/effondrements de puits causant pour la plupart, la mort des artisans mineurs, restent l'un des défis majeurs avec l'essor du secteur minier artisanal dans les zones rurales du Nord du pays. Le graphique n°13 met en évidence l'ensemble des cas d'accidents enregistrés sur les sites miniers artisanaux au Nord du pays.

Graphique n°13 : Les différents cas préjugés d'accidents recensés dans l'artisanat minier au Nord (%)



Source**:** Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW, Mars 2017

Pour les acteurs, il ne se passe de jours sans que l'on constate un cas d'effondrement sur les sites. Cela a pour conséquences, de lourdes pertes en vie humaines. Pour notre part, tant que le secteur de l'artisanat minier ivoirien restera dans ce contexte organisationnel évasif, il demeurera un « cimetière ouvert » pour les différents acteurs. Les témoignages de cet acteur mineur « *certaines personnes pensent qu'on vient ici et ramasser l'or pour partir. C'est loin d'être le cas, car en vérité, le travail est très pénible. Mais, en tout cas, je suis là jusqu'à ce que j'ai gain de cause* » rendent compte de la pénibilité que renferme le secteur minier artisanal. Aussi, 107 individus sur 785, soit 13,57% ont souligné que les cas d'accidents de motos demeurent aussi récurrents sur les axes reliant les sites d'exploitation aux villages environnants. En réalité, la majorité des exploitants mineurs possède un engin (moto) pour son déplacement. Sur les sites d'exploitation, les cas d'agressions (13,7%), de vols de minerais ou de viols (1,42%) perpétrés contre certaines adolescentes sont aussi monnaies courantes.

Ces violences rendent réellement compte de l'évolution du niveau de l'insécurité dans les zones d'extraction minière artisanale dans le Nord du pays, dont certains acteurs ont fait mentionner dans leurs interviews. Aussi, la méthode de traitement du minerai demeure-t-il encore archaïque sur les sites d'exploitation dans le Nord du pays. Sur les sites d'exploitation minière artisanale, les puits d'exploitation sont laissés béant, ce qui crée en sorte, un danger permanent pour les populations riveraines quand ils sont recouverts de la broussaille.

5.2.1.5-Les dangers liés aux sites d'exploitation artisanale laissés béants dans le Nord

Les sites d'exploitation minière artisanale dans les zones rurales du Nord du pays se distinguent par les hauts risques à court, moyen et à long terme qu'ils concourent. En effet, les sites artisanaux miniers restent béant sans mesures de compassassions des trous creusés dans toutes les zones que nous avons visité. Ce fléau engendre de grands risques d'insécurité pour les populations riveraines ainsi que, pour les générations avenir.

Les risques liés aux anciens sites d'exploitation s'identifient à plusieurs niveaux. Au niveau environnemental par exemple, les anciens sites miniers artisanaux demeurent dans un état de destruction avancé. Cela dit, ces espaces ne sont plus utiles pour la pratique d'activités agricoles par faute de politiques favorisant leurs remblaiements. Au plan social, ces espaces sont considérés comme des « cimetières à ciel ouvert[10] » car ils représentent des dangers mortels pour les populations lorsqu'ils sont recouverts par la végétation. Les générations futures peineront à ce rythme, à bénéficier de ces espaces pour leur bienêtre socio-économique. Suite aux fréquents déplacements des orpailleurs vers d'autres sites plus riches, des centaines de puits (planche photos n°11) et d'ouvrages miniers sont abandonnés et laissés béants dans les zones rurales au Nord du pays, après exploitation.

[10]Les anciens sites d'orpaillage sont considérés comme des « cimetières à ciel ouvert » car ces espaces pour la plupart recouvert par la végétation renferment des trous de grande profondeur (plus de 50 m par endroit) demeurent des endroits très dangereux.

Planche photos n°11 : Sites d'orpaillage laissés béants dans les zones rurales au Nord



Source : Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016

Ce phénomène offre ainsi, le sol au ravinement et à des processus d'érosion intensive, aboutissant à une destruction totale du sol superficiel. Ce déséquilibre peut provoquer un sur-alluvionnement des vallées et leur asphyxie plus ou moins profonde. Ces processus sont quasiment irréversibles et peuvent devenir catastrophiques à l'échelle de quelques générations. Ils engendrent parfois des cas d'accidents graves.

5.2.1.6-Incidences de l'artisanat minier sur les infrastructures : Cas de Tortiya

Avant la crise politico-militaire de 2002 en Côte d'Ivoire, les exploitants artisanaux du diamant à Tortiya, exerçaient tous dans un contexte légal et détenaient des autorisations régulièrement délivrées par l'administration minière (YOBOUE et *al*, 2015). Cependant, depuis la crise militaro-politique, jusqu'aujourd'hui, les conditions se sont dégradées et toutes les autorisations ont expirées sans être renouvelées. On se trouve alors en présence d'une production artisanale obtenue dans des conditions d'anarchie totale, échappant en partie aux filières commerciales légales. À Tortiya, on peut observer sans difficulté sur les sites miniers à proximité de la ville et souvent à deux ou trois kilomètres, plusieurs personnes non identifiées

qui creusent des puits à ciel ouvert et des galeries à plusieurs dizaines de mètres de profondeur. Certains restent à la surface et font descendre des sceaux avec des cordons que d'autres remplissent sous terre. Le travail se fait avec du matériel très basique et archaïque, pioches, seaux, cordes. D'autres s'adonnent aux lavages des graviers sur les rives de la rivière Bou ou des affluents de la rivière Andjou.

Les méthodes et techniques inappropriées adoptées par les artisans miniers à Tortiya pour l'extraction du diamant causent des dommages considérables à l'environnement en mettant en danger tout l'écosystème des zones exploitées. Le principal dégât perceptible sur l'environnement est surtout lié à l'érosion du sol provoquée par l'élimination du couvert végétal. Les terres dénudées sont plus facilement emportées par les pluies. L'exploitation ne se fait malheureusement pas sans couper et arracher les arbres qui sont sur les parcelles. La superficie défrichée est souvent trop grande par rapport aux besoins des mines. On assiste à une « déforestation » importante des zones exploitées.

L'ouverture de tranchées, de puits, du grattage et du retournement des sols entraînent la fragilisation des sols et la destruction progressive des terres agricole dans un contexte déjà marqué par l'insécurité alimentaire et la pauvreté chronique des populations (YOBOUE et *al*, 2015). Face à cette montée en puissance des activités artisanales de l'exploitation du diamant, les infrastructures socio-collectives de base disponibles autours des sites, connaissent aussi un niveau important de dégradation. Deux facteurs influencent cette destruction des infrastructures à Tortiya. Cependant, ces facteurs se résument tous, aux effets conjugués de l'exploitation artisanale du diamant.

D'une part, la destruction de ces infrastructures est liée aux galeries creusées sous ces édifices par les artisans mineurs dans leurs activités de recherche du diamant. D'autre part, les exploitations alluvionnaires de diamant qui se déroulent sur les rives de la rivière Bou et Andjou sont de plus en plus inquiétantes au regard de leurs impacts. Ces exploitations qui s'accompagnent fréquemment d'une destruction des berges et d'apports massifs en sédiments, perturbent localement, l'équilibre des rivières qui pendant les saisons des pluies, débordent leur lit et atteignent les bâtiments construits à proximité de ces fleuves. Il faut souligner que, le fleuve Bou se trouve à moins de 500 mètres de la localité de Tortiya.

Comme conséquences immédiates, le constat reste alarment et déplorable au niveau de l'influence des activités artisanales du diamant sur les édifices de référence à Tortiya. L'ancien bâtiment de la Sous-préfecture qui avait servi à la « compagnie Delta Force » des

forces armées des Forces Nouvelles, considéré à l'époque comme une prison de guerre (YOBOUE et *al*, 2015), est désormais utilisé pour l'exploitation minière du diamant. Les galeries souterraines creusées à l'intérieur du bâtiment ont fini par entrainer son effondrement (photo n°10). Ce bâtiment qui servait de bureau pour l'administration locale se retrouve aujourd'hui abandonné. Ailleurs, l'aérodrome de la ville a été détruit par les exploitants miniers à la recherche du diamant (photo n°11). La piste d'atterrissage a été transformée en parcelle d'exploitation minière.

Photo n°10 : Effondrement du bâtiment de l'ancienne sous-préfecture de Tortiya sous les effets conjugués des galeries de l'exploitation artisanale du diamant



Source**:** ALLOU TK, 07/03/2017 (Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW)

Photo n°11: Destruction du hangar de l'aérodrome de Tortiya par l'exploitation artisanale du diamant



Source**:** ALLOU TK, 07/03/2017 (Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW)

En plus de détruire les infrastructures de base disponibles, il faut noter que le secteur de l'artisanat minier influence négativement l'environnement physique à cause des méthodes et moyens inadaptés, utilisés par les artisans mineurs.

5.2.2-Au niveau environnemental

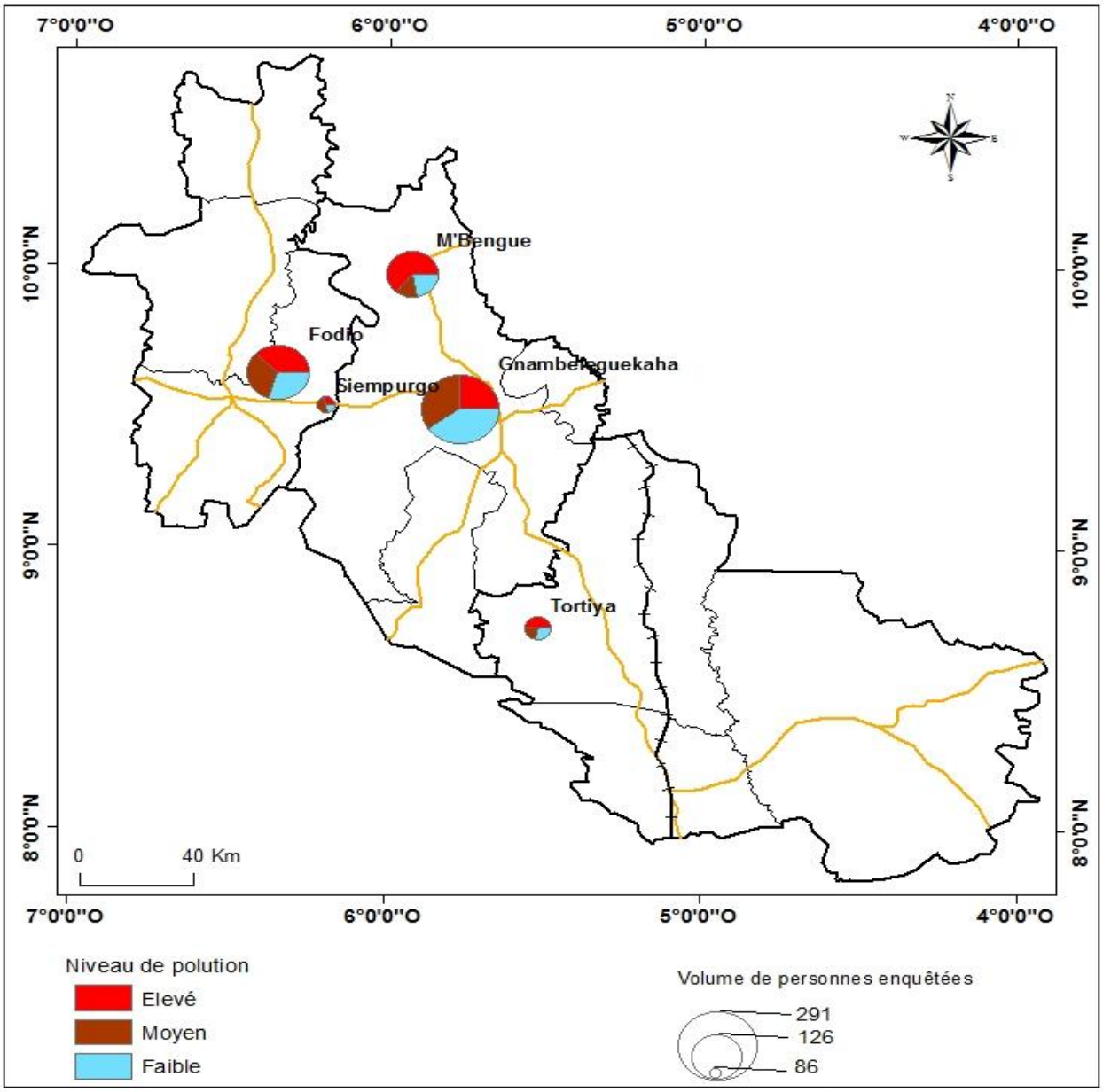
La destruction environnementale se trouve renforcée aussi par la recherche de pépites qui sont réputées se trouver surtout entre les racines de certaines plantes. Il en résulte une dégradation des terres qui sont alors rendues impropres à l'agriculture. Au plan environnemental, les impacts de l'artisanat minier à travers cette analyse, seront structurés autours des points suivants : L'artisanat minier une source de pollution atmosphérique dans les zones rurales du Nord du pays, les dangers environnementaux liés à l'exploitation artisanale abusive des ressources minières, la coupe sauvage des troncs d'arbre sur les sites artisanaux miniers au Nord, le résumé statistiques des impacts socio-environnementaux négatifs de l'artisanat minier sur le cadre de vie des populations riveraines dans le Nord de la Côte d'Ivoire.

5.2.2.1-Pollution atmosphérique dans les zones rurales du Nord par les effets de l'artisanat minier

La pollution atmosphérique est une des principales sources de destruction socio-environnementale dans les zones de développement de l'artisanat minier dans le Nord du pays. Elle semble inquiétante pour les populations riveraines qui se plient sur le poids parfois dominant de ce fléau. En réalité, le processus d'extraction minière artisanale dans le Nord du pays comme partout en Côte d'Ivoire, exige en partie le concassage de pierres. L'activité de concassage se fait soit à la main ou bien avec des machines concasseuses. Cette activité par ailleurs, est couronnée d'élévation de bulles de poussière qui en retour polluent l'atmosphère. Cette pollution atmosphérique menace le cadre de vie des populations. Il convient de mentionner que, la pollution atmosphérique liée aux effets incontrôlés de l'artisanat minier, influence les conditions de vie des populations riveraines et les expose à des maladies telles la toux, la tuberculose et bien d'autres.

Ainsi, plus de 36% des populations enquêtées considèrent que les différentes activités liées au secteur de l'artisanat minier polluent l'environnement et le cadre de vie des populations. Face aux moyens et conditions de traitement du minerai défaillants dans le secteur, il revient à souligner que le secteur fait partie intégrante des activités polluantes et destructrice du couvert végétal dans les zones rurales du Nord de la Côte d'Ivoire. La carte n°12 suivante montre l'appréciation des populations enquêtées sur le niveau de pollution atmosphérique et environnementale issue de l'extraction minière artisanale.

Carte n°12 : Avis des populations enquêtées sur le niveau de pollution atmosphérique et environnemental par localités



Source : BNETD/CCT, 2012, CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016 **Réalisation :** ALLOU TK. Juin 2019

La population apprécie le niveau de pollution par rapport aux variabilités climatiques, à l'apparition de certaines maladies dans leurs localités. Ainsi, plus de 63% des populations enquêtées à M'Bengué soit 71 acteurs sur 112, trouvent le niveau de pollution atmosphérique et environnemental élevé contre 14,29% (16 artisans) qui pensent que la pollution reste moyen dans cette localité. À Tortiya, 14 artisans sur 28, soit la moitié (50%) des enquêtés, pense qu'avec l'essor des mines artisanales, leur environnement connait un niveau de pollution élevé. Cette thèse est approuvée par 60 acteurs sur 157 ou 38% des enquêtées à Fodio. À Siempurgo par contre, 50% sinon 7 artisans sur 14 enquêtés trouvent que les impacts environnementaux des mines artisanales demeurent moyens.

Alors qu'à Gnambéléguékaha, plus de 40,71%, soit 103 personnes sur 253 acteurs mineurs interviewés ne trouvent pas d'incidences néfastes du concassage effectué dans la localité sur l'environnement. En outre, nous pensons pour notre part que, le niveau critique d'analphabètes dans le secteur justifie en partie, l'ignorance de certains acteurs sur les effets néfastes du secteur minier artisanal sur l'environnement physique et le cadre de vie des populations.

5.2.2.2-Destruction environnementale liée aux activités de l'artisanat minier au Nord

Les dangers environnementaux liés à l'artisanat minier dans les campagnes du Nord du pays sont multiples et très variés sur l'environnement physique et les ressources en eau disponible. Certes, le secteur de l'artisanat minier contribue aux revenus des populations rurales dans les zones rurales du Nord de la Côte d'Ivoire. Cependant, cette activité utilise des technologies mal adaptées qui causent des impacts négatifs sur l'environnement physique et les ressources naturelles, en l'occurrence les sols et les ressources en eau disponibles.

Dans le Nord, l'impact des exploitations minières artisanales sur l'environnement varie bien sûr en fonction des contextes géographiques, des substances exploitées et des méthodes utilisées. Dans les techniques de l'orpaillage traditionnel, les risques et les dangers pour l'environnement physique se traduisent en général par des déboisements, la destruction du couvert végétal (planche photos n°12a) et des sols. La pollution des ressources en eau disponibles, résulte de l'usage de produits chimiques dans les traitements comme c'est le cas du fleuve Bou à Tortiya avec l'exploitation artisanale du diamant (planche photos n°12b).

La destruction environnementale demeure une réalité inquiétante dans les milieux visités. Plus de 63% des acteurs interrogés pensent que l'environnement subit une dégradation constance face aux activités liées à l'artisanat minier. Ainsi, face aux fréquents déplacements des artisans mineurs vers d'autres sites plus riches, des centaines de puits et d'ouvrages miniers sont abandonnés et soumettent le sol au ravinement et à des processus d'érosion intensive. À court, moyen et long terme, ces destructions continues de l'environnement dans ces milieux, impactent profondément les variabilités climatiques qui en retour, influencent la ruée de certains paysans vers le secteur des mines artisanales à cause de la chute chronique de leurs productions agricoles. L'environnement reste fragilisé par les actions de l'artisanat minier dans les zones rurales du Nord du pays.

Planche photos n°12 : Incidence de l'artisanat minier sur l'environnement au Nord



Source : ALLOU TK, 07/03/2017 (Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW)

L'autre incidence de l'artisanat minier sur l'environnement réside dans le phénomène des coupes intensives des troncs d'arbres. En outre, les cas de fortes concentrations de centaines, voire de milliers d'artisans mineurs sur le même site, s'accompagnent souvent d'une coupe abusive de bois pour faire face aux besoins de mine, d'habitation et de chauffe (photo n°12). Les troncs d'arbre jouent un rôle important dans cette forme d'exploitation car ils servent de soutien aux parois dans les galeries. En d'autres termes, ils représentent une utilité

incontournable dans le processus d'exploitation minière artisanale dans les campagnes du Nord de la Côte d'Ivoire.

Photo n°12 : Troncs d'arbre abattus sur un site d'orpaillage à Fodio



Source**:** ALLOU TK, 07/03/2017 (Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW)

Dans les régions du Nord et plus particulièrement sur les sites d'orpaillage, le dynamisme des coupes de bois est très intense et favorise en retour le recul constant de la végétation. La coupe des troncs d'arbre par les exploitants mineurs demeure un véritable défi dans le milieu de l'artisanat minier au Nord du pays. Les politiques de sensibilisation sur la portée des arbres au bon fonctionnement des conditions de vie des populations semblent perdre d'intensité dans ces régions.

En somme, le secteur minier artisanal reste une source importante des déséquilibres socio-économiques et environnementaux dans les zones rurales du Nord malgré les opportunités qui diffuse sur son sillage. Il influence les mutations socio-économiques et environnementales dans les zones d'étude par la destruction massive des espaces agraires.

CHAPITRE 6 : PROBLÈMES GÉNÉRÉS PAR L'ARTISANAT MINIER SUR LES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS EN ZONE RURALE AU NORD

L'exploitation minière se présente comme une bonne perspective pour l'économie locale comme nationale. Cependant, elle possède un caractère dynamique en produisant des effets négatifs sur la société et l'environnement. Elle est la source de plusieurs problèmes qui relèvent du caractère destructif de l'activité. Pour SOW (2013), les exploitations minières ravirent les pays et les populations de leurs richesses et les exposent à la misère et à la pauvreté. Autrement dit, les richesses semblent se retourner contre les pays et les populations qui les détiennent. Aussi, il n'est pas rare que l'exploitation des ressources minières soit liée à l'émergence, à l'accentuation ou au prolongement des conflits socio-fonciers et de la destruction grandissante de l'environnement et du cadre de vie des populations riveraines. Comprendre les problèmes que génère le secteur minier artisanal sur les conditions de vie des populations riveraines en zones rurales dans le Nord de la Côte d'Ivoire, passe pour notre part, à l'évaluation de ces effets au niveau social et sur le plan économique.

6.1-AU NIVEAU SOCIAL

Au plan social, l'artisanat minier impacte positivement le niveau de vie de certains ménages dans cette partie du pays. Mais, probabilités diffusées par le secteur, ne doivent pas détourner nos regards sur les multiples corollaires néfastes qu'il fait observer sur son sillage. Les premiers problèmes que l'essor de l'artisanat minier laisse entrevoir sont liés au travail inapproprié des enfants sur les sites miniers artisanaux, de leur déscolarisation et des cas de maladies auxquels ils sont exposés. La pression démographique et l'étalement anarchique des villages, les bouleversements des coutumes, normes sociales et les cas de conflits suscités en milieu rural, au Nord du pays sont aussi perceptibles.

6.1.1-Le travail des enfants sur les sites miniers artisanaux dans le Nord

Les jeunes adolescents participent d'une manière importante à l'exploitation minière artisanale dans les régions du Nord de la Côte d'Ivoire. Plus de 45% des exploitants enquêtés ont témoigné que les enfants de la tranche d'âge allant de 10 à 15 ans travaillent dans les mines

souvent aux côtés des parents ou à leur propre compte. Ils sont généralement issus de manages pauvres. Par conséquent, la majorité de ces enfants n'a pas été à l'école. En outre, les risques sanitaires sont grands pour ces enfants qui sont affectés pendant plusieurs heures par jour au pilage, au lavage et même au creusage de minerai dans les puits (planche photos n°13a). De par la présence de leurs mères sur les sites (planche photos n°13b), les plus petits enfants sont exposés à la poussière et au bruit des pilons. Parmi les risques physiques et les contraintes auxquels ces enfants sont exposés sur les sites miniers, on notera :

-les affections pulmonaires et la silicose, dues aux fines poussières ;

-les risques de surdité par le bruit permanent du pilon ou du marteau ;

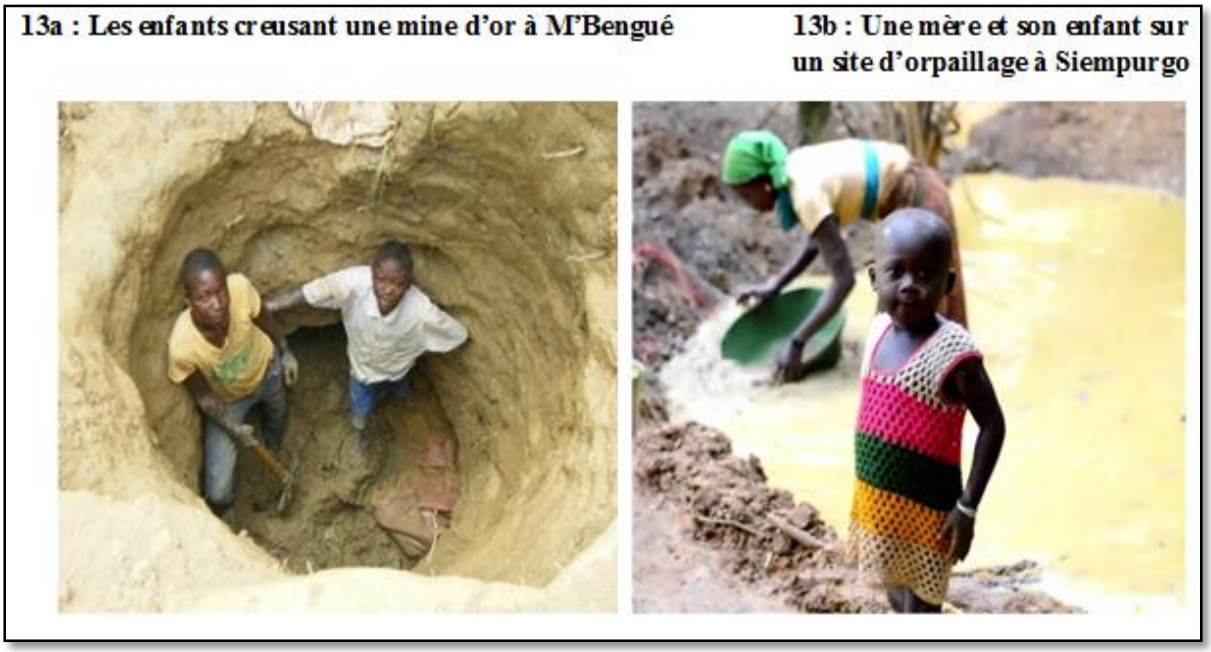
-la fatigue et les efforts intenses pour écraser et broyer le minerai ;

-les risques de blessures par les éclats de pierre dans les yeux ;

-les affections oculaires et dermatologiques diverses ;

-la prostitution infantile.

Planche photos n°13 : Présence d'enfant dans les mines artisanales au Nord



Source : ALLOU TK, Avril 2017 (Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW)

Quand ils ne travaillent pas, les enfants sont abandonnés à eux-mêmes par leurs parents qui passent tout leur temps à chercher l'or. La fragilisation et la perturbation des structures et de l'autorité familiale, caractérisent les sites miniers. Dans ces conditions, les

enfants souffrent et vivent dans une ambiance familiale perturbée par les disputes, l'alcoolisme et la violence des parents. Certains enfants malchances, perdent la vie sur les sites d'exploitation minière artisanale par la malveillance des parents comme nous relatait un des notables du chef du village de Fodio, lors d'un entretien individuel « *un jour, une femme est allée pour exploiter de l'or dans une mine comme ses camarades. Arrivée sur le site et comme son enfant dormait, elle l'a fait coucher un peu à l'écart et a commencé à travailler. Quand l'enfant s'est réveillé, il a commencé à jouer puisqu'il faisait les quatre partes déjà. L'enfant par la suite, c'est retrouvé noyé dans un puit laissé béant rempli d'eau. Un moment donné, quand la femme s'est rappelé de l'enfant, elle a décidé de revenir vers lui et malheureusement elle a retrouvé son enfant mort noyé dans un puit* ». Généralement, la ruée des enfants sur les sites d'exploitation minière artisanale, influence leur scolarisation et ainsi que leur état de santé en zones rurales au Nord de la Côte d'Ivoire.

6.1.2-La déperdition scolaire des enfants face à l'essor de l'artisanat minier au Nord

L'essor des industries extractives artisanales influence la déscolarisation des enfants dans les zones rurales du Nord de la Côte d'Ivoire. En général, les enfants qui vivent dans les villages miniers dans cette partie du pays, ne vont pas à l'école et les rares structures éducatives autour des sites sont souvent désertées et vidées par la folie de l'or. Les sites étant rarement permanents, les groupes de mineurs migrent très rapidement vers d'autres sites au gré de nouvelles découvertes ou de rumeurs. Les enfants abandonnent ainsi l'école car sont souvent contraints de travailler avec leurs parents qui les amènent avec eux sur les sites. Dans d'autres cas, les enfants décident eux-mêmes de quitter l'école pour tenter leur chance comme leurs amis qui grâce à l'or ou le diamant artisanal, ont pu s'acheter un vélo, une radio ou un téléphone portable.

Ainsi, la déscolarisation et les pires formes de travail des enfants sont un des reproches majeurs formulés par les chefs de ménages enquêtés dans les zones rurales au Nord du pays. La déscolarisation suite aux abandons scolaires des enfants au profit des sites d'exploitation minière connait un degré important de croissance dans les zones minières du Nord. Plus de 89% des populations interviewées soutient que les enfants en majorité, ont tendance à délaisser le chemin de l'école pour les sites d'orpaillage. Pour une marge de cette population enquêtée, à 55% certains parents sont responsables de la ruée des enfants sur les sites d'exploitation minière artisanale au détriment des établissements scolaires.

Ils justifient cette responsabilité par le fait que ces parents entrainent leurs enfants pendant les jours fériés sur les sites et donc, une fois ces enfants habitués aux gains escompté dans le secteur, ils préfèrent désormais laisser les études pour le secteur minier artisanal qui leur faire profiter des revenus économiques. Les enfants rencontrés sur les sites travaillent dans des conditions aussi pénibles que celles des grandes personnes. En réalité, certains d'entre eux sont chargés de l'approvisionnement des exploitants mineurs en eau potable, l'approvisionnement en eau pour le lavage des minerais, le concassage du minerai avec des marteaux souvent plus lourd, le tamisage de la poudre de roche dégageant la poussière et les rendant parfois malade, le creusage des trous par endroit, etc., (planche photos n°14).

Planche photos n°14 : Les enfants travaillant sur les sites miniers artisanaux



Source : Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016

Dans ces conditions de travail, ces enfants sont exposés à de multiples dangers tels que les viols, la drogue, l'alcool, la prostitution et leurs corollaires comme les grossesses précoces et non désirées, les infections sexuellement transmissibles et le VIH-SIDA. Ces différentes activités menées sur le site procurent aux enfants de l'argent, ce qui serait, aux dires des exploitants mineurs, une des causes de l'abandon scolaire observé au niveau de la commune.

Ailleurs, au Burkina-Faso selon (SANGARÉ, 2016 ; YARO et *al*, 2011), en 2011 une étude commanditée par le ministère de l'action sociale et de la solidarité nationale sur le travail des enfants sur les sites d'orpaillage et les carrières artisanales dans cinq régions du Burkina Faso qui sont le Sud-Ouest (le Sahel, le Centre Nord, le Plateau central et le centre), a révélé que sur les 19 881 enfants présents sur les sites (ce qui représente 35,7% des personnes travaillant sur les sites) 61% n'ont pas été à l'école, 16,5% ont fréquenté une école primaire, 48,1% exercent au moins une activité liée à l'orpaillage (lavage, concassage, creusage…) contre 7% qui ont déclaré ne rien faire. Le travail des enfants sur les sites miniers et le phénomène de déscolarisation qui s'en suit demeurent dans ce contexte actuel, un défi majeur pour l'ensemble des États, et surtout ceux en développement. Pour NDIAYE (2013), le travail des enfant dans les zones minières est un problème préoccupant à double titre : d'abord, en raison du nombre des enfants concernés qui demeure très élevé, puis des conséquences négatives que le travail prématuré a sur le développement personnel de l'enfant et sur le développement économique et social du pays.

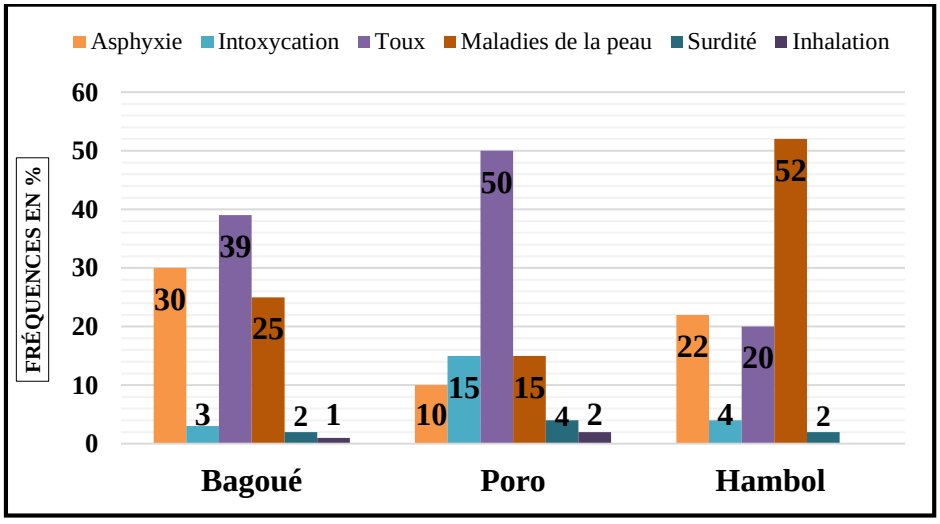
En général, ce travail compromet la scolarisation des enfants, détruit leur santé, affecte leur développement personnel et les paupérise. Insérés dans ce labeur à cause de leur vulnérabilité familiale, les enfants travailleurs dans les mines et carrières risquent de perpétuer, à l'infini, le cercle vicieux de la pauvreté (NDIAYE, 2013). Dans cet environnement rébarbatif où besognent petites filles et petits garçons se construisent et se maintiennent les relations inégalitaires de genre. L'organisation du travail, la rémunération, la valeur conférée aux différentes tâches sont objet de discrimination. Pourtant, le nombre d'enfant va croissant sur les sites d'exploitation minière sous les regards impuissants des autorités mondiales, régionales, nationales voire locales.

Pour NDIAYE (2013), le travail des enfants dans les mines et carrières, qui fait partie des pires formes de travail au regard de la convention n°182 de l'OIT, est ingrat, dangereux répétitif et pénible. Il ne résulte, ni pour les enfants, ni pour leurs parents, de choix influencés par des représentations sociales positives du travail enfantin en tant que rôle d'apprentissage et de socialisation. À l'échelle des régions minières artisanales du Nord de la Côte d'Ivoire, le constat est similaire au cas échéant du Burkina-Faso. Les enfants abandonnent le chemin de l'école au profit des sites d'exploitation minière artisanale. Il revient donc, aux collectivités locales et surtout aux parents, de mettre en place des stratégies de développement local en vue de contrebalancer le poids attirant des sites miniers artisanaux sur les enfants dans le Nord du pays.

6.1.3-Conséquences sanitaire du travail des enfants dans les mines artisanales

Le travail des enfants dans les mines et carrières ne peut en aucun cas, être défini comme un moyen de socialisation et d'éducation. L'absence de qualification, la pénibilité et le faible niveau technologique qui caractérisent ce type de travail enfantin, conduisent à considérer qu'il répond à d'autres déterminants, tels que : la pauvreté, la non scolarisation, les coûts compétitifs de la main-d'œuvre enfantine, et les facteurs politiques et législatifs (N'DIAYE, 2013). En outre, les risques sanitaires sont grands pour ces enfants qui sont affectés pendant plusieurs heures par jour, au pilage, au lavage et même au creusage de minerai dans les puits. Les enfants sont exposés dès leur plus jeune âge à la poussière, au bruit des pilons, aux eaux usées et boueuses ainsi, qu'aux perpétuels cas d'accidents liés aux trous laissés béants après exploitation. Le graphique n°14 suivant montre les statistiques relatives aux différentes pathologies identifiées chez les enfants mineurs enquêtés en zones rurales au Nord de la Côte d'Ivoire.

Graphique n°14: Différentes pathologies de maladies identifiées chez les enfants dans les mines artisanales au Nord (%)



Source : Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016

La toux reste la maladie la plus fréquente chez les enfants travaillant dans les mines artisanales en zones rurales au Nord de la Côte d'Ivoire à cause de l'inhalation chronique de la poussière issue du concassage de pierres qu'ils effectuent quotidiennement dans le secteur. Elle est identifiée chez la moitié (50%) des enfants enquêtés dans la région du Poro. Dans Bagoué

plus de 39% des cas de maladies identifiées, sont liés à la toux contre 20% dans le Hambol. En plus de la toux, les enfants sont confrontés aussi à des maladies de la peau. Ce fait explique le contact des enfants avec les produits chimiques sans mesure de protection (gans, casques…). Ainsi, plus de la moitié (52%) d'entre ces enfants dans le Hambol souffre d'une maladie de la peau (gale, datte, démangeaison…) contre 25% dans la Bagoué et 15% dans le Poro.

Quant aux enfants affectés aux activités de creusage dans les mines, ils sont soit victimes d'intoxication ou d'asphyxie. Dans cette perspective, plus de 30% dans la Bagoué sont victimes d'asphyxie contre 22% dans le Hambol et 10% dans le Poro. Aussi, l'usage anarchique des produits chimiques pour le traitement du minerai par certains enfants, influence leur état de santé. Dans la Bagoué par exemple, plus de 3% des enfants enquêté ont été une fois victimes d'intoxication contre 4% dans le Hambol et 15% dans le Poro. La surdité reste aussi monnaie courante dans les mines artisanales pour les enfants, à cause de leur proximité quotidienne avec les machines de pilage et de broyage des pierres concassées. Cette pathologie susmentionnée affecte 4% des enfants dans le Poro et 2% dans le Hambol.

En somme, les enfants travaillant dans les mines artisanales en zones rurales au Nord de la Côte d'Ivoire, sont victimes de plusieurs pathologies de maladie influençant leur épanouissement social. Dans cette perspective la Fondation de la Coopération et l'Éducation **(**EDUCO, 2017), soutient que les activités liées à l'orpaillage privent les enfants de leur enfance, de leur potentiel et de leur dignité, et nuisent à leur développement physique et mental. Ces activités demeurent une forme de violation aux droits humains et surtout des enfants. Ainsi, KIHANGI (2013), souligne que, beaucoup d'enfants sont victimes d'exploitation économique et sexuelle dans ce secteur d'activité. Sur les sites miniers du Sud-Kivu en RD-Congo, par exemple, FREE THE SLAVES (2013) soutient que 23% des enfants travaillant, seraient victimes d'esclavage.

Au Burkina Faso, pour YARO (2011), le travail des enfants sur les sites d'orpaillage et dans les carrières artisanales, reste une manifestation même des pires formes de travail des enfants. Outre le fait qu'il entrave l'épanouissement et le développement de l'enfant, il contribue considérablement à freiner les efforts du gouvernement dans la scolarisation des enfants au Burkina Faso. À cela, s'ajoutent des conditions dangereuses auxquelles les enfants sont souvent soumis et qui affectent indéniablement leur santé. Ces réalités gangrènent aussi le secteur des mines artisanales et surtout de l'orpaillage en Côte d'Ivoire en influençant la déperdition scolaire des enfants dans les zones rurales du pays.

6.1.4-Pression démographique dans les campagnes au Nord

L'une des caractéristiques des zones visitées dans le Nord du pays pendant nos enquêtes de terrain, se résume par la concentration importante de personnes sur les espaces (sites d'exploitation et camps d'habitation des mineurs artisans). En réalité, la pression démographique reste une des caractéristiques des campagnes du Nord de la Côte d'Ivoire à cause de la ruée des populations vers les mines artisanales dans cette partie du pays. En effet, l'essor de l'artisanat minier dans le Nord de la Côte d'Ivoire ces dernières décennies, a attiré bon nombre d'acteurs originaires de certaines régions du pays en particulier et généralement, vers certains pays limitrophes du pays (Mali, Burkina-Faso, Guinée etc.). Cette ruée a pour impact immédiat, l'augmentation de la population et la pression démographique dans les zones minières d'exploitation dans les campagnes du Nord du pays.

Face à cette pression démographique suite au développement des activités de l'artisanat minier, les campagnes du Nord, connaissent une sorte d'étalement justifié par la construction anarchique d'habitats spontanés (baraques) influençant négativement, le prolongement des villages. À l'image du village de Fodio, où les camps d'orpailleurs poussent sans une véritable politique de construction (photo n°13), l'ensemble des localités visitées sur les trois régions (Bagoué-Poro-Hambol) pour notre étude, connaissent un niveau d'étalement aussi dynamique, mais pour la plupart, anarchique.

Photo n°13 : Vue de profil d'un camp d'orpailleur à proximité du village de Fodio



Source**:** ALLOU TK, 07/03/2017 (Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW)

Cette anarchie, crée un désordre spatial sous lequel, l'ensemble de ces campagnes peinent à réellement trouver un cadre juridique, politique et institutionnel favorable pour booster leur niveau de développement durable. Ce déséquilibre socio-spatial constitue un catalyseur du bouleversement des coutumes et normes sociales, d'accentuation des différents types de conflits fonciers instaurés dans ces localités du pays, dont certains leaders communautaires, religieux interrogés ont fait mentionner dans leurs interviews.

En outre, la présence des sites d'exploitation minière dans les villages est aussi une source d'inquiétude pour les habitants qui se plaignent du bouleversement des coutumes et des normes sociales du village. Comme en Côte d'Ivoire, cette thèse est aussi soutenue au Burkina-Faso par SANGARÉ (2016). Pour l'auteur l'avènement des mines artisanales impacte négativement les normes culturelles par la violation des lieux de culte et le développement des rapports sexuels sur les sites d'exploitation. Pour la majorité des personnes interviewées (85%), il ne se passe pas une semaine sans qu'on ne signale des cas de violations de sites sacrés par les orpailleurs, des cas de transgressions de coutumes, etc. toutes choses qui contribuent, selon les populations, à entretenir des tensions entre les orpailleurs et les habitants.

Ces conflits naissent habituellement soit entre orpailleurs pour le contrôle de l'espace, soit entre populations riveraines et orpailleurs à cause de la violation des espaces sacrés du village ainsi que l'occupation et la destruction des terres agricoles. Ou encore, entre populations autochtones et allogènes d'une part, et d'autre part entre populations riveraines et compagnies minières installées dans la localité pour le contrôle du foncier (tableau n°19).

Tableau n°19 : Typologies des conflits liés au développement de l'artisanat minier au Nord

Typologie des conflits fonciers	Les causes des différents cas de conflits
Population contre compagnies minières industrielles	Non-respect des contrats de dédommagements liés aux cultures et lots détruits ainsi qu'aux contrats d'embauche des populations. Le faible niveau de développement socio-économique des localités impactées.
Populations contre artisans mineurs (Orpailleurs)	Occupations illicites et forte destruction des terrains agropastorales. Perte des terres cultivables. Risque de paupérisation des populations. non-respect des lieux de culte.
Autochtones contre Allogènes	La reconquête des terres cédées au paravent par les Autochtones aux allogènes devient sujet de conflit car ceux-ci les réclament afin de pratiquer l'extraction minière artisanale.
Orpailleurs contre Orpailleurs	L'occupation illégale de sites par force de certains orpailleurs. Le non-respect des contrats d'embauche et du partage des revenus de l'exploitation. L'usage abusif de stupéfiants par certains exploitants mineurs.

Source**:** Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016-Mars 2017

Le tableau ci-dessus définit les différentes typologies de conflits fonciers liés à l'exploitation minière artisanale dans le Nord du pays ainsi que les différentes causes qui leurs sont associées. De façon générale, on constate que les crises foncières recensées dans le Nord tirent leurs origines de l'exploitation minière artisanale illicite. Les éléments justificatifs de ces crises diffèrent d'un type de conflit à un autre type. Ainsi, nos enquêtes ont révélé que pour la plupart du temps (49,11%), les conflits opposant les artisans mineurs (orpailleurs) aux populations locales riveraines sont les plus récurrents que ceux liés aux désaccords sur le foncier (13,7%) entre populations riveraines et exploitants (compagnies minières et orpailleurs). Les conflits opposant les compagnies minières aux artisans miniers suite aux installations anarchiques des orpailleurs sur les périmètres des compagnies minières représentent à plus de 12,45% la troisième source des désaccords sociaux dans la localité. En effet, la récurrence de ces conflits fonciers réside aussi dans le fait que l'extension de l'exploitation minière (artisanale et industrielle) touche un nombre important des terroirs villageois et qui restent souvent sans dédommagements.

Autrement dit, l'essor de l'économie minière artisanale est perçu par les populations locales dans le Nord du pays comme une source de prospérité économique. Cette image perçue de l'exploitation minière par la population joue un rôle assez important dans la fragilisation des rapports de cohabitation entre populations autochtones et populations allogènes pour le contrôle du foncier.

À cet effet, les problèmes terrains constituent de véritables moyens de dégradation des liens sociaux entre les populations dans les localités riveraines au Nord du pays. La pratique de l'orpaillage surtout illicite sur les périmètres miniers reste aussi une cause importante des désaccords entre les compagnies minières et groupes d'acteurs orpailleurs dans le Nord du pays. Aussi, est-il admis que, le partage des revenus entre les orpailleurs entraine souvent des oppositions très dangereuses qui peuvent même finir par les pertes en vie humaines quand les contrats d'embauche ne sont pas respectés ou quand les partages des revenus sont faits de manière discriminatoire. À plus de 10,9%, nos résultats ont mentionné ce facteur comme étant l'une des sources de motivation des mésententes entre les acteurs mineurs. L'usage abusif de stupéfiants (drogue, comprimés, cigarette…) entraine par moment, des confrontations musculaires qui se soldent par des cas de blessures graves ou des morts sur les sites.

En outre, la faible présence de l'État sur le terrain est ressentie parfois à travers les tensions provoquées par la compétition entre orpailleurs traditionnels, populations et exploitants industriels pour le contrôle du foncier. Sur les sites d'exploitation minière artisanale dans le Nord du pays par exemple, d'autres sources de motivations sont associées aux perpétuels cas de conflits socio-fonciers. Si la sous-incitation financière des parties prenantes représente 9,86% des cas, à 4,5%, nos interlocuteurs ont souligné que le phénomène d'abandon des foyers par certaines jeunes filles au profit des artisans mineurs détenant le pouvoir d'achat, alimente aussi les crises sociales établies entre populations.

6.1.5-Destruction des superficies agraires

Le développement des activités minières artisanales transforme les pratiques agropastorales, les stratégies des ménages, et influence le mode de gestion des pâturages en incitant à des conflits fonciers (MESTRE, 2017). Nos résultats confirment aussi cette thèse. En effet, 41,50% des populations interviewées soutiennent que les terres en général, et particulièrement, les espaces agropastoraux, connaissent une forte dégradation suite à l'essor des activités liées en grande partie à l'orpaillage. Dans l'ensemble, plus de la moitié (59,31%)

des populations interrogées, reconnaissent que les terres agraires connaissent une diminution importante dans les zones où l'orpaillage se pratique intensément dans le Nord du pays.

En réalité, l'orpaillage se pratique pour la plupart, sur les espaces agropastoraux (Photo n°14), laissant les puits béants après exploitation en soumettant les terres à des phénomènes de lessivassions intenses conduisant ainsi, à leurs appauvrissement. Cet aspect évasif de l'activité, constitue une forte menace pour les terres arables en zone rurale ivoirienne. 50% des hommes contre 50% de femmes sont conscients de cette menace que l'orpaillage exerce en partie sur les espaces agricoles et sur la sécurité alimentaire dans les campagnes au Nord de la Côte d'Ivoire nos jours.

Photo n°14 : Terre arable rendue impropre par les actions de l'orpaillage à Siempurgo



Source : Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016

En général, les femmes (75%) semblent être les plus vulnérables de la dégradation des terres arables par l'orpaillage et les autres activités de l'artisanat minier dans les zones rurales du Nord du pays, par rapport aux hommes (55%). Dans cette partie du pays les femmes sont les plus investies dans les activités agricoles. L'Institut Nationale de la Statistique (INS, 2014), défend cette thématique liée à la forte présence de main d'œuvre féminine dans le secteur agricole ivoirien. Pour l'INS (2014), en Côte d'Ivoire, l'économie est essentiellement basée sur l'agriculture et assurée pour la plupart par des femmes. Cependant, face à cette vive destruction des terres arables par les activités de l'artisanat minier dans le Nord du pays, les femmes peinent à trouver des espaces favorables pour le développement de leurs activités agricoles de subsistance.

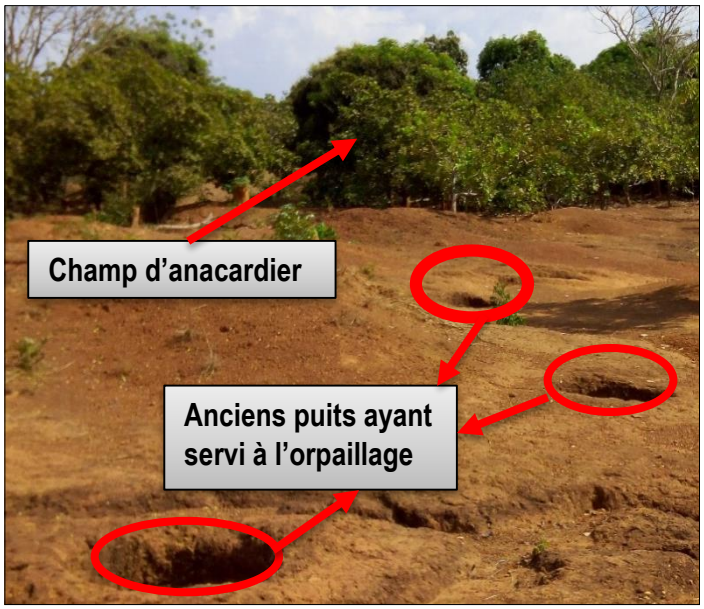
Ce phénomène relatif à la destruction des terres arables par les activités de l'artisanat minier dans le Nord, s'explique en majorité par le fait que même si au départ du processus l'orpailleur a besoin de l'autorisation des propriétaires terriens, il arrive souvent qu'au fil du temps et au gré de l'avancée de ses activités extractives, l'orpailleur dépasse les limites spatiales qui lui sont attribuées au départ. Dans la logique de l'orpailleur, tant que le filon est productif, il continue à creuser ses galeries. À partir du moment où seul l'emplacement du puits vertical est visible il continue à creuser les galeries horizontales qui ont, pour lui l'avantage d'être souterraines et invisibles du dehors par le propriétaire terrien.

L'extension souterraine des galeries entraine la destruction des racines ce qui a pour effet, à court ou moyen terme, l'assèchement et la mort des arbres en surface. En plus des dégâts physiques qu'une telle pratique occasionne, il y'a également les dégâts liés à l'usage des produits nocifs qui sont déversés à tout va sur le terrain. Ces pratiques, conjuguées à la pression démographique exercée sur la zone ont également un effet dévastateur sur le potentiel sylvicole et cynégétique. Les orpailleurs ont des besoins énormes en bois (restauration, construction des habitats, construction des supports dans les puits et galeries…). Selon les responsables communaux, la coupe massive du bois pour la satisfaction des besoins du site n'épargne pas les arbres fruitiers et utilitaires. Ces arbres produisaient des fruits et des feuilles que les villageois utilisaient comme compléments alimentaires surtout en période de soudure. De plus, certaines plantes étaient utilisées pour leurs vertus médicinales.

En outre, la destruction constante des espaces agraires créé désormais une forme de cohabitation entre les sites abandonnés et les plantations. Il n'est pas rare de découvrir souvent les plantations des cultures de rentes cohabitées avec les sites d'extraction minière artisanale dans le Nord du pays. L'image du site « panneau[11] » (photo n°15) à Tortiya, rend naturellement compte de cette réalité concurrentielle établie désormais entre sites miniers artisanaux abandonnés et espaces agraires, dans les campagnes rurales du Nord de la Côte d'Ivoire.

[11]Le site panneau est un ancien site d'orpaillage situé à environ 1,5 km de la ville de Tortiya. Il fut délaissé au profit d'autres sites d'exploitation car son taux de productivité a connu une baisse énorme. Par ailleurs, avec le développement de champ agricole à proximité de ce site, il représente pour notre part un danger social pour les populations de la localité de Tortiya.

Photo n°15 : Brassage entre anciens puits d'orpaillage et champ d'anacardier à Tortiya



Source: ALLOU TK, 06/03/2017 (Enquêtes CIRES/CRDI-Projet GrOW)

Le phénomène de brassage entre sites d'orpaillage abandonnés et sites agropastoraux dans ces localités s'explique par le manque de terres cultivables suite au développement intensif des activités minières artisanales conduisant ainsi, à l'expropriation des terres aux paysans. Ailleurs, à Hiré (région de Lôh-Djiboua), KOUADIO (2016), qualifie le phénomène de « paysans sans terres ». Ce brassage anarchique dans les zones rurales du Nord du pays, résulte en général, de la reconquête des espaces laissés par les orpailleurs après exploitation par les agriculteurs paysans en quête de terres agropastorales pour développer leurs champs. Cependant, le manque de moyens adéquats pour la compensation des trous laissés béants par les artisans mineurs, obligent les agriculteurs à exploiter les espaces dans leur état disséqué. Par conséquent, cette procédée renferme d'énormes dangers pour les populations paysannes.

En outre, le brassage entre les anciens puits d'exploitation et les champs nouvellement développés représente un danger social d'envergure nationale pour la plupart des populations riveraines. La cohabitation entre les trous laissés béant après exploitation allant par endroit au-delà de 50 mètres demeure un danger pour les populations qui travaillent dans les champs à proximité de ces sites. Quant aux, ils restent les plus exposés car en cas de manque de vigilance des parents, ils pourraient se retrouver à l'intérieur de ces puits et perdre la vie. Les personnes âgées ne sont pas en marge cependant. Aussi, ces zones représentent formellement des « cimetières à ciel ouvert » pour les personnes étrangères et ignorantes de ces pièges laissés par l'artisanat minier à Tortiya. Face au grand risque que pose la reconquête de terres par les

paysans dans le Nord, la mise en place par les autorités locales et nationales de mesures pour garantir la sécurité de ceux-ci s'avère indispensable car, le secteur des mines artisanal impacte au plan économique, le niveau de vie des populations riveraines du Nord.

6.2-AU NIVEAU ÉCONOMIQUE

Au plan économique, les problèmes des mines artisanales sont évalués suivant que l'ouverture des sites d'exploitation entraine avec elle, la fuite de la main-d'œuvre agricole et le phénomène des mutations économiques dans le Nord du pays. Il faut admettre que dans les zones septentrionales où les mines artisanales connaissent un essor important, la fragilisation des revenus issus du secteur agricole et renchérissement du coût de la vie sont monnaies courantes.

6.2.1-La fuite de la main-d'œuvre agricole dans les campagnes du Nord

Les chefs de ménages (48%) ne pratiquant pas les activités de l'artisanat minier et qui se consacrent essentiellement à l'agriculture se plaignent du fait que l'orpaillage détourne les jeunes des activités agricoles. Ils estiment que les activités d'orpaillage accaparent les jeunes à tel point qu'il est devenu très difficile d'avoir de la main-d'œuvre agricole. Au départ, les activités sur les sites d'orpaillage n'étaient que saisonnières et mobilisaient les jeunes uniquement en saison sèche, après les récoltes, ce qui ne dérangeait nullement les activités agricoles; présentement elles sont menées de manière permanente. L'artisanat minier est pratiqué sur le site à temps plein même en saison des pluies malgré l'arrêté gouvernemental ordonnant la fermeture des sites à cause des risques d'éboulement. Cette absence de main d'œuvre limite également les possibilités et les ambitions de diversification des activités génératrices de revenus pour ces types de ménage, augmentant du coup leur vulnérabilité économique.

À Hiré par exemple, KOUADIO (2016), pense que la hausse des revenus journaliers à la mine fixés à 3 750 FCFA contre ceux proposés par les paysans (1500-2000 FCFA) stimule la ruée des jeunes gens sur les sites d'orpaillage. L'auteur soutient, que cet avantage comparatif du revenu journalier à la mine, explique l'attrait de la main d'œuvre locale pour la mine au

détriment de la main d'œuvre agricole. La raréfaction de la main-d'œuvre agricole salariée et non salariée est un facteur clé à la base de la transformation du système de production local. Le manque de la main d'œuvre agricole contraint les paysans à diminuer sensiblement leurs parcelles d'exploitation ou à débourser plus d'argent pour engager la main d'œuvre.

En réalité, l'abandon des champs par les jeunes gens capable de suggestionner de par leur force, les productions agricoles, contribue à la détérioration des rendements agricoles et à la fragilisation chronique du revenu économique des paysans dans les zones rurales du Nord du pays. Face à ce déficit de main d'œuvre désormais dans les campagnes au Nord du pays, plusieurs ménages se voient obliger d'embrasser à leur tour le secteur de l'artisanat minier en vue de diversifier leur mode de production et de revenu économique. En outre, la fragilisation des revenus issus du secteur agricole et le renchérissement du coût de la vie constaté en zone rurale au Nord du pays, résultent majoritairement de la fuite de la main d'œuvre agricole vers le secteur de l'artisanat minier.

6.2.2-Fragilisation des revenus du secteur agricole au Nord

L'avènement des activités d'extraction minière (industrielle et artisanale) n'est pas sans incidence sur les activités et la production agricoles dans les zones rurales du Nord. Cette hypothèse est aussi soutenue par KOUADIO (2016). Pour l'auteur, le recrutement de la main d'œuvre locale par la mine d'or de Hiré pour l'exécution temporaire de travaux de manœuvres fut un facteur de la raréfaction de la main d'œuvre agricole. Le premier impact direct identifié est la renonciation aux activités agricoles en faveur des activités minières. Dans ce contexte, KOUADIO (2016), mentionne que les emplois temporaires à la mine, entrainent souvent la perte de la main d'œuvre familiale. Cette réalité à Hiré est à l'image de l'ensemble des zones minières en Côte d'Ivoire comme dans les zones rurales du Nord du pays.

Nos résultats ont montré qu'environ 48% des artisans mineurs identifiés pendant la période de l'enquête, ont déclaré avoir renoncé aux activités agricoles, du fait de l'arrivée des activités minières artisanales pendant les périodes de crise militaro-politique de 2002. En général, les femmes sont relativement plus touchées par cette transition d'emploi des champs vers les mines. La zone gouvernementale est plus marquée par le phénomène de transition agricole vers les mines artisanales (CIRES/CRDI, 2016). Ce phénomène influence en retour, les revenus issus du secteur agricole qui connaissent une baisse importante de nos jours, dans

les campagnes du Nord de la Côte d'Ivoire. Cette hypothèse est soutenue par YOBO et NASSA (2018), avec l'essor du secteur minier dans la sous-préfecture de Hiré. Pour ces auteurs, les activités minières constituent un facteur de périclitassions de l'agriculture dans ladite sous-préfecture.

Dans notre champ d'étude, plus de la moitié (52%) des populations enquêtées sont favorables à la thèse liée à la baisse constante des revenus des paysans face à la dynamique des activités minières artisanales. C'est plus 51% des hommes et 48,97% de femmes qui sont confrontés à la dégradation de leurs revenus dans le secteur agricole ces dernières années. Ils attribuent pour la plupart (65%), cette chute à l'essor de l'orpaillage dans leur zone suivit de son corollaire sur les transitions agricoles. Par conséquent, cette transition vers l'orpaillage présente des effets néfastes et dramatiques sur le panier de la ménagère. Plus de 61% des individus enquêtés estiment que l'avènement des mines, en plus d'orchestrer les changements d'emplois, crée la pénurie des denrées alimentaires de base et impacte la cherté de la vie dans ces zones.

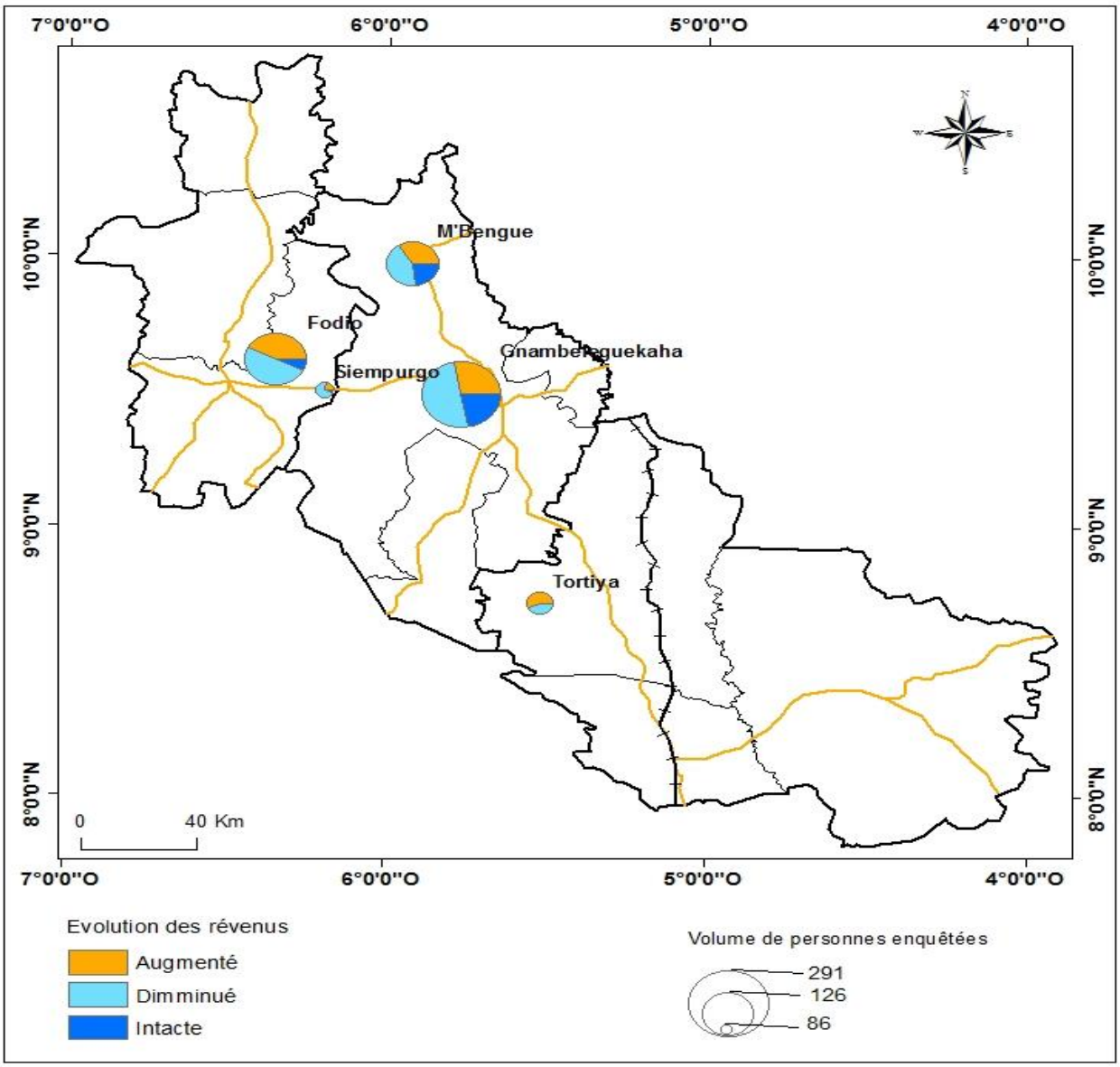
Le renchérissement du coût de la vie demeure actuellement, un phénomène inquiétant dans les zones minières artisanales au Nord de la Côte d'Ivoire. Ce facteur est confirmé par ces propos d'une femme recueillis lors d'un focus group de discussion dans le village de Fodio (dans la région de la Bagoué (Boundiali)) qui dit ; « *Quand on dit on exploite de l'or dans un lieu, les gens pensent qu'il y a forcément de l'argent là-bas, dont ils augment tous sur le marché. Les marchandises que vous trouvez à 300 FCFA en ville, ils vont vous vendre ici, au double du prix (600 FCFA) de la ville* ». Ces témoignages recueillis, rendent naturellement compte du phénomène de renchérissement du coût de la vie dans les zones minières rurales du Nord de la Côte d'Ivoire.

En réalité, les hommes, chefs de ménage, subissent plus cette distorsion structurelle sévère de l'alimentation. De même, cette baisse de production des denrées alimentaires de base est plus ressentie en milieu rural, ce qui aggraverait le niveau de pauvreté des populations, compte tenu de la hausse généralisée du prix des denrées alimentaires. Plus de 52% artisans mineurs considèrent que l'avènement des activités minières non seulement réduit la superficie des terres agricoles mais entraîne également la baisse des revenus issus de la production agricole et donc pourrait constituer sur de long termes, une source probable de l'insécurité alimentaire en Côte d'Ivoire, si le gouvernement ne s'attèle pas à redynamiser le secteur de l'orpaillage.

Plus spécifiquement, l'essor des mines artisanales a permis d'augmenter les revenus agricoles de 16 acteurs sur 28 dans la localité de Tortiya, soit 57% des populations enquêtées. Cette idée est soutenue par 38 acteurs soit 33,93% à M'Bengué et 67 artisans soit 42,98% des enquêtés à Fodio. Pour celles-ci, le secteur minier artisanal leurs a permis d'améliorer leurs revenus économiques. En réalité, ces populations se sont appuyées sur l'abondance de la main d'œuvre jeune occasionnée par les mines artisanales, pour avoir de grands champs agricoles leur permettant de multiplier leur production. Pour certains, la vente de leurs espaces agraires aux exploitants mineurs, a été l'occasion pour eux de multiplier leurs revenus économiques. Contrairement à ces acteurs, les paysans en général, et pour l'ensemble des localités visitées, ne semblent pas être satisfaits de leurs revenus économique depuis l'arrivée des mines artisanales dans leurs localités.

Cette insatisfaction des paysans est justifiée par la baisse sensible liée à l'expansion des sites d'extraction minière sur les terres arables. Ainsi, à Siempurgo, plus de 71,43%, soit 10 acteurs sur 14, ont soutenus cette thèse contre 50,99% (129 artisans sur 253) à Gnambéléguékaha, 78 acteurs ou 49,68% à Fodio et 42,86%, sinon 12 enquêtés à Tortiya et 48 à M'Bengué. Pour 26 acteurs et 55 soit 23,21% et 21,74% respectivement, à M'Bengué et Gnambéléguékaha, leurs revenus sont restés inchangés avec l'essor des mines artisanales dans leurs localités. À Fodio, seulement 7,64% ou 12 artisans sur 157 enquêtés ont souligné que le secteur des mines artisanales n'a pas d'incidences sur leurs revenus. La carte n°13 montre les différents avis des populations enquêtées de l'essor des mines artisanales sur leurs revenus agricoles.

Carte n°13 : Avis des paysans sur l'évolution des revenus agricoles dans les localités enquêtées au Nord



Source : BNETD/CCT, 2012, CIRES/CRDI-Projet GrOW, Décembre 2016 **Réalisation :** ALLOU TK. Juin 2019

Ailleurs, au Burkina-Faso, pour SANGARÉ (2016), l'analyse comparative démontre que l'orpaillage est non seulement un élément central du système d'activités des ménages agricoles qui contribue à lutter contre la pauvreté, mais que la pratique parallèle de l'orpaillage permet également aux agriculteurs de faire fonctionner leurs exploitations agricoles. Pour l'auteur, l'orpaillage n'a pas que des impacts négatifs sur les revenus agricoles, mais permet autrement aux paysans de diversifier leurs sources de revenus afin de lutter contre la pauvreté qui s'sévit en zone rurale au Burkina-Faso.

Nos résultats confirment à plus de 25% cette thématique liée au renforcement des revenus des paysans par l'avènement des mines artisanales. Cependant, SANGARÉ, et *al* (2016), pensent que la gouvernance de proximité dans l'orpaillage reste néanmoins fragile et comporte diverses insuffisances qui limitent la contribution de l'activité au développement territorial. Pour les mêmes auteurs, son mode d'exploitation reste principalement orienté vers la rentabilité à court terme, rendant le travail dangereux, précaire au détriment de la durabilité sociale et environnementale. En Côte d'Ivoire, malgré sa capacité à influencer positivement les revenus des paysans sur de courts termes, l'orpaillage demeure dans un contexte organisationnel très évasif. Par conséquent, il pose un problème social, car détruire l'espace de vie socio-économique des sociétés riveraines, impacte le renchérissement du coût de la vie des populations paysannes et influence les conflits fonciers dans les zones rurales de nos jours.

Conclusion

L'artisanat minier demeure un élément central du système d'activités des ménages agricoles qui contribue à lutter contre la pauvreté dans les zones rurales du Nord de la Côte d'Ivoire. La pratique parallèle de cette activité permet aux paysans de faire fonctionner leurs exploitations agricoles et à l'ensemble des jeunes du secteur de développer d'autre activités de subsistance. L'essor de l'artisanat minier se présente actuellement comme une aubaine pour plusieurs ménages dans cette partie du pays. Cependant, cette lueur d'espoir que fait planer le secteur n'exclue pas ces multitudes impacts socio-environnementaux néfastes sur les conditions de vie des populations riveraines dans les zones rurales du Nord.

En effet, les problèmes environnementaux sont récurrents et nombreux dans les zones rurales du Nord, dégradant ainsi, le cadre de vie des populations et les soumettant à des risques considérables. Les problèmes fonciers, les conflits communautaires et les mutations socio-économiques et agraires sont généralement les incidents récurrents autour des zones d'exploitation minière artisanale dans le Nord. Quant aux nuisances décrites, elles sont liées à la faiblesse du système de suivi de l'activité, au manque d'organisation de la filière et d'accompagnement des différents acteurs. La pratique de l'artisanat minier souffre donc d'une absence de gestion commune légale. Ce qui influence la persistance illicite de l'activité sur l'ensemble du territoire national actuellement et particulièrement, sur les permis des compagnies minières.

Conclusion partielle

L'essor de l'artisanat minier avec l'orpaillage comme fleuron, constitue une source d'espoir pour plusieurs ménages en zones rurales ivoiriennes et particulièrement, ceux du Nord du pays depuis l'avènement de la crise militaro-politique de 2002. Développé en Côte d'Ivoire depuis la deuxième moitié du XVIIIème siècle, l'artisanat minier en général et particulièrement, l'orpaillage fut délaissé par les populations avec l'essor de l'agriculture. Mais, depuis plus d'une décennie avec les effets climatiques dominants dans les différentes régions du pays, l'industrialisation du secteur minier, les effets des différentes crises socio-économiques et politiques etc., l'artisanat minier, en majorité, l'orpaillage gouverne les pratiques agricoles des populations sur plus de 24 régions ivoiriennes et se présente comme une source importante de revenu des ménages dans le Nord du pays.

Aujourd'hui, face à la question préoccupante de l'employabilité des jeunes ivoiriens, le secteur d'activité se présente comme un vecteur crucial de la croissance socio-économique locale. Cependant, l'essor de cette activité pose d'énormes difficultés à la politique d'industrialisation du secteur minier ivoirien et engendre d'énormes impacts sur l'environnement physique ainsi que sur le cadre de vie des populations riveraines. En plus de fragiliser les permis miniers, l'artisanat minier détruit les espaces agropastoraux en les laissant dans un état inexploitable avec des puits à ciel ouvert, quotidiennement abandonnés. Cet aspect de l'activité influence les rendements agricoles dans les zones rurales du Nord et soumet les paysans au phénomène d'endettement chronique dans un contexte de renchérissement du coût de la vie.

CONCLUSION GÉNÉRALE

L'agriculture est depuis l'indépendance, le pilier de l'économie ivoirienne et la principale source d'emploi (YOBO et NASSA, 2018). Dans le souci de pallier la fragilité de ce secteur et de diversifier les ressources économiques, la Côte d'Ivoire a décidé d'exploiter ses réserves minières tout en misant sur son industrialisation. Cependant, face aux effets conjugués des variabilités climatiques sur les rendements agricoles, aux corolaires de la décennie (2002-2011) de crise militaro-politique sur les conditions de vie des ménages en zones rurales, la pratique de l'artisanat minier demeure une réalité sur l'ensemble du territoire national.

À l'image du pays, les zones rurales du Nord connaissent une mutation importante face au dynamisme actuel du secteur minier. Quoiqu'au paravent saisonnier, l'activité minière artisanale constitue désormais une activité principalement génératrice de revenus pour plusieurs ménages dans cette partie du pays. La pratique de l'artisanat minier comme activité exclusive ou activité complémentaire ne reste pas sans conséquences sur les conditions de vie des populations riveraines et de l'écosystème. Cette étude a permis de mettre en exergue, trois principales hypothèses relatives à l'essor actuel du secteur minier artisanal dans les zones rurales au Nord de la Côte d'Ivoire. Que pouvons-nous alors retenir à la fin de cette étude, de nos hypothèses et objectifs émis ? Cette préoccupation renvoie à la vérification de chaque hypothèse selon l'ordre dans lequel elle apparaît.

À notre hypothèse 1 correspond l'objectif : présenter les caractéristiques de l'exploitation minière artisanale dans les zones rurales au Nord de la Côte d'Ivoire. Il convient de noter que l'essor actuel de l'artisanat minier dans les zones rurales du Nord de la Côte d'Ivoire, tire principalement sa source pour le Ministère de l'Industrie et des Mines (2014), de la crise militaro-politique de 2002 qu'a connu le pays. Face aux effets conjugués de cette crise, les populations rurales du Nord ont rué vers les mines artisanales au profit de certaines confréries militaires installées dans cette partie du pays (ALAN et HELBIG DE BALZAC, 2017). La volonté de l'État ivoirien de faire de ce secteur d'activité la deuxième mamelle de la croissance socio-économique du pays, se voit donc affaiblie par les effets de la crise qui lui pose la problématique de mener à bout le processus de redynamisation du secteur par l'attribution des permis d'exploitation à l'ensemble des mineurs artisanaux installés sur le territoire national.

Cette contre-performance du gouvernement face à l'insécurité introduite dans les zones détenues par la rébellion, va influencer la persistance de l'artisanat minier pourtant exercé

dans un contexte d'illégalité dans les régions du Nord du pays. Aujourd'hui, cette activité reste le domaine privilégié d'investigation de plusieurs ménages dont des experts internationaux (burkinabés, maliens, guinéens…). En réalité, le secteur de l'artisanat minier exercé dans les zones rurales au Nord est dominé par les populations étrangères qui représentent 54,79% des acteurs interrogés. Ces acteurs exercent plusieurs activités sur les sites allant du creusage au lavage du minerai dans les secteurs de l'orpaillage, du diamant artisanal et du concassage de pierre.

Parallèlement, aux grands investissements physiques que les acteurs de ce secteur semblent dévouer pour maximiser autant de revenus, ceux-ci récoltent mensuellement, pour la plupart un revenu dérisoire et largement inférieur au SMAG ivoirien fixé à 36 000 FCFA. Aussi, les artisans mineurs sont pour la plupart entre l'analphabétisme et le niveau primaire. Associés à ce taux croissant d'analphabète, les outils rudimentaires et archaïques (la machette, la daba, le marteau, la pioche, etc.) gouvernent encore le secteur minier artisanal au Nord. L'anarchie qui gangrène le secteur minier artisanal au Nord témoigne réellement de son caractère informel. Au vu des résultats qui précèdent, notre hypothèse n°1 selon laquelle : L'exploitation minière artisanale dans les zones rurales au Nord de la Côte d'Ivoire demeure informelle avec un ensemble d'acteurs analphabètes est confirmée.

Identifier les facteurs liés à la vulnérabilité socio-économique de la femme sur les sites d'exploitation minière artisanale dans les zones rurales au Nord de la Côte d'Ivoire est l'objectif correspondant à l'hypothèse deux de l'étude. La Côte d'Ivoire connaît depuis quelques années, un retour de la stabilité qui engendre un important niveau de croissance économique. Cette tendance a été rendue possible grâce à un accroissement substantiel des investissements publics et privés avec un taux global qui est passé de 9% du PIB en 2011 à 16,1% en 2014. Le secteur privé joue aussi sa partition en termes d'investissement avec un taux qui atteint 9,9% du PIB en 2014 (Ministère de l'Industrie et des Mines, 2014). Dans cette perspective prometteuse, la question de la création d'emplois en particulier pour les jeunes et les femmes reste une préoccupation majeure. En ce qui concerne la femme, cette question se pose en termes de prise en compte de leur autonomisation du fait de leur sous-représentation sur le marché du travail. Dans le secteur des mines artisanales ivoiriennes, elles constituent plus de la moitié de la main d'œuvre sur les sites. Cependant, elles constituent la couche la plus vulnérable en termes de revenus. Cette disparité salariale tire sa source de plusieurs raisons dont ; les stéréotypes socio-culturels, associés au faible niveau d'instruction des femmes suivie

du caractère masculin de l'activité et de leur confinement aux tâches subsidiaires moins récompensées.

Face à ces contraintes, l'insertion de la femme dans le secteur minier artisanal demeure difficile problématique malgré les possibilités que la mine leurs offre à pouvoir travailler à leur propre compte. Aussi, le caractère organisationnel évasif de l'activité rend compte des difficultés éprouvées par les femmes sur les sites. Face à ces défis physiques, naturels, socio-économiques rendant naturellement compte des limites éprouvées par les femmes dans le secteur minier, notre hypothèse n°2 selon laquelle : La vulnérabilité des femmes dans l'artisanat minier en zones rurales au Nord de la Côte d'Ivoire résulte de leurs confinements dans les tâches secondaires de l'activité est donc confirmée.

Évaluer les effets socio-économiques et environnementaux de l'artisanat minier sur le cadre de vie des populations en zones rurales au Nord de la Côte d'Ivoire est le troisième objectif de notre étude. L'essor de l'artisanat minier joue deux rôles dans la vie et sur le cadre spatial des différents ménages en zone rurale au Nord de la Côte d'Ivoire. Premièrement, il est instauré dans le système agricole de plusieurs ménages comme une activité de subsistance, permettant à ces ménages de connaître une certaine stabilité économique. Autrement dit, l'artisanat minier demeure depuis l'avènement de la crise militaro-politique de 2002, l'un des secteurs d'activité de prédilection des ménages dans le Nord.

Deuxièmement, en plus d'être une source pour l'employabilité de la population, le secteur minier artisanal tel que développé actuellement dans les régions du Nord, constitue une menace pour l'environnent minier et physique, et le cadre de vie des populations. Il occasionne des dysfonctionnements socio-spatiaux dont la destruction des espaces agraires. Face à l'ensemble des sites laissés béants après exploitation, la sécurité des populations reste menacée. Au plan écologique, on observe un comblement des cours d'eau par les rejets de sable et de boue. L'usage incontrôlé de produits chimiques tels que le mercure, l'acide et le cyanure entraîne l'empoisonnement des eaux.

Aussi, on note une absence totale de conditions d'hygiène et de sécurité dans les zones d'exploitation artisanale du Nord du pays. En effet, les mineurs s'exposent à de graves risques à cause de l'inapplication de la législation et de la règlementation. Dans les zones d'exploitation minière artisanale, des problèmes sociaux tels que le renchérissement du coût de la vie sont monnaies courantes. En outre, le désordre social constitue l'une des caractéristiques majeures des sites miniers artisanaux dans les milieux ruraux du Nord du pays. Les

caractéristiques telles que présentées de l'artisanat minier dans les zones rurales du Nord rendent effectivement compte de la nature élusive du secteur. Par conséquent, notre hypothèse n°3 suivant laquelle : Même s'il contribue à la création de revenus, l'essor de l'artisanat minier dans les localités rurales du Nord de la Côte d'Ivoire induit des déséquilibres socio-spatiaux et une dégradation de l'environnement est vérifiée.

L'une des difficultés s'est révélée sur le plan des statistiques. En effet, il convient de mentionner que le secteur minier artisanal évoluant dans un contexte évasif, pose un lourd défi au gouvernement quant à l'enrôlement efficient des acteurs miniers sur l'ensemble du territoire national. De ce fait, les données statistiques diffusées par le Ministère des Mines et de la Géologie en 2015 relatives à un ensemble de 500 000 mineurs enregistrés sur le territoire national en raison de 300 000 dans le Nord du pays, restent de loin, problématiques. En effet, les différentes estimations obtenues à travers les données du Ministère en charge des mines, ne reflètent pas totalement la réalité à cause des événements intervenus en Côte d'Ivoire et surtout de la dynamique actuelle que prend le secteur minier artisanal sur l'ensemble du territoire national et surtout de son influence sur le comportement agraire des paysans en zones rurales. Il s'agit de la rébellion de septembre 2002, de la crise post-électorale (fin 2010-début 2011), des variabilités climatiques qui ont modifié profondément les habitudes agraires des populations rurales en Côte d'Ivoire ces dernières décennies. Alors que pour déterminer des estimations, l'on suppose que les conditions sont demeurées intactes. Pour ces raisons, les estimations ne sont pas d'une grande efficacité.

Aussi, pouvons-nous noter le problème du déficit d'archives dont l'effet a été amplifié par ces crises successives. Les administrations locales des zones d'analyse ont payé de lourds tributs puisqu'elles ont subi des actes de vandalisme occasionnant des pertes de documents et de bases de données importantes. Par ailleurs, les actions du PNRO ont influencé la réticence des artisans mineurs rendant difficile par endroit, la collecte de données. Quelquefois, le déficit d'informations à l'échelle régionale ou locale n'a pas permis de clarifier certains aspects de notre travail. Le manque de carte de base actualisée des sites d'exploitation minière artisanale dans notre champ d'analyse a empêché une meilleure appréhension des mutations spatiales et agricole opérées par l'essor du secteur. Tous ces paramètres ne nous ont pas permis d'adapter au mieux, cette méthode à la question liée à la persistance du secteur minier artisanal « illicite » malgré les multiples projets gouvernementaux de rationalisation du secteur.

Il est clair que le cadre restreint qu'offre cette thèse de par ses objectifs ne nous a pas permis d'épuiser totalement et efficacement tous les aspects de notre problématique. En effet, la redynamisation du secteur minier ivoirien dans son ensemble, en tant que mission essentielle du gouvernement pour faire réellement de ce secteur la seconde locomotive de l'économie nationale, demeure un sujet vaste et complexe. Comment remplir cette mission dans une perspective de croissance socio-économique actuelle orientée sur la diversification des ressources de l'économie nationale ? La réponse semble se trouver dans une conjugaison parfaite du génie des autorités locales et gouvernementales, d'une adaptation institutionnelle, d'un apport participatif populaire des populations riveraines, des acteurs du secteur minier, etc. Dans cette perspective, la critique intellectuelle commande cette interrogation. Qu'est ce qui explique réellement la persistance de l'artisanat minier « illicite » en Côte d'Ivoire, si le gouvernement ne cesse de multiplier des actions pour sa redynamisation ?

BIBLIOGAPHIE

ABA R., 2005, Mines et Communautés: *Promouvoir le développement axé sur les droits humains dans le contexte de l'exploitation minière industrielle en Guinée*, Un Guide pratique à l'intention des organisations de la société civile et des autorités locales, American Bar Association Rule of Law Initiative, Première version : Juin 2015, 293p.

ACHANCHO V., 2012, *Le rôle des organisations paysannes dans la professionnalisation de l'agriculture en Afrique subsaharienne : le cas du Cameroun*. Thèse de doctorat Sociologie. L'Institut des Sciences et Industries du Vivant et de l'Environnement (AgroParisTech), Paris, 417p.

ABWE D. E., 2010, *Étude sur l'impact de l'exploitation artisanale des ressources naturelles sur le développement, l'autonomisation etl'avancement de la femme et de la fille en République Démocratique du Congo*, rapport synthèse, Bureau Genre de la MONUSCO Kinshasa, RDC, 14p.

ADJAMAGBO A., 1998, *Crise en économie de plantation ivoirienne et transformation des rapports sociaux: le dilemme féminin à Sassandra (Côte d'Ivoire).* Les Dossiers du Centre français sur la Population et le Développement (CEPED), Paris n° 51, 35 p.

AFFESSI A. S., OFFI K. G. J.-C., et SANGARE M., 2016, « Impacts sociaux et environnementaux de l'orpaillage sur les populations de la region du Bounkani *(Côte d'Ivoire)* », *European Scientific Journal*, edition vol.12, N°26, pp288-306.

AFRICAN UNION, 2009, *Africa Mining Vision "Transparent, equitable and optimal exploitation of mineral resources to underpin broad-based sustainable growth and socio-economic development",* Africa Mining Vision profit, 47p.

AGBOSSOUMONDE Y., 2009, *Les problèmes liés à l'extraction des ressources naturelles au Togo ; Le cas des phosphates de Hahotoe-kpogame et des calcaires de Tabligbo au Sud Togo*, faculté des sciences (FDS)/Géologie, Université de Lomé (Togo), Lomé, 10p.

AGENCE D'ÉTUDE ET DE PROMOTION DE L'EMPLOI (AGEPE), 2013, *Étude sur la situation de l'emploi et besoins de formation dans le secteur des mines et du pétrole*, rapport 2013, Abidjan (Côte d'Ivoire), 71 p.

AGENCE D'ÉTUDE ET DE PROMOTION DE L'EMPLOI (AGEPE) & INSTITUT NATIONALE DE LA STATISTIQUE (INS), 2014, *Enquête nationale sur la situation de l'emploi et le travail des enfants (ENSETE 2013)*, rapport descriptif sur la situation de l'emploi, rapport final, Côte d'Ivoire, 113p.

AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT (AFD), 2014, *L'autonomisation économique des femmes : quels impacts sur les inégalités femmes-hommes* ? Conférence idées pour le développement, Jeudi 6 mars 2014 à l'Agence Française de Développement, Document de synthèse des débats, 18p.

AKABZAA T., 2010, *Exploitation minière au Ghana. Répercussions sur le développement économique et la réduction de la pauvreté*; dans Bonnie Campbelle (dir,) (2010), Ressources minières en Afrique. Quelle réglementation pour le développement ? Copublication, Québec : PUQ, Ottawa : CRDI et Uppsala : Nordic Africa Institute, 25-62, 255p.

ALAN M., et HELBIG DE BALZAC H., 2017, *L'Eldorado ouest-africain : Cartographier le commerce illicite de l'or en Côte d'Ivoire, au Mali et au Burkina Faso*, rapport annuel du Partenariat Afrique Canada, janvier 2017, Ottawa ON K2P 0G5 Canada « www.pacweb.org », 28p.

ALLOU T. K., et FOFANA B., 2018, « Dynamique de l'orpaillage et reconversion socio-économique dans les sous-préfectures de Djékanou et Kokoumbo au centre de la Côte d'Ivoire », *Revue Africaine de Migration et Environnement (ARME*), Vol 2, N°1 & 2, Décembre 2018, pp 49-75.

ALLOU T. K., et TOZAN Z. B., 2018, « Dualité entre mines artisanales illicites et exploitations minières industrielles en Côte d'Ivoire », *Revue Trimestrielle des Sciences Sociales du PASRES*, 6ème année-Numéro18, Janvier-Mars 2018, pp12-27.

ALOKO-N'GUESSAN. J., KOFFI-D. A. M., et COULIBALY H. T., 2018, « Développement agricole et gouvernance foncière à Tioroniaradougou (Nord de la Côte d'Ivoire) », *EchoGéo* 43/2018, pp1-16.

ALTERNATIVES SUD, 2004, *Le défi des migrations internationales*, vol. XI (2004) 1, Cahiers édités par le Centre Tricontinental, Paris, Louvain-la-Neuve, 8p.

ALVAREZ Y. B ; COUÉ B. et SCHEIN P., 2016, *Filières de Commercialisation de l'or artisanal en Afrique de l'Ouest : Une étude de la chaîne d'approvisionnement*

de deux régions aurifères, au Burkina Faso et au Sénégal, rapport d'analyse Alliance pour une mine responsable, 32p.

ANTIL A., 2014, *Le boom minier au Sahel, un développement durable ?* Note de l'Ifri, Programme Afrique subsaharienne, Ifri-Bruxelles, 36p.

APPIAH H., 1998, *Organization ofsmall scale mining activities in Ghana*, in The journal of South African institute of mining and metallurgy, p307.

ATSE M'BO R., 2007, *Étude d'impact environnemental du projet aurifère de Bonikro en Côte d'Ivoire*, Paris, Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie (IEFP), 12p.

BAMBA O., PELEDE S., SAKO A., KAGAMBEGA N., et MININGOU M., 2011, « Impact de l'artisanat minier sur les sols d'un environnement agricole aménagé au Burkina-Faso », *Journal des Sciences*,Vol 13, n°1 (Octobre 2013), pp1-11.

BAMBA Y., 2012, *Évaluation des impacts de l'exploitation de la mine d'or de Bonikro (Côte d'Ivoire) sur les ressources en eau,* Mémoire pour l'obtention du Master en Ingénierie de l'eau et de l'environnement. Option: Environnement. Université les 2ie de Ouagadougou (Burkina Faso), Ouagadougou, 55p.

BANCHIRIGAH S.M., et Hilson G., 2010. « *De-agrarianization, re-agrarianization and local economic development:* Re-orientating livelihoods in African artisanal mining communities », Policy Sciences 42(2), pp157-180.

BANQUE MONDIALE (BM), 2001, *Tanzanie : les femmes dans le secteur minier*, Findiges N°189, d'Août 2001, 38p.

BANQUE MONDIALE (BM), 2009, *Étude sur la mesure du secteur Informel et de l'emploi informel en Afrique*, rapport de la Commission Économique pour l'Afrique, 79p.

BANQUE MONDIALE (BM), 2013, *Être femme en Côte d'Ivoire: quelle stratégie d'autonomisation?*, WDS Content Server/WDRENC PUBLIC, février 2014, pp 6-23. [En lignewwwwds.worldbank.org/externat/default].

BANQUE CENTRALE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (BCEAO), 2013, *Étude monographique sur le secteur de l'or dans l'UEMOA*, rapport d'étude, 44p.

BAUCHEMIN C., 2002, *Des villes aux villages : l'essor de l'émigration urbaine en Côte d'Ivoire*, Annales de Géographie, n° 624, p. 57-178.

BEBBINGTON A., 2008, *Contention and Ambiguity: Mining and the Possibilities of Development*, Brooks World Poverty Institute Working Paper, N°57, Manchester: Brooks World Poverty Institute pp13-37.

BELEM G., 2009, *Gouvernance pour la mise en œuvre du développement durable? L'expérience de l'industrie minière du Mali*", thèse de doctorat, Université du Québec à Montréal, pp 110-145.

BERTALANFFY L.V., 1973, *"Théorie générale des systèmes"* Dunod, Paris 1991, 33p.

BESADA H., et PHILIP M., 2013, *Les codes miniers' en Afrique: la montée d'une «quatrième » génération*? Rapport de recherche, Institut Nord-Sud (INS), Canada, 33p.

BLAIKIE P., 1995, «Understanding environmental issues», in MORSE S., STOCKING M., *People and Environment*, University of East Anglia, School of Developing Studies Norwich, pp1-30.

BLORE S., 2007, « *Land Grabbing and Land Reform: Diamonds, Rubber and Forests in the New Liberia* », projet diamants et sécurité humaine Partenariat Afrique Canada, document hors-série n°17, p58.

BOHBOT J., 2017, « L'orpaillage au Burkina Faso : une aubaine, économique pour les populations, aux conséquences sociales et environnementales mal maîtrisées ». *EchoGéo*, mis en ligne le 31 décembre 2017 , pp 1-19.

BOLAY M., 2016, « Il faut être là où l'or sort ! De l'itinérance temporaire au maintien d'un mode de vie mobile chez les orpailleurs de Haute Guinée ». *Stichproben. Wiener Zeitschrift für kritische Afrikastudien.* No. 30/2016, Vol. 16, pp111-135.

BROU Y.T., 2005, *Climat, mutations socio-économiques et paysages en Côte d'Ivoire*, Mémoire de synthèse des activités scientifiques présenté en vue de l'obtention de l'Habilitation à Diriger des Recherches, Université des Sciences et Technologies de Lille (France), 332p.

BRÜHWILER R., DEBELLE R., LOBBAN S., SOLLAZZO R., et ZOUNMENOU D., 2015, *Rapport final du Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire établi en application du paragraphe 27 de la résolution 2153 (2014) du Conseil de sécurité*, Rapport ONU, 224p.

BRUNEAU M., 2009, *Mobilité, migration et pauvreté en Asie du sud-Est*, Paris, CNRS-Université de Bordeaux, 48p.

BUREAU D'ÉTUDES NIGER HORIZONS, 2014, Analyse des facteurs de conflits au Niger. *rapport final, Niamey (Niger)*, 79p.

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL (BIT), 2016, *Rapport mondial sur les salaires 2016/17 : les inégalités salariales au travail,* Genève, 165p.

BUSS D., RUTHERFORD B., HINTON J., LEBERT J., EVA G., ABBY S.Z., KIBOMBO R., KISEKKA F., et STEWART J., 2017, *Le genre et l'exploitation minière artisanale et à petite échelle en Afrique centrale et de l'Est : bénéfices et barrières,* Institute for the Study of International Development, GrOW Working Paper Series, CRDI-Canada, 70p.

CAMPBELL B., 2004, *Enjeux des nouvelles réglementations minières en Afrique*, Groupe de recherche sur les activités minières en Afrique (GRAMA), Nordiska Afrikainstitutet, 97p.

CAMPBELL B., 2010, *Ressources minières en Afriques: Quelle réglementation pour le développement* ? Presses de l'Université du Québec, 255 p.

CARBONNIER G., 2007, « Comment conjurer la malédiction des ressources naturelles ? », in, *Annuaire suisse de politique de développement*, Vol. 26, n°2, pp 83-98.

CARMOUZE J.-P., 2001, *Le mercure en Amazonie : rôle de l'homme et de l'environnement, risques sanitaires*, Paris, IRD, 494p.

CARRIERE R., 2003, Industrie minière et impacts sur la société de l'environnement, *in WMR, bulletin* n°71, pp15-42.

CEJI-IHEI P.H., 2013, *La lutte contre l'orpaillage illégal aux frontières de la Guyane*, Paris, IRD, 41p.

CENTRE IVOIRIEN DE RECHERCHES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES (CIRES)/CENTRE POUR LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPMENT INTERNATIONAL (CRDI), 2016, *Croissance en Afrique de l'Ouest, rôle de l'industrie extractive dans l'autonomisation des femmes en Côte d'Ivoire et au Ghana, "Projet GrOW*", rapport de Projet, 169p.

CHAIZE T., 2004, *La production mondiale d'or 2/3*, Analyse technique, Dani2989, lettre n°3-9, 4p.

CHAIZE T., 2007, *La production d'or dans le monde,* Analyse Stratégie Ressources, Dani2989, Lettre n°6-5, 5p.

CHAMBRE DE COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE de Côte d'Ivoire, 2013, *Les mines en bref*, fiche sectorielle, Abidjan, 2p.

CHAUVEAU J.-P., 1997, « Des stratégies des agriculteurs africains au raisonnement stratégique: histoire, usages et remise en question d'un concept pluridisciplinaire », in, *Thème et variations*, nouvelles recherches rurales au Sud, Paris, ORSTOM, pp179-217.

CHAUVEAU J.-P., 2000, *Question foncière et construction nationale en Côte d'Ivoire. Les enjeux silencieux d'un coup d'État*, le Dossier, Politique Africaine, n°78, 32p.

CHAUVEAU J.-P., 2007, *Foncier, transformation de l'agriculture et conflits en afrique de l'Ouest : Enjeux régionaux souleves par les cas de la Sierra Leone, du Liberia Et de La Côte d'Ivoire*. Revue historique, SAH/D(2007)568, Février 2007, 69p.

CHUPEZI TIEGUHONG J., INGRAM V., et SCHURE J., 2009. *Study on impacts of artisanal gold and diamond mining on livelihoods and the environment in the Sangha Tri-National Park (TNS) landscape, Congo Basin.* CIFOR, Bogor, Indonesia, 45p.

CLUB DU SAHEL DE L'AFRIQUE DE L'OUEST/OCDE, 2006, *Le contexte socio-économique et régional des migrations Ouest-Africains*, Paris, 36p.

COFFEY INTERNATIONAL DEVELOPMENT. 2014. *Gender Equality in Uganda: A Situation Analysis and Scoping Report for the Gender Development Partners Group*. Commandé par le Département du Développement international britannique et Irish Aid, mars, Londres : Coffey, 58p.

COLLIER P., et HOEFFLER A., 1998, « On Economic Causes of Civil War», *Oxford Economic Papers*, nº 50, pp563-573.

COLLOMB P.-H., et GENDREAU., 2004, *La durabilité du développement : quelles solutions au système des interactions entre population, développement et environnement ?* Collogue Francophone de Ouagadougou, atelier 3, 26p.

COMMISSION EUROPÉENNE, 2008, *the raw materials initiative-meeting our critical needs for growth and jobs in Europe*, Bruxelles, 12p.

COMITÉ NATIONAL DE SURVEILLANCE (CNS), 2015, *Plan d'action national 2015-2017 de lutte contre les pires formes de travail des enfants*, rapport fait à Abidjan, le 22 janvier 2015, pour le Comité National de Surveillance (RCI), 68p.

CONSEIL RÉGIONAL DES ONG DE DÉVELOPPEMENT (CRONGD), 2011, *Sur le chemin de la mine; Quelles perspectives pour les droits de l'enfant des mines au Kasaï-Oriental*? Rapport d'étude, 109p.

CORENS., 2013, *La ruée vers l'or ne fait pas que des heureux*, revue de presse, pp 1-15.

CÔTÉ G. E., 2014. *Les femmes dans le secteur minier artisanal de l'or en République Démocratique du Congo*, rapport Partenariat Afrique Canada, Novembre 2014, 24p.

CROHARÉ P., 2016, *État de production et de la demande d'or en 2016, ou : vers une pénurie d'or physique et une hausse record des cours de l'or* ? Rapport d'étude, 71p.

DEBUSSCHER P., et ANSOMS A., 2013. « Gender equality policies in Rwanda : Public relations or real transformations ? ». *Development and Change* 44(5), pp 1111 -1134.

DESHAIES M., 2007, *Les territoires miniers. Exploitation et reconquête*, Paris, Ellipses, 224p.

DESHAIES M., 2009, « L'or controversé de Transylvanie », Paris, *Revue Géographique de l'Est* Vol. 49/1, 18p.

DIALGA I., 2017, *Un développement durable fondé sur l'exploitation minière est-il envisageable ? Élaboration d'un indice de soutenabilité des pays miniers appliqué au Burkina-Faso et au Niger*, Thèse de Doctorat ès Sciences Économiques, Université de Nantes, France, 440p.

DIALLO L., 2014, *Industrie minière: enjeux et perspectives de développement durable en Afrique subsaharienne cas de la république de Guinée*. Thèse de doctorat, Université Hassan 1er Maroc, laboratoire de recherche sur les énergies renouvelables, la compétitivité et la géopolitique, 448 p.

DIARRASSOUBA B., 2013, *Dynamique territoriale des collectivités locales et gestion de l'environnement dans le département de Tiassalé,* Thèse de 3e cycle, Université d'Abidjan Cocody-IGT, 489 p.

DIARRASSOUBA B., FOFANA B., et TANOH A. L., 2017, « Exploitation artisanale des carrières de graviers à Bouaké : étude sociodémographique et environnementale d'une activité en expansion », *Revue canadienne de géographie tropicale/Canadian journal of tropical geography*, vol. (4) 2, pp 11-21.

DIVISION DE L'INFORMATION, DE LA DOCUMENTATION ET DES RECHERCHES DE L'OFPRA. 2017, *Les conflits fonciers en Côte d'Ivoire*, rapport OFPRA Côte d'Ivoire, 44p.

DOUCOURÉ B., 2014, « Développement de l'orpaillage et mutations dans les villages aurifères du sud-est du Sénégal ». In *Afrique et développement*, Vol. XXXIX, n°2, 2014, pp 47-67.

DRASPAC ; INSTITUE OF AFRICAN STUDIES ; PARTENRIAT AFRIQUE CANADA. 2014, *Les femmes dans la mine artisanale et à petite échelle en Afrique centrale et en Afrique de l'Est: défis et possibilités d'autonomisation,* rapport d'étude, 5p.

EMMANUEL G., et GAGNOL L., 2017, « Ruées vers l'or au Sahara : l'orpaillage dans le désert du Ténéré et le massif de l'Aïr (Niger) », EchoGéo [Online], Sur le Vif, Online since 19 May 2017, pp1-23.

ÉQUIGOLD CI SA, 2006, *Projet aurifère de Bonikro : Étude d'impact sur l'environnement*, projet B-309, Annexes, préparé par SGS environnement (Ghana), 377p.

FALLY D., 2001, « Coltan pour comprendre », in, *L'annuaire des grands lacs*, Paris, Harmattan, pp3-27.

FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMMES (FIDH), 2007, *Mali L'exploitation minière et les droits humains : Troisième producteur d'or d'Afrique, le mali ne récolte que des poussières*, Mission internationale d'enquête, Septembre 2007-n°477, 52p.

FISCHER A., 2006, *L'exploitation minière au Pérou : La richesse sort, la pauvreté reste.* Rapport de la Commission Justice et Paix belge francophone, Bruxelles, Belgique, 4p.

FISCHER S., (dir), 2013, Entre nos mains les richesses de la terre, *in Finances & Développement*, publication trimestrielle du Fonds Monétaire International septembre 2013, numéro 3, volume 50, 60p.

FONDATION POUR LA COOPÉRATION ET L'ÉDUCATION (EDUCO), 2017. *Analyse Situationnelle des Droits de l´Enfant à la Protection dans la province du Yatenga,Burkina Faso*. Rapport EDUCO, 92p.

FOND MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI), 2007, *Perspectives économiques régionales. Afrique subsaharienne*, FMI, Washington, DC, pp1-7.

FOND MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI), 2009, *Côte d'Ivoire : Stratégie de réduction de la Pauvreté*, Rapport du FMI No. 09/159, 180p.

FOND MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI), 2012, *Rapport National de suivi de la mise en œuvre du Dossier Stratégique de la Réduction de la Pauvreté (DSRP) en Côte d'Ivoire*, rapport FMI n°12/183, Washington, DC, 143p.

FORRESTER J.W., 1965, *Principles of System.* Wright Allen Press. Lyon : Presses Universitaires de Lyon (1984), 19p.

FORRESTER J.W., 1971, *World Dynamics.* Cambridge : Wright Allen Press, 25p.

FORUM DES ONG D'AIDE À L'ENFANCE EN DIFFICULTÉ, 2000, *Rapport alternatif au comité des droits de l'enfant* . Rapport, RCI, 24p.

FREE THE SLAVES, JUIN 2013, *Les esclaves des mines du Congo; L'esclavage dans les sites miniers du Sud-Kivu*. Rapport d'enquête de terrain, 36p.

GASTON J., 1913, « L'exploitation indigène de l'or en Côte d'Ivoire » in, *Bulletin et mémoire de la société d'Anthropologie de Paris*, Paris, fascicule 364, vol 4, pp372-375.

GAUFRYAU B., et MALDONADO C., 2004, *Secteur informel : fonctions macroéconomiques et politiques gouvernementales: le cas de la Côte d'Ivoire*. OIT, pp 1-16.

GENDRON C., 2006, *Le développement durable comme compromis*, Paris, PUQ, 276p.

GEORGES P., et VERGER F., 2006, *Dictionnaire de la géographie*, 9ème édition, Paris, Presse Universitaire de France (PUF), 472 p.

GIEZENDANNER F. D., 2012, *Taille d'un échantillon aléatoire et marge d'erreur*, introduction publique, culture et sport-service, école-médias, Genève, 22p.

GILLES S., 2012, *L'Orpaillage face à l'arrivée des industries minières aurifères : cas du Burkina Faso*. 4p.

GLOBAL WITNESS, 2014, *Le riche et le pauvre diamant du développement et diamants de la pauvreté : les possibilités de changement dans les champs alluviaux de diamants artisanaux en Afrique*, rapport d'étude, 36p.

GOH D., 2016, « L'exploitation artisanale de l'or en Côte d'Ivoire: la persistance d'une activité illégale », *European Scientific Journal*, édition No.3. vol.12, pp 18-36.

GUIDE POUR L'ÉVALUATION DES PROJETS DU DOMAINE MINIER, EIE, 2000, *Généralité sur l'exploitation minière et ses impacts*, 20p.

GUEYE D., 2011, *Étude sur les mines artisanales et les exploitations minières à petite échelle au Burkina Faso*. Rapport MMSD, Octobre 2001. 71 p.

GUMACHIAN H., MAROIS C., et FEVRE V., 2000, *Initiation à la recherche en Géographie : aménagement, développement territorial, environnement*, Les presses de l'université de Montréal, Ed. ECONOMICA, Montréal, 425p.

GRÄTZ T., 2004, « Les frontières de l'orpaillage en Afrique occidentale », *Autrepart* 2/2004, N°30, pp 135-150.

GROUND B. N., 2002, *Mining, Minerals and Sustainable Development,* Colorado School of Mines, Denver (Colorado), pp10-17.

GROUPE DE RECHERCHE SUR LES ACTIVITÉS MINIÈRES EN AFRIQUE, 2003, *Situations et réactions des femmes africaines face aux bouleversements de leur environnement dans le cadre de projets miniers*, Séminaire de lecture, 25 avril 2003, [en ligne http://www.unites.uqam.ca/grama], Université Québec de Montréal, Faculté de Science Politique et de Droit, 31p.

HAMMOND D., GOND V., DE THOISY B., DIJN, B., et FORGET P.M., 2007, *Causes and consequences of a tropical gold rush in the Guiana Shield*, Ambio, 36 (8) : pp 661 -670.

HAYES K., PERKS., HINTON J.-J., VEIGA M.-M., et BIENHOF F., 2005, « Women and Artisanal Mining: Gender Roles and the Road Ahead »: *in the Socio-Economic Impacts of Artisanal and Small-Scale Mining in Developing Countries* Gavin M. Hilson, pp149-176.

HELLONDORFF B., 2012, *Ressources naturelles, conflits et construction de paix en Afrique de l'Ouest*, les rapports du Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité (GRIP), Bruxelles, chaussée de Louvain, 39p.

HILSON G., 2016, *Artisanal and small-scale mining and agriculture: Exploring their links in rural sub-Saharan Africa*. IIED, London, 24 p.

HUMAN RIGHTS WATCH, 2011, *Un mélange toxique : Travail des enfants, mercure et orpaillage au Mali*, États-Unis d'Amérique, 132p.

INTERNATIONAL ALERT, 2009, *Étude sur le rôle de l'exploitation des ressources naturelles dans l'alimentation et la perpétuation des crises de l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC),* United King don, 94p.

INTERNATIONAL COUNCIL OF MINING OR METAL (ICMM), 2012, *Les partenariats miniers pour le développement ; Comment exploiter la contribution globale du secteur minier*, conférence du FMI, 21-22 mars 2012, Kinshasa (RDC), 19p.

INSTITUT DE LA FRANCOPHONIE POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE (IFDD), 2015, *La RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) pour un développement minier durable en Afrique de l'ouest,* Liaison Énergie-Francophonie, l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD), La revue Liaison Énergie-Francophonie, Québec, Canada, Numéro 99, 1er trimestre 2015, 96p.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS), 1998, *Résultats provisoires du recensement général de la population et de l'habitat* (RGPH 1998).

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS), 2005, *Le secteur informel dans l'agglomération d'Abidjan: Performances, insertion, perspectives Enquête 1-2-3 premiers résultats de la phase 2*, projet PARSTAT, Abidjan, Côte d'Ivoire, 48p.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS), 2014, *Résultats globaux, Recensement Général de la Population et de l'Habitat* (RGPH, 2014), 26p.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS), 2016, *L'économie informelle dans les États fragiles : Cas de la Côte d'Ivoire*, rapport, Abidjan (Côte d'Ivoire), 30p.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS) ET BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL (BIT), 2014, *Enquête Nationale sur la Situation de l'Emploi et le Travail des Enfants (ENSETE 2013*). Rapport descriptif sur le travail des enfants, 65p.

INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE), 2010, *Rapport de l'administrateur indépendant de l'ITIE pour les revenus de l'année 2011 de la Côte d'Ivoire*, Paris, Fair-links Sarls-RCS, pp1-23.

JENKINS, K., 2014, «*Women, mining and development: An emerging research agenda* », The Extractive Industries and Society 1 (2014), pp 329-339.

JOSEPH-GASTON J., 1913, « Exploitation indigène de l'or en Côte d'Ivoire ». *In: Bulletins et Mémoires de la Société d'anthropologie de Paris*, VI° Série. Tome 4 fascicules 3-4, pp 372-375.

KABAMBA M. R., 2015, *État des lieux de l'implication de la femme dans le secteur minier en République Démocratique du Congo*, rapport final, 29p.

KABUYA M. A., 2009, *Impact de l'exploitation de diamant et de l'or dans la reconstruction socioéconomique de la province orientale (République Démocratique du Congo*), CENADEP, 16 p.

KAISER ECONOMIC DEVELOPMENT PARTNERS, 2018. *Stratégie et plan d'action de la Côte d'Ivoire pour le contenu local dans le secteur minier*, Rapport Kaiser, Côte d'Ivoire, 63p.

KAM O., 2016, « Conflits agriculteurs-éleveurs et la problématique de cohésion sociale dans le département de Bouna au Nord-Est de la Côte d'Ivoire », *European Journal of Business and Social Sciences*, Vol. 5, No, pp 66-78.

KAMBOU, S. A., 2003, *Analyse de la situation du travail des enfants en Côte d'Ivoire.* UNICEF-Bureau Côte d'Ivoire, rapport CEPRASS, 161p.

KARL T.L., 1997, *the Paradox of Plenty: Oil Booms and Petro-States*, Berkeley, University of California Press, 342 p.

KEITA A., 2008, *Communautés locales et « manne aurifère »: les oubliées de la législation minière malienne*. Ed, Lorenzo cotula, 53 p.

KEITA A., 2017, *Orpaillage et accès aux ressources naturelles et foncières au Mali*. Les Cahiers du CIRDIS Collection recherche, N° 2017-01, 29 p.

KEITA S., 2001, *Étude sur les mines artisanales et les exploitations minières à petites échelles au Mali*, Mining Minerals and Sustainable Development, N°80, 53 p.

KIHANGI K. P. 2013, *Travail des enfants dans le site minier d'exploitation artisanale de Bisie en territoire de Walikale Une crise oubliée en République Démocratique du Congo. Une étude évolutive 2007-2012*. Bureau d'Etudes, d'observation et de coordination pour le Développement du territoire de Walikale Paix, Démocratie, Droits humains, Mines, Environnement et Agriculture(BEDEWA), 36p.

KINIGBE B. A., 2013, *Concassage de granite et ses impacts socio-économiques et environnementaux dans la Commune de Bantè*, Mémoire de maitrise, Département de Géographie et aménagement du territoire, Université d'Abomey-Calavi (Cotonou-Bénin), 68p.

KOFFI K. M., 2011, « Alphabétisation fonctionnelle en Côte d'Ivoire : approche méthodologique pour l'enseignement de la langue officielle, le français »,

Revue électronique internationale de science de langage SUDLANGUES, n°15-Juin 2011, Dakar- Fann (Sénégal), 17p.

KOFFI Y. B., AHOUSSI K. E., KOUASSI A. M., et BIEMI J., 2014, « Ressources minières, pétrolières et gazières de la Côte d'Ivoire et problématique de la pollution des ressources en eau et des inondations », *Géo Eco-Trop*, 2014, 38, 1, p 119-136.

KONÉ B., 2017, « Fièvre de l'or et le devenir des activités rurales dans le département de Tengréla (Nord de la Côte d'Ivoire) », *Revue Ivoirienne de Géographie des Savanes*, Numéro 2 Juin 2017, ISSN 2521-2125, pp 108-124.

KONÉ F. R., 2017, *Pouvoirs coutumiers et orpaillage illicite en Côte d'Ivoire*. Analyse sociétale africaine, le think tank de l'ASSN, rapport d'étude, Avril 2017, 7p.

KONÉ M., KOUADIO Y.L., NEUBA D.F.R., MALAN D. F., et COULIBALY L., 2014, « Évolution de la couverture forestière de la Côte d'Ivoire des années 1960 au début du 21e siècle », *in International Journal of Innovation and Applied Studies*, Vol. 7, n°. 2, pp 782-794.

KONÉ P. E., SORO D., et KONAN A. S., 2013, *Étude sur la situation de l'emploi et besoins de formation dans le secteur des mines et du pétrole*, AGEPE, 49 p.

KOTSADAM A., et TOLONEN A., 2015, *African Mining, Gender, and Local Employment*, World Bank .Policy Research Working Paper, No 7251, pp5-15.

KOUADIO A. C., KOUASSI K., et ASSI KAUDJHIS J.P., 2018, « Orpaillage, disponiblité alimentaire et competition foncière dans les zones aurifères du département de Bouaflé », *in TROPICULTURA*, vol 36, n°2, pp 369-379.

KOUADIO K. N., 2008, *Exploitation artisanale de l'or dans le processus de mutation socio-économique à Hiré (Sud-Bandama), Côte d'Ivoire*. Mémoire de DEA. Sociologie. Université de Bouaké (Côte d'Ivoire), Bouaké, 107p.

KOUADIO K. N., 2016, « Exploitation minière, facteur de recompositions socio-économiques dans la Sous-Préfecture de Hiré (Côte d'Ivoire) », *European Scientific Journal*, June 2016, edition, vol.12, N°.17, pp 287-304.

KOUAMÉ Y.S., 2007, *Privatisation et stratégies de résilience dans les exploitations villageoises de palmier à huile en basse-Côte d'Ivoire*, Thèse nouveau régime, Université de Bouaké (Cote d'Ivoire), Bouaké, pp20-45.

KOUASSI A. M., KOUAMÉ K. F., AHOUSSI K. E., OULARÉ S., et BIEMI J., 2012, « Impacts conjugués des changements climatiques et des pressions anthropiques sur les modifications de la couverture végétale dans le bassin versant du N'Zi-Bandama (Côte d'Ivoire) », in *Rev. Ivoir. Sci. Technol,* 20 (2012), pp124-146.

KOUASSI K., 2013, *Insalubrité, gestion des déchets ménagers et risque sanitaire infanto-juvénile à Adjamé*, Thèse unique de Doctorat en Géographie, Université d'Abidjan-Cocody (Institut de Géographie Tropicale, IGT), 597p.

KROUÉLÉ T., 2018, « Déscolarisation et conflits fonciers en Côte d'Ivoire », *Canadian Social Science* Vol.14, n°2, pp87-102.

KUNANAYAGAM R., 2000, *secteur minier, vue d'ensemble*, Avant-projet pour commentaire, Août 2000, 27p.

LABAZÉE P., 1994, « Le développement de la pluriactivité dans le Nord ivoirien. L'ajustement des activités familiales et ses limites en temps de crise : le cas des ménages de Korhogo », in, Colloque, *crise, ajustements et recompositions en Côte d'Ivoire*, Abidjan, 28 novembre au 2 décembre 1994, Paris, Karthala, pp15-30.

LABONNE B., 2001, *Réduction de la pauvreté dans les communautés minières artisanales. L'approche des « moyens durables d'existence* », Occas, CIFEG 37, 74p.

LABORIEUX E., 2008, *Les problèmes du développement de l'environnement*, projet de mémoire, sciences et gestion, Université des Antilles et de la Guyane, 40p.

LALANCETTE J ; SAUCIER V & LEPAGE F. V., 2012, *L'insertion des femmes dans les métiers traditionnellement masculins*, Essai empirique présenté pour l'obtention du grade de Maître ès art (M.A), Université Laval, Canada, 153p.

LALLY K. A., 2016. *Prévention et gestion de conflit entre autochtones et étrangers dans le foncier rural ivoirien: Koffiakakro et Mahounou, deux cas de figure à apprécier*. Atelier de réflexion: Migrations et enjeux fonciers en Côte d'Ivoire, 15 et 16 décembre 2016 à l'UPGC de Korhogo (Côte d'Ivoire), 23p.

LEBRETON P.-H., 1988, *La nature en crise*, Paris, Sang de la terre, coll. « Les dossiers de l'Écologie », Paris, 341p.

LEONARD E., et VIMARD P., 2005, « Crises et recompositions d'une agriculture pionnière en Côte d'Ivoire : Dynamiques démographiques et changement économiques dans le Bas-Sassandra ». IRD Éditions et KARTHALA, pp 35-91.

LISSENDJA T., et MAMIKI M., 2017, *Contribution des petites et moyennes entreprises forestières aux moyens d'existence des ménages en Province Orientale démembrée (RDC)*, rapport Tropenbos RD Congo, 123p.

LOGNON J.-L., 2010, « *Idéologies et pratiques d'appui du secteur informel en Côte d'Ivoire*», Thèse de doctorat en Sociologie, Abidjan, Université de Cocody (Côte d'Ivoire), pp 20-50.

LOUGUE K.M., et DAO M., 2007, *La problématique sociale et sanitaire sur les sites d'orpaillage de Siguinvoussé et de Tauwaka au Burkina-faso : la question des IST et du vih/sida*, Paris, IRD, pp17-23.

LUIGI A. D. B et LANZANO C., 2013, « Entrepreneurs de la frontière : le rôle des comptoirs privés dans les sites d'extraction artisanale de l'or au Burkina Faso ». *Politique africaine*, Editions Karthala, 2013/3 (N°131), pp 27-49.

MALDONADO C., et GAUFRYAU B., 2004, «*Secteur informel : fonctions macroéconomiques et politiques gouvernementales»: le cas de la Côte d'Ivoire*, Rapport OIT, pp7-15.

MARADAN D., OUÉDRAOGO B., THIOMBIANO N., THIOMBIANO T., et ZEIN K., 2011, *Analyse économique du secteur des mines liens pauvreté et l'environnement*. Sba-Ecosys-CEDRES. Rapport MECV, Burkina-Faso, Mai 2011, 69p.

MARCHAND G., 2005, *L'économie informelle au Sénégal ; Logique de fonctionnement de quelques entreprises informelles à Saint-Louis*, Université Laval, Québec, Canada, pp1-13.

MACRÉ D., 2007, *Course aux hydrocarbures, crise du Darfour, déstabilisation régionale. Le Tchad entre jeux pétroliers et jeux guerriers*, Institut Thomas More Working Papers, nº 9/FR, Paris, Bruxelles, Institut Thomas More, pp20-35.

MEHU., 2000, *Plan d'action national de lutte contre la désertification.* Cotonou : DAT /MEHU, 91p.

MESTRE I., 2017, « Quand les bergers creusent la montagne. Impact des activités minières artisanales sur les systèmes agropastoraux du Kirghizstan. Étude de cas dans la région de Naryn ». *Journal of Alpine Research/Revue de géographie alpine* 105-1/2017, mis en ligne le 07 mars 2017, consulté le 06 avril 2017. URL : http://rga.revues.org/3575, pp1-18.

MINISTERE DE l'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPMENT RURAL, DIRECTION DU FONCIER RURAL, 2014*, Étude d'impact social du volet d'appui à la mise en œuvre de la loi sur le foncier rural du PARFACI,* Rapport final, août 2014, 255p.

MINISTERE DE l'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPMENT RURAL (DIRECTION GÉNÉRALE DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE LA MAITRISE DE L'EAU DANS LE DOMAINE AGRICOLE, DIRECTION DU FONCIER RURAL), 2017, *Déclaration de politique foncière rurale de la Côte d'Ivoire*, rapport, Côte d'Ivoire, 31p.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE, RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE, 2002, *Stratégie nationale de conservation et d'utilisation durable de la diversité biologique de la Côte d'Ivoire*, rapport, 74p.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, 2009, *Rapport national sur l'état des ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture*, second rapport général, FAO, 65p.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE, BURKINA-FASO, 2011, *Analyse économique du secteur des mines liens pauvreté et environnement*, rapport final, 69p.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DES MINES, 2014, *Progrès économiques au niveau du secteur industriel et des investissements*, Abidjan, 3p.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DES MINES, 2014, *Rapport d'état du programme de rationalisation en Côte d'Ivoire*, version du 25/09/2014 à 21h25, 17p.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DES MINES, 2015, *La politique industrielle et minière pour l'émergence de la Côte d'Ivoire,* conférence de presse organisée par le Centre d'Information et de Communication Gouvernementale (CICG) dans le cadre des rendez-vous du gouvernement, jeudi 26 novembre 2015, à Abidjan, pp2-4.

MINVILLE M., et ROSE-ANNE S.-P., 2013, *Étude participative sur les acquisitions massives de terres agricoles en Afrique de l'Ouest et leur impact sur l'agriculture familiale et la sécurité alimentaire des populations locales,* REDTAC-Université de Montréal Pour : Inter Pares et COPAGEN, 227p.

MOGBA Z., NGBOKOTO F., MAINDE M., FEITOUANA J., et MAKET P., 2007. *Étude sociodémographique des exploitants du diamant artisanal dans les zones*

pilotes du projet DPDDA en République Centre africaine, Rapport Projet pilote sur les Droits de Propriété et le Développement du Diamant Artisanal, Bangui, 47p.

MOKAM A., et TSIKAM C., 2016, *Impact de l'exploitation artisanale de l'or sur les populations de Kambélé, Région de l'Est Cameroun*, Rapport Natural Ressource Governance Institute et al, 30p.

MOORE S., 2014, *Rapport de l'administrateur indépendant de l'ITIÉ pour les revenus de l'année 2012*, Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE) Côte d'Ivoire, 158p.

MOORE S., 2015, *Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE), Côte d'Ivoire*, rapport ITIE 2015, 205p.

MOREL Y., 2009, Afrique de l'Ouest: promesses ambigües des richesses minières. *In Débats-courrier d'Afrique de l'Ouest*, n°68-septembre-octobre 2009, pp9-14.

MOUSSA D., et ALLOU T. K., 2018, « La dynamique de l'orpaillage et l'évolution socio-économique et environnementale en milieu rural ivoirien », Deuxième partie ruralités : entre mutations et conflits, in *Espaces, Sociétés et Développement en Afrique subsaharienne (MELANGES, Université de Lomé, Togo*), Tome 1, pp 500-518.

MOUVEMENT MONDIAL POUR LES FORÊTS TROPICALES (MMFT)., 2004, *L'industrie minière: Impacts sur la société et l'environnement*, Hersilia Fonseca, Uruguay, 180p.

MUFAKHIR M., 2012, « The Case of Freeport Mc-Morran Copper and Gold», *in "Indonesia's Extractive Industry*", Asian labour update, n° 46, pp25-32.

MULULU M., 2000, *L'exploitation minière artisanale et l'amélioration des conditions socio-économiques des habitants de l'hinterland minier de Likasi (cas du site de SHAMITUMBA)*, Mémoire de licence en science sociale, ISES-Lubumbashi (RDC), 50p.

NATIONS UNIES (UN), 1987, *Développement durable*, rapport Brundtland, Oxford University Press, 318p.

N'DA P., 2002, *Méthodologie de la recherche : de la problématique à la discussion des résultats, comment réaliser un mémoire, une thèse d'un bout à l'autre*, 3éd, revue et complétée. Abidjan, EDUCI, coll. pédagogie, 159p.

NDELA K., 2008, *Les activités minières et la fixation (cas de la RDC)*, Thèse de Doctorat en Droit Administratif et Secteur Public. Université Paris1 Panthéon, Paris, Sorbonne, 290p.

NDIAYE F. C., 2013, *Genre et travail des enfants dans les mines et carrières au Burkina Faso, au Mali et au Togo,* Bureau International du Travail (BIT), Synthèse des études de cas, Document de travail 2013, 48p.

NICASCOU F., 2007, *Effet des activités économiques sur l'environnement*, courrier des statistiques N°120, 43p.

OBSERVATOIRE DU CHANGEMENT URBAIN (OCU), 2008, *Travail des enfants dans les mines et carrières du Katanga; Cas du bassin minier de Kipushi, Likasi et Kambove*. Rapport d'étude Université de Lubumbashi (OCU), 72p.

OBSERVATION GOUVERNANCE ET PAIX (OGP), 2010, *Ressources minières et développement de la RD Congo. La gouvernance minière au Sud-Kivu*, Ibanda Bukavu (RD Congo), 126p.

ORGANISATION POUR LA COOPÉRATION ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE (OCDE), 2008, *Mobilités ouest-africaines et politiques migratoires des pays de l'OCDE*, Cahier de l'Afrique de l'Ouest, Paris, éditions OCDE, 145p.

ORGANISATION POUR LA COOPÉRATION ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE (OCDE), 2011, *Les bonnes pratiques émergentes de la lutte contre les pires formes de travail des enfants dans les communautés de producteurs de cacao d'Afrique de l'Ouest*. Rapport OCDE, 142p.

ORGANISATION POUR LA COOPÉRATION ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE (OCDE), 2014, *Exploitation aurifère industrielle et artisanale, conflit de cohabitation ou coopération? Le cas de la mine d'or artisanale de Mukungwe, au Sud-Kivu, République Démocratique du Congo*. Rapport OCDE, pp 2-8.

ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE, 2014, *Le rôle du secteur informel pour la croissance, l'emploi et le développement durable*, Éléments de réflexion, Secteur informel, emplois et transformation structurelle, Recommandations opérationnelles pour une politique efficace envers le secteur informel, Australie, 8p.

ORGANISATION INTERNATIONALE DES MIGRATIONS (OIM), 2009, *Les frontières en Côte d'Ivoire ; Historique, défi et stratégie pour une meilleure régulation des flux migratoires*, document thématique 2009 sur les migrations en Côte d'Ivoire, Genève, 27p.

ORGANISATION INTERNATIONALE DES MIGRATIONS (OIM), 2009, *Migration en République Démographique du Congo*, rapport de l'OIM sur le profil national 2009, 134p.

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL (OIT), 2009, *Sécurité et optimisation des techniques d'exploitation et de traitement sur les sites d'orpaillage de Komabangou et M'Banga*, Projets BIT/IPEC Mines (Afrique de l'Ouest) RAF/05/54/USA, Rapport final, Programme international pour l'abolition du travail des enfants (IPEC), 51p.

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL (OIT), 2010, *Le point sur le travail des enfants 2010.* Rapport OIT, 2p.

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL (OIT), 2014, *Travail décent dans l'économie rurale ; Notes d'orientation des politiques*, Rapport sur l'exploitation du potentiel des industries extractives, pp10-25.

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC), 2010, *Le commerce des ressources naturelles*, rapport OMC 2011, 46p.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL (ONUDI), DIRECTION NATIONALE DE L'ASSAINISSEMENT ET DU CONTROLE DES POLLUTIONS ET DES NUISANCES (DNACPN), 2009, *Atelier sous-régional d'information des pays de l'Afrique de l'ouest Francophone sur les problèmes liés à l'orpaillage*, Grand Hôtel de Bamako, 8-10 Décembre 2009, rapport de synthèse, 34p.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCES ET LA CULTURE (UNICEF), 2014. *Évaluation finale du projet "Enfants dans les mines d'or et carrières artisanales dans 5 régions du Burkina Faso, 2009-2013"*. Rapport Final UNICEF, 97p.

ORGANISATION DES NATIONS UNIS POUR L'EDUCATION, LA SCIENCES ET LA CULTURE (UNESCO), 2015, *Éducation pour tous : 2005-2015 progrès et en jeux*, Rapport mondial de suivi de l'EPT, 120 p.

ORGANISATION DES NATIONS UNIS POUR L'EDUCATION, LA SCIENCES ET LA CULTURE (UNESCO), 2006, *L'alphabétisation un enjeu vital, Afrique subsaharienne*, rapport mondial de l'éducation pour tous, 32 p.

ORRU J.-F., 2001, «Typologie des exploitations aurifères de Guyane et spécificités du contexte socio-économique local», *in* CARMOUZE, *Le mercure en Amazonie : rôle de l'homme et de l'environnement, risques sanitaires*, Paris, IRD, pp 425-446.

OSZWALD J., 2005, *Dynamique des formations agroforestières en Côte d'Ivoire (des années 1980 aux années 2000), Suivi par télédétection et développement d'une approche cartographique*, Thèse de doctorat de Géographie, UFR de Géographie et d'Aménagement, Laboratoire de Géographie des Milieux Anthropisés, Université des Sciences et Technologies de Lille (France), 304p.

OUÉDRAOGO D., DABIRÉ B., et GUENGANT J.-P., 2009, *L'impact des migrations internationales de retour de Côte d'Ivoire sur le développement des régions frontalières du Burkina-Faso avec la Côte d'Ivoire*. Institut Supérieur des Sciences de la Population, Université de Ouagadougou, Institut de Recherche pour le Développement (IRD), Ouagadougou,Burkina Faso, pp10-25.

OULAI A., 2013, *Les enjeux de la coopération internationale dans le domaine minier en Côte d'Ivoire*, Université Paris 1, École Nationale d'Administration, Master Relations internationales et Actions à l'Étranger », Parcours « Administration publique et Affaires Internationales », 41p.

PAUL R., et CHAUVEAU J.-P., 2017, *Foncier, transformation de l'agriculture et conflits en Afrique de l'ouest : enjeux régionaux soulevés par les cas de la sierra Léone, du Liberia et de la Côte d'Ivoire*, rapport revue historique OCDE, 69p.

POLIDORI L., 2005, « Déforestation et orpaillage : Apport de la télédétection pour la surveillance de l'occupation du sol en Guyane Française », in *CARMOUZE*, Paris, IRD, pp 473-494.

PRADHAN B., 2003, *Measuring empowerment: à methodological approach* development Vol. 46, Issue 2. SID On-line Dialogue, pp12-25.

PRIESTER M., LEVIN E., CARSTENS J., TRAPPENIER G., et MITCHELL H., 2010, *La mécanisation de l'exploitation artisanale des diamants alluviaux : les barrières et les facteurs de succès*, rapport Initiative de Diamant et de Développement (DDI), 24p.

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT (PNUE), 2009, *Du conflit à la consolidation de la paix ; Le rôle des ressources naturelles et de l'environnement*, Nairobi, rapport PNUE 2009, 14p.

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL (PNUD), 2016, *Cartographie de l'exploitation minière en fonction des objectifs de développement durable: Un Atlas*. Livre blanc, rapport PNUD, 91p.

PROPARCO (Revue). 2011, « Le secteur minier, un levier de croissance pour l'Afrique ?» *in Secteur Privé et Développement*, n°8, 15p.

RANI P. et WOOD F., 2006, *Trésor caché ? À la recherche des revenus de l'exploitation aurifère au Mali*, New-York, Oxfam America, 96p.

RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE, 1996, *Loi N°95-553 du 17 juillet 1995 portant code minier*, [En ligne] www.droit-Afrique.com, Côte d'Ivoire, 41p.

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE, 2005, *Projet Pilote Système de Suivi du Travail des Enfants dans la Cacao-culture en Côte d'Ivoire*. Rapport Bilan, RCI, 50p.

RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE, 2011, *Plan national de développement 2012-2015*, résumé analytique, tome 1, 50p.

RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE, 2014, *Loi N°2014-138 du 24 Mars 2014 portant code minier*, 44p.

RÉSEAU RÉGIONAL POUR L'ÉTUDE ET LA PROMOTION DU LEADERSHIP FÉMININ, 2012, *Égalité hommes-femmes, Protection et promotion des droits et de l'émancipation sociale et économique des femmes*, CARE-UNION EUROPEENNE, [Site web : www.leadafricaines.org], 8p.

RICHARD M., MOHER P., et TELMER K., 2014, *Problèmes de santé liés à l'orpaillage et à l'exploitation minière artisanale: Formation pour professionnels de la santé*, (Version 1.0), Artisanal Gold Council, Victoria, BC. ISBN: 978-0-9939459 1-5, 45p.

RUBBERS B., 2013, « Les sociétés Africaines face aux investissements miniers », Paris, édition Karthala/politique africaine 2013/3-N°131, pp5-25.

RUF F., 1 995: *Booms et crises du cacao: les vertiges de l'or brun*. Ed. Karthala, 459 p.

RUF F., 1999, « Les cycles du cacao en Côte d'Ivoire : La remise en cause d'un modèle ? » *Paris, Karthala*, pp 249-264.

RUF F., 2018, « Crise polico-militaire et climatique en Côte d'Ivoire. Du cacao à l'anacarde, de la rente forêt à la fumure animale », *in TROPICULTURA*, 2018, vol 36, n°2, pp 281-298.

SACHS J., et WARNER A.M., 1999, « The big push, natural resource booms and growth », *Journal of Development Economics*, Vol. 59, issue 1, pp43-76.

SACHS W., 2006, « De l'huile sur le feu. La lutte pour les ressources attise l'insatisfaction planétaire », in SCHÜMPERLI YOUNOSSIAN C. et TSCHUMI X., 2006, *Paix et sécurité. Les défis lancés à la coopération internationale*, Annuaire suisse de politique de développement, vol. 25, nº 2, Genève, IUED, pp129-138.

SANGARÉ O., 2016, *Rôle de l'orpaillage dans le système d'activités des ménages en milieu agricole : cas de la commune rurale de Gbomblora dans la région Sud-Ouest du Burkina Faso.* Mémoire de Master, Université Laval, Canada, 182p.

SANGARÉ O., MUNDLER P., et OUEDRAOGO L. S., 2016, « Institutions informelles et gouvernance de proximité dans l'orpaillage, un cas d'étude au Burkina-Faso». *Revue Gouvernance*, Volume 13, numéro 2, 2016, pp 53-73.

SCHIMANN H. M., 2005, *Impact de perturbations liées l'orpaillage sur l'évolution des communautés et fonctionnalités microbiennes d'un sol*, Thèse de Doctorat, École Nationale du Génie Rural des Eaux et des Forêts (ENGREF), Guyane, HAL, archives-ouvertes, 104p.

SEARCH FOR COMMON GROUND, 2016, *Analyse des conflits miniers en Haute Guinée.* Rapport final SEARCH FOR COMMON GROUND, 25 Octobre 2016, 54p.

SEGESSEMANN A., 2003, *L'impact de l'homme sur la nature dans la région Cortaillod*, Neuchâtelois des sciences, N°26, Décembre 2003, écologie, 13p.

SEN G., et BATLIWALA S., 2000, "*Empowering women for reproductive rights*" in H. Presser and G. Sen (eds) Women's Empowerment and Demographic Processes. New York: Oxford University Press, pp1-25.

SOCIÉTÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT MINIER DE LA CÔTE D'IVOIRE (SODEMI), 2011, *Projet de productions de granulats d'Azaguié*, Fiche Projet n°2011-08, Abidjan, 2p).

SORGHO W. R. F., 2012, *Évaluation environnementale et sociale des sites d'orpaillage et stratégies de compensation* : cas du site de Mankarga dans la commune de

Boudry au Burkina-Faso, Mémoire de MASTER, Institut International d'Ingénierie de l'eau et de l'environnement (fondation 2iE), Burkina-Faso, 68p.

SORO B., 2011, *Agriculture et matières premières en Côte d'Ivoire: Le cacao, le café, le coton, l'or, le sucre, enchute libre/La crise financière internationale sévit*. Le Mandat, 25p.

SOW S., 2013, *Les enjeux de l'exploitation minière et le développement durable en Guinée ; Impacts du cadre réglementaire*, Mémoire de Master en environnement. Option : Gestion Environnementale. Université Senghor (Égypte), 176p.

TANO A.M., 2012, « Conflits fonciers et stratégies de sécurisation foncière au Sud-Ouest ivoirien », *Bulletin de l'Association de Géographes Français*, volume 89, n°3, pp 486-498.

TCHIBOZO C.F., 1981. *Contribution à l'étude biogéographique de la région de l'Atacora. Étude typologique des unités de paysage du versant oriental de la chaîne de l'Atacora (à la hauteur de Natitingou).* Thèse de doctorat 3ème cycle, Université de Paris 7. Jussieu. EUR de Géographie Physique, 326p.

THOMAS F., 2013, *Exploitation minière au Sud ; Enjeux et conflits*, Paris, Alternatives Sud, 16p.

THUNE M., 2011, « L'industrialisation de l'exploitation de l'or à Kalsaka, Burkina Faso : une chance pour une population rurale pauvre? », *EchoGéo*, n°17/2011,[en ligne] http://echogeo.revues.org/12535. Consulté le 17/01/2013, 19p.

TRIEST F., 2012, *Le secteur minier artisanal à l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) ; État des lieux et perspectives*, analyses de Commission Justice et paix, Bruxelles, Belge Francophone, 13p.

UNDERSTANDING CHILDREN'S WORK, 2009, *Comprendre le travail des enfants au Mali*. Rapports de pays du Programme, UCW, 131p.

UNION AFRICAINE (UA), 2009, *Vision du régime minier de l'Afrique ; Exploitation équitable et optimale des ressources minières en vue d'une large croissance durable et d'un développement socio-économiqu*e, Yaoundé (Cameroun), 50p.

UNION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE (UICN), 2008, *Façonner un avenir durable en Afrique centrale et occidentale*, programme régional 2009-2012, congrès mondial de la nature à Barcelone (Espagne) en Octobre 2008, 55p.

VALLÉE S., 2011, *L'autonomisation économique des femmes dans l'espace francophone,* Projet de rapport, Kinshasa (République démocratique du Congo), 5-8 juillet 2011, 21p.

VELDKAMP T., 2012, *L'Afrique, les défis du développement : Comment favoriser l'autonomisation des femmes en Afrique ?,* Forum : Le Conseil des droits de l'homme, 7p.

WESTCOTT P., 2010, *Les mines de charbon à ciel ouvert*, fiche technique, 3p.

WORLD GOLD COUNCIL, 2014 ; *Extraction responsable de l'or et distribution de la valeur, données 2013* ; Banque Mondiale, une appréciation globale de la valeur économique créée et distribuée par les membres du World Gold Council, 76p.

YARO Y., KABORÉ I., et KOBANKA H., 2011, *Étude sur le travail des enfants sur les sites d'orpaillage et les carrières artisanales dans cinq régions du Burkina Faso*. Rapport final, 85 p.

YOBO J., et NASSA D. D. A., 2018, « L'exploitation minière, facteur de récession de l'activité agricole à Hiré Watta en Côte d'Ivoire », *(EDUCI) 2018 Revue de Géographie Tropicale et de l'Environnement*, n°1, 2018, pp 91-101.

YOBOUE K. K. M., DARROZES J., ELYAKIME B., et MAIRE E., 2015, *Tortiya, quand le diamant fait perdre la tête*, rapport GRPIE (Groupe de Recherche et de Plaidoyer sur les Industries Extractives) avec Partenariat Afrique Canada (PAC), 25p.

YOBOUE K. K. M., 2017, *La question de la remédiation environnementale résultant de l'exploitation artisanale, à petite échelle du diamant : cas de l'Union du Fleuve Mano*, thèse de doctorat en Géoscience Environnement, Université de Toulouse III Paul Sabatier (UT3 Paul Sabatier), 278p.

YOUSSOUF D., 1995. « Les peuls, les sénoufo et l'État au Nord de la Côte d'Ivoire : Problèmes fonciers et gestion du pastoralisme », *in Bulletin de l'APAD*, 10|1995, Numéro 10, pp1-14 (Consulté le 30 septembre 2016. URL : http://apad.revues.org/1131).

ZIDNABA I., 2017, « L'exploitation minière, facteur d'une nouvelle configuration des migrations internes au Burkina Faso », *Regardsuds*, Premier numero, pp160-176.

TABLE DES ILLUSTRATIONS

❖ LISTE DES CARTES

Carte n°1 : Répartition des resources minières en Côte d'Ivoire 25
Carte n°2 : Localisation de la zone de l'étude (Bagoué, Poro Hambol) 76
Carte n°3: Les localités enquêtées dans la zone d'étude……..90
Carte n°4 : Répartition des populations enquêtées par localité selon les principales tâches exercées 108
Carte n°5 : Répartition des artisans mineurs enquêtés selon le temps de travail en jour par localité 116
Carte n°6 : Distances parcourues par les exploitants mineurs selon les localités enquêtées . 118
Carte n°7 : Répartition des différents responsables de sites artisanaux miniers dans les localités enquêtées 129
Carte n°8 : Différents modes d'accès aux sites d'extraction minière artisanale dans les localités enquêtées 131
Carte n°9 : Les différents avis des femmes sur le droit d'accessibilité au foncier..... 178
Carte n°10 : Niveau d'appréciation des femmes sur le travail exercé dans les mines 183
Carte n°11 : Avis des femmes enquêtées sur leur sécurité dans le secteur minier artisanal par localité visitée..... 185
Carte n°12 : Avis des populations enquêtées sur le niveau de pollution atmosphérique et environnemental par localités..... 226
Carte n°13 : Avis des paysans sur l'évolution des revenus agricoles dans les localités enquêtées au Nord..... 248

❖ LISTE DES FIGURES

Figure n°1 : Structure de l'exploitation artisanale des ressources minières au Nord de la Côte d'Ivoire……..74
Figure n°2 : Schéma simplifié du processus de récupération du minerai dans l'orpaillage au Nord..... 140
Figure n°3 : L'impact de l'artisanat minier sur la réalisation des ménages au Nord 207

❖ LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique n°1 : Répartition des artisans mineurs enquêtés selon la nationalité (%)..... 100

Graphique n°2: Répartition des artisans mineurs enquêtés selon le secteur d'activité (%) ... 105

Graphique n°3 : Répartition des artisans mineurs par sexe selon le statut occupé dans l'emploi (%)..... 109

Graphique n°4 : Répartition des artisans mineurs selon le revenu moyen mensuel (%) 111

Graphique n°5 : Répartition des artisans mineurs enquêtés (en %) selon le temps hebdomadaire de travail en heure 114

Graphique n°6 : Répartition des artisans mineurs enquêtés suivant la distance parcourue en kilomètre (%)..... 117

Graphique n°7 : Les différentes sources de motivation de la ruée des populations vers l'artisanat minier (%) 121

Graphique n°8: Principales activités exercées par les populations enquêtées avant leur ruée vers le secteur de l'artisanat minier 125

Graphique n°9: Temps de travail hebdomadaire en jours des artisans mineurs enquêtés selon le sexe (%)..... 172

Graphique n°10: Répartition des femmes en fonction des cas d'agression en (%)..... 187

Graphique n°11 : Niveau d'instruction atteint par les femmes enquêtées (%) 192

Graphique n°12 : Avis des populations enquêtées sur le niveau de sécurité dans les zones rurales du Nord (%)..... 217

Graphique n°13 : Les différents cas préjugés d'accidents recensés dans l'artisanat minier au Nord (%)..... 220

Graphique n°14: Différentes pathologies de maladies identifiées chez les enfants dans les mines artisanales au Nord (%)..... 235

❖ LISTE DES PHOTOGRAPHIES

Planche photos n°1: Outils rudimentaires utilisés dans l'artisanat minier à Fodio..... 132

Planche photos n°2 : Quelques outils modernes utilisés dans l'artisanat minier au Nord de la Côte d'Ivoire 137

Planche photos n°3 : Différentes formes de puits sur les sites d'exploitation minière artisanale au Nord……141

Photo n°1 : Groupe de concasseurs à M'Bengué Photo n°2 : Poudre de pierres broyées... 143

Planche photos n°4 : Différents types de lavage effectués dans l'orpaillage au Nord..... 144

Planche photos n°5 : Images du fleuve Bou face à l'exploitation minière artisanale du diamant à Tortiya……..146

Planche photos n°6 : Méthodes d'extraction effectuées par les femmes dans le fleuve Bou 147
Planche photos n°7 : Procédé de concassage de pierres à Gnambéléguékaha 149
Planche photos n°8 : Différents niveaux de concassage de pierres à Gnambéléguékaha 150
Photo n°3 : Chargement manuel d'un camion du gravier par les femmes à Gnambéléguékaha 152
Photo n°4 : Des femmes tirant sur des cordes pour remonter le sable dans l'orpaillage à Siempurgo 159
Photo n°5 : Une femme faisant le lavage à la bâté dans l'orpaillage à M'Bengué 160
Photo n°6 : Une femme faisant l'amalgamation manuelle à Fodio 162
Photo n°7: Des orpailleuses trempées dans les eaux boueuses à la recherche de l'or à M'Bengué 179
Photo n°8: Construction d'une nouvelle maison chez le chef du village à Fodio..... 209
Planche photos n°9 : Types d'habitations des orpailleurs à Fodio..... 214
Photo n°9 : Moto taxis assurant la liaison entre les sites d'orpaillage à Fodio 216
Planche photos n°10 : Orpailleurs en situation d'exploitation..... 219
Planche photos n°11 : Sites d'orpaillage laissés béants dans les zones rurales au Nord 222
Photo n°10 : Effondrement du bâtiment de l'ancienne sous-préfecture de Tortiya sous les effets conjugués des galeries de l'exploitation artisanale du diamant 224
Photo n°11: Destruction du hangar de l'aérodrome de Tortiya par l'exploitation artisanale du diamant……224
Planche photos n°12 : Incidence de l'artisanat minier sur l'environnement au Nord..... 228
Photo n°12 : Troncs d'arbre abattus sur un site d'orpaillage à Fodio 229
Planche photos n°13 : Présence d'enfant dans les mines artisanales au Nord 231
Planche photos n°14 : Les enfants travaillant sur les sites miniers artisanaux 233
Photo n°13 : Vue de profil d'un camp d'orpailleur à proximité du village de Fodio 237
Photo n°14 : Terre arable rendue impropre par les actions de l'orpaillage à Siempurgo 241
Photo n°15 : Brassage entre anciens puits d'orpaillage et champ d'anacardier à Tortiya 243

❖ LISTE DES TABLEAUX

Tableau n°1 : Répartition des Focus Groups de Discussion (FGD) par sexe selon les localités visitées..... 88
Tableau n°2 : Répartition des populations interrogées par sexe et par localité..... 92
Tableau n°3 : Tableau synoptique de l'approche théorique et méthodologique de la recherche……..96
Tableau n°4 : Niveau d'instruction atteint par les artisans mineurs enquêtés par localité..... 102

Tableau n°5 : Structure par âge des artisans mineurs enquêtés par localité 103
Tableau n°6 : Répartition des artisans mineurs par localité selon leur situation matrimoniale 104
Tableau n°7 : Les principales tâches des artisans mineurs par localité enquêtée 107
Tableau n°8 : Répartition des artisans mineurs selon les modes de partage des revenus issus de l'artisanat minier 112
Tableau n°9 : Différents prix de vente des outils rudimentaires utilisés dans l'artisanat minier au Nord 134
Tableau n°10 : Fonctions des outils rudimentaires utilisés dans l'artisanat minier au Nord de la Côte d'Ivoire 135
Tableau n°11 : Fonctions des outils motorisés utilisés dans l'artisanat minier au Nord de la Côte d'Ivoire 138
Tableau n°12 : Prix de vente des outils motorisés utilisés dans l'artisanat minier au Nord .. 139
Tableau n°13 : Degré de participation des populations enquêtées aux actions collectives selon les localités visitées 170
Tableau n°14 : Proportion de femmes enquêtées selon leur statut (exploitante ou non-exploitante) dans le secteur minier artisanal 190
Tableau n°15 : Répartition des individus enquêtés selon la rémunération (%) 194
Tableau n°16 : Répartition des individus enquêtés selon la rémunération par secteur d'activité (%) 196
Tableau n°17 : Les différents revenus journaliers des commerçants enquêtés dans un camp d'orpaillage dans la localité de Fodio 205
Tableau n°18 : Risques sanitaires liés à l'artisanat minier dans les zones rurales du Nord... 211
Tableau n°19 : Typologies des conflits liés au développement de l'artisanat minier au Nord 239

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire……2
Avant-propos 4
Remerciements 5
Liste des abréviations et acronymes 10
Introduction générale 13
1-Compréhension du sujet 13
2-Revue de la litterature 18
2.1-Approche définitionnelle de concepts clés 19
2.1.1-Exploitation minière 19
2.1.2-Impact 20
2.1.3-Notion d'autonomisation des femmes 20
2.2-Méthodes d'extraction minière 22
2.2.1-État des lieux sur le potentiel minier de la Côte d'Ivoire 22
2.2.2-Exploitation minière artisanale 27
2.2.3-Exploitation minière industrielle 31
2.2.3.1-Exploitation minière à ciel ouvert 32
2.2.3.2-Exploitation minière souterraine 33
2.3-Participation, violences faites aux femmes dans le secteur miner et parité genre……34
2.3.1-Participation des femmes dans le secteur minier 34
2.3.2-Les violences et abus sexuels faits aux femmes dans le secteur minier 37
2.3.3-Égalité de sexe : La place de la femme dans la société 39
2.4-Impacts de l'exploitation des industries minières extractives 42
2.4.1-Au niveau environnemental 43
2.4.2-Au niveau social 46
2.4.3-Au niveau démographique 52
2.4.4-Au niveau économique 54
2.5-Le développement durable : une nécessité pour la croissance économique et la relance du secteur minier extractif 60
2.5.1-Le développement durable : Une approche universelle 62
2.5.2-Les compagnies minières et la notion du développement durable 66
3-Problématique 69
4-Les objectifs de recherche 71
4.1-Objectif général 71

4.2-Objectifs spécifiques 71
5-Hypothèses de recherche 72
5.1-Hypothèse générale 72
5.2-Hypothèses spécifiques 72
6-Méthodologie de recherche 72
6.1-Le cadre théorique de référence 72
6.2-Cadre spatial de l'étude 75
6.3-Les unités d'observation 77
6.4-Variables d'analyse 79
6.4.1-Les variables liées aux caractéristiques de l'artisanat minier en zones rurales au Nord de la Côte d'Ivoire 79
6.4.2-Variables liées aux rôles et activités des femmes dans l'artisanat minier au Nord de la Côte d'Ivoire 80
6.4.3-Variables liées aux impacts socio-économiques et environnementaux de l'artisanat minier en zone rurale du Nord de la Côte d'Ivoire 81
6.5-Les techniques de collecte de données 81
6.5.1-La recherche documentaire 82
6.5.2-Enquête de terrain 83
6.5.2.1-Techniques d'acquisition des données primaires 84
6.5.2.1.1-Choix des différentes localités de l'étude 84
6.5.2.1.2-L'observation de terrain 86
6.5.2.1.3-L'enquête proprement dite 87
La méthode d'échantillonnage 89
6.5.3-Méthodes d'analyse et de traitement des données 92
6.5.4-Les difficultés 94
7-Présentation du plan de la thèse 95
PREMIÈRE PARTIE : CARACTÉRISTIQUES DE L'EXPLOITATION MINIÈRE ARTISANALE EN ZONES RURALES AU NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE 97
Introduction 98
Chapitre 1 : Profil des artisans mineurs enquêtés dans les zones rurales du Nord de la Côte d'Ivoire 99
1.1-Caractéristiques sociodémographiques des artisans mineurs 99
1.1.1-Repartition des artisans mineurs selon la nationalité 99
1.1.2-Niveau d'instruction atteint par les artisans mineurs enquêtés 101

1.1.3-Structure par âge des artisans mineurs enquêtés 102
1.1.4-Repartition des artisans mineurs selon la situation matrimoniale 103
1.2-Occupations des artisans mineurs enquêtés dans le Nord du pays 104
1.2.1-Les secteurs d'activités des artisans mineurs enquêtés 104
1.2.2-Principales tâches exercées dans le secteur minier artisanal 106
1.2.3-Statut des artisans mineurs dans l'emploi 108
1.2.4-Les revenus moyens et fréquence de payement des artisans mineurs dans le travail ... 110
1.2.4.1-Les revenus moyens des artisans mineurs enquêtés 110
1.2.4.2-Modes de partage des revenus issus de l'artisanat minier 112
1.2.5-Temps de travail des artisans mineurs enquêtés sur les sites 113
1.2.6-Distance parcourue par les artisans mineurs entre les lieux de résidence et les sites ... 116
1.3-La reconversion des populations du Nord vers l'artisanat minier 119
1.3.1-Les sources de motivations de la ruée des populations 120
1.3.2-L'accès au foncier : Un déterminant de l'essor de l'artisanat minier au Nord 123
1.3.3-Les activités antérieurement exercées par les artisans mineurs 124
Conclusion 126
Chapitre 2 : Organisation et fonctionnement des unités d'exploitation minière artisanale en zones rurales au nord de la Côte d'Ivoire 127
2.1-Organisation des unités d'exploitation minière artisanale en zones rurales au Nord 127
2.1.1-La propriété des sites d'exploitation minière artisanale 127
2.1.2-Les différents modes d'accès aux sites d'exploitation minière artisanale 129
2.1.3-Typologie des outils utilisés dans l'artisanat minier en zones rurales au Nord 132
2.1.3.1-Les outils rudimentaires 132
2.1.3.2-Les caractéristiques des outils modernes utilisés dans le secteur minier artisanal 136
2.2-Fonctionnement des unités d'exploitation minière artisanale en zones rurales au Nord . 139
2.2.1-Les processus d'extraction dans l'orpaillage 140
2.2.1.1-Procédé d'extraction du minerai dans les puits 140
2.2.1.2-Les postes de concassage du gravier 142
2.2.1.3-Les postes de lavage du minerai 143
2.2.1.4-Poste d'amalgamation et de commercialisation de l'or 144
2.2.2-Les procédés d'extraction diamantifère à Tortiya au Nord de la Côte d'Ivoire 145
2.2.2.1-Le fleuve Bou : principal site d'exploitation artisanale du diamant à Tortiya 146
2.2.2.2-La méthode de plongée effectuée dans l'exploitation artisanale du diamant 147

2.2.3-Les procédés du concassage de gravier à Gnambéléguékaha dans le Nord de la Côte d'Ivoire 148
2.2.3.1-La collecte des pierres pour le concassage 148
2.2.3.2-Le concassage de pierres proprement dite à Gnambéléguékaha 150
2.2.3.3-Système de commercialisation du gravier concassé manuellement 151
Conclusion partielle 153
DEUXIÈME PARTIE : FEMMES DANS LE SECTEUR MINIER ARTISANAL EN ZONES RURALES AU NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE 154
Introduction 155
Chapitre 3 : Rôle et moyens de subsistance des femmes dans le secteur minier artisanal au Nord de la Côte d'Ivoire 157
3.1-Rôles des femmes sur les sites miniers artisanaux au Nord 157
3.1.1-Les principales activités exercées par les femmes dans les mines artisanales au Nord 158
3.1.1.1-Le tirage de corde effectué par les femmes sur les sites 158
3.1.1.2-Le triage, le concassage et le lavage du minerai exercés par les femmes 160
3.1.1.3-Amalgamation faite manuellement par les femmes 161
3.1.1.4-Les autres activités développées par les femmes sur les sites miniers artisanaux 163
3.1.2-Les raisons de la ruée des femmes vers le secteur minier artisanal au Nord 164
3.1.2.1-Contraintes socio-familiales 164
3.1.2.2-Autres raisons liées à la ruée des femmes vers le secteur minier artisanal 166
3.2-Les moyens de subsistance développés par les femmes dans le secteur minier artisanal au Nord 167
3.2.1-L'utilité des revenus des femmes dans le secteur minier artisanal 168
3.2.2-Diversification des sources de revenus des femmes à partir des activités minières artisanales 169
3.2.3-L'influence de la double charge de travail des femmes sur leur participation à l'exploitation minière artisanale 171
3.2.4-Des stratégies développées par les femmes dans le secteur minier artisanal 173
Conclusion 173
Chapitre 4 : Les contraintes liées à la participation des femmes dans l'artisanat minier au Nord de la Côte d'Ivoire 175
4.1-Les obstacles socio-culturels 175
4.1.1-L'accès difficile des femmes au foncier dans les zones rurales du Nord 176
4.1.2-Les difficultés liées aux conditions de travail dans l'artisanat minier 179

4.1.3-Le niveau de sécurité des femmes dans le secteur minier artisanal 184
4.1.4-Les abus faits aux femmes dans le secteur minier au Nord 186
4.1.5-Les stéréotypes développés autour des mines artisanales du Nord..... 189
4.2-Les contraintes liées au niveau d'éducation et de formation des femmes dans le secteur minier 191
4.2.1-Faible niveau d'instruction des femmes dans le secteur minier artisanal 191
4.2.2-Niveau de formation des femmes aux activités des mines 192
4.3-Les contraintes liées aux revenus des femmes dans l'artisanat minier au Nord 193
4.3.1-Des revenus mensuels vulnérables..... 193
4.3.2-Les Disparités salariales dans l'artisanat minier 195
4.3.3-Niveau de satisfaction des femmes dans le secteur minier artisanal au Nord 197
Conclusion..... 197
Conclusion partielle..... 198
TROISIÈME PARTIE : BILAN SOCIO-ÉCONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTAL DE L'ARTISANAT MINIER DANS LES ZONES RURALES DU NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE 200
Introduction 201
Chapitre 5 : Les impacts liés à l'essor de l'artisanat minier au Nord……203
5.1-L'importance de la pratique de l'artisanat miner dans l'organisation sociale au Nord ... 203
5.1.1-La diversification des sources de revenus..... 203
5.1.2-Le développement des activités de subsistance au Nord 204
5.1.3-Influence de l'artisanat minier sur la réalisation des ménages au Nord 206
5.1.4-L'amélioration des équipements 208
5.1.5-Limitation de l'exode des jeunes 209
5.2-Les conséquences générées par l'artisanat minier dans les zones rurales du Nord 210
5.2.1-Au niveau social..... 210
5.2.1.1-Les risques sanitaires encourus dans l'artisanat minier au Nord du pays..... 211
5.2.1.2-La promiscuité et l'absence d'infrastructures sur les sites miniers artisanaux 213
5.2.1.3-Le développement des vices dans les zones minières artisanales au Nord..... 215
5.2.1.4-Les risques concourus dans le travail des artisans mineurs 217
5.2.1.5-Les dangers liés aux sites d'exploitation artisanale laissés béants dans le Nord..... 221
5.2.1.6-Incidences de l'artisanat minier sur les infrastructures : Cas de Tortiya..... 222
5.2.2-Au niveau environnemental 225

5.2.2.1-Pollution atmosphérique dans les zones rurales du Nord par les effets de l'artisanat minier 225
5.2.2.2-Destruction environnementale liée aux activités de l'artisanat minier au Nord 227
Chapitre 6 : Problèmes générés par l'artisanat minier sur les conditions de vie des populations en zone rurale au Nord 230
6.1-Au niveau social 230
6.1.1-Le travail des enfants sur les sites miniers artisanaux dans le Nord 230
6.1.2-La déperdition scolaire des enfants face à l'essor de l'artisanat minier au Nord 232
6.1.3-Conséquences sanitaire du travail des enfants dans les mines artisanales 235
6.1.4-Pression démographique dans les campagnes au Nord 237
6.1.5-Destruction des superficies agraires 240
6.2-Au niveau économique 244
6.2.1-La fuite de la main-d'œuvre agricole dans les campagnes du Nord 244
6.2.2-Fragilisation des revenus du secteur agricole au Nord 245
Conclusion 249
Conclusion partielle 250
Conclusion Générale 251
Bibliogaphie 256
Tables des illustrations 279
Tables des matières 283
Annexes 290
Annexe 1: guide d'entretien de groupe 290
Annexe 2: Guide d'entretien individuel 292
Annexe 3 : Questionnaire menage 294
Annexe 4 : Questionnaire individu 302
Résumé/Abstract 310

CENTRE IVOIRIEN DE RECHERCHES ECONOMIQUES ET SOCIALES (CIRES)
Bd Lattrille près du Lycée Classique d'Abidjan
Tél. : (00225) 22 48 21 03 / (00225) 22 44 89 42
Email: cires-ci@aviso.ci / info@cires-ci.com
08 BP 1295 Abidjan 08 - Côte d'Ivoire
Site Web: www.cires-ci.com

CROISSANCE EN AFRIQUE DE L'OUEST : IMPACT DE L'INDUSTRIE EXTRACTIVE SUR L'AUTONOMISATION DES FEMMES EN CÔTE D'IVOIRE ET AU GHANA

DECEMBRE 2016

ANNEXES

ANNEXE 1: GUIDE D'ENTRETIEN DE GROUPE

01 REGION----------|___|
02 DEPARTEMENT----------|___||___|
03 COMMUNE---------- ----------|___|___|
05 CONCESSION / LOT----------|___|___|___|
06 NUMERO DU VILLAGE ----------|___|___|___|

CATEGORIE GROUPE : |___| **(1**- Jeunes **2**-Femmes **3**-Hommes)

NOM DE L'ANIMATEUR : ……

A. INFORMATIONS SUR LA LOCALITE

A.1. Décrivez-nous votre village ?

Quelles sont les infrastructures (route, école, centre de santé, eau potable, électricité, moyens de télécommunications, etc.) existantes dans votre village ? Quelle est l'organisation communautaire et politique qui anime la vie des habitants de ce village ? Quelles sont les ressources dont dispose le village ? Décrivez-nous la structure de la population des habitants de ce village.

A.2. Parlez-nous des activités exercées par les habitants de ce village

Quelle est l'activité principale des Jeunes, des femmes et des hommes ? Décrivez les conditions de travail et les revenus générés par ces activités ? Quels sont les problèmes rencontrés et quels en sont les impacts socioéconomiques ? Y a-t-il des habitants de ce village qui participent aux activités extractives, ici ou ailleurs ? Expliquer.

B. PARTICIPATION AUX ACTIVITES EXTRACTIVES OU DE CARRIERES

B.1. Décrivez-nous l'exercice des activités extractives dans votre localité ou dans ses environs?

Comment pouvez-vous caractériser les activités extractives dans votre localité ou dans votre zone (volume et la structure de l'emploi, l'organisation du secteur, revenus et distributions, contraintes et exigences sociales et environnementales) ? Comment jugez-vous la participation des femmes au marché du travail dans ce secteur ? (accès à l'emploi, types d'emploi, revenu, etc.) ? Quels sont les obstacles à la participation des femmes dans ce secteur ? Que faut-il faire pour une meilleure prise en compte des besoins communautaires dont notamment des femmes ? Dans quelle mesure le fonds de développement communautaire peut-il contribuer à l'autonomisation de la femme ?

B.2. Activités extractives, cohésion sociale et la gestion du foncier

Existe-t-il une parfaite cohabitation avec les autochtones et les étrangers dans votre localité ? Est-ce que votre localité bénéficie d'un programme d'assistance venant de la mine ? Si oui, lesquels (décrivez ce que la mine a fait dans votre localité : école, logement, projet d'électrification, etc.) Existe-t-il un comité de gestion du fond versé par la mine ? De qui est-il -constitué ? Comment fonctionne-t-il ? Existe-t-il des conflits fonciers entre la mine et votre village ? Si oui quelles sont les raisons de ces conflits (conflits terriens, population écarté du travail dans la mine, etc.) Comment ces conflits sont-ils réglés ? (dialogue, devant les autorités) Avez-vous cédé votre champ pour des activités extractives ? Combien cela vous rapporte-t-il ?

B.3. Impact socioéconomiques des activités extractives sur la localité

Quelle appréciation portez-vous sur la présence des activités extractives dans votre région ? (impact économique, social, politique, environnemental). Expliquez et donnez quelques exemples en faisant ressortir les impacts au plan sanitaire, éducatifs, environnementaux et économiques, sur les femmes, les hommes, les jeunes, les enfants.

B.4. Activités extractives et transitions agricoles

Selon vous, est-ce que la production de denrées alimentaire de base dans le village a baissé du fait des activités extractives ? Est-ce que dans le village, des habitants ont abandonné les activités agricoles au profit des activités extractives ? Si oui, dans quelle proportion et depuis combien de temps ? Comment a évolué la superficie des exploitations agricoles depuis l'avènement des activités extractives ? Y a-t-il des terres agricoles qui ont été délaissées au profit des activités extractives ? Comment se comporte le marché des vivriers, à la suite de l'avènement des activités extractives

LISTE DES PARTICIPANTS AU FOCUS GROUP

N°	NOM ET PRENOMS	FONCTION/POSTE	SEXE (M/F)	TELEPHONE
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				

CENTRE IVOIRIEN DE RECHERCHES ECONOMIQUES ET SOCIALES (CIRES)
Bd Lattrille près du Lycée Classique d'Abidjan
Tél. : (00225) 22 48 21 03 / (00225) 22 44 89 42
Email: cires-ci@aviso.ci / info@cires-ci.com
08 BP 1295 Abidjan 08 - Côte d'Ivoire
Site Web: www.cires-ci.com

CROISSANCE EN AFRIQUE DE L'OUEST : IMPACT DE L'INDUSTRIE EXTRACTIVE SUR L'AUTONOMISATION DES FEMMES EN CÔTE D'IVOIRE ET AU GHANA

DECEMBRE 2016

ANNEXE 2: GUIDE D'ENTRETIEN INDIVIDUEL

01 REGION----------|___|	**05** CONCESSION / LOT----------|___|___|___|
02 DEPARTEMENT----------|___||___||___|	**06** NUMERO DU VILLAGE ----------|___|___|___|
03 COMMUNE---------- ----------|___|___|	

1.2 Personne interrogée	**:**	…… …… …… ……
1.3 Poste/Fonction	**:**	…… …… …… ……
1.4 Contacts (Téléphone & Email)	**:**	…… …… …… ……
1.5 Date et lieu de l'entrevue	**:**	…… …… …… ……

A.1. Que pensez-vous de la présence de l'industrie extractives/ activités extractives dans votre localité ? Quels sont ses impacts au plan économique, social, politique, environnemental ? Décrivez les impacts positifs et les impacts négatifs ? Quel est l'impact sur l'emploi et les

revenus ? Quel est l'impact de l'utilisation des produits chimiques et de la destruction des plantations ?

A.2. Quelles sont les mesures prises pour prendre en compte des besoins communautaires ? Comment ses besoins sont concrètement pris en compte

A.3. Que pensez-vous de la participation de la femme aux activités extractives ? Comment participez-vous à ces activités et à quel niveau se situez-vous? Comment avez-vous eu accès ? Quels sont les obstacles à leur participation aux activités extractives ? Des mesures particulières ont-elles été prises pour une meilleure participation de la femme dans ce secteur ? Si oui, lesquelles ?
A.4. Qu'en est-il des fonds prévus pour chaque année pour les activités du comité ? Existe-il des femmes prévues dans ces comités ? En quoi consiste leur activité ? Quel est le mécanisme de fonctionnement du comité ? Les fonds prévus chaque année pour financer les activités communautaires sont-ils entièrement consommés ? Si non, Pourquoi ? Comment jugez-vous les mécanismes de financement et de coordination des activités communautaires ?

A.5. Quelles sont les activités financées par le fonds de développement communautaire ? Citez quelques-unes.
Comment ces activités ont été identifiées. Comment les femmes participent à l'identification de ces activités ? Pensez-vous que ces activités contribuent-elles à l'autonomisation de la femme ?
Que proposez-vous pour une meilleure prise en compte des besoins communautaires dont notamment des femmes ?
Ces activités participent-elles à l'autonomisation des femmes ? Si oui, Comment ? Si non, pourquoi ?

CENTRE IVOIRIEN DE RECHERCHES ECONOMIQUES ET SOCIALES (CIRES)
Bd Lattrille près du Lycée Classique d'Abidjan
Tél. : (00225) 22 48 21 03 / (00225) 22 44 89 42
Email: cires-ci@aviso.ci / info@cires-ci.com
08 BP 1295 Abidjan 08 - Côte d'Ivoire
Site Web: www.cires-ci.com

CROISSANCE EN AFRIQUE DE L'OUEST : IMPACT DE L'INDUSTRIE EXTRACTIVE SUR L'AUTONOMISATION DES FEMMES EN CÔTE D'IVOIRE ET AU GHANA

DECEMBRE 2016

ANNEXE 3 : QUESTIONNAIRE MENAGE

01 REGION----------|___||___|
02 DEPARTEMENT----------|___||___|
03 LOCALITE / VILLAGE ----------|___|___|
04 ILOT----------|___|___|___|

05 CONCESSION / LOT----------|___|___|___|
06 NUMERO DU MENAGE----------|___|___|___|
07 MILIEU DE RESIDENCE----------|___|
1 = Rural 2 = Urbain
08 STATUT DU MENAGE ----------|___|
1=Exploitant 2=Non exploitant

08 NUMERO DU QUESTIONNAIRE ……/…….

IDENTIFIANT :
|__||__|__||__|__||__|__|__||__|__|__||__|__|__||__|

NOM DU CHEF D'EQUIPE ----------
CODE DU CHEF D'EQUIPE ----------|___|
NOM DE L'ENQUETEUR----------
CODE DE L'ENQUETEUR----------|___|___|
DATE DU 1ER PASSAGE------|___|___||___|___| |_2_|_0_|_1_|_6_|
DATE DU 2EME PASSAGE------|___|___||___|___| |_2_|_0_|_1_|_6_|
HEURE DE DEBUT --------H--------- HEURE DE FIN --------H---------

COMPOSITION DU MENAGE

SEXE	RESIDENTS			VISITEURS	TOTAL	NOMBRE DE MEMBRES CIBLES	NOMBRE DE MEMBRES ELIGIBLES
	Présents	Absents	Ensemble				
MASCULIN							
FEMININ							
TOTAL							

RESULTAT VISITE 1	RESULTAT VISITE 2	RESULTAT VISITE 3

SECTION A : CARACTERISTIQUES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES DES MEMBRES DU MENAGE

NUMERO D'ORDRE	NOM ET PRENOMS DE L'INDIVIDU	STATUT DE RÉSIDENCE	LIEN DE PARENTE AVEC LE CM	SEXE DE L'INDIVIDU	DATE DE NAISSANCE (Jours/Mois/Année) ou AGE DU CM	LIEU DE NAISSANCE	RELIGION	ETHNIE OU NATIONALITE
		(NOM) vit-il ici habituellement Ou a-t-il l'intention de vivre ici ? (NOM) a-t-il/elle passé la nuit dernière ici ? 1 = RP 2 = RA 3 = VI	01= CM 02= EP 03= Fs/Fl 04= Pe/Me 05= Fr/So 06= PFF 07= GPM 08 = AP 09 = BP 10 = SP 99 = ND	1=MAS 2=FEM	Pour estimation de l'âge les modalités sont les suivantes (le code de la première case): 1 = jour 2 = mois 3 = année	Poser la question : Où êtes-vous né ? Préciser pour les personnes nées en Côte d'Ivoire le nom du village et la sous-préfecture (...) Pour les personnes nées hors Côte d'Ivoire, le nom du pays	1 = CAT 2 = PRO 3 = ARC 4 = MUS 5 = ANI 6 = ARE 7= SRE 9 = ND	Ethnie pour les ivoiriens, Nationalité pour les étrangers
09	**A01**	**A02**	**A03**	**A04**	**A05**	**A06**	**A07**	**A08**
|__||__|		|__|	|__||__|	|__|	|__|__||__|__||__|__| |__|__|__| |__|		|__|	|__||__|
|__||__|		|__|	|__||__|	|__|	|__|__||__|__||__|__| |__|__|__| |__|		|__|	|__||__|
|__||__|		|__|	|__||__|	|__|	|__|__||__|__||__|__| |__|__|__| |__|		|__|	|__||__|
|__||__|		|__|	|__||__|	|__|	|__|__||__|__||__|__| |__|__|__| |__|		|__|	|__||__|
|__||__|		|__|	|__||__|	|__|	|__|__||__|__||__|__| |__|__|__| |__|		|__|	|__||__|
|__||__|		|__|	|__||__|	|__|	|__|__||__|__||__|__| |__|__|__| |__|		|__|	|__||__|
|__||__|		|__|	|__||__|	|__|	|__|__||__|__||__|__| |__|__|__| |__|		|__|	|__||__|
|__||__|		|__|	|__||__|	|__|	|__|__||__|__||__|__| |__|__|__| |__|		|__|	|__||__|
|__||__|		|__|	|__||__|	|__|	|__|__||__|__||__|__| |__|__|__| |__|		|__|	|__||__|
|__||__|		|__|	|__||__|	|__|	|__|__||__|__||__|__| |__|__|__| |__|		|__|	|__||__|

SECTION A : CARACTERISTIQUES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES DES MEMBRES DU MENAGE

NUMERO D'ORDRE	Sais-tu lire et écrire couramment en français ?	(Nom) a-t-il fréquenté l'école ?	(Nom) a-t-il fréquenté l'année précédente ?	(Nom) fréquente-t-il cette année scolaire 2014/2015 ?	Quel est le niveau d'instruction atteint par (nom) ?	STATUT D'OCCUPATION	OCCUPATION PRINCIPALE	SITUATION DANS L'OCCUPATION	SITUATION MATRIMONIALE
	1-Oui **2-Sait lire seulement** **3 –Sait écrire seulement** **4-Ni lire ni écrire** ***Si « 4 » alors aller à A13***	1-Oui 2-Non 3-Ne sait pas ***Si non aller à A14***	1-Oui 2-Non 3-Ne sait pas	1-Oui 2-Non 3-Ne sait pas	**0=Aucun** **1 = COR** **2 = PRI** **3 = SEC 1** **4 = SEC 2** **5 = TECH** **4 = SUP**	1 = OCCUPE 2 = CHOMEUR 3 = EN QUETE D'EMPLOI 4 = ELEVE 5 = RETRAITE 6 = MENAGERE 7 = INACTIF 8 = SANS OBJET ***Si différent de 1 aller à A17***	Quelle est votre occupation principale ?	1 = EMPLOYEUR 2 = SALARIE 3 = INDEPENDANT 4 = AFA 5 = APPRENTI 6 = TACHERON 8 = SANS OBJET 9 = NON DECLARE	1 = CE 2 = M1 3 = M2+ 4 = D/S 5 = VE 6 = UL 8=SO 9 = ND
09	**A09**	**A10**	**A11**	**A12**	**A13**	**A14**	**A15**	**A16**	**A17**
__|__	__	__	__	__	__	__		__	__
__|__	__	__	__	__	__	__		__	__
__|__	__	__	__	__	__	__		__	__
__|__	__	__	__	__	__	__		__	__
__|__	__	__	__	__	__	__		__	__
__|__	__	__	__	__	__	__		__	__
__|__	__	__	__	__	__	__		__	__
__|__	__	__	__	__	__	__		__	__
__|__	__	__	__	__	__	__		__	__
__|__	__	__	__	__	__	__		__	__
__|__	__	__	__	__	__	__		__	__

SECTION A : CARACTERISTIQUES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES DES MEMBRES DU MENAGE (SUITE)

NUMERO D'ORDRE	Est-ce qu'un individu cible ?	Les parents de (nom) sont-ils en vie ?	LES DEUX PARENTS VIVENT-ILS DANS LE MÉNAGE ?	As-tu déjà vécu dans un autre pays pendant au moins 6 mois ?	AS-TU DÉJÀ VECU DANS UNE AUTRE LOCALITÉ/VILLE DE LA COTE D'IVOIRE PENDANT AU MOINS 6 MOIS ?	Depuis combien de temps vis-tu dans cette localité ?	Quelle est la raison principale pour laquelle as-tu déménagé pour ce nouveau lieu de résidence ?	Comment apprécies-tu ta vie après le déménagement ?
	1-Oui 2-Non	1-Mère seulement en vie 2-Père seulement en vie 3-Les deux parents sont tous en vie 4-Non ***Si NON aller à A20***	1-Mère seulement 2-Père seulement 3- Les deux parents	1-Oui 2-Non	1-Oui 2-Non ***Si non et A21=2 alors aller à la section suivante***	1 = jour 2 = mois 3 = année	1- Quête d'emploi 2- Travail 3- Formation/école 4- Mariage 5- Manque de moyen des parents biologiques 6- Vivre avec les parents biologiques 7- Persuasion par autrui 8- Décision volontaire 9- Travail dans le secteur extractif 10-Autre à préciser …… 11-Sans objet 12-Ne sait pas	1-Meilleure 2-Pareil 3-Désillusion 4-Pire 5-Autre (à préciser) ……..
09	**10**	**A18**	**A19**	**A20**	**A21**	**A22**	**A23**	**A24**
|__|__|	|__|	|__|	|__|	|__|	|__|	|__|__|__| |__|	|__|__|	|__|
|__|__|	|__|	|__|	|__|	|__|	|__|	|__|__|__| |__|	|__|__|	|__|
|__|__|	|__|	|__|	|__|	|__|	|__|	|__|__|__| |__|	|__|__|	|__|
|__|__|	|__|	|__|	|__|	|__|	|__|	|__|__|__| |__|	|__|__|	|__|
|__|__|	|__|	|__|	|__|	|__|	|__|	|__|__|__| |__|	|__|__|	|__|
|__|__|	|__|	|__|	|__|	|__|	|__|	|__|__|__| |__|	|__|__|	|__|
|__|__|	|__|	|__|	|__|	|__|	|__|	|__|__|__| |__|	|__|__|	|__|
|__|__|	|__|	|__|	|__|	|__|	|__|	|__|__|__| |__|	|__|__|	|__|
|__|__|	|__|	|__|	|__|	|__|	|__|	|__|__|__| |__|	|__|__|	|__|
|__|__|	|__|	|__|	|__|	|__|	|__|	|__|__|__| |__|	|__|__|	|__|

SECTION A : CARACTERISTIQUES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES DES MEMBRES DU MENAGE (SUITE)

NUMERO D'ORDRE	Pourquoi n'avez-vous pas été à l'école ?	Quelle est la dernière formation que vous avez suivie ?	Dans quel domaine avez-vous étudié ?	Avez-vous suivi une formation relative à l'activité d'exploitation extractive ?	Si oui, combien de temps (en mois) cela a-t-il duré ?	L'activité que vous exercez sur le site d'exploitation est-elle en rapport avec votre formation ?	Quel type d'établissement scolaire avez-vous fréquenté ?
				1-Oui 2-Non		1-Oui 2-Non	
09	A25	A26	A27	A28	A29	A30	A31
__|__		__	__	__	___	__|__	__
__|__		__	__	__	___	__|__	__
__|__		__	__	__	___	__|__	__
__|__		__	__	__	___	__|__	__
__|__		__	__	__	___	__|__	__
__|__		__	__	__	___	__|__	__
__|__		__	__	__	___	__|__	__
__|__		__	__	__	___	__|__	__
__|__		__	__	__	___	__|__	__
__|__		__		__	___	__|__	__
__|__		__	__	__	___	__|__	__
__|__		__	__	__	___	__|__	__

Code A25	**A**-Manque de moyens **B**-Absence infrastructures scolaires **C**-Maladie/Handicap **D**-Aider dans les tâches ménagères **E**-Travailler avec les parents **F**-Autre (à préciser)……
Code A26	**1**-Apprentissage formel **2**-Apprentissage traditionnel **3**-Formation professionnelle/ technique privée **4**-Formation professionnel/technique publique **5**-Formation en entreprise **6**-Recyclage **7**-Autre (à préciser)…….
Code A27	**1**-Médecine **2**-Autres métiers de la santé **3**-Ingénierie **4**-Droit **5**-Économie **6**-Business et Management **7**-Administration publique **8**-Autres sciences de la nature **9**-Autres sciences sociale **10**-Humanité et Art 11- Informatique **12**-Autre (Précisez) …….
Code A31	**1**- Public général **2**-Public technique **3**-Privé général **4**-Privé technique **5**-Religieux général **6**-Religieux technique **7**-Autre (précisez)……

SECTION B : CARACTERISTIQUES ET COMMODITES DU LOGEMENT

STATUT D'OCCUPATION	LOYER	NOMBRE DE PIECES OCCUPEES	TYPE DE CONSTRUCTION	LIEU D'AISANCE	SOURCE D'APPROVIONNEMENT EN EAU	MODE D'ECLAIRAGE
B01	**B02**	**B03**	**B04**	**B05**	**B06**	**B07**
1=Propriétaire 2=Maison de famille 3=Locataire 4=Fonction/ Gratuit 5=Fonction/ Forfait 8=Autre (à préciser)	Si vous êtes locataire « Combien payez-vous votre loyer par mois ? » **Sinon** «Combien pensez-vous louer le logement à quelqu'un d'autre»?		1=Villa moderne 2=Maison simple 3=En bande 4=Immeuble 5=Concession 6=Baraque 8=Autre (à préciser)	**A**=WC avec chasse **B**=WC sans chasse **C**=Latrines dans la cour **D**=Latrines hors de la cour **E**=Dans la nature **X**=Autre (à préciser)	A=Eau courante (SODECI) B=Pompe C=Puits D=Source, rivière, marigot X=Autre (à préciser)	A=Électricité CIE B=Électricité privée (groupe, panneau solaire) C=Lampe à gaz D=Lampe torche E=Lampe à pétrole F=Feu de bois X=Autre (à préciser)
|___|	|__|__|__|__|__|__| FCFA	|___|___|	|___|			

SOURCE D'ENERGIE POUR LA CUISSON	MODE D'EVACUATION DES ORDURES MENAGERES	MODE D'EVACUATION DES EAUX USEES	MOYENS DE DEPLACEMENT	EQUIPEMENTS ELECTROMENAGERS	EQUIPEMENTS AUDIO-VISUELS ET TIC
B08	**B09**	**B10**	**B11**	**B12**	**B13**
A=Bois B=Charbon de bois C=Gaz D=Électricité E=Bouse F=Autre (à préciser)	A=Ramassage privée/Mairie B=Jetées dans la nature C= Jetées dans la rue/ fossé D=Enterrées E=Brûlées F=Recyclées X=Autre (à préciser)	A=Cour B=Rue C= Caniveau D=Fosse septique X=Autre (à préciser)	A=Vélo B=Moto C=Véhicule D=Pirogue E=Charette X=Autre (à préciser)	0=Aucun A=Ventilateur |__|__| B=Réfrigérateur |__|__| C=Cuisinière à gaz |__|__| D=Fer à repasser |__|__| E=Climatiseur |__|__| X=Autre (à préciser) |__|__|	A=Radio |__|__| B=Télévision |__|__| C=Télé cellulaire |__|__| D= Téléphone fixe |__|__| E=Ordinateur |__|__| F=Connexion Internet |__|__| X=Autre (à préciser) |__|__|

SECTION C : DEPENSES DU MENAGE

Qui s'occupe des dépenses de SANTE dans le ménage	Qui s'occupe des dépenses de NOURRITURE dans le ménage	Qui s'occupe des dépenses de TRANSPORT dans le ménage	Qui s'occupe des dépenses de COMMUNICATION dans le ménage	Qui s'occupe des dépenses en BIENS d'équipements dans le ménage	Qui s'occupe des dépenses de d'ELECTRICITE ET D'EAU dans le ménage	Qui s'occupe des dépenses d'EDUCATION dans le ménage
C01	**C02**	**C03**	**C04**	**C05**	**C06**	**C07**
A=Chef de ménage B=membre du ménage autre que le Chef C=Assurance santé D=contribution des membres X=Autre (à préciser) …… …… ……	A=Chef de ménage B=membre du ménage autre que le Chef C=contribution des membres X=Autre (à préciser) …… ……	A=Chef de ménage B=membre du ménage autre que le Chef C=Assurance santé D=contribution des membres X=Autre (à préciser) …… …… .	A=Chef de ménage B=membre du ménage autre que le Chef C=Assurance santé D=contribution des membres X=Autre (à préciser) …… ……	A=Chef de ménage B=membre du ménage autre que le Chef C=Assurance santé D=contribution des membres X=Autre (à préciser) …… ……	A=Chef de ménage B=membre du ménage autre que le Chef C=Assurance santé D=contribution des membres X=Autre (à préciser) …… ……	A=Chef de ménage B=membre du ménage autre que le Chef C=Assurance santé D=contribution des membres X=Autre (à préciser) …… …… …… …….
Indiquez la dépense	**Indiquez la dépense moyenne mensuelle**	**Indiquez la dépense moyenne mensuelle**	**Indiquez la dépense moyenne mensuelle**	**Indiquez la dépense moyenne mensuelle de votre ménage en**	**Indiquez la dépense moyenne mensuelle**	**Indiquez la dépense**

moyenne mensuelle de votre ménage en SANTE	de votre ménage en NOURRITURE	de votre ménage en TRANSPORT	de votre ménage COMMUNICATION	BIENS d'équipements	de votre ménage en LOISIRS	moyenne mensuelle de votre ménage en EDUCATION
C08	C09	C10	C11	C12	C13	C14
|__|__|__|__|__|__|__| FCFA	|__|__|__|__|__|__|__| FCFA	|__|__|__|__|__|__|__| FCFA	|__|__|__|__|__|__|__|FCFA	|__|__|__|__|__|__|__|FCFA	|__|__|__|__|__|__|__| FCFA	|__|__|__|__|__|__|__| FCFA

SECTION D : INCLUSION FINANCIERE

Cette section concerne uniquement les personnes âgées de 18 ans et Plus

NUMERO D'ORDRE	Comment assurez-vous concrètement la sécurisation de vos revenus ou de votre argent ?	Possédez-vous un compte auprès des établissements/ organisations suivants ?	Depuis quand avez-vous ouvert ce compte ?	Quel (s) sont les comptes et services dont vous bénéficiez auprès de votre banque/ microfinance ?	Avez-vous ouvert un compte dans une société de téléphonie mobile pour bénéficier des services de transfert d'argent ?	SI OUI, PRECISER	Pourquoi utilisez-vous ces services de transfert ?	Pourquoi n'avez-vous pas ouvert un compte bancaire ?
					1-Oui 2-Non			
09	D01	D02	D03	D04	D05	D06	D07	D08
|__||__|			|__|__||__|__|					
|__||__|			|__|__||__|__|					
|__||__|			|__|__||__|__|					
|__||__|			|__|__||__|__|					
|__||__|			|__|__||__|__|					
|__||__|			|__|__||__|__|					
|__||__|			|__|__||__|__|					
|__||__|			|__|__||__|__|					
|__||__|			|__|__||__|__|					
|__||__|			|__|__||__|__|					
|__||__|			|__|__||__|__|					

SECTION D : INCLUSION FINANCIERE (SUITE)

NUMERO D'ORDRE	Votre ménage a-t-il déjà utilisé ou bénéficié de service mobile money ?	Si oui, donnez la catégorie de l'expéditeur ou du receveur	Quelle est la nature des transferts ?	Quel est le motif du transfert ?	Quel est le type de transfert utilisé ?	Quel est le mode de transfert choisi ?	Quel est le temps moyen (en jours) écoulé entre l'envoi du transfert et sa réception effective par le destinataire final?
	1-Oui 2-Non						
09	D08A	D09	D10	D11	D12	D13	D14
__|__|	__|						
__|__|	__|						
__|__|	__|						
__|__|	__|						
__|__|	__|						
__|__|	__|						
__|__|	__|						
__|__|	__|						
__|__|	__|						
__|__|	__|						
__|__|	__|						

Code D09	**A**-Chef de ménage **B**-Femme du ménage **C**-Jeunes/enfants du ménage **D**-Autres personnes du ménage
Code D10	**A**-Local B-Régional **C**-International **D**-Autre (à préciser)…….
Code D11	**A**-Biens de consommation **B**-Santé **C**-Education **D**-Cérémonies familiales et/ou traditionnelles **E**-Fêtes religieuses **F**-Investissement personnel **G**-Investissement collectif **H**-Remboursement de dettes
Code D12	**A**-Virement bancaire **B**-Mandat Postal **C**-Mobile Money via agence **D**-Service de transfert international **E**-Service de transfert sous-régional (WARI, Quick Cash) **F**-Agent informel **G**-Convoyeur/ transporteur **H**-Par des amis/parents I-Par soi-même
Code D13	**A**-Envoi direct au destinataire **B**-Envoi via un intermédiaire formel **C**- Envoi via un intermédiaire informel

CENTRE IVOIRIEN DE RECHERCHES ECONOMIQUES ET SOCIALES (CIRES)
Bd Lattrille près du Lycée Classique d'Abidjan
Tél. : (00225) 22 48 21 03 / (00225) 22 44 89 42
Email: cires-ci@aviso.ci / info@cires-ci.com
08 BP 1295 Abidjan 08 - Côte d'Ivoire
Site Web: www.cires-ci.com

CROISSANCE EN AFRIQUE DE L'OUEST : IMPACT DE L'INDUSTRIE EXTRACTIVE SUR L'AUTONOMISATION DES FEMMES EN CÔTE D'IVOIRE ET AU GHANA

DECEMBRE 2016

ANNEXE 4 : QUESTIONNAIRE INDIVIDU

IDENTIFICATION

01 REGION----------|___||___|
02 DEPARTEMENT----------|___||___|
03 LOCALITE / VILLAGE ----------|___|___|
04 ILOT ----------|___|___||___|

05 CONCESSION / LOT----------|___|___|___|
06 MILIEU DE RESIDENCE----------|___|
1 = Rural 2 = Urbain
07 NUMERO DU MENAGE **……**……|___||___||___|
09 NUMERO D'ORDRE DE L'INDIVIDU ……|___||___||___|
10 NUMERO DU QUESTIONNAIRE ……. / ……

|__||__|__||__|__||__|__|__||__|__|__||__||__|

NOM DU CHEF D'EQUIPE ---------- CODE DU CHEF D'EQUIPE ---------|___|
NOM DE L'ENQUETEUR---------- CODE DE L'ENQUETEUR----------|___|___|
DATE DE DEPOT DE LA FICHE ----------|___|___||___|___| |_2_|_0_|_1_|_6_|

DATE DE RETRAIT DE LA FICHE ----------|___|___||___|___| |_2_|_0_|_1_|_6_|

OBSERVATIONS

SECTION EM : ACTIVITE PRINCIPALE

ACTIVITE PRINCIPALE	CODE	ACTIVITE PRINCIPALE	CODE
EM.1 Travaillez-vous dans le secteur extractif ? 1. Oui 2. Non Si Non ⇒ passer à la **question EM.3**	☐	**EM.7 Êtes-vous déclarez à la CNPS ?** 1. Oui 2. Non	☐
		EM.8 Depuis combien de temps exercez-vous ce travail ? (en mois)	☐☐☐
EM.2 Si oui dans quelle branche d'activité ? 1. Or 2. Diamant 3. Manganèse 4. Sable 5. Granite 6. Gravier 7. Chercheur de pierres précieuses 8. Autre (à préciser) …….. ……	☐	**EM.9 Quelle est votre fréquence de travail ?** 1. À temps plein 2. À temps partiel	☐
		EM.10 Quelle est la forme de contrat dont vous bénéficiez ? 1. Verbal 2. Écrit	|__|
		EM.11 Quel est le type de contrat dont vous bénéficiez ? 1- CDD 2- CDI 3- Saisonnier 4- Journalier **5-** Convention de stage	|__|
EM.3 Quelle est l'activité principale que vous exercez ? 1. Creuseur 2. Broyeur 3. Laveur 4. Trieuse 5. Conducteur d'engin 6. Transporteur 7. Commerçant 8. Agriculteur vivrière 9. Agriculteur d'exportation 10. Autre (précisez) ……	☐	SALAIRE ET REVENU	
		EM.12 Combien gagnez-vous en moyenne (en millier CFA) ? 1. Jour …….. 2. Semaine …… 3. Mois …… Indiquer le montant sur les pointillés ……	☐
EM.3a À quel niveau d'activité de la chaîne de production avez-vous commencé ? 1. Creuseur 2. Broyeur 3. Laveur 4. Trieuse 5. Conducteur d'engin 6. Transporteur 7. Commerçant 8. Agriculteur vivrier 9. Agriculteur d'exportation 10. Autre (précisez) ……	☐	**EM.13 Vous sentez-vous en sécurité dans le travail que vous faite ?** 1-Oui 2-Non	☐
		EM.14 Avez-vous connu une promotion dans votre travail ? 1-Oui 2-Non	☐
		EM.15 Quel est votre niveau de satisfaction de votre travail sur la mine ? 1-Pas du tout satisfait 2-Pas satisfait 3-Indifférent 4-Satisfait 5-Très satisfait	☐
		EM.16 Comment qualifiez-vous le travail que vous exercez ? 1-Très pénible 2-Pénible 3-Plutôt Abordable 4-Abordable 5-Très abordable	☐
EM.3b Quelle activité exerciez-vous avant d'entrer dans la mine ? …… ……..			
EM.4 Quel est votre catégorie socio-professionnelle ? 1. Cadre supérieur 2. Cadre moyen 3. Professions intermédiaires 4. Employés administratifs 5. Personnels de service 6. Agriculteur 7. Artisan 8. Agents d'exécution 9. Ouvriers non qualifiés 10. Autre (préciser) ……..	☐ ☐	**EM.17 Quelle est la fréquence de paiement de la rémunération issue de votre activité principale ?** 1. Au prorata du bénéfice de l'activité 2. Selon la quantité de production 3. bihebdomadaire 4. Par jour 5. Par mois	☐
		EM.18 Qui reçoit votre paye ? 1. Moi-même 2. Mon mari 3. Ma femme 4. Tiers personne (préciser) …….	☐
EM.5 Quel est votre statut dans l'emploi ? 1. À son propre compte avec salariés 2. Son compte sans salariés 3. Salarié(e)s formel(le)s 4. Salarié(e)s informel(le)s 5. Contractuels (préciser) …….. 6. Autre (préciser) ……..	☐	**EM.19 Par rapport à l'année dernière votre revenu salarial a :** 1. Augmenté 2. Diminué 3. Inchangé 4. N'est pas concerné	☐
EM.6 Êtes-vous assurez dans votre travail ?	☐	**EM.20 Est-ce que ce revenu vous permet de vivre décemment ?**	☐

1. Oui 2. Non		1. Oui 2. Non	
EM.21 Combien d'heure travaillez-vous par semaine ?	☐☐	**EM.24 Si non comptez-vous exercez dans un autre secteur ou sous-secteur extractif ?** **1.** Oui, autre secteur **2**. Oui, autre sous-secteur extractif **3**. Non	☐
EM.22 Pendant combien de jour travaillez-vous par semaine ? 1. 6 Jours 2. Moins de 6 Jours 3. Plus de 6 Jours	☐	**EM.25 Quel est le revenu escompté (en milliers de FCFA) ?** 1. Identique à celui de l'activité en cours d'exercice 2. Moins que celui de l'activité en cours d'exercice 3. Plus que celui de l'activité en cours d'exercice Indiquer le montant (…….)	☐
EM.23 Comment avez-vous trouvé ce travail ? 1. Ami/Famille 2. Agence gouvernementale de l'emploi 3. Annonce (journal, Internet) 4. Examen/Concours 5. Agence privée pour l'emploi 6. Autre (préciser) …….	☐		

SECTION A : ACTIVITE SECONDAIRE

ACTIVITE SECONDAIRE	CODE	ACTIVITE SECONDAIRE	CODE
EMS.1 Exercez-vous une autre activité ? **1. Oui 2. Non** *Si non alors fin section.*	☐	**EMS.7 Êtes-vous déclarez à la CNPS ?** 1. Oui 2. Non	☐
EMS.2 Travaillez-vous dans le secteur extractif ? 1. Oui 2. Non Si Non ⇒ passer à la **question EMS.3**	☐	**EMS.8 Depuis combien de temps exercez-vous ce travail ? (en mois)**	☐☐☐
EMS.3 Si oui dans quel sous-secteur ? 1-Or 2-Diamant 3-Manganèse 4-Sable 5-Granite 6-Gravier 7-Chercheur de pierres précieuses 8-Autre (à préciser) ……. …… ……..	☐	**EMS.9 Quelle est votre fréquence de travail ?** 1. À temps plein 2. À temps partiel	☐
		EMS.10 Quelle est la forme de contrat dont vous bénéficiez ? **1.** Verbal **2.** Écrit	|__|
		EMS.11 Quel est le type de contrat dont vous bénéficiez ? 1. CDD 2. CDI 3. Saisonnier 4. Journalier 5. Convention de stage	|__|
EMS.4 Quelle est l'activité secondaire que vous exercez ? 1. Creuseur 2. Broyeur 3. Laveur 4. Trieuse 5. Conducteur d'engin 6. Transporteur 7. Commerçant 8. Agriculteur vivrière 9. Agriculteur d'exportation 10. Autre (précisez) ……	☐	SALAIRE ET REVENU	
		EMS.12 Combien gagnez-vous en moyenne (en millier CFA) ? 1. Jour …….. 2. Semaine …… 3. Mois ……. Indiquer le montant sur les pointillés ……	☐
EMS.5 Quelle est votre catégorie socio-professionnelle ? 1. Cadre supérieur 2. Cadre moyen 3. Professions intermédiaires 4. Employés administratifs 5. Personnels de service 6. Agriculteur 7. Artisan 8. Agents d'exécution 9. Ouvriers non qualifiés 10. Autre (préciser) ……..	☐	**EMS.13 Quelle est la fréquence de paiement de la rémunération issue de votre activité secondaire?** 1. Au prorata du bénéfice de l'activité 2. Selon la quantité de production 3. Bihebdomadaire 4. Hebdomadaire 5. Par jour 6. Par mois 7. Autre (à préciser)	☐
		EMS.14 Qui reçoit votre paye ? 1. Moi-même 2. Mon mari 3. Ma femme 4. Tiers personne (préciser) ……	☐
EMS.6 Quel est votre statut dans l'emploi ? 1. À son propre compte avec salariés 2. Son compte sans salariés 3. Salarié(e)s formel(le)s 4. Salarié(e)s informel(le)s	☐	**EMS.15 Par rapport à l'année dernière votre revenu salarial a :** 1. Augmenté 2. Diminué 3. Inchangé 4. N'est pas concerné	☐

5. Contractuels (préciser) …….. 6. Autre (préciser) ……..			
EMS.16 Êtes-vous assurez dans votre travail ? 1. Oui 2. Non	☐	**EMS.20 Est-ce que ce revenu vous permet de vivre décemment ?** 1. Oui 2. Non	☐
EMS.17 Combien d'heure travaillez-vous par semaine ?	☐☐	**EMS.21 Si non comptez-vous exercez dans un autre secteur ou sous-secteur extractif ?** **1.** Oui, autre secteur **2**. Oui, autre sous-secteur extractif **3**. Non	☐
EMS.18 Pendant combien de jour travaillez-vous par semaine ? **1.** 6 Jours **2.** Moins de 6 Jours **3.** Plus de 6 Jours	☐	**EMS.22 Quel est le revenu escompté (en milliers de FCFA) ?** 4. Identique à celui de l'activité en cours d'exercice 5. Moins que celui de l'activité en cours d'exercice 6. Plus que celui de l'activité en cours d'exercice Indiquer le montant (…….)	☐
EMS.19 Comment avez-vous trouvé ce travail ? 1. Ami/Famille 2. Agence gouvernementale de l'emploi 3. Annonce (journal, Internet) 4. Examen/Concours 5. Agence privée pour l'emploi 6. Autre (préciser) …….	☐		

SECTION AF : AUTONOMIE ET PRISE EN CHARGE DE LA FEMME

AF.1 L'activité économique que vous exercez est-elle liée au développement de l'industrie extractive dans la région ?	1-Non 2-Oui	|__|
AF.2 Cette activité économique vous permet-elle de vous prendre en charge de même que quelques charges de votre ménage ?	1-Non 2-Oui totalement 3-Oui partiellement	|__|
AF.3 Quelles sont les charges du ménage que vous prenez en compte ?	A-Alimentation B-Hébergement C-Education D-Santé E-Transfert/ dons F-Toute sorte de dépense G-Autre (à préciser)…….. ……..	
AF.4a Si non, recherchez-vous actuellement un travail ?	1-Non 2-Oui	|__|
AF.4 Existe-il dans la localité des initiatives pour faciliter l'accès des femmes à l'emploi ?	1-Non 2-Oui 3-Ne sais pas	|__|
AF.5a Si oui, lesquelles ?	A-Renforcement de capacités B-Alphabétisation C-Appui technique E-Appui financier F-Appui organisationnel G-Appui institutionnel H-Autre (à préciser)……. ……..	
AF.5b Y a-t-il des activités générées par la présence des industries extractives dans la localité au cours des 5 dernières années?	1-Non **2**-Oui	|__|
AF.6a Si oui, les citer	A-Activités de transport B-Activités commerciales C-Activités de magasinage D-Activités financière D-Activités agricoles E-Activités d'exploitation Autre (à préciser) ……. …….	
AF.6b Si non, quelles sont les activités qu'on peut développer pour l'autonomisation de la femme dans la région ?	A-Activités de transport B-Activités commerciales C-Activités de magasinage D-Activités financières E-Activités agricoles F-Activités d'exploitation G-Autre (à préciser) …….. ……	
AF.6c Selon vous, est-il normal pour un homme de donner de l'argent à sa femme pour qu'elle exerce une activité commerciale ?	1-Oui 2-Non 3-Sans opinion précise	|__|
AF.6d Votre mari tient-il compte de votre avis dans la répartition des ressources ? **(à poser qu'aux femmes)**	1-Non **2**-Oui	|__|
AF.6e Votre mari tient-il compte de votre avis pour les prises de décisions concernant la famille ? **(à poser qu'aux femmes)**	1-Non **2**-Oui	|__|

SECTION D : ACCES AUX SOINS DE SANTE ET VULNERABILITE ***Cette section ne concerne exclusivement que les femmes***		
D1. Votre activité limite-elle votre accès aux consultations prénatales ?	1- Oui 2- Non	|__|
D2. Votre activité limite-elle votre accès aux consultations post-natales ?	1- Oui 2- Non	|__|
D3. Votre activité limite-elle la prise en charge de vos accouchements ?	1- Oui 2- Non	|__|
D4. Votre activité vous permet-elle de bénéficier des services et prestations de planification familiale ?	1- Oui 2- Non	|__|
D5. Votre activité vous permet-elle de bénéficier des soins de santé assisté par un personnel de santé qualifié ?	1- Oui 2- Non	|__|
D6. Êtes-vous libre de prendre seule la décision de faire une consultation prénatale ?	1- Oui, toujours 2- Oui, quelques fois 3- Non, jamais 4- Ne sait pas	|__|
D7. Êtes-vous libre de prendre seule la décision de faire une planification familiale ?	1- Oui, toujours 2- Oui, quelques fois 3- Non, jamais 4- Ne sait pas	|__|
D8. Êtes-vous libre de prendre seule la décision de vous soigner ?	1- Oui, toujours 2- Oui, quelques fois 3- Non, jamais 4- Ne sait pas	|__|
D9. Êtes-vous libre de prendre seule la décision de soigner vos enfants ?	1- Oui, toujours 2- Oui, quelques fois 3- Non, jamais 4- Ne sait pas	|__|
D10. Avez-vous été victime de violence sexuelle ou même de viol, du fait de votre activité ?	1- Oui, plusieurs fois 2- Oui, quelques fois 3- Non, jamais	|__|
D11. Cette activité vous a-t-elle conduit à des pratiques sexuelles consenties, en contrepartie d'un revenu ?	1- Oui, plusieurs fois 2- Oui, quelques fois 3- Non, jamais	|__|
D12. À combien estimez-vous les revenus (FCFA) issus de ces pratiques sexuelles ?	|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|	
D13. Quelles ont été les conséquences des pratiques sexuelles ou de la violence sexuelle subie ?	A- Problème de santé irréversible B- Désintégration de la famille C- Détérioration de l'intégrité de la femme D- Exclusion sociale E- Discrimination F- Autre (à préciser) ……... ……	

SECTION EN: ENVIRONNEMENT (MODULE ADRESSE QU'AUX TRAVAILLEURS DU SECTEUR EXTRACTIF)

EN.1 À qui le site d'exploitation appartient-il ?

0. Je n'interviens sur aucun site d'exploitation agricole
1. Vous-même **2.**Votre famille **3.** Un particulier **4.** Le village **5.** Autre (précisez)……

☐

EN.2 Comment avez-vous eu accès à ce site ?
1. Achat 2. Location 3. Héritage 4. Décret 6-Travail
5. Autre (précisez)……
si 4 ⇒ passer à la question **EN.5**

☐

EN.3 Avez-vous une autorisation d'exploitation ?

1. Oui 2. Non
Si Non, pourquoi ?
…….

☐

EN.4 Bénéficiez-vous d'un encadrement technique ?

1. Oui 2. Non

Si Oui par quelle structure ?

……..

☐

EN.5 Avez-vous une idée de la superficie du site ?

1. Oui 2. Non

Si Oui, Vous l'estimez à combien d'hectare ?
…….

☐

EN.6 Utilisez-vous des produits chimiques pour le traitement du minerai ?

1. Oui 2. Non Si Non, passez à la **question EN9**

☐

EN.6a Si Oui, lesquels ?

1. Cyanure 2. Mercure 3. Chaux
4. Autre (précisez)……..

☐

EN.7 Où achetez-vous ces produits et à combien ?

……

☐

EN.9 À combien estimez-vous la distance de votre lieu d'habitation à votre lieu de travail ?

1) Moins de 5 km 2) 5 km 3) 10 km 4) 15 km 5) 20 km

6) Autre (préciser) ……..

☐

EN.10 Avez-vous accès à l'eau potable sur le site?
1. Oui 2. Non

☐

EN.10a Avez-vous accès aux toilettes sur le site ?
1. Oui 2. Non

☐

EN.10b Avez-vous accès à l'électricité sur le site ?
1. Oui 2. Non

☐

EN.10c Avez-vous accès au téléphone sur le site ?
1. Oui 2. Non

☐

EN.11 Quels sont les cas récurrents d'accidents rencontrés sur le site ?
…….

☐

EN.12 **En cas de maladie ou d'accident de travail à qui vous referez-vous ?**
1. Employeur 2. Mes propres frais
3. Autre (précisez) …….

☐

EN.13 Vous sentez-vous en sécurité sur le site d'exploitation ?
1. Oui 2. Non

Si Non, pourquoi ? ……..

☐

EN.14 vous résigne-t-on à des tâches peu pénibles du faites de votre sexe ?
1. oui 2. Non
Si oui ⇒ passer à la question **EN.16**

☐

EN.15 comment qualifierez-vous les tâches exécutées au quotidien ?
1. très pénible
2. Pénible
3. Pas pénible
4. Pas du tout pénible

☐

EN.16 Est-ce un choix de votre part de travailler dans cette exploitation?

1. Oui 2. Non

Si oui pourquoi ? ……

☐

EN.17 Si non ce choix vient de qui ?

1. Mon mari
2. Ma femme
3. Mes enfants
4. Tiers personne
5. Autre (préciser) ……..

☐

EN.8 Êtes-vous conscient des risques que vous courez en utilisant ces produits chimiques ? 1. Oui 2. Non	☐	**EN.18 Que pensez-vous de l'état de l'environnement dans votre localité après l'installation de la mine ou de la carrière ?** **1. Dégradé 2. pas dégradé**	☐
EN.19 Est-ce que la présence de ce site profite à la communauté? **……** **……**	☐	**EN.20 L'installation de l'exploitation a-t-elle favorisé la destruction de terres cultivables dans votre village ?** **1.** Oui 2. Non	☐
		EN.20 a Combien d'hectares ont été détruit depuis son installation ? **1. un hectare 2. Deux hectares 3. Autre (préciser)**	☐
EN.21 Comment appréciez le niveau de pollution atmosphérique et environnementale générée par les activités de la mine dont vous avez été victime ? 1-Très élevé 2-Elevé 3-Moyen 4-Faible 5-Très faible	☐	**EN.22 Est-ce que l'arrivée de la mine a entraîné la dégradation du sol dont vous avez été victime ?** 1-Oui 2-Non	☐
EN.23 L'arrivée de la mine a-t-elle engendré des phénomènes de changement climatique dont vous avez été victime ? 1-Oui 2-Non	☐	**EN.24 L'avènement de la mine a-t-elle engendré des problèmes d'inondations dont vous avez été victime?** 1-Oui 2-Non	☐
		EN.25 L'avènement de la mine a-t-il été source de maladies liées à l'environnement dont vous avez été victime? 1-Oui 2-Non	☐
		EN.26 Si oui, citez **……**	☐

SECTION F : ORPAILLAGE, TRANSITIONS AGRICOLES ET AUTONOMISATION DE LA FEMME		
F1. Exerciez-vous auparavant une activité agricole avant de passer dans le secteur extractif ?	1-Oui 2-Non	|__|
F2. D'autres membres de votre ménage ont-ils également délaissé les activités agricoles au profit des activités extractives ?	1-Oui 2-Non	|__|
F3. Quelles ont été les motivations de ce changement ?	A- Gain escompté B- Effet de mode C- Imposé le ménage D- Imposé par les élus locaux E- Détection de nouvelles opportunités F- Disposition de qualifications appropriées à l'exercice de l'activité G- Baisse de rendement agricole H- Variabilité climatique I- Autre (à préciser)…… ……..	
F4. Comment appréciez-vous le niveau de la production des denrées alimentaires de base, sous l'effet de l'avènement des activités extractives ?	1-A augmenté 2-A diminué 3-Resté inchangé	|__|
F5. Comment appréciez-vous l'évolution de la superficie des terres agricoles, sous l'effet de l'avènement des activités extractives ?	1-A augmenté 2-A diminué 3-Resté inchangé	|__|
F6. Comment appréciez-vous l'évolution des revenus issus des activités agricoles, à la suite de l'avènement des activités extractives ?	1-A augmenté 2-A diminué 3-Resté inchangé	|__|
F7. Est-ce que les femmes de ce village peuvent acquérir ou posséder, de leur propre chef, une parcelle agricole ?	1-Oui 2-Non	|__|
F8. Disposent-elles d'un pouvoir décision autonome relativement à la cession des terres en faveur des activités extractives?	1- Oui totalement 2- Oui conjointement 3- Oui par consultation 4- Non	|__|

Résumé

Depuis la crise militaro-politique de 2002, l'artisanat minier est resté l'activité de prédilection pour plusieurs ménages en zones rurales, au Nord de la Côte d'Ivoire. La présente recherche a pour objectif d'étudier les effets socio-économiques et environnementaux de cette activité sur les conditions de vie des populations riveraines. Outre la recherche documentaire, les données primaires ont été obtenues par les enquêtes de terrain à la fois qualitatives et quantitatives lors du projet GrOW/CRDI réalisé par le CIRES. Cette approche a permis d'interroger les acteurs sur leurs caractéristiques sociodémographiques, les raisons qui motivent le choix de cette activité, les revenus, le rôle des femmes sur les sites. À cet effet, un échantillon de 785 acteurs constitués de 46,50% de femmes et 53,50% d'hommes répartis sur 404 ménages à l'échelle des trois régions (Poro-Bagoué-Hambol) de l'étude, a été interviewé. Les résultats obtenus montrent que le secteur minier artisanal constitue aujourd'hui une activité de subsistance importante pour la population étudiée malgré son caractère illicite. L'ampleur que prend cette activité, en dépit des gains substantiels qu'elle procure aux exploitants, engendre des conséquences négatives sur le plan environnemental et sanitaire. Suivant les sites, plus de 80% des espèces ligneuses et sources d'eau sont systématiquement abattues ou exposées à la pollution. Aussi, cette activité expose-t-elle les populations riveraines à plusieurs maladies et naturellement à des accidents liés aux puits laissés béants après exploitation. Les abus de toutes natures sont monnaies courantes sur les sites et les femmes en sont les plus victimes. Il importe donc de redynamiser ce secteur d'activité pour permettre aux populations d'en tirer profit et de concilier leurs intérêts à la conservation des écosystèmes et à la prise en compte des questions du genre sur les sites.

Mots-clés : Artisanat minier, impacts socio-économiques et environnementaux, zone rurale, Côte d'Ivoire.

Abstract

Since the military-political crisis of 2002, the mining industry has remained the favorite activity for several households in rural areas in northern Côte d'Ivoire. The present research aims to study the socio-economic and environmental effects of this activity on the living conditions of neighboring populations. In addition to the literature search, the primary data were obtained from both qualitative and quantitative field surveys during the CIRE GROW/IDRC project. This approach allowed to question the actors on their socio-demographic characteristics, the reasons which motivate the choice of this activity, the income, the role of the women on the sites. To this end, a sample of 785 actors made up of 46.50% women and 53.50% men spread over 404 households across the three regions (Poro-Bagoué-Hambol) of the study, was interviewed. . The results show that the artisanal mining sector is nowadays an important livelihood activity for the study population despite its illicit nature. The scale of this activity, despite substantial gains for farmers, has negative environmental and health consequences. Depending on the site, more than 80% of woody species and water sources are systematically cut down or exposed to pollution. Also, this activity exposes riparian populations to several diseases and naturally to accidents related to wells left gaping after exploitation. Abuses of all kinds are common currencies on the sites and women are the most victims. It is therefore important to revitalize this sector of activity to enable people to benefit from it and to reconcile their interests in the conservation of ecosystems and the consideration of gender issues at the sites.

Keywords: Mining crafts, socio-economic and environmental impacts, Côte d'Ivoire.